



HAL
open science

Bourse du Travail et Salons Mauduit : reconversion d'un patrimoine syndical et festif à Nantes. Mutations métropolitaines

Pierre Douillard-Lefevre

► To cite this version:

Pierre Douillard-Lefevre. Bourse du Travail et Salons Mauduit : reconversion d'un patrimoine syndical et festif à Nantes. Mutations métropolitaines. Sociologie. 2017. dumas-01692949

HAL Id: dumas-01692949

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01692949>

Submitted on 5 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License



UNIVERSITÉ DE NANTES

UFR Sociologie

**Bourse du Travail et Salons Mauduit,
reconversion d'un patrimoine syndical et festif à Nantes.
Mutations métropolitaines**

Mémoire de recherche de Master 2 de sociologie

Présenté par :

Pierre DOUILLARD-LEFEVRE

Directrice de recherches :

Mme Marie CHARVET

Année universitaire 2016-2017





UNIVERSITÉ DE NANTES

UFR Sociologie

**Nantes : reconversion d'un patrimoine syndical et festif.
Mutations métropolitaines**

Mémoire de recherche de Master 2 de sociologie

Présenté par :

Pierre DOUILLARD-LEFEVRE

Directrice de recherches :

Mme Marie CHARVET

Année universitaire 2016-2017

Ce mémoire est dédié à mon père, Luc Douillard, qui m'a légué son goût pour l'histoire et son amour pour la ville de Nantes.

REMERCIEMENTS

Je tiens à adresser mes remerciements à Marie Charvet qui a dirigé mes deux années de recherches et suivi avec attention l'avancée de ce mémoire malgré sa progression parfois discontinuée. Je remercie Emmanuelle et Clara pour leurs relectures vigilantes et leurs conseils avisés. Merci également à celles et ceux qui m'ont fait confiance durant ces mois d'enquête, aux personnes qui m'ont accordé un entretien. Remerciements enfin au Centre d'Histoire du Travail et à la Maison des Hommes et des Techniques, qui continuent à faire vivre la mémoire sociale de Nantes.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	7
<i>Transformations urbaines et métamorphoses patrimoniales : étude de cas</i>	<i>10</i>
<i>Approche méthodologique</i>	<i>13</i>
<i>Réflexivité.....</i>	<i>14</i>
<i>PARTIE I- Bourse du Travail et Salons Mauduit, un patrimoine social et politique en reconversion</i>	<i>19</i>
<i>A- « SAY - Désiré Colombe », un grand projet au cœur de la métropole</i>	<i>19</i>
1- Approche spatiale d'un projet.....d'aménagement	19
2- L'avancée du projet situé dans un espace privilégié.....	22
<i>B- Une histoire sociale de la Bourse du Travail de Nantes. Patrimoine syndical, enjeux sociaux et politiques</i>	<i>24</i>
1- La Bourse du Travail de Nantes: un foyer syndical dans le quartier Dobrée.....	24
<i>Aux archives municipales, la genèse politique et syndicale de la construction de la Bourse du travail de la rue Désiré Colombe</i>	<i>25</i>
<i>Une construction longue et difficile</i>	<i>25</i>
<i>Un épicentre de la contestation au long du siècle.....</i>	<i>30</i>
<i>La rue Désiré Colombe : lutte de classe et affrontements politiques.....</i>	<i>32</i>
<i>Les archives issues de la presse locale, un déménagement et des tensions sociales : la lutte des sans-papiers dans la Bourse du travail.....</i>	<i>36</i>
<i>Les soutiens politiques et religieux.....</i>	<i>43</i>
<i>Une histoire ambivalente qui continue de s'écrire.....</i>	<i>44</i>
2- Les Salons Mauduit, un écrin Art Déco pour les soirées nantaises.....	45
<i>Les Salons Mauduit, une destinée au cœur d'un différend judiciaire.....</i>	<i>48</i>

<i>C- Opération immobilière et approches des acteurs.....</i>	<i>50</i>
1- Les acteurs du projet.....	50
<i>Genèse municipale.....</i>	<i>50</i>
<i>Les acteurs privés de la transformation.....</i>	<i>54</i>
3- Une « polyphonie communicationnelle » : double discours pour un grand projet immobilier.....	55
<i>Une communication municipale axée sur le bien commun.....</i>	<i>56</i>
<i>Secteur privé : la promotion de logements luxueux.....</i>	<i>58</i>
<i>Des discours complémentaires ?.....</i>	<i>59</i>
<i>D - Des dockers aux livreurs : la place du monde ouvrier dans la ville.....</i>	<i>61</i>
<i>Itinéraire d'un syndicaliste plébéien du pays nantais.....</i>	<i>66</i>
<i>Le monde ouvrier au cœur de la ville.....</i>	<i>68</i>
<i>La grève et la fête</i>	<i>70</i>
<i>Industries en crise, mutation urbaine.....</i>	<i>72</i>
<i>Luttes sociales et mutations socio-spatiales.....</i>	<i>75</i>
<i>PARTIE II – Métamorphose urbaine en métropole socialiste.....</i>	<i>80</i>
<i>A – Désiré Colombe, perspectives d'acteurs du projet. Un laboratoire urbain de la métropole du futur ?.....</i>	<i>80</i>
1- Prospectives nantaises : une soirée à la tour Bretagne	80
<i>Assurer la puissance de Nantes : accroître la démographique, agrandir la métropole</i>	<i>85</i>
2- Hautes technologies et co-construction : les perspectives urbaines de Nantes Métropole Aménagement	88
<i>Mutation des usages : la fin d'un espace festif</i>	<i>90</i>
<i>La rationalisation spatio-économique des espace associatifs.....</i>	<i>91</i>
<i>Un projet immobilier onéreux orienté et mis en œuvre par les acteurs privés.....</i>	<i>92</i>
<i>Le rôle des élus : promouvoir le projet auprès des habitants</i>	<i>93</i>
<i>L'opposition judiciaire.....</i>	<i>95</i>
<i>Un patrimoine en mouvement perpétuel.....</i>	<i>95</i>
3- Smart Cities et perspectives d'élus, observation ethnographique d'un débat participatif..	97
<i>B – Projet Désiré Colombe et gouvernance métropolitaine : regard croisé d'experts critiques.....</i>	<i>101</i>

1- Patrimoine et mobilisations associatives : rencontre avec un militant.....	103
<i>Trajectoire et affiliations.....</i>	<i>103</i>
2-Jean-Pierre L., architecte et urbaniste.....	104
<i>Approches politiques.....</i>	<i>105</i>
<i>Engagement associatif.....</i>	<i>106</i>
3-Le Forum Nantes Patrimoines, quand plusieurs experts convergent contre les projets urbanistiques de la métropole.....	108
<i>La continuité d'une série de conflit urbains.....</i>	<i>108</i>
<i>Le secteur Mauduit Désiré Colomb : conflits et approches différenciées</i>	<i>112</i>
<i>Opacité du projet et enquête indépendante.....</i>	<i>112</i>
<i>Contre attaque judiciaire et réajustement du projet.....</i>	<i>114</i>
<i>C- Discours et pratiques : la mutation des stratégies municipales.....</i>	<i>115</i>
<i>Neutraliser le conflit, intégrer la contestation : ménager, intégrer, affronter</i>	<i>120</i>
<i>La culture et le « verdissement » comme modalités de transition urbaine ?.....</i>	<i>123</i>
<i>D- Aménagements, communication, gouvernance : vers l'uniformisation métropolitaine ?.....</i>	<i>128</i>
<i>Homogénéisation des politiques urbaines.....</i>	<i>130</i>
<i>Réification de la ville.....</i>	<i>132</i>
CONCLUSION.....	136
<i>Du Radisson Blu au projet Say Désiré Colombe.....</i>	<i>140</i>
<i>La fin des interstices.....</i>	<i>143</i>
BIBLIOGRAPHIE.....	145

INTRODUCTION

Au cours de l'histoire, de l'aube de la civilisation occidentale jusqu'à l'ère contemporaine, la ville se définit par sa démarcation formelle avec ce qui l'entoure. Notre époque est celle d'une rupture dans cette continuité. Huit siècles avant notre ère, la princesse phénicienne Didon fonde Carthage, majestueuse Cité portuaire qui domine le pourtour méditerranéen pendant l'Antiquité. Selon le mythe originel, pour établir sa colonie en Afrique du Nord, Didon réclame une terre au roi de Numidie qui consent à lui laisser la superficie délimitée par la peau d'un bœuf. La princesse fait découper le cuir en lanières si fines qu'elle parvient à circonscrire un vaste périmètre pour édifier sa ville. Les fondateurs de Rome, Cité hégémonique l'Antiquité, sont les deux fils d'une louve, Romulus et Rémus. Les deux frères s'entre-tuent lorsque Rémus franchit le *pomœrium*, la limite sacrée qui sépare la ville de son territoire. Jusqu'au début du XX^e siècle, Paris est encore entourée de fortifications militaires¹ qui doivent la protéger de l'extérieur. Un bouleversement s'est opéré ces dernières décennies : les rocade ont remplacé les murailles, et la ville part à l'assaut du territoire qui l'entourne. Les aires urbaines s'étendent à indéfiniment, et la frontière, jadis évidente, entre l'espace urbain et rural s'efface à mesure que les métropoles étendent leur emprise. La dimension spatiale de la ville apparaît comme l'un des enjeux de notre époque. La métropole concentre les flux et les richesses en son cœur, mais elle doit, pour se développer, dévorer toujours plus de superficie, en avalant les communes environnantes, intégrées à l'espace périphérique ou aux zones industrielles. La métropole n'a plus de limite, elle s'étend jusqu'à ce que commence l'aire d'une autre métropole, si bien que l'urbaniste François Ascher forgeait dès les années 1980 le néologisme de *métapolis*² pour désigner ces nouveaux espaces urbains diffus, hétérogènes et discontinus, tandis que l'historien Jacques Le Goff déclarait dans un entretien : « les campagnes sont submergées, et les villes comme inondées : on ne sait plus très bien lesquelles envahissent les autres³ ». Le corollaire de ce processus de métropolisation du territoire est la reconfiguration architecturale, sociale et politique de la ville. Les classes populaires quittent les centre-villes pour être reléguées en *banlieue* – lieu où s'étend la juridiction de la ville, et étymologiquement, le lieu du *ban*, mot dont les racines germaniques signifient punition ou interdiction – voire au-delà, dans les nouvelles couronnes péri-urbaines artificielles. Dans le noyau de ces métropoles se situe le cœur historique de la ville, qui

1 L'enceinte de Thiers, construite entre 1841 et 1844, et démantelée entre 1919 et 1929. A propos du démantèlement des fortifications comme terrain d'expérimentation d'un aménagement urbain rationalisé, voir : Marie Charvet, *Les fortifications de Paris. De l'hygiénisme à l'urbanisme, 1880-1919*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.

2 François Ascher, *Métapolis, ou, l'Avenir des villes*, éditions Odile Jacob, Coll. Histoire et Document, 1995.

3 Jacques Le Goff, entretiens avec Jean Lebrun, *Pour l'amour des villes*, Paris, Éditions Textuel, 1997, p. 148.

concentre son patrimoine, les vestiges de son passé. Ce travail se propose de réfléchir à la réinvention de ce patrimoine, et à l'écriture du nouveau récit métropolitain, qui accompagne la mutation des usages des espaces patrimoniaux festifs, sociaux, politiques dans la ville.

La sociologie des villes évolue de concert avec la désindustrialisation des espaces urbains. La population des anciens quartiers populaires est progressivement remplacée par des catégories socio-professionnelles plus aisées. Les statisticiens repèrent aujourd'hui une nouvelle classe urbaine : les « cadres des fonctions métropolitaines⁴ », considérés comme des marqueurs du processus de métropolisation. L'Insee désigne ainsi les cadres dans le domaine de la gestion, de l'innovation et la création, les ingénieurs, les professions intellectuelles. Les douze plus grandes agglomérations de France comptent aujourd'hui plus de 11 % de ces « cadres des fonctions métropolitaines » dans leur population active. A Nantes, la part de cette catégorie a augmenté de 61,5%⁵ entre 1999 et 2006 – soit la plus forte hausse hexagonale –, atteignant 12,6% de la population active en 2014⁶. Ainsi, l'ancienne ville de contraste que fut Nantes, à la fois portuaire et ouvrière – mais aussi bourgeoise et commerçante –, se métamorphose en métropole attractive investie par les classes supérieures intégrées à la mondialisation. Cette mutation s'observe par extension dans l'architecture de la ville. Les structures d'acier du monde industriel qui constellaient certains quartiers centraux laissent place aux architectures de béton et de verre de résidences érigées pour accueillir les nouveaux habitants. Progressivement, les lieux de sociabilités populaires disparaissent, et le centre-ville devient, selon l'expression de Jacques Legoff, un « centre-musée⁷» .

Ces processus de gentrification ont déjà largement été traités en sciences sociales, par des chercheurs anglo-saxons tels que Neil Smith et Ruth Glass⁸ qui ont posé dans les dernières décennies des cadres théoriques fondamentaux pour rendre compte de ces faits urbains, et des phénomènes d'embourgeoisement et de ségrégation urbaine en particulier. Ces analyses ont été complétées par des travaux locaux, notamment ceux menées à Lyon par Yves Authier⁹, ou à Paris par Anne Clerval¹⁰, travaux qui permettent d'appréhender les mutations de métropoles françaises et

4 « Certaines fonctions comme la gestion, la conception-recherche, les prestations intellectuelles, la culture-loisirs et le commerce inter-entreprises sont spécifiquement présentes dans les grandes aires urbaines, elles sont qualifiées de « métropolitaines », c'est-à-dire propres aux villes », une définition donnée par l'Insee dans le bulletin : *Île de France à la page*, Insee, Institut d'aménagement et d'urbanisme île de France, n°370, septembre 2011.

5 Insee Nord-Pas-de-Calais, « Les cadres des fonctions métropolitaines : le dynamisme lillois à l'aune des évolutions nationales », *Pages de profil n°69*, mars 2010.

6 Voir : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1281263>

7 Jacques Le Goff, entretiens avec Jean Lebrun, *Pour l'amour des villes*, Éditions Textuel, 1997, Paris, p. 148.

8 Catherine Bidou-Zachariassen (dir.), *Retours en ville. Des processus de gentrification urbaine aux politiques de revitalisation des centres*, Paris, Descartes & Cie, 2003.

9 Yves Grafmeyer, Jean-Yves Authier, Isabelle Mallon, Marie Vogel, *Sociologie de Lyon*, Paris, La Découverte, 2010.

10 Anne Clerval, *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, Paris, La Découverte, coll. « Hors collection Sciences Humaines », 2013.

de nourrir une analyse de l'aménagement territorial à Nantes. Il s'agit de déplacer le questionnement vers un nouvel objet de connaissance, au-delà de la question de l'embourgeoisement d'anciens quartiers populaires d'une métropole régionale, en observant les stratégies qui président aux grands projets de transformation voire de destruction d'ensembles patrimoniaux, et de saisir comment leurs promoteurs et les institutions élaborent à cette occasion de nouveaux récits de ville.

Le passé de Nantes, agglomération urbaine à l'embouchure de la Loire, est composé d'une mosaïque de mémoires. Un temps capitale historique de la Bretagne et port négrier, la Venise de l'Ouest¹¹ est à partir du XIX^e siècle, à la fois un foyer de la vieille bourgeoisie enrichie sur le négoce – notamment triangulaire – et un bastion ouvrier, en particulier dans le domaine de l'industrie navale. Pendant la Révolution Industrielle, l'urbanisation et l'exode rural provoquent l'apparition et l'expansion d'un prolétariat urbain. Nous nous intéresserons à cette histoire sociale, et comment elle s'inscrit dans la ville aujourd'hui. Au crépuscule du XIX^e siècle, Nantes est marquée par la montée des conflits sociaux et la structuration du mouvement ouvrier. En février 1893, après un intense travail de pressions sur la municipalité – notamment au travers de mobilisations et de pétitions – les syndicats nantais obtiennent l'installation d'une Bourse du Travail dans les locaux de l'ancienne école d'hydrographie, dans la rue de Flandres, qui donne sur le Quai de la Fosse. En août 1893, une fête d'inauguration prend la forme d'un défilé qui part de la Place du Bouffay pour finir dans les locaux de la Rue de Flandres. Dès lors, le mouvement ouvrier se renforce. En 1901, Fernand Pelloutier, animateur principal du mouvement des Bourses du Travail, relève que Nantes est devenue la quatrième place syndicale de France. Le mouvement des Bourses du Travail se donne pour objectif d'émanciper les travailleurs en organisant le « mutuellisme¹² » et l'entraide, l'enseignement, l'échange, et la mise en œuvre de mouvements sociaux. À la même époque, le mouvement ouvrier nantais se caractérise par une influence anarcho-syndicaliste assez forte¹³, et des conflits durs. En 1907, un docker, Victor Charles, est tué sur le quai de la Fosse lors d'une grève. Les idées portées par l'enfant du pays nazairien Fernand Pelloutier, essaient à Nantes : en 1911 une Bourse du Travail bien plus spacieuse, pour répondre à l'afflux de syndiqués, est mise en travaux rue Désiré Colombe, à quelques pas de la première Bourse de la rue de Flandres. Les travaux ne s'achèveront qu'après la guerre. Ce grand édifice – qui accueille d'abord la CGT puis

11 Surnom donné à la ville jusqu'aux complements de bras de la Loire et de l'Erdre dans les années 1930. L'expression est aujourd'hui encore utilisée dans les guides touristiques comme dans la littérature.

12 Théorie politique et économique forgée par le penseur socialiste anti-autoritaire Pierre Proudhon fondée sur l'entraide et la solidarité entre travailleurs. Au XIX^e siècle, les « sociétés de secours mutuel », caisses de secours, coopératives, garantissent les premières formes de sécurité sociale et sont à l'origine des Bourses du Travail.

13 En 1894, lors du congrès syndical de Nantes, le principe de la Grève Générale révolutionnaire est adopté, les marxistes ont été mis en minorité par les anarchistes. A noter aussi que la grande figure politique nantaise Aristide Briand est, dans sa jeunesse, partisan du syndicalisme révolutionnaire.

après guerre également le syndicat Force Ouvrière – sera au cœur des nombreux conflits sociaux qui traversent Nantes et sa région tout au long du siècle. Cette Bourse du Travail côtoie alors les Salons Mauduit, bâtis en 1905, lieu de meetings politiques, de banquets, de bals et de réjouissances.

Au début des années 2000, la Bourse du Travail est occupée par des travailleurs sans-papiers alors que les syndicats s'appêtent à déménager dans une Maison des Syndicats flambant neuve, sur l'île de Nantes, près de la Gare de l'État. Notons que la désaffectation de la Bourse du Travail est concomitante de la fermeture du tribunal nantais historique de la Place Aristide Briand, et de l'ouverture du Lieu Unique, signes d'un large redéploiement d'infrastructures dans la ville. C'est la fin d'un cycle. Les années suivantes, la Bourse du Travail est murée, en attendant le lancement d'un grand projet d'aménagement dans la rue Désiré Colombe. Ce projet – qui comprendra une crèche, des logements sociaux, un pôle associatif et un parking – sous l'égide de la municipalité, est lancé à partir de 2015. Il s'agit donc d'enquêter sur les tenants et les aboutissants des transformations de cet espace patrimonial et social, mais aussi de se questionner sur la place des mémoires, y compris agonistiques, sociales, dans une ville en pleine métamorphose. Nous verrons s'il s'agit d'évacuer le conflit de la mémoire comme l'on a évacué les classes populaires du centre ville, ou si, plus finement, certaines mémoires sont mises à distance ou neutralisées, tandis que d'autres sont mises en valeur au sein de l'aménagement urbain contemporain. Il faudra aussi comprendre comment la ville se métamorphose par cycles, depuis la désindustrialisation de Nantes intervenue dans les années 1980, comment les friches industrielles et les bâtiments abandonnés, zones d'interstices urbaines, sont progressivement « valorisés » par les aménageurs.

Les décideurs – élus et acteurs privés de la métropole – ont entrepris de forger une nouvelle image de la ville, à travers plusieurs projets d'équipements structurants, notamment dans le domaine culturel : le Lieu Unique, les Machines de l'île, la Cité des Congrès. Le maire de Nantes Jean-Marc Ayraut insiste en 1989, alors qu'il vient d'accéder au pouvoir, sur le fait que la culture doit être « insérée dans l'économie¹⁴ ». Ces équipements culturels sont souvent le fer de lance d'une reprise urbaine d'anciens espaces désindustrialisés, qu'il s'agisse des anciens Chantiers Navals ou de la biscuiterie Lefèvre Utile. Les caractéristiques qui pouvaient distinguer la ville auparavant – l'omniprésence du fleuve qui donnait à Nantes l'apparence d'une ville constellée de 28 ponts¹⁵, son port et ses chantiers – ayant disparu au cours du XX^e siècle, il s'agit d'investir de nouveaux secteurs

14 Isabelle Garat, Patrick Pottier, Thierry Guineberteau, Valérie Jousseau et François Madoré, *De la belle endormie au nouvel Eden de l'ouest*, Paris, Economica-Anthropos, 2005.

15 Jules Grandjouan, *Nantes la-grise, ses 28 ponts*, 1923. (pièce d'archive).

pour exister sur la scène internationale, pour réussir à étiqueter et faire valoir la ville en inventant de nouvelles identités attractives.

Parallèlement aux politiques d'aménagements haut de gamme ou d'envergure internationale, Nantes développe une véritable culture des labels. Ceux-ci vont du domaine de l'écologie avec l'obtention du prix honorifique octroyé par la Commission Européenne, *European Green Capital*, en 2013, à celui de la technologie de pointe et du numérique, avec la décoration *Métropole French Tech*. La ville de Nantes se place en tête des très médiatiques classements nationaux et européens sur « la qualité de vie » et des « villes où il fait bon vivre ». Par exemple, le magazine *Time* consacre Nantes comme « la ville la plus agréable d'Europe » notamment pour ses espaces verts et son « centre ville aérien », en 2004¹⁶. La maire de Nantes, Johanna Rolland, accède en novembre 2014 à la tête du réseau *Eurocities*, qui réunit les 130 plus grandes villes d'Europe, administrant 130 millions de citoyens. En présentant la métropole comme « connectée », « verte » ou « culturelle », il s'agit pour les décideurs d'affirmer une nouvelle identité qui ne soit pas attachée à certains marqueurs du passé industriel et portuaire de la ville. En d'autres termes, l'image de la ville, et la mise en évidence de son histoire se voient reconfigurés.

Transformations urbaines et métamorphoses patrimoniales : étude de cas

Partant de ce postulat de départ, il s'agissait dans le cadre de travaux de recherches en sociologie urbaine de repérer et d'étudier précisément des projets d'aménagements qui semblaient emblématiques des évolutions en cours, d'en saisir les enjeux et les acteurs, et de comprendre en quoi ils s'inscrivent dans une perspective globale et cohérente. Pour mener à bien une étude de cas, il s'agissait de délimiter des terrains d'enquête. Ces projets se sont imposés en observant la ville et les chantiers à l'œuvre dans le centre de Nantes d'une part, ainsi qu'en recensant – par un travail de veille – les aménagements mis en avant par les décideurs dans la presse municipale et les quotidiens locaux d'autre part. Ces chantiers fraîchement achevés ou encore en cours d'élaboration constituaient une trame observable, une histoire urbaine en train de s'écrire sous nos yeux, apportant des matériaux ethnographiques indispensables à l'enquête. Dans le cadre d'une première année de recherches, notre travail s'était concentré sur la transformation du complexe carcéral et punitif désaffecté de la Place Aristide Briand – tribunal, prison, caserne –, dans le centre ville de Nantes, en espace récréatif haut-de-gamme – composé d'un hôtel de luxe, de logements onéreux et d'un centre de balnéothérapie. Cette première étape permettait de questionner la mutation des usages d'espaces

16 *Time Magazine*, 23 août 2004.

régaliens dans la ville, et les stratégies des élus locaux pour mettre en valeur « l'attractivité » de leur territoire, la mise à distance – ou au contraire la réappropriation – d'une histoire répressive. Nous avons pu qualifier les aménagements étudiés de politique urbaine *ostentatoire*, dans la mesure où ces transformations – et en particulier l'implantation d'un hôtel de luxe entre les murs de l'ancien tribunal – visent, selon les promoteurs du projet, à faire « rayonner » la métropole, ainsi qu'à doter la ville d'un équipement hôtelier de « standard international » faisant écho à d'autres projets d'aménagements aux ambitions similaires sur le territoire.

Dans la continuité de ces travaux, une autre opération immobilière de grande envergure a retenu notre attention dans le cadre d'une seconde année d'investigations sociologiques : la réhabilitation entamée en 2015 de l'ancienne Bourse du Travail, épice du mouvement syndical nantais durant près d'un siècle, inaugurée en 1922 et laissée vacante huit décennies plus tard. Le vaste édifice situé dans un quartier privilégié du centre de Nantes, muré et désaffecté pendant près de quinze ans, avait retenu notre attention par le passé, au détour de flâneries dans la ville. L'intervention – médiatisée – d'entreprises immobilières sur le bâtiment au moment de l'élaboration du sujet de ce mémoire et de la recherche de nouveaux terrains a fini de déterminer le sujet de cette enquête, avec l'objectif de défricher un sujet relativement inédit de l'histoire sociale locale. En effet, après avoir interrogé la métamorphose d'un espace punitif, il s'agit à présent d'approcher l'évolution d'un patrimoine social et ouvrier de la ville, alors que les grandes industries locales – navale, agro-alimentaire – ont été délocalisées dans les années 1980. L'opération immobilière menée rue Désiré Colombe amène nécessairement à s'interroger sur la place de la mémoire ouvrière à Nantes, mais aussi sur la restructuration du monde du travail et de ses représentations contemporaines dans l'espace. Ici c'est la question des nouveaux usages d'un lieu jadis dévolu aux mouvements sociaux qui est posée. Le cas de la Bourse du Travail est révélateur d'un double mouvement de muséification de l'histoire des luttes sociales et de mise à distance – spatiale, politique – des lieux actuels d'organisation des travailleurs, vecteurs de conflits sociaux. Néanmoins, dès les premiers temps de l'enquête, alors qu'il s'agit encore de circonscrire et d'appréhender le sujet, il s'avère rapidement que la réhabilitation de l'ancienne Bourse du Travail s'inscrit en réalité dans un ensemble bien plus vaste incluant tout un îlot urbain s'étendant le long des rues Désiré Colombe et Arsène Leloup, comprenant aussi le bâtiment important des Salons Mauduit – une salle festive richement décorée, incontournable à Nantes dans l'entre-deux guerres –, l'ancien Lycée Livet et d'anciennes Mutuelles, qui seront rasés au moment de la rédaction de ce mémoire. Les promoteurs bâtissent alors, sur ce périmètre, un ensemble hétérogène composé de résidences haut-de-gamme et de logements sociaux, de services, et de locaux associatifs.

Les études menées sur deux années universitaires de ces différents projets d'aménagements permettent de s'interroger sur la notion de patrimoine, et sur ce qui fait ou non mémoire¹⁷. L'analyse approfondie de ces opérations immobilières intégrées au processus de métropolisation interroge au sujet des batailles mémorielles. Comment l'histoire sociale peut-elle être valorisée ou à l'inverse passée sous silence ? Existe-t-il des récits de ville contradictoires, écrits par des « gagnants » et des « perdants » de la métropolisation ? En 1940, le philosophe Walter Benjamin léguait dans ses dernières considérations un appel à écrire une histoire des vaincus et des sans-voix¹⁸, cette grille conceptuelle interroge les antagonismes : la mémoire « d'en haut », institutionnelle, se heurte-t-elle nécessairement à celle d'en bas ? Pour Maurice Halbwachs, la mémoire collective est une représentation du passé commune à un ensemble d'individus. C'est au sein de chaque groupe social qu'une mémoire est produite et partagée par ses membres, elle garde le souvenir des événements, identités et rapports qui ont marqué son passé. Il y a donc autant de mémoires collectives que de groupes sociaux¹⁹. Selon lui, la multiplicité des mémoires collectives apporte un équilibre. L'approche d'un patrimoine particulier, ayant trait à l'histoire syndicale et festive, qui prenait place dans la rue Désiré Colombe est l'occasion d'interroger la multiplicité des récits qu'induisaient ces espaces dans la ville. L'historien Olivier Pétré-Grenouilleau évoque une « bataille des mémoires²⁰ » à Nantes au siècle dernier, entre mémoire blanche – royaliste et cléricale – et mémoire bleue – républicaine et laïque. Notre investigation se propose de renouveler cette approche, dans le temps d'une part, avec une mise à jour de ce conflit qui opposerait à présent davantage une mémoire des « gagnants » de la mondialisation à celle des « perdants » des reconfigurations urbaines, et dans l'espace d'autre part, en mettant en résonance différents lieux porteurs d'un héritage socio-politique symbolique qui sont reconfigurés simultanément dans la ville de Nantes.

Comment la métamorphose du complexe syndical et festif de la rue Désiré Colombe s'inscrit-elle dans une stratégie d'aménagement de la métropole ? Quelle est la place du patrimoine et de l'histoire sociale dans les mutations architecturales et immobilières de la ville de Nantes ?

Approche méthodologique

Le choix d'un terrain d'investigation comprenant l'ancienne Bourse du Travail et les Salons

17 Dans un ouvrage de référence, l'historien Pierre Nora avait tenté de dresser un inventaire conséquent des « lieux de mémoire » institutionnelle et festive. Pierre Nora, *Les Lieux de Mémoire*, Paris, Gallimard, 1984.

18 Walter Benjamin, *Sur le concept d'histoire*, Paris, Éditions Payot, 2013 (réédition).

19 Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, PUF, 1967.

20 Olivier Pétré Grenouilleau, *Nantes*, Plomelin, Collection Histoire et géographie contemporaine, Édition Palantine, 2003.

Maudit s'est imposé d'abord car il résonnait dans l'actualité locale et présentait un caractère original. Du reste, ce chantier m'intéresse tout particulièrement dans la mesure où il touche à deux domaines qui motivent mes recherches en sciences sociales : la sociologie urbaine et l'histoire syndicale et politique nantaise, étant à la fois observateur et engagé dans les mouvements sociaux contemporains. En effet, la rue Désiré Colombe fut un épicode de grandes cérémonies mais aussi des tensions sociales qui ont marqué le siècle passé. Le passage en revue historique de cet espace est aussi l'occasion d'entrevoir un aperçu des rapports de forces et des idées qui ont agité Nantes. Du reste, ce sujet permet d'aborder le champ de l'histoire des mouvements sociaux sous un angle atypique : celui de l'évolution morphologique et sociale de la ville et de ses habitants. Marc Bloch, dans son *Apologie pour l'histoire* définissait une « histoire du temps présent²¹ » qui cherche à lire le monde social sans jamais perdre de vue la genèse des situations observées ici et maintenant.

Dans son ouvrage *Paris, capitale du XIX^e siècle*, le philosophe Walter Benjamin élabore une réflexion, inspirée par le poète Baudelaire, en érigeant la flânerie, – l'observation de la Ville Lumière de son temps – au rang de méthode d'investigation. Ses écrits sont motivés par l'observation des mutations urbaines de l'époque – galeries couvertes, modernisation de l'éclairage, magasins luxueux et foule grouillante. Dans l'après-guerre, l'auteur situationniste Guy Debord développe à son tour dans son approche de l'espace urbain la « dérive²² » comme approche sociale et sensible de la ville opposée aux déplacements utilitaristes. Les perceptions de la ville à l'échelle individuelle, improvisée, selon une approche ethnographique, peuvent ainsi constituer le premier matériel disponible pour amorcer la réflexion et se confronter à de nouveaux terrains, en l'occurrence pour le sujet qui nous occupe, en venant régulièrement approcher le chantier, s'imprégner des ambiances, constater l'évolution des travaux ou la pose de nouveaux supports publicitaires par les promoteurs. De son côté, Julien Gracq invitait à se promener dans une ville comme on se promène dans un jardin²³. Nous le ferons en levant les yeux vers les cimes des grues de même qu'en observant les rues de Nantes en travaux et leurs dispositifs de contrôle.

Il s'agit ici, comme lors de la première année de recherches, de déployer une approche plurielle, à la fois ethnographique et historique basée sur des matériaux empiriques, en recourant à la fois aux fonds d'archives disponibles, qui permettent dans un premier temps de cerner le sujet sur le plan diachronique, et aux démarches qualitatives basées sur une série d'observations et

21 Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*. Édition critique préparée par Étienne Bloch, Armand Colin, 1993.

22 Guy Debord, « Théorie de la dérive », *Les Lèvres nues*, n°9, décembre 1956.

23 Julien Gracq, *La Forme d'une ville*, Paris, José Corti, 1985.

d'entretiens afin de les inscrire dans une mise en perspective théorique. Ce mémoire se fixe pour enjeu de nourrir avec un terrain original une approche critique dans le champ de l'histoire sociale urbaine. L'amorce des recherches m'a donc mené à enquêter sur la genèse du mouvement syndical nantais, dans les archives municipales, avec la création des premières Bourses du Travail par le mouvement révolutionnaire de la Belle Époque, mais aussi sur la dimension mondaine, festive et artistique qu'incarnaient à Nantes les Salons Mauduit. J'ai également accumulé de grandes quantités d'articles de presse et de supports en tous genres. Ce travail de compilation de données écrites s'effectuait à la manière d'une enquête policière, en accumulant au fil de l'exploration des sources – prospectus commerciaux, coupures de journaux et brochures municipales – se répondant et se complétant, épinglées sur les murs. Dans un second temps, mon enquête m'a mené jusqu'à diverses réunions officielles organisées sous l'égide de la municipalité concernant les politiques d'aménagement de la métropole, afin de cerner au plus près les perspectives et les discours véhiculés par les décideurs. Cette étape de la recherche m'amenait à endosser le rôle de « passager clandestin » des dispositifs participatifs afin d'observer les échanges depuis une perspective sociologique, mais aussi à essayer une fois d'entamer un échange direct avec des responsables élus de la métropole dont les fonctions et l'emploi du temps ne permettaient pas de prétendre à un entretien privé.

Réflexivité

Il faut souligner que cette enquête fut effectuée sur un temps relativement long, et marquée par une césure de plusieurs mois pour des raisons d'ordre personnel. L'écriture sur une longue durée a constitué à la fois une difficulté et un atout, car elle a finalement permis de prendre de la distance avec mes premières impressions en revenant sur mes pas, de parfaire mon imprégnation de l'espace étudié et de nourrir les questionnements, pour mieux reconstituer le puzzle que constituent les données recueillies de façon éparse. La difficulté rencontrée dans le traitement d'un sujet en mouvement tel que ce grand chantier urbain, qui évolue à mesure que l'enquête avance, est de savoir circonscrire et arrêter l'enquête à un moment donné, en acceptant la finitude d'un travail de recherche, et de ne pas pouvoir chercher de façon exhaustive et définitive. Il est par exemple impossible à l'heure où ces lignes sont écrites de visiter l'intérieur des bâtiments reconstruits, dont la livraison est prévue pour 2018.

Enfin, nantais de naissance, j'ai toujours observé avec interrogation l'important bâtiment de la rue Désiré Colombe portant sur son fronton l'inscription *Bourse du Travail* en lettres capitales. Dans le cadre d'engagements militants, j'ai eu l'occasion de me joindre en 2013, avant que le projet

de réhabilitation ne soit annoncé publiquement, à une « marche sur les pas du mouvement ouvrier nantais²⁴ » organisée par les militants associatifs de *Nantes Est Une Fête*. Cette déambulation historique, qui avait reçu le support scientifique du Centre d'Histoire du Travail²⁵, revenait en détail sur les mobilisations qui ont marqué l'histoire locale. Le parcours s'achevait en chanson devant l'ancienne Bourse du Travail aux entrées murées, placardées pour l'occasion d'affiches représentant des portraits d'ouvriers nantais du siècle passé, et par le témoignage d'un syndicaliste de la CGT ayant milité dans ces lieux²⁶. Ces recherches constituent donc également une forme d'hommage scientifique à un espace aujourd'hui reconfiguré.

Élaboration des entretiens et rapport aux enquêtés

Au cours de mes investigations, j'ai procédé à quatre entretiens ethnographiques semi-directifs, en offrant une part importante à l'improvisation et au « laisser dire » des enquêtés. Le panel de personnes rencontrées présente un large éventail social, bien que majoritairement masculin et relativement âgé – trois profils ont plus de cinquante ans. Ces entretiens sont présentés ainsi dans l'ordre chronologique du mémoire : un ancien ouvrier syndicaliste de la Navale, licencié lors de la fermeture des Chantiers, une technicienne travaillant pour Nantes Métropole, avec une formation d'architecte, un universitaire retraité engagé dans le militantisme associatif et un architecte, également militant associatif – que j'ai sollicité d'avantage pour sa trajectoire professionnelle et son regard d'expert sur les politiques urbaines que pour son engagement dans une association de protection du patrimoine. J'ai fait le choix de porter une attention accrue à l'environnement dans lequel se déroulent les entretiens et à la façon dont se racontent les enquêtés – leurs « histoires de vies²⁷ » – et d'éviter d'extraire de courtes phrases ou expressions pour privilégier l'insertion de longs extraits d'entretiens afin de retranscrire fidèlement les matériaux recueillis. Ces entretiens viennent compléter les données collectées préalablement par une recherche dans les archives et des observations, dans l'optique d'une recherche « libérée du joug statistique » selon les termes de Stéphane Beaud qui définit la méthode ethnographique en ces termes :

[...] la force heuristique de l'entretien sociologique tient – à condition qu'il s'inscrive dans une enquête ethnographique [...] – à sa singularité que le sociologue peut faire fonctionner comme cas limite d'analyse, qui lui confère un pouvoir de généralité. Restreindre le travail intensif sur un

24 « Nantes: En marchant sur les pas du mouvement ouvrier », *Presse-Océan*, 20 mai 2013.

25 Le Centre d'Histoire du Travail, implanté dans un ancien bâtiment des Chantiers Navals depuis 1994 après avoir été hébergé dans la Bourse du Travail, compile et valorise les archives du mouvement social nantais.

26 Un enregistrement audio de cette marche, organisée par l'association Nantes Est Une Fête, ainsi que des photos de l'événement sont archivés au Centre d'Histoire du Travail.

27 Jean Peneff, « La méthode biographique », *Politix*, 1992/1 (N° 17), p. 153-157.

nombre somme tout limité d'entretiens, c'est d'une certaine manière faire confiance aux possibilités de cet instrument d'enquête, notamment celle de faire apparaître la cohérence d'attitudes et de conduites sociales, en inscrivant celles-ci dans une histoire ou une trajectoire à la fois personnelle et collective²⁸.

Une méthode dont il faut néanmoins prendre en compte les biais. Si les capitaux – économiques, culturels, sociaux – des enquêtés sont inégaux – ce qui apporte une matière à réflexion sociologique –, chacun se montre prolix et cherche à défendre un point de vue : la validité du projet immobilier en ce qui concerne Nantes Métropole Aménagement, la critique de la disparition du patrimoine ouvrier pour l'ancien de la Navale, l'irrespect du patrimoine architectural pour les militants associatifs. Fins connaisseurs du pouvoir politique local, tous semblent rompus à l'art oratoire, et paraissent même parfois anticiper la contradiction. Les enquêtés proposent ainsi généralement une analyse argumentée et pointue qu'il convient, naturellement, de lire avec recul, et que j'aurai soin de pondérer par des mises en perspective factuelles et théoriques dans les pages qui suivent. Autre difficulté à laquelle j'ai été confronté : la technicité des tâches de certains enquêtés. Par exemple, il nous faut aborder les interventions des architectes en ayant en tête les travaux de Florent Champy qui évoque la spécificité du métier d'architecte, qui présenterait des valeurs stables à travers les époques, que l'auteur qualifie de « socle épistémologique²⁹ ». Le sociologue y décrit une profession confrontée à une concurrence accrue, devant désormais jouer avec les injonctions techniques et le poids de la mondialisation sur les décisions qu'accompagne l'effacement des politiques étatiques dans le domaine de l'architecture³⁰. Il est intéressant d'observer que les enquêtés, entendus séparément et parfois à plusieurs mois d'intervalles, se complètent indirectement, notamment quand il est question de la dimension patrimoniale de l'espace détruit par les promoteurs immobiliers ou pour préciser les activités menées par le *Forum Nantes Patrimoine*. De façon moins protocolaire, j'aurai tenté au cours d'une observation d'un débat au Lieu Unique d'engager l'échange directement avec des élus, pour approcher de plus près les arcanes du pouvoir. En définitive, cette série d'entretiens ethnographiques, par sa diversité, aura permis d'apporter un éclairage original et contradictoire au projet immobilier étudié, et plus généralement de saisir les jeux entre les acteurs de la métropole, les contre-pouvoirs, et leurs répertoires d'action respectifs, ainsi que l'évolution sociale et politique de la ville de Nantes de ces dernières décennies.

Notre cheminement sociologique se décomposera en deux grands temps de réflexion, avec

28 Stéphane Beaud, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour "l'entretien ethnographique" », dans *Politix*, vol. 9, n°35, Troisième trimestre 1996.

29 Florent Champy, *Sociologie de l'architecture*. La Découverte, « Repères », 2001, 128 pages.

30 Florent Champy, « III / Le rôle de l'État », dans *Sociologie de l'architecture*. Paris, La Découverte, « Repères », 2001, p. 65-88.

d'abord une focale resserrée sur l'espace étudié qui s'élargira progressivement afin de monter en généralité à l'échelle de la métropole et de ses politiques d'aménagements, de leurs implications sociales et architecturales.

Dans un premier temps, nous traiterons le sujet à partir du projet immobilier à proprement parler. Il conviendra d'en évaluer l'ampleur, de saisir sa situation dans l'espace – un quartier privilégié du centre-ville de Nantes –, et son histoire particulière. Cette première partie traitera l'espace étudié sous le prisme historique. L'ancienne Bourse du Travail et les Salons Mauduit relèvent à la fois d'un bien patrimonial sur le plan architectural mais constituent aussi des lieux de sociabilité qui furent particulièrement importants au long du XX^e siècle à Nantes. En effet, si le bâtiment syndical fut un des bastions du mouvement ouvrier dans une ville où les mouvements sociaux se manifestaient avec une acuité particulière, les Salons Mauduit étaient un espace festif et mondain incontournable jusqu'à l'aube du troisième millénaire. Nous aurons l'occasion de revenir sur l'histoire sociale locale, et nous verrons que l'îlot urbain en cours de transformation constituait jadis un aperçu, à l'échelle nantaise, des conflits sociaux et politiques qui ont traversé le siècle passé. La désaffectation des lieux fut dans les années 2000 également placée sous le sceau du conflit, social, judiciaire, médiatique. Il s'agira de cerner les acteurs publics et privés du projet, et la façon dont l'opération a été particulièrement mise en lumière par la municipalité. Nous analyserons enfin la place du monde du travail dans une métropole nantaise en pleine reconfiguration urbaine et sociale, alors que les grandes industries ont fermé et que les lieux de sociabilités ouvrières – à l'instar de la Bourse du Travail – disparaissent du centre-ville.

Dans un second temps, nous verrons en quoi ce projet particulier s'inscrit dans une dynamique plus vaste à l'échelle métropolitaine. En analysant les discours recueillis, il s'agira de saisir les perspectives des promoteurs du projet et la vision politique qu'ils déploient à propos de la ville de Nantes. Nous interrogeront la place des différents acteurs – élus, entreprises privées et techniciens para-publics – dans l'élaboration du chantier et plus globalement dans la nouvelle gouvernance métropolitaine. Nous traiterons les conflits qui ont émergé à propos de la destruction du patrimoine festif et la manière dont ils ont été désamorçés par de nouvelles stratégies municipales, et nous essaierons de comprendre l'évolution des politiques municipales dans une ville dirigée par le Parti Socialiste depuis plus de trois décennies. Enfin, il conviendra d'interroger, à partir des matériaux recueillis, l'uniformisation des politiques urbaines à l'ère de la concurrence entre les territoires.

PARTIE I- Bourse du Travail et Salons Mauduit, un patrimoine social et politique en reconversion

Il s'agit dans cette première partie d'observer un cheminement intellectuel en quatre temps : le premier centré sur l'espace étudié, dans lequel nous circonscrivons spatialement, à partir d'observations, le cadre de notre enquête. Le second temps sera axé sur une histoire des différents édifices qui composent cet îlot urbain. Le troisième sur les implications politiques du projet. Enfin, une dernière approche élargira la focale à la métropole, et tentera d'analyser l'évolution de la présence et des représentations monde du travail dans la ville.

À l'ouest de Nantes, la rue Désiré Colombe se situait jadis au carrefour du grouillement laborieux des Chantiers Navals et du quai de la Fosse d'un côté, et des rues apaisées du quartier bourgeois, jalonnées d'hôtels particuliers et d'espaces récréatifs qui s'étendent du Boulevard Guist'hau à la Place Graslin de l'autre côté. Les deux bâtiments voisins, l'un syndical, celui de la Bourse du Travail, l'autre festif, celui des Salons Mauduit, salles de réceptions construites en 1905, illustrent alors les contrastes d'une ville aux multiples visages. Au début du XXI^e siècle, ces deux bâtiments sont simultanément l'objet d'un grand projet d'aménagement métropolitain. De façon liminaire, il s'agit d'opérer une plongée diachronique sur cet espace en mutation.

A- « SAY - Désiré Colombe », un grand projet au cœur de la métropole

1- Approche spatiale d'un projet d'aménagement

Cette enquête commence à l'automne 2016, alors que les travaux du projet *SAY - Désiré Colombe*³¹ sont en cours. Say est le nom de la famille du sucrier nantais qui possédait les jardins contigus aux bâtiments. Désiré Colombe, celui du syndicaliste nantais et premier secrétaire de la Bourse du Travail, qui a donné son nom à la rue. La question de la mutation d'un espace important de la mémoire ouvrière et du patrimoine festif de la ville de Nantes se pose alors avec une acuité particulière. En effet, ces travaux visent à restructurer la Bourse du Travail de Nantes et les Salons Mauduit en grand pôle associatif, immobilier et tertiaire. La municipalité valorise abondamment – notamment dans la presse municipale – ce grand projet immobilier, et entend ainsi transformer le

31 Le projet immobilier porte le nom du jardin Say, qui se situait dans l'arrière cour de la Bourse du Travail et des Salons Mauduit, et de la rue Désiré Colombe qui jouxte les bâtiments.

« centre-ville en cœur d'agglomération ³² ». L'entreprise est d'envergure, comme en témoignent les documents officiels placardés par la mairie sur la Bourse du Travail, évoquant 5108 m² de bâtiments à démolir pour une superficie du terrain de 1184 m².

Il s'agit dans un premier temps de mener une observation du terrain d'enquête et de s'imprégner de l'esprit des lieux, assez peu fréquentés des Nantais. La reconnaissance liminaire du terrain d'enquête s'opère en deux temps, afin d'observer, sur une longue durée, les évolutions spatiales et morphologiques du quartier qui entoure l'ancienne Bourse du Travail et les Salons Mauduit, et de constater l'évolution des travaux qui démarrent au printemps 2016 – la première pierre est posée, devant la presse, par la maire de Nantes Johanna Rolland le 18 mars³³ – et doivent s'achever en 2018.

Hiver 2016. La rue Désiré Colombe est située dans le prolongement de la Place Graslin, entre le boulevard Guist'hau, le musée Dobrée et le quai de la Fosse. Depuis le centre ville, on peut s'y rendre par la rue Voltaire. En chemin se trouve la Place Jean V, où les vitrines de deux établissements se côtoient : celle du cabinet *Dobrée Patrimoine* qui propose des services de défiscalisation et de gestion immobilière, et celle de l'entreprise *Invest*, un courtier qui affiche vers l'extérieur ses performances « efficace ». Quelques mètres plus loin, l'école privée « d'innovation et informatique », *Epitech Nantes*, propose un cursus de 5 ans pour 6 à 8000 euros l'année³⁴. Voisine, la librairie traditionaliste *Dobrée*³⁵, installée depuis quarante ans dans la rue Voltaire, témoigne de l'esprit conservateur de ces lieux coutumiers de résidence de la bourgeoisie nantaise. Le quartier est situé au nord ouest du « secteur sauvegardé de Nantes³⁶ » et comprend notamment, sur le plan patrimonial, l'Hôtel particulier *Garreau*³⁷ au bout de la rue Dobrée, bâti au milieu du XIX^e siècle. Dans la rue Désiré Colombe qui jouxte la zone en reconversion se situe l'école privée Notre Dame de Bon Port, ainsi qu'un grand complexe au style néo-classique fraîchement rénové, avec parking privatif, qui s'étend sur la place Eugène Livet. Par comparaison, la façade historique de la Bourse du Travail fait grise mine. Les fenêtres et les portes de l'édifice centenaire sont abîmées. Les entrées sont couvertes de plaques en tôle, les interstices sont pour la plupart murés par des parpaings. Telle est l'apparence que revêt cet espace laissé en friche depuis près de dix ans, à l'aube de sa

32 Alain Robert, vice-président de Nantes Métropole dans *Cœur de Nantes, Projet Désiré Colombe, journal de projet n°1*, Ville de Nantes, Nantes Métropole Aménagement, septembre 2014.

33 « Les Salons Mauduit prêts à renaître », *Presse Océan*, 19 mars 2016.

34 Voir : <http://www.epitech.eu/prix-tarifs-cout-financement.aspx> [consulté le 15 juin 2017].

35 Une librairie qui accueille régulièrement des essayistes d'extrême droite.

36 Secteur d'un périmètre de 126 hectares qui inclut le quartier Decré, les places Royale et Graslin et la rue du Calvaire et s'étend jusqu'à Dobrée à l'Ouest.

37 Un beau monument néo-classique, édifié par Jean-Pierre Garreau en 1845, entrepreneur nantais fortuné du bâtiment.

transformation, alors que les travaux de terrassement sont en cours. Le passant arpentant les rues Désiré Colombe et Arsène Leloup, qui longent l'ensemble de la zone visée par les travaux, peut observer un champ de boue et de gravats ceinturant la façade de la Bourse du Travail, seul vestige intact d'un temps révolu, que les entrepreneurs et la métropole ont décidé de « valoriser ». Les Salons Mauduit et leur grande entrée au style Art déco datant des années de l'entre-deux-guerres ont été rasés quelques mois plus tôt, tout comme l'ancien lycée Livet, alors que le plus modeste pavillon des Mutuelles, invisible depuis la rue, doit être reconverti en crèche. Le bâtiment de la Mutualité, qui se situait en haut de la rue Désiré Colombe, en face du Musée Dobrée, et accueillait en 2014 une résidence artistique dans le cadre du Voyage à Nantes³⁸ est détruit. Il est également clairement indiqué que le chantier est interdit au public et surveillé par des caméras. Nous ne nous hasardons donc pas plus en profondeur dans l'espace en travaux, proscrit.

Plus récemment, un nouveau filtre contemporain est venu colorer les tonalités fades du tuffeau originel des bâtiments de la rue Désiré Colombe. Des panneaux de 3 mètres sur 4 aux couleurs vives, apposés sur les murs, annoncent un « lieu de vie incomparable », des « logements d'exception » dotés de conciergerie, des « appartements évolutifs » et une salle de fitness. Ils renvoient vers un site internet vantant ces futures « résidences innovantes de prestige ». Les panneaux publicitaires sont conçus pour épouser l'espace des grandes fenêtres aux chambranles cintrées de la Bourse du Travail, et annoncer le projet. Les palissades de chantier ne sont pas de simples plaques de tôle blanche, mais de larges encarts colorés portant l'inscription « *SAY-Désiré Colombe*, l'adresse nantaise prestigieuse ». Ce dispositif, qui s'apparente à une opération de publicité soignée, côtoie sur l'entrée de la Bourse du Travail les placards municipaux légaux, autorisant les travaux. Dans la rue Arsène Leloup, la communication municipale complète celle du promoteur privé. Une longue fresque de dessins d'enfants des écoles voisines, réalisés lors d'ateliers « organisés par l'association Ecos et Aménagement³⁹ », annonce : « Ici, prochainement : un patrimoine restauré, un lieu de vie associatif, un espace petite enfance, un jardin ouvert à tous ». Quelques rues plus loin, sur la Place Copernic, les panneaux lumineux des abribus comportent des publicités du promoteur ADI⁴⁰, elles aussi pour le projet *SAY - Désiré Colombe*, promettant à nouveau un « lieu de vie incomparable » et des « appartements du T1 bis au T6 ». D'ores et déjà, ces deux opérations simultanées d'annonces publiques, affichées à la fois sur l'espace en mutation et dans le quartier environnant, révèlent une forme de polyphonie communicationnelle. D'une part, la volonté municipale d'expliquer les travaux et de vanter un espace de « mixité sociale », de l'autre,

38 Voir : <http://www.pickup-prod.com/villa-ocupada/>.

39 « Le jardin Say dévoilé et mis en valeur », *Ouest-France*, 8 novembre 2015.

40 Atlantique Développement Immobilier.

l'objectif mercantile et publicitaire de l'entrepreneur privé. Ce hiatus entre la communication destinée par les pouvoirs publics à la presse et celle qui s'affiche dans la rue et le quartier des travaux, destinée aux potentiels investisseurs, interroge.

2- L'avancée du projet situé dans un espace privilégié

Printemps 2017. Retour sur les lieux. Le quartier qui enserme les édifices de la rue Désiré Colombe est protéiforme. En arrivant par un autre trajet, depuis la Place Copernic, on arpente les rues Kléber et Montesquieu qui sont d'anciennes voies pavées. Il s'agit du quartier où le Muséum d'Histoire Naturelle et son petit parc verdoyant côtoient l'imposant manoir de granit du musée Dobrée⁴¹, fermé depuis 2011 en raison de travaux interrompus par des recours juridiques, et dont les jardins semblent laissés à l'abandon. Les rues, constellées de magasins d'antiquités et de galeries d'art, sont particulièrement calmes. Un silence au cœur de la ville troublé par les bruits d'engins de chantier. La silhouette d'une grue, puis deux, surplombe les rues. Le gros œuvre a démarré. Rue Désiré Colombe, le champ de boue et de gravats a laissé place à un mur de béton de plus de deux étages au bord de l'asphalte. Les ouvriers casqués de l'entreprise André BTP croisent des techniciens chargés d'installer les réseaux d'électricité et la plomberie. Une benne de gravats est installée devant un panneau annonçant de « grands espaces de vue et belles prestations ». Des bétonnières malaxent le ciment qui est transporté depuis la grue vers les ouvriers qui s'affairent sur les hauteurs à mouler l'ossature du futur bâtiment. La façade de la Bourse du Travail, quant à elle, s'est éclaircie. Elle est méthodiquement rénovée depuis un échafaudage. Ce jour là, l'inscription « Bourse du Travail » est en cours de nettoyage. Les fenêtres, démurées, ne sont plus aveugles. Le fronton laisse apparaître l'intérieur de l'édifice où de nouveaux escaliers ont été fraîchement coulés. On aperçoit le futur parc à travers les percées des fenêtres, ainsi que les ouvriers et véhicules qui fourmillent dans la cour.

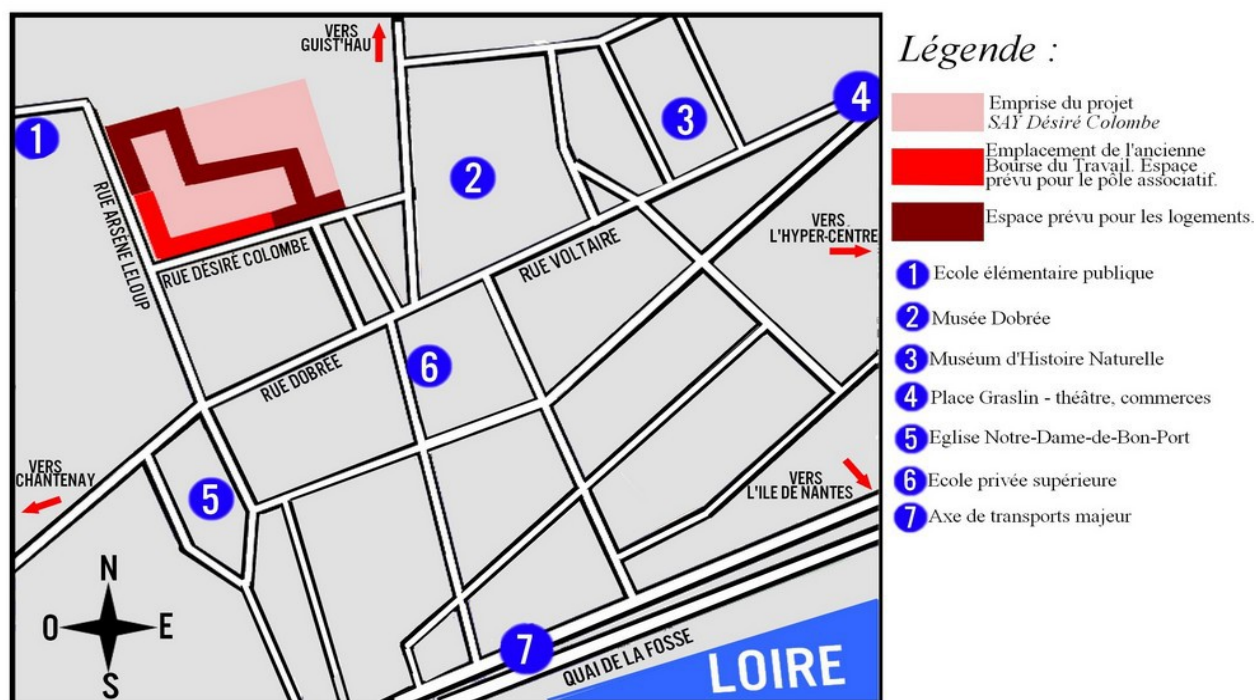
Sur les palissades de chantier, des tags se sont superposés aux annonces des promoteurs depuis notre première visite des lieux. Rue Arsène Leloup, la même armature de béton a surgi à la place des Salons Mauduit. Au bout de la rue, des clameurs d'enfants retentissent. Ce sont les élèves de l'école publique André Lermite en contrebas. Dans cette rue, une immense publicité du promoteur Cogedim a surgi. Dressée sur trois étages, à l'angle d'un immeuble, une figure de femme élégante portant un grand chapeau, et une annonce en lettre dorées sur fond noir :

Ici, prochainement, votre appartement.

Pour vivre ou investir, découvrez une nouvelle signature immobilière de *prestige*

41 « L'extension du projet Dobrée tombe à l'eau », *Ouest-France*, 18 février 2014.

En contrebas, sur la place Beaumanoir, les deux halles en briques rouges d'une ancienne usine d'électricité ont été réaménagées en l'an 2000 en supermarché et en gymnase, où se rend une colonne d'écoliers en ce début d'après midi. Le quartier est traversé par de petits escaliers menant à des allées arborées et à des immeubles d'habitation de construction récente. Dans un petit parc, des adolescents – probablement élève du lycée Guisth'au non loin – devisent aux abords d'une pelouse bien entretenue sur les hauteurs du chantier.



SAY - Désiré Colombe, un projet immobilier idéalement situé

Ces deux observations ethnographiques liminaires permettent de relever l'importante valeur du cadre urbain dans lequel s'inscrit ce grand projet immobilier mené conjointement par la mairie et des promoteurs dans le cadre d'un partenariat public privé. Le quartier s'inscrit au cœur des flux de la métropole – la zone est irriguée par les transports publics, elle se situe non loin de l'axe central que constitue le Quai de la Fosse, mais aussi de la Place Graslin – tout en conservant l'esprit et l'ambiance d'une zone résidentielle apaisée, dotée de services de proximité et d'infrastructures publiques – notamment des équipements scolaires et sportifs – à proximité d'un patrimoine muséal important. Schématiquement, le projet SAY - Désiré Colombe se situe à l'intersection d'axes allant, du côté est, vers le centre ville et les musées, du côté ouest, vers une zone résidentielle parsemée de rues piétonnes et d'espaces verts, et au sud, vers la Loire et des grandes artères de la ville. Du reste, ces lieux ont été l'objet d'importantes mutations sociologiques au cours des dernières décennies. Il s'agissait d'un espace mixte, où se côtoyaient la bourgeoisie nantaise et le monde populaire – avec

notamment une usine et le port à proximité – alors qu'il s'agit à présent d'un espace presque exclusivement privilégié, comme en témoigne la présence de services financiers, de cabinets immobiliers et d'écoles supérieures privées.

B- Une histoire sociale de la Bourse du Travail de Nantes. Patrimoine syndical, enjeux sociaux et politiques.

« Le théâtre de la Renaissance et le palais du Champ de Mars, où tant de meetings eurent lieu n'existent plus ⁴²», écrit l'historien Olivier Pétré Grenouilleau en 2003, qui interroge le patrimoine ouvrier de la Cité des Ducs, afin de mettre en lumière la mise à l'écart d'une certaine mémoire ouvrière locale et sa disparition progressive du paysage urbain. Aujourd'hui, avec le grand projet immobilier Désiré Colombe, c'est un autre vestige historique de cette mémoire qui est transformé : la Bourse du Travail, foyer syndical de la ville des Chantiers de l'Atlantique, et les Salons Mauduit qui ont accueilli d'importants événements politiques et festifs au cours du siècle passé. Nous porterons une attention particulière à la genèse et à l'histoire de la Bourse du Travail en tant qu'espace d'organisation du monde ouvrier et patrimoine social nantais.

Il s'agit ici de définir le cadre chronologique et spatial de notre enquête dans une perspective historique. La construction de la Bourse du Travail commence avant la première guerre mondiale. Elle est inaugurée en 1922. Notre première périodisation s'arrête au déménagement de la CGT en 2001. Entre-temps, cet espace est un foyer des contestations syndicales.

1- La Bourse du Travail de Nantes: un foyer syndical dans le quartier Dobrée

La dimension historique, observée notamment au travers d'un travail d'archives, est cruciale pour appréhender les transformations qui touchent ces espaces. Pour comprendre les métamorphoses du complexe judiciaire de la Place Aristide Briand étudié préalablement dans le cadre d'une première année de recherche, comme pour enquêter sur l'aménagement de la Bourse du travail, nous avons procédé en mêlant un travail d'enquête historique en complément d'observations sur le terrain et d'entretiens avec les acteurs. Les matériaux archivistiques permettent de comprendre comment cette Bourse du travail a été implantée dans la ville dans les années 1920, fruit de l'action conjointe de la fédération des Bourses du travail et de la municipalité, et de saisir les conditions du départ de la CGT de ce bâtiment en 2001, puis de la désertion de l'édifice qui restera vide pendant

42 Olivier Pétré Grenouilleau, *Nantes*, Plomelin, Éditions Palantines, 2003.

près de 15 ans, jusqu'à l'engagement des travaux – aujourd'hui en cours.

En d'autres termes, le corpus de documents d'archives mobilisés encadre l'histoire de la Bourse du travail, de sa création à son abandon. Avant de saisir les enjeux sociaux et politiques contemporains de la réhabilitation de ce grand bâtiment patrimonial, il faut comprendre comment il a été construit, comment il a fonctionné, comment il s'est inscrit au cœur d'enjeux sociaux passés.

Ce développement s'articulera en deux temps. D'abord, avec un examen des archives du début du siècle, qui illustrent les échanges entre le Président de l'Union des Syndicats de Nantes et les pouvoirs publics, mais aussi les logiques administratives et financières qui président à une telle entreprise. Ensuite, avec une série d'articles issus de la presse quotidienne locale, qui abordent le déménagement du bâtiment et, en parallèle, un important mouvement de lutte pour la régularisation de familles d'exilés qui ont occupé la Bourse pendant 3 ans, de 1998 à 2001, avant d'être expulsées quelques semaines seulement après le départ de la CGT.

Aux archives municipales, la genèse politique et syndicale de la construction de la Bourse du travail de la rue Désiré Colombe.

Aux archives municipales, nous avons pu consulter d'importants cartons d'archives regroupant pêle-mêle des plans du bâtiment, des échanges épistolaires protocolaires, des devis concernant l'aménagement de salle, la réfection du bâtiment, de nouvelles installations dans la Bourse du travail. Rarement classées dans un ordre chronologique, ces archives sont datées du début des années 1910 – période durant laquelle commencent les travaux de construction du bâtiment – aux années 1920 – au moment où la Bourse du travail déménage enfin de ses locaux exigus de la rue de Flandres où elle était implantée depuis la fin du XIX^e siècle pour un bâtiment bien plus vaste, adapté à l'augmentation de ses effectifs – car des dizaines de chambres syndicales ont été créées.

Une construction longue et difficile

Dès 1912, les travaux sont engagés. Dans un carton d'archives figure un imposant dossier fourni par l'entreprise de « travaux publics et particuliers Ch. Robin » adressé à la mairie, qui regroupe un « mémoire des travaux exécuté pour le compte de la ville de Nantes, Œuvres sociales ». Celui-ci détaille, point par point, les aménagements effectués et leur coût. La Bourse ne sera réellement inaugurée qu'en 1923, mais ce premier document dans l'ordre chronologique témoigne

de la longueur de la construction de la Bourse du travail, le chantier ayant été interrompu pendant la Grande Guerre, et ponctué d'aléas et de négociations. Toujours avant la guerre, le 22 janvier 1914, un architecte adresse au maire un devis sur la peinture des cloisons du bâtiment, « pour répondre au désir exprimé par M. Savariau, secrétaire de la Bourse du travail ». A la veille de l'embrasement de l'Europe, une lettre manuscrite datée du 27 juillet 1914 – dont la signature indéchiffrable ne nous permet, concernant son auteur, que de faire l'hypothèse qu'il s'agit d'un élu municipal – averti le maire :

Je vous préviens que je vous poserai une question au début de la séance de mercredi sur les retards apportés dans les constructions du bâtiment des œuvres sociales, notamment en ce qui concerne la Bourse du travail. Entre nous, les entrepreneurs en prennent vraiment trop à leur aise [...]. Les syndicats s'impatientent (non sans raison d'ailleurs), le local provisoire qu'ils occupent est un véritable taudis. [...].

Ce n'est pourtant qu'en 1922, 8 ans plus tard, que l'ouverture de la Bourse se concrétise réellement. Un échange entre le maire Paul Bellamy et le Président de l'union des Syndicats, daté du 3 avril, illustre la teneur des rapports entre les deux parties.

Monsieur le Président,

en réponse à votre lettre du 20 février dernier, je suis heureux de vous faire connaître que l'administration municipale a décidé de mettre à la disposition de l'Union des Syndicats du Commerce et de l'Industrie [...] les deux bâtiments que vous avez déjà eu l'occasion de visiter rue Désiré Colombe.

Mais je tiens à vous signaler d'ors et déjà que, en raison de l'importance de la dépense que doit entraîner la restauration des locaux, un seul de ces bâtiments, celui situé en bordure de la rue, sera remis en état pour la date sus-indiquée.

Quant à l'autre, situé au fond de la cours, les travaux de son aménagement ne pourront être effectués que dans le courant de l'année prochaine.

La location des deux immeubles vous sera consentie aux conditions suivantes : le prix en sera de 3.600 francs par an [...].

La durée en sera fixée à la volonté des parties et par bail de 3, 6, 9, ou 12 années [...].

En outre, et dans le cas où la Chambre des Métiers serait créée, l'Union devrait s'engager à la recevoir dans l'immeuble au fond de la cours.

[...]

Veillez agréer Monsieur le Président, de l'assurance ma considération très distinguée.

Le maire, Paul Bellamy

Comment comprendre et analyser, avec un regard contemporain, l'offre de location faite par Paul Bellamy au syndicat ? L'INSEE a publié un convertisseur du franc en euros, selon les époques⁴³. Ainsi, 3600 francs de 1922 représentent l'équivalent de 4022,56 euros de 2015, ce qui

43 <http://www.insee.fr/fr/service/reviser/calcul-pouvoir-achat.asp?>

semble être une somme abordable – même en prenant en compte l'inflation des loyers depuis des décennies – eu égard à la superficie des lieux. En réponse, le maire reçoit un courrier comprenant en guise d'en-tête « Union des Syndicats du Commerce et de l'Industrie de Nantes et de la Loire Inférieure », daté du 23 juin 1922, adressé par M. Merlant, président de l'Union des syndicats au maire de Nantes. Le document est dactylographié à l'encre bleue et paraphé à la main.

Monsieur le maire,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai soumis à mes collègues du bureau de l'Union votre lettre du 3 avril, établissant les conditions de location de l'immeuble communal de la rue Désiré Colombe.

Mes collègues m'ont prié de vous faire remarquer que les frais d'éclairage et de service d'eau vous incombant, il s'ensuit que nous devons prendre jouissance de l'immeuble [...]. En vous remerciant de la bienveillance que vous nous avez manifestée dans nos pourparlers, je vous prierais de bien vouloir faire préparer le bail.

[...]

Nous espérons que tout sera prêt pour notre emménagement rue Désiré Colombe du 10 au 15 juillet.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de mes considérations distinguées.

Cet échange est en quelque sorte l'acte final qui préfigure l'accès des syndicats à la Bourse, et fait suite à une série de tractations qui dure depuis plusieurs mois, entre les deux parties sur, entre autres, la superficie du bâtiment, les dépenses préalables à la location, les aménagements. Le bâtiment des « Œuvres sociales » avait déjà été occupé en partie par les forces américaines à partir d'août 1918, dans l'objectif d'y installer des ateliers de « raccommodages de linge », nous apprend une feuille volante signée « Le Génie[militaire] », datée du 10 février 1919, ayant pour objet « occupation américaine ». N'oublions pas que l'armée des États-Unis avait débarqué à Saint-Nazaire dès l'été 1917.

Le corpus d'archives est très hétérogène et comporte aussi bien des courriers que des documents internes à l'administration, notamment des « bulletins de renseignement », rédigés par les services municipaux. En mars 1922, dans un bulletin de renseignement interne, portant l'en-tête de la direction des travaux publics, le chef de la comptabilité évalue le montant des dépenses engagées pour les travaux de réfection de la Bourse du travail à 294.952 francs. Dans le même document, le Chef de Division écrit :

[sommeDepart=3600&deviseDepart=AncFranc&anneeDepart=1922&deviseArrivee=Euro&anneeArrivee=2015](#)
[consulté le 16 juin 2017].

Il appartient à l'Administration d'apprécier si, en raison du chiffre très élevé de la dépense, il doit être donné une suite favorable à la demande de l'Union des Syndicats du Commerce et de l'Industrie.

Ainsi, il persiste jusqu'au bout une incertitude sur le devenir de ce bâtiment édifié dès avant la guerre. Paul Bellamy tranche en accordant un bail relativement modeste aux syndicats. Le reste des archives est composé de dossiers qui comportent des demandes adressées par les secrétaires successifs de l'Union Syndicale au maire, des dossiers de la direction des travaux publics détaillant les estimations des travaux réclamés – par exemple la réfection de la conciergerie en 1923 – suivis de la délibération municipale. Les demandes s'échelonnent sur plusieurs années. Par exemple, on réclame des chauffages, ou que l'architecte rénove la façade. Ce protocole se répète à plusieurs reprises, toujours en trois temps : sollicitation du syndicat, devis, puis décision politique. C'est dans ces devis que l'on peut trouver des plans d'architectes dans plusieurs chemises.

En 1923, un nouveau courrier de l'*Union Départementale des Sociétés de secours mutuels et de retraites de Loire Inférieure* se plaint de la lenteur des travaux de réfection qui durent depuis huit mois. Les services municipaux, dans un bulletin de renseignement interne, estiment les griefs « en partie fondés », d'autres « abusifs ». Les demandes d'une fin des travaux se renouvellent en 1924. C'est le dernier document consulté, dans l'ordre chronologique.

Pour finir, en dehors des échanges épistolaires et des devis, dans un carton, un prospectus appelle à une « grande matinée-concert » d'inauguration de la Bourse du Travail pour le 23 janvier 1923, avec de la musique et une « causerie » animée par l'ouvrier syndicaliste révolutionnaire du Nord et secrétaire de la CGT Alphonse Merrheim. Une fois les syndicats définitivement installés, le bâtiment restera géré par la CGT jusqu'en 2001. Entre temps, de nombreux conflits sociaux, meetings, rencontres agiteront cet espace, épice centre du mouvement ouvrier nantais au long du siècle.



*Programme d'inauguration de la Bourse du Travail de Nantes – Archives Municipales.
Le recto de cette brochure d'invitation annonce un orchestre et des « causeries ».*

Outre la lenteur du processus de construction et d'installation des syndicats dans la Bourse du Travail – qui s'étend sur plus de dix ans, avec une période d'arrêt complet durant la guerre –, l'implantation de ce nouveau lieu d'organisation, réclamée par les syndicalistes et mise en œuvre par la municipalité, s'articule entre rapport de force et collaboration. D'une part, il existe un rapport de force social important dans la ville portuaire au début du siècle. Le mouvement ouvrier, puissant à Nantes, est marqué par une inspiration anarcho-syndicaliste. Les dockers et les métallos déclenchent une série de grèves dures dans les années d'avant-guerre. En 1907 par exemple, des affrontements entre grévistes et policiers sont marqués par la mort du docker Victor Charles. Ces longues grèves sont soutenues par une partie de la population nantaise, et donnent lieu à des « soupes communistes » – soutenues matériellement par le maire de Chantenay par exemple, qui prête des marmites aux ouvriers –, durant lesquelles les grévistes produisent leur propre nourriture – ils ouvrent une boulangerie – et se restaurent collectivement. La mairie de centre gauche de Paul Bellamy sait donc qu'elle doit compter avec les syndicalistes, et qu'elle a tout intérêt à ménager ses interlocuteurs pour conserver une certaine paix sociale. La « bienveillance » du maire serait donc en partie le résultat d'un climat social tendu et d'un rapport de force syndical, voire, dans une moindre mesure, d'un intérêt politique pour le progrès social et l'encadrement des ouvriers.

Plus étonnant, l'installation de la Bourse est le fruit d'une collaboration entre le principal organe du mouvement social et les pouvoirs publics. À cette époque, les conflits sont pourtant plus durs qu'aujourd'hui, le répertoire d'actions plus offensif. En effet, les syndicats sont encore fortement inscrits dans l'esprit de la Chartes d'Amiens fondatrice du syndicalisme, qui vise à abolir les classes et le salariat. C'est justement dans une optique d'émancipation et d'autonomie du

prolétariat que sont créées les Bourses à l'initiative notamment, de Fernand Pelloutier⁴⁴. Il s'agit de donner un outil d'organisation aux travailleurs, en dehors de l'État et du patronat, y compris en négociant avec les élus. La fédération des Bourses du Travail se donne les moyens, dès la fin du XIX^e siècle, de s'implanter partout où c'est possible, et de construire un maillage territorial puissant, y compris en composant avec les municipalités progressistes. Ce processus démontre également une forme d'institutionnalisation du syndicalisme ouvrier, bien qu'il n'existe pas encore de dispositif de professionnalisation du syndicalisme ouvrier, les décharges et les permanents syndicaux seront inventés bien plus tard⁴⁵.

Enfin, dans l'ensemble hétéroclite de documents qui nous ont été donnés de consulter, on trouve une carte postale de la première Bourse du Travail, rue de Flandres. Il s'agit d'un vestige d'un répertoire de propagande et de mobilisation du mouvement ouvrier aujourd'hui disparu et presque oublié. L'historienne Anne Steiner, dans le récent ouvrage *Le Temps des révoltes*⁴⁶ met en lumière cette tradition de la Belle Époque, qui consistait à faire circuler les images de grèves et d'émeutes ouvrières sous forme de cartes postales. Ce vecteur d'information et de communication original et efficace est également un sujet traité par l'historienne de la III^e République Madeleine Rebérioux⁴⁷.

Un épiceutre de la contestation au long du siècle

Il serait vain dans le cadre de cette réflexion d'aborder de manière exhaustive l'ensemble des événements qui se sont déroulés dans la Bourse du Travail nantaise durant ces décennies d'activités syndicales. A partir de quelques repères historiques, il s'agit de comprendre comment cet espace a rayonné dans la vie sociale de la ville, mais aussi quelle a été la composition syndicale et ouvrière locale, et comment la puissance syndicale a fluctué au cours de ce siècle tourmenté. Il est intéressant d'observer que la Bourse du Travail et les manifestations qui s'y sont tenues sont fondamentalement liées aux bouleversements nationaux voire internationaux contemporains.

Dès le 29 août 1922, alors que le bâtiment n'est pas encore officiellement inauguré, « des

44 Fernand Pelloutier (1867 – 1901) est une grande figure anarchiste du syndicalisme français. Après avoir étudié dans le pays nantais, il défend le concept de grève générale et joue un rôle majeur dans la fondation des Bourses du Travail, dans une optique d'autonomie ouvrière. Il a publié : *Histoire des Bourses du travail*, Les Éditions Alfred Costes, 1921 Paris.

45 Les décharges syndicales sont encadrées par la loi à partir de 1984

46 Anne Steiner, *Le Temps des révoltes, Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la Belle Époque*, Paris, L'échappée, 2015.

47 Madeleine Rebérioux, « La carte postale de grève : propos sur une collection et une exposition », *Le Mouvement social*, avril-juin 1985, n° 131, p.131-144.

milliers d'ouvriers nantais prennent le chemin de la Bourse du Travail pour affirmer leur solidarité avec les ouvriers du Havre⁴⁸», lors d'un mouvement des métallurgistes. Le 1er mai 1923, une manifestation unitaire à la « Bourse du travail puis dans les rues de la ville » fait suite à la victoire d'une grève aux Chantiers de l'Atlantique et aux Forges de Basse Indre. Mais les organisations ouvrières ne se limitent pas aux seules revendications liées aux conditions de travail. Les sensibilités pacifiste et internationaliste sont ancrées dans la gauche de l'entre-deux-guerres, après un premier conflit mondial que n'a pas su éviter la CGT⁴⁹ et qui a emporté la vie de millions de travailleurs, en particulier dans l'Ouest de la France, quelques années plus tôt. Un de ces temps forts est organisé dans le cadre unitaire dans les locaux de la rue Désiré Colombe.

[...] [L]es syndicats ouvriers n'hésitent pas à mobiliser leurs masses contre les actions belliqueuses du gouvernement de droite. On verra même, le 1er mai 1923, « unitaires » et « majoritaires » (C.G.T.U. et C.G.T) se retrouver ensemble à la Bourse du Travail, et de là, dérouler un long cortège à travers la ville, mêlant à leurs protestations contre le chômage, leur condamnation de l'occupation de la Ruhr⁵⁰.

En 1928, la Bourse du Travail accueille une Conférence sur les conditions de vie et de travail des ouvriers américains. La tonalité de l'intervenant, un syndicaliste qui revient d'un voyage outre-Atlantique, paraît favorable à l'application en France du taylorisme de la rationalisation du travail qui permettrait d'augmenter le niveau de vie des ouvriers. Ce meeting permet d'observer les différentes aspirations syndicales qui s'expriment, entre une CGTU syndicaliste révolutionnaire, sous férule communiste, et une CGT d'avantage modérée, cherchant à réformer le capitalisme.

Le mouvement syndical est touché par la répression. En juillet 1929, sur fond de grève des terrassiers, deux secrétaires syndicaux – Charles Tillon et Jean Philippe de la CGTU – ont une altercation avec des policiers qui malmènent « une ivrognesse Place Royale⁵¹ ». Ils sont embarqués, et « écroués pour outrages à agents dans l'exercice de leurs fonctions. Immédiatement, une réunion de protestation a lieu à la Bourse du Travail », les ouvriers accusent les forces de l'ordre de vouloir décapiter leur mouvement. Deux mois plus tard, « un délégué C.G.T.U. venu de Paris » est arrêté en pleine réunion à la Bourse du Travail.

Notons par ailleurs que la Bourse du Travail n'est pas réservée aux événements strictement

48 Emilienne Leroux, *Histoire d'une ville est ses habitants, Tome II, de 1914 à 1939*, Paris, Editions Arts-Culture-Loisir, 1985.

49 Le syndicat avait promis le lancement d'une grève générale internationale en cas de guerre contre l'Allemagne, et a finalement rejoint l'Union Sacrée après l'assassinat de Jean Jaurès.

50 Emilienne Leroux, *op. Cit*, p. 114.

51 *Ibid* p. 148.

syndicaux. Frantisek Bakule, éducateur tchèque qui recueille et éduque par le chant des enfants handicapés, orphelins ou errants des faubourgs de Prague au sortir de la guerre est de passage à Nantes, après une tournée en Amérique puis en Europe. Après avoir été accueillis à la Gare de l'État et dans des écoles nantaises, les chœurs d'enfants chantent dans une Bourse du Travail comble. Cet espace est aussi une base logistique des luttes sociales. Lors de la marche des chômeurs qui partent de Saint-Nazaire pour aller à Nantes le 27 juin 1933, le repas servi aux marcheurs est assuré par les restaurants de la Bourse du Travail. Avec les premiers congés payés, ce sont bien souvent les syndicats et groupes politiques de gauche eux-mêmes qui organisent et encadrent les loisirs ouvriers, comme le Syndicat des Brasseries de Nantes qui organise une sortie à la Haie Fouassière en 1937, ou encore le groupe antifasciste Amsterdam Pleyel qui affrète un bateau sur la Sèvre pour ses adhérents l'année précédente. Les « réjouissances [...] s'accompagnent de courtes prises de paroles rappelant ce qu'il reste encore à faire⁵² » .

La rue Désiré Colombe : lutte de classe et affrontements politiques

Les années 1930 constituent une période d'instabilité à Nantes comme dans le reste du monde, sur fond de montée des périls. La rue Désiré Colombe devient l'un des épicrocentres des frictions politiques et sociales de la ville. De grandes manifestations, pacifistes et antifascistes d'un côté, et réactionnaires de l'autre, ont lieu à Nantes. La venue du royaliste Léon Daudet en mai 1931 provoque des affrontements entre manifestants de gauche et de droite. En mars 1925, une marche de catholiques contre les « odieuses lois laïques », est dénoncée par la gauche comme étant la « première manifestation du fascisme nantais⁵³ ». La contre-manifestation réunit 15 000 personnes au Champ de Mars, et donne lieu à de nouveaux affrontements entre laïcs et cléricaux.

Le 6 février 1934, une manifestation anti-parlementaire vire à l'émeute à Paris. L'événement marque durablement la vie politique, et aura une influence considérable dans l'unité de la gauche. Dès le 8 février 1934, la riposte est immédiate à Nantes, avec la tenue un important meeting à la Bourse du Travail. A l'issue du rassemblement, « un défilé s'organise, qui rencontre d'abord un barrage de police rue Voltaire⁵⁴ ». Les manifestants parviennent à défiler « escortés par des gendarmes à cheval⁵⁵ ». Ils arrivent à 15 000 sur la place Louis XVI. Le 12 février, la grève unitaire contre le fascisme est très suivie à Nantes et suivie d'échauffourées le soir, Place Graslin et du côté

52 *Ibid.*, p. 117.

53 *Ibid.*, p. 117.

54 *Ibid.*, p. 244.

55 *Ibid.*, p. 244.

de l'hôtel de ville. Un mois plus tard, le 7 mars, une manifestation contre l'Action Française⁵⁶ regroupant quatorze associations démarre également de la Bourse du Travail. Au mois d'avril, une réunion « à caractère ouvertement fasciste⁵⁷ » se tient aux Salons Mauduit, avec la participation de Philippe Henriot du Parti Populaire Français⁵⁸. Autrement dit, le foyer de la gauche syndicale nantaise et le meeting de l'extrême droite se trouvent dans la même rue, provoquant inévitablement manifestation et affrontements. « Il faut l'intervention de la garde mobile à cheval pour que 5 à 600 partisans de l'extrême droite puissent atteindre leur salle de réunion par des passages privés⁵⁹ », explique Émilienne Leroux.

L'unification progressive de la gauche avant le Front Populaire s'illustre par un meeting de 3 000 personnes dans le cadre d'une grève dans le bâtiment, réunissant confédérés, unitaires et même le syndicat chrétien CFTC. Le meeting a lieu le 12 avril avec des travailleurs de toutes les professions. Au mois de mai de la même année, la mairie de Nantes passe aux mains du socialiste Auguste Pageot. Le 22 juillet, une grande manifestation des fonctionnaires réunit 10 000 personnes qui accrochent un foulard rouge au cou de la statue allégorique de la ville de Nantes, sur la fontaine de la Place Royale. Le cortège remonte la rue Crébillon pour rejoindre la Bourse du Travail. Le journal de droite *l'Écho de la Loire* titre : « A Nantes, le meeting du Cartel des services publics tourne en manifestation révolutionnaire⁶⁰. » Le 13 octobre 1935 se tient une grande réunion des Croix-de-Feu⁶¹ au Salons Mauduit. 2 000 personnes s'y retrouvent autour du slogan « Travail, Famille, Patrie », contre le triptyque de la gauche « Pain, Paix, Liberté ».

Le 19 octobre 1936, d'autres confrontations entre militants du Parti Populaire Français et des manifestants de gauche éclatent Place Graslin. Quelques jours plus tard, le Parti Social Français, groupe nationaliste du colonel De La Rocque particulièrement vivace dans l'Ouest, organise une réunion privée aux Salons Mauduit réunissant des milliers de membres. Le 6 mars 1938, peu avant la guerre et sur fond de fascisme triomphant, une autre réunion du PSF réunira 11 000 personnes.

Au delà du conflit proprement politique qui se joue à échéances régulières dans cette rue de

56 Mouvement politique nationaliste, antisémite et monarchiste créé en 1898, dont l'idéologie s'appuie sur la pensée de Charles Maurras. L'historien Zeev Sternhell estime que ce type d'organisations réactionnaires ont servi de creuset au fascisme dans *La droite révolutionnaire, 1885-1914 : les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, 1978.

57 *Ibid.* p. 246.

58 Parti fondé en 1936 par l'ancien communiste Jacques Doriot. Le PPF se réfère explicitement au fascisme, et sera un acteur de premier plan de la collaboration avec l'occupant nazi.

59 *Ibid.* p. 246.

60 Cité par Émilienne Leroux, *op.cit.* p. 253.

61 Également appelée Association des combattants de l'avant et des blessés de guerre cités pour action d'éclat, l'association dirigée par le colonel De La Rocque, regroupe des anciens combattants.

la Cité des Ducs, une anecdote évoquée en juin 1936 par le journal nantais *L'ami de la Vérité* met en relief la difficile coexistence entre voisins et l'antagonisme de classe qui règne dans la rue Désiré Colombe où cohabitent un lieu mondain et un espace ouvrier. Dans un article intitulé « A mort les riches », l'hebdomadaire raconte qu'un cortège de mariage – qu'on devine bourgeois – arrivant en taxi aux Salons Mauduit, est « copieusement hué par un groupe de jeunes voyous de la Bourse du Travail. [...] Puis, tandis qu'après le déjeuner, les gens étaient rassemblés dans le jardin de chez Mauduit dont le mur est mitoyen avec la cour de la Bourse du Travail, nouvelles injures et nouveaux cris⁶². »

A Nantes, les grandes grèves de l'été 1936, suite à l'arrivée de la gauche au pouvoir, démarrent les 28 et 29 mai 1936 par deux meetings à la Bourse du Travail. Le premier regroupe des ouvriers du bâtiment. Le lendemain, « les revendications ont franchi une étape décisive au cours d'un meeting présidé par Jacquet [le secrétaire du syndicat des métaux] : on demande du neuf, du jamais vu⁶³ ». Le 3 juin, une grève sur le tas démarre à l'usine des Batignolles, qui fabrique des locomotives. Les foyers de grève s'étendent rapidement à Nantes. Le 8 juin, les employés de magasins ont « préparé leur cahier de revendications assorti d'un projet de contrat collectif » et se « retrouvent dans la salle des fêtes de la Bourse du Travail pleine à craquer [...]. L'immense majorité n'y a jamais mis les pieds⁶⁴ ». Le 11 juin, victoire totale de la grève des Batignolles, on se rend à la Bourse en cortège. L'historienne Emilienne Leroux rappelle que la plupart des documents ayant trait aux grandes grèves de 1936, stockées dans la Bourse du Travail, ont été anéantis pendant la guerre 39-45.

Durant la guerre d'Espagne, des dizaines de Nantais s'engagent dans les Brigades Internationales, dont plusieurs secrétaires syndicaux : « Brossaud du bâtiment, Dufour des Transports, Jegaud du syndicat des peintres⁶⁵ » Au sein des entreprises sont organisées des souscriptions pour soutenir les républicains espagnols. Des convois de vivres sont acheminés, difficilement, depuis Nantes vers Barcelone. Le syndicalisme en baisse de régime au début des années 1930 est très actif à Nantes à partir de 1936, avec un véritable « bouillonnement d'activités [et des] réunions publiques quotidiennes⁶⁶ ».

Néanmoins, la Bourse du Travail n'est pas le pôle unique de la vie ouvrière : les fondements

62 « À mort les riches », *L'ami de la vérité*, 27 juin 1936.

63 Emilienne Leroux, *op.cit.*, p. 260.

64 *Ibid.*, p. 261.

65 *Ibid.*, p. 302.

66 *Ibid.*, p. 302.

du Front Populaire sont posés à Nantes le 24 février 1934, lors du Congrès du Parti Radical, dans une allocution historique du communiste Maurice Thorez⁶⁷, qui a lieu dans les salons du Tourbillon, à Doulon⁶⁸. De même, l'idée de grève générale, essentielle dans le syndicalisme français, est votée lors du fameux congrès de Nantes, en 1894⁶⁹. Les tendances anarchistes et favorables au mouvement des Bourses du Travail mettent en minorité la tendance guesdiste⁷⁰, ce qui donnera naissance à la CGT. Ce congrès fondateur a lieu 30 ans avant l'ouverture de la Bourse de la rue Désiré Colombe, et se tient, selon les sources, rue de Flandres, dans la toute première Bourse du Travail, ou dans une maison du peuple, rue Lévêque, voisine du lieu. Bien plus tard, dans l'entre-deuxguerres, les grands rassemblements et meetings ouvriers auront lieu au Champ de Mars et non rue Désiré Colombe.

Au printemps 1940, des réfugiés chassés par l'avancée allemande sont accueillis dans la Bourse du Travail. Après la guerre, le bassin Nantes-Saint-Nazaire reste réputé pour sa combativité ouvrière, avec notamment des grèves insurrectionnelles qui démarrent, à Nantes, aux chantiers navals de l'Atlantique – Loire, Bretagne et Dubigeon – regroupant 7 000 ouvriers, rejoints ensuite par différents secteurs. Le 18 août 1955, la grande manifestation de 14 000 personnes passe par la Bourse du Travail en direction de la Préfecture. Le lendemain, un immense meeting au Champ de Mars est suivi d'une manifestation de 20 000 ouvriers. Après la guerre, les deux pôles importants du mouvement social nantais demeurent donc bien le Champ de Mars et la Bourse du Travail. Signe du retentissement de la mobilisation au niveau national, le magazine *Paris Match* du 24 septembre 1955 publie alors un article intitulé : « la France des grèves a pour capitale Nantes ». L'hebdomadaire *Radar* fait paraître des pages d'images des affrontements accompagnées du titre : « Nantes, point névralgique de l'agitation⁷¹ ». Les grands mouvements suivants témoignent d'un étalement spatial des lieux d'organisation. Le mai 68 ouvrier démarre à Nantes à l'usine Sud Aviation à Bouguenay, où les ouvriers lancent une grève sur le tas et séquestrent les patrons, alors que les étudiants nourrissent l'agitation depuis le nouveau campus au nord de la ville. A mesure que la métropole s'étend et que les mouvements sociaux revêtent de nouvelles formes et agrègent de nouveaux acteurs – mouvements lycéens et étudiants, luttes contre les grands projets d'aménagements de type centrales nucléaires ou projet d'aéroport –, les espaces d'organisation et de

67 Maurice Thorez (1900-1964) a été secrétaire général du PCF de 1930 à 1964.

68 « 24 octobre 1934 : la naissance du Front populaire à Nantes », *L'Humanité*, 24 octobre 2014.

69 L'intégralité des comptes rendus du congrès sont consultables en ligne : <http://visualiseur.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1099162>

70 Jules Guesde (1845 – 1922) est un homme politique socialiste, fondateur du Parti Ouvrier, à l'origine du Parti Socialiste de France, qui contribuera à la création de la SFIO. Sur le plan syndical, Guesde estime que le syndicat doit être inféodé au Parti, contrairement aux anarchistes qui revendiquent l'autonomie du syndicalisme.

71 *Radar*, 25 septembre 1955.

conflits se multiplient, au-delà de la seule Bourse du Travail. Les modalités de lutte se reconfigurent après 1968, et sortent du strict cadre salarial. En 1994 – lors du mouvement contre le Contrat d'Insertion Professionnelle – comme en 2006 – contre le projet de loi « égalité des chances » – ou 2016 – contre la « Loi Travail » –, Nantes connaît ses épisodes d'émotions lycéennes. Mais elle est aussi traversée par des mobilisations écologistes, par exemple suite aux marées noires⁷², et par de grands moments de mobilisation politique, comme le raz-de-marée citoyen de 2002⁷³. Nantes est également concernée par la naissance de mouvements de chômeurs, l'apparition de l'altermondialisme, et l'implication accrue d'acteurs associatifs dans les mobilisations. Les participants se réunissent dans d'autres espaces, comme l'ancienne Manufacture à l'est de Nantes. La moindre centralité de la question du salariat dans l'action collective entraîne-t-elle une moindre centralité du syndicalisme, et donc de la Bourse du Travail comme lieu d'organisation ?

Les archives issues de la presse locale, un déménagement et des tensions sociales : la lutte des sans-papiers dans la Bourse du travail

Une deuxième étape de recherche archivistique permet, à partir de la presse locale – en l'occurrence les deux quotidiens locaux *Presse Océan* et *Ouest France* – de reconstruire les événements sociaux qui ont accompagné la fermeture de la Bourse entre 1998 et 2001, c'est-à-dire la lutte et l'occupation des lieux pendant plusieurs années par des sans-papiers.

A l'été 2001, alors que les militants CGT s'appêtent à déménager, certains syndicalistes réclament la reconversion de la Bourse en centre d'accueil pour migrants après trois mois d'occupation par des exilés, alors qu'au même moment, le bâtiment devient un éphémère squat d'artistes immédiatement délogé par la police. Cet épisode d'occupation illégale, marqué par la désolidarisation de l'appareil syndical, illustre le conflit de légitimité entre squatters et syndicalistes qui soutiennent pourtant tous le mouvement d'occupation des migrants. Finalement, les migrants seront eux aussi expulsés quelques semaines plus tard, une fois que la CGT aura déménagé dans la gare de l'État. Entre temps, un nouveau répertoire d'action est apparu : les migrants et leurs soutiens se murent dans le bâtiment pour empêcher – sans succès – l'expulsion policière qui met un terme à la lutte. Le mouvement disparaît progressivement des radars médiatiques à l'automne 2001. C'est à ce moment que se pose la question du devenir du lieu. Les sources nous éclairent sur un épisode de l'histoire sociale nantaise marqué par des conflits d'intérêts et des enjeux de lutte d'influence entre

72 « La manifestation anti-marée noire de Nantes témoigne d'un mouvement puissant et diversifié », *Le Monde*, 6 février 2000.

73 « Nantes. Près du quart de la ville, soit 50 000 à 60 000 personnes » manifestent selon *Le Monde* dans l'article : « Un million de personnes ont joyeusement défilé en régions », *Le Monde*, 5 mai 2002.

les différents acteurs du mouvement social, mais aussi des rapports de force politiques et des interventions policières. Ces articles montrent que cette lutte longue et abrupte mêle une pluralité d'acteurs et de pratiques. Le recul historique sur ce combat – qui n'a d'ailleurs pas cessé depuis, la question du logement et de la régularisation de famille d'exilés revenant régulièrement sur le devant de l'actualité locale et nationale, portée par une palette d'acteurs associatifs et politiques – permet également de se questionner sur l'approche de la presse locale, l'évolution de sa ligne politique sur des questions sociétales par exemple, et sur le discours des élus concernant la réhabilitation du lieu. Retracer les étapes de ce conflit politique et social qui coïncide avec la fermeture de la Bourse permet de questionner les enjeux cachés du mouvement, de s'interroger sur la façon dont s'articulent le déménagement de la CGT, l'expulsion des sans-papiers et la réhabilitation du bâtiment dans une stratégie municipale.

Observons, par cette analyse de la presse locale de l'été 1998 à l'automne 2002, le fil chronologique de la lutte des sans-papiers qui a marqué la chronique nantaise durant quatre années. Nous pouvons distinguer trois temps : l'apparition médiatique de la lutte des sans-papiers, l'occupation de la Bourse du Travail, qui couvre l'essentiel de la période, et enfin l'expulsion, qui remet la question de demandeurs d'asile sur le devant de la scène.

En 1998, un collectif de soutien aux sans-papiers regroupe une trentaine d'associations, de syndicats et de partis allant du christianisme social à l'extrême gauche révolutionnaire. Au mois d'avril, soixante-dix sans-papiers qui réclament leur régularisation sont accueillis à l'église Sainte Thérèse, en écho symbolique à l'occupation de l'église Saint Bernard à Paris] qui avait défrayé la chronique deux ans auparavant, en juin 1996. L'évêché appelle alors à une large régularisation des sans-papiers. Au bout de deux mois d'occupation, et sans résultats notables, trois salles paroissiales de Saint-Louis de Montfort au nord de la ville sont proposées aux migrants en lutte, qui préfèrent finalement aller s'installer dans la Bourse du Travail de la rue Désiré Colombe, sur proposition de la CGT. Nous sommes début juillet 1998. La position – centrale dans l'agglomération – de la Bourse, qui permet des « facilités d'accès » et une « proximité avec le centre ville ⁷⁴», guide ce choix. La Bourse offre en outre un « espace vaste et fonctionnel avec sanitaire, douches, cour de récréation pour les bambins ⁷⁵». Serge Doussin, secrétaire de la CGT, prend alors soin de se défendre de toute récupération du mouvement : « cette lutte c'est la leur, et celle des associations qui les soutiennent. Cette situation nouvelle devrait leur permettre de poursuivre leurs actions [...] Nous accueillerons

74 « Les sans papiers à la Bourse du Travail », *Ouest France*, 3 juillet 1998.

75 *Ibid.*

ici les sans-papiers jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction⁷⁶. » Revendiquant cet accueil, il évoque l'opportunité « popularisation du mouvement » créée par l'installation des familles dans le bâtiment et les débats avec le public permis par la configuration nouvelle du cadre de la lutte. Notons par ailleurs que si plusieurs dizaines de familles de migrants ont pu être accueillies pendant des mois dans la Bourse du Travail, c'est également parce que de vastes espaces du bâtiment sont déjà vacants et inexploités en 1998.

Quelques jours plus tard, le 16 juillet, *Ouest France* publie un nouvel article sur la lutte, qui est au cœur de l'actualité locale estivale. Le nombre d'occupants est passé, dans les colonnes du journal, de soixante-dix à une cinquantaine – une vingtaine de dossiers a été régularisée – et les pouvoirs publics nantais ont nommé une commission consultative sur le cas des sans-papiers. Leurs soutiens haussent le ton, et qualifient la préfecture de courroie de transmission du ministère de l'Intérieur qui veut « éviter l'apparition de nouveaux Saint-Bernard⁷⁷ ». Ils annoncent un « nouvel été des sans-papiers⁷⁸ ». Les migrants dénoncent quant à eux les marchands de sommeil, les loyers abusifs. Le 18 juillet, *Presse Océan* évoque la proposition de Charles Pasqua – alors dans l'opposition au gouvernement de gauche plurielle – de régulariser les sans-papiers. Le journal attribue l'annonce à « l'effet Zizou⁷⁹ ». Il convient néanmoins de se demander si elle n'est pas plutôt à mettre sur le compte d'une mobilisation grandissante dans toute la France, voire d'une manœuvre tactique. La nouvelle est accueillie avec « surprise et enthousiasme » à la Bourse du Travail. Un occupant déclare : « Ça va faire réfléchir la gauche sur ce qu'ils sont en train de nous faire subir⁸⁰. » Un syndicaliste de SUD nuance la joie, évoquant un coup politique de l'ancien ministre de l'Intérieur pour « mettre le gouvernement dans l'embarras⁸¹ ». La presse continue de consacrer au mouvement de grands articles donnant la parole aux migrants qui décrivent les conditions de vie dures qu'ils subissent. Mais une manifestation organisée dans les jours qui suivent ne réunit que 60 personnes devant la préfecture.

« On ne veut pas être des esclaves, et pour ça on ne veut pas rester dans la clandestinité⁸² », disent les exilés dans les pages de *Ouest France* le 22 juillet. En 1998, il existe encore dans le discours syndical et politique un lien évident entre revendication sociale et régularisation des sans-

76 *Ibid.*

77 « Une cinquantaine de sans-papiers à la Bourse du travail. "Sur le fond, rien n'a changé" », *Ouest France*, 16 juillet 1998.

78 *Ibid.*

79 « Les sans-papiers de Nantes applaudissent Charles Pasqua », *Presse Océan*, 18 juillet 1998.

80 *Ibid.*

81 *Ibid.*

82 « On ira jusqu'au bout », *Ouest France*, 22 juillet 1998.

papiers, les droits des immigrés ne sont pas opposés à ceux des Français : être sans-papier, c'est justement s'exposer à l'exploitation et à l'assouplissement du droit du travail. Le secrétaire général de la CGT est d'ailleurs présent en personne au rassemblement. Ce lien entre lutte des sans-papiers et combat syndical est illustré le 24 juillet, à nouveau par *Ouest France*, qui évoque la solidarité qui se tisse autour des familles exilées : « Hier, c'est le syndicat CGT d'EDF qui est venu apporter une centaine de kilos de riz, des yaourts et des cageots de courgettes. » « Les sans papiers sont bien installés à la bourse du travail⁸³ », écrit-on, et les représentants du mouvement qui occupe la Bourse du Travail est invité à animer un débat au centre de vacances EDF GDF de Mesquer, témoignant du renforcement des liens avec les exilés dans les réseaux syndicaux, et l'amplification de formes de solidarité ouvrière.

Ouest France publie le 29 juillet⁸⁴ puis le 31 juillet⁸⁵ une série de deux portraits de sans-papiers, donnant la parole aux occupants la Bourse – les articles sont presque exclusivement constitués de propos à la première personne, rapportés au discours direct. Le premier interviewé a quitté la Guinée pour la France en 1993 après l'assassinat de son père, opposant politique. Il évoque son arrivée à Nantes, le soutien du Gasprom, antenne nantaise de la FASTI – Fédération des Associations de Solidarité avec Tous-te-s les Immigré-e-s. Le second raconte la prison, la violence, l'exil, et son arrivée en France en 1990. Tous deux rapportent la peur permanente, la précarité de la condition de sans-papiers. Ces deux portraits humanisent la lutte, et éclairent le lectorat du quotidien sur la vie des exilés. Ainsi, la bataille politique et médiatique est en train d'être remportée par les militants et les migrants, notamment grâce à l'éclairage offert par l'occupation de la Bourse du travail : la lutte est désormais installée dans le paysage local. Le 26 septembre, le mouvement réapparaît dans la presse, il dure depuis 5 mois. « La préfecture fait traîner les dossiers en longueur », explique un exilé dans *Presse Océan*⁸⁶. Suite à l'ordonnance d'expulsion d'un des occupants de la Bourse et face à la fermeté de la préfecture de Loire Atlantique, les soutiens annoncent une série d'actions.

Néanmoins, il n'y aura pas de nouveaux échos médiatiques avant le 28 avril 1999. *Ouest France* consacre alors un article au mouvement pour faire le point un an après l'occupation de l'église Sainte-Thérèse, qui avait constitué l'acte de naissance de la mobilisation. « Le mouvement s'essouffle », titre le journal, alors que les sans-papiers occupent toujours la Bourse du travail, et

83 « La solidarité se développe », *Ouest France*, 24 juillet 1998.

84 « Kieraba Fofana, sans-papiers de la Bourse du Travail 'Tu es considéré comme un criminel' », *Ouest France*, 29 juillet 1998.

85 « Souma Fodé, sans-papiers de la Bourse du Travail 'Tu vis comme un animal' », *Ouest France*, 31 juillet 1998.

86 « Les sans-papiers veulent durcir le ton », *Presse Océan*, 26 septembre 1998.

que 37 dossiers ont été régularisés. Les associations évoquent un nouveau durcissement depuis la loi Chevènement⁸⁷. « Nous ne voulons pas devenir un mouvement caritatif [...] la solution est politique », disent les soutiens. Le 25 mai 1999, *Ouest France* signale que « 40 sans papiers vivent toujours à la Bourse du Travail » sans intimité, nourris par les Restos du Cœur. L'auteur de l'article reconnaît que « l'intérêt des médias et des élus pour la cause s'est estompé » depuis le printemps mouvementé de l'an passé. Les sans-papiers profitent donc de cet éclairage pour réclamer à Jean-Marc Ayrault et au préfet « un peu d'humanité ».

Ensuite, la lutte disparaît des colonnes de la presse pendant deux ans. Deux années de *statu quo* avec les pouvoirs publics, les familles restant hébergées dans la Bourse du travail et nourries par les associations. Ce n'est qu'en mai 2001 qu'un article⁸⁸ annonce la création d'une nouvelle association nommée « sans-papiers – sans droits ». Le départ de la CGT de la Bourse est annoncé pour le mois d'août, et les occupants appréhendent ce déménagement. Il est désormais question de cent personnes vivant dans la Bourse du travail. Elles comptent interpeller « la ville, la préfecture, les services sociaux, les ministères ». C'est dans cette optique que cette nouvelle structure associative est créée pour réclamer un lieu d'accueil pour les sans-papiers après le déménagement de la CGT. Un appel à manifestation est lancé pour le 9 juin suivant. Quelques semaines plus tard, c'est l'évêché qui s'inquiète du sort des exilés dans les colonnes de *Ouest France*, et appelle à une prise en charge des familles sans logement. Mgr Soubrier, qui avait ouvert l'église Sainte-Thérèse aux demandeurs d'asile en 1998, réclame dans une lettre aux élus « d'assurer avant la fermeture de la Bourse du travail l'hébergement de tous les étrangers qui y sont réfugiés ⁸⁹ ». Une manifestation devant la mairie, avec les mêmes revendications, portée par la CGT, réunit une centaine de personnes. Elle est relatée dans le même numéro du quotidien.

Peter Dontzow, représentant du syndicat, réclame à cette occasion la transformation de la Bourse du travail en centre d'accueil pour les migrants : « à la Bourse du Travail, il y a de la surface, des murs, tout ce qu'il faut pour créer un centre d'hébergement [...] cela permettrait de poursuivre l'idéal des Bourses du Travail. » Plus loin, il assure que « la CGT rappelle qu'elle sera fidèle à son engagement, et que, même si elle part de la Bourse du Travail, elle ne laissera pas tomber les sans-papiers : on leur laissera le bâtiment⁹⁰ ».

87 Loi du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile, dite loi RESEDA.

88 « Une association "sans papiers, sans droits" pour se faire entendre et connaître ses droits », *Presse Océan*, 30 mai 2001.

89 « Sans-papiers, l'appel de l'évêché », *Ouest France*, 27 juin 2001.

90 « Une centaine de personnes à la mairie de Nantes », *Ouest France*, 27 juin 2001.

Le 2 juillet 2001, un encart dans *Ouest France* raconte une dernière rencontre commémorative de militants CGT réunis « larmes aux yeux⁹¹ » dans la Bourse du Travail, quelques jours avant le déménagement, évoquant « 80 ans de souvenirs et de luttes ». « Quitter la Bourse du travail pour une future Maison des Syndicats nous attriste », explique un syndicaliste dans cet article. C'est effectivement l'esprit des origines qui disparaît, la Fédération des Bourses du Travail étant à l'origine même du syndicalisme français. Le nom du nouveau bâtiment de la Prairie aux Ducs, « Maison des Syndicats », efface ces références historiques qui constituent les fondements historiques de la CGT⁹². En juillet 2001, la presse évoque également « l'avenir incertain » du bâtiment qui sera laissé vide.

Une fois la CGT installée dans ses nouveaux locaux, en septembre, un article décrira la déception des permanents syndicaux, citant le militant CGT Peter Dontzow qui qualifie l'architecture du bâtiment « d'agencement de prison⁹³ », alors que le secrétaire Serge Doussin la compare à celle d'un hôpital, et que l'Union Départementale se déclare « saisie par la froideur de l'endroit ». En revanche, les autres syndicats, FSU, et CFTC notamment, qui n'étaient pas installés dans la Bourse du Travail auparavant, se déclarent ravis des nouveaux locaux.

Le 22 août 2001, quelques jours seulement après le déménagement officiel de la CGT, le bâtiment est squatté par un collectif d'artistes regroupant une cinquantaine de personnes qui entendent ouvrir un « espace de création » alors que les exilés occupent toujours une partie du bâtiment. Ils sont expulsés immédiatement par un important dispositif policier qui enfonce la porte du bâtiment « à coups de bélier⁹⁴ ». « Depuis qu'ils savaient que les locaux allaient se libérer, plusieurs associations et collectifs visaient les lieux pour en faire une " pépinière associative culturelle" », explique *Ouest France*. Plus de dix ans plus tard, ce sont les élus porteurs du « projet de transformation » de cet espace qui mettront en avant sa dimension associative.

En 2001, la mairie justifie l'intervention policière par des « préoccupations immédiates de sécurité », au moment où des négociations avec les nouveaux squatteurs sont en cours avec Yannick Guin et Jean Louis Jossic, représentants de la mairie. La CGT quant à elle, alors qu'elle est en train d'achever son déménagement, dénonce l'occupation : « Ils ont envahi les lieux de telle manière

91 « De la Bourse du travail à la gare de l'État en août prochain. Syndicalisme d'hier et d'aujourd'hui », *Ouest France*, 2 juillet 2001.

92 La CGT naît en 1895 à Limoges, de la fusion entre la Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs et la Fédération des Bourses du Travail.

93 « Premières impressions cueillies dans la Maison des syndicats. Le bleu foncé donne le blues », *Ouest France*, 13 septembre 2001.

94 « Squat éclair à la Bourse du Travail », *Ouest France*, 23 août 2001.

qu'on était plus chez nous⁹⁵. » *Presse Océan* évoque une évacuation sous l'œil « d'une quinzaine de membres de la police et des renseignements généraux, et de quelques responsables syndicaux FO ⁹⁶ ». « Nous voulons mettre le maire devant ses contradictions : il estime faire une politique culturelle ouverte. Nous créons un vrai lieu d'ouverture avec les Nantais, un lieu où ils auraient leur place pour participer à la vie artistique, pas seulement la regarder⁹⁷ », expliquent les squatteurs. Le collectif de soutien aux sans-papiers s'insurge également contre l'envoi des CRS : « La vérité c'est que la mairie n'a aucun projet pour la Bourse du Travail. Ce serait honorable si elle assurait la continuité du lieu en respectant son histoire⁹⁸. » La CGT entre donc ici en dissension avec le collectif de soutiens au sans-papiers – dont font pourtant partie plusieurs de ses adhérents.

Au même moment, les sans-papiers ont eux aussi déménagé dans le square Amiral Halgand, en face de la mairie de Nantes. Deux semaines plus tard, les exilés retournent, pour leur sécurité, dans la Bourse du Travail, désormais déserte, suite à des dégradations commises sur leur campement : vol de banderoles, affiches lacérées. Les soutiens évoquent la possibilité « d'actes racistes⁹⁹ ».

Le 13 septembre, *Ouest France* s'interroge sur le devenir des 5000 m² de la Bourse du Travail, propriétés de la mairie. Le journal évoque le maintien de la façade, patrimoine historique et social, mais écrit qu'il n'est « pas certain que les bâtiments implantés le long de la rue Désiré Colombe soient conservés sur le long terme¹⁰⁰ ». L'installation du service des espaces verts et des archives municipales ou celle du Centre d'Histoire du Travail, voire d'une garderie, dans le bâtiment est envisagée. En d'autres termes, en 2001, la Bourse du Travail désaffectée a vocation à rester un espace dédié aux services publics. La mairie évoque l'opportunité de « désenclavement » des Salons Mauduit, qui seront néanmoins rasés en 2015 à l'issue d'une bataille judiciaire entre la municipalité et les défenseurs du patrimoine. Quant à la situation des sans-papiers, les associations déclarent dans le même numéro¹⁰¹ vouloir continuer le mouvement jusqu'à ce que chaque famille soit relogée.

Le 18 septembre, la situation évolue : 85 sans-papiers et demandeurs d'asile occupant la

95 *Ibid.*

96 « La pépinière sauvage d'artistes n'a pas pu s'implanter dans la Bourse du Travail de Nantes », *Presse Océan*, 23 août 2001.

97 *Ibid.*

98 *Ibid.*

99 « Les sans-papiers ont quitté hier le square Halgrand pour regagner la Bourse du travail », *Presse Océan*, 6 septembre 2001.

100« Ancienne Bourse du travail : des services publics », *Ouest France*, 13 septembre 2001.

101« Sans-papiers : 50 personnes toujours sans solution », *Ouest France*, 13 septembre 2001.

Bourse du Travail sont relogés par l'évêché ou par la municipalité dans des HLM. Alors que les camionnettes emmènent les exilés et leurs affaires, et que certains sans-papiers toujours sans solution restent dans le bâtiment, des ouvriers sont envoyés pour murer les entrées : « Un camion chargé de sable et de parpaings stationne devant la Bourse. "Nous avons ordre de murer les accès à la cour intérieure" explique un ouvrier mandaté par la mairie. [...] Finalement, les parpaings sont stockés sur le trottoir. Et les associations font confiance à un employé de la mairie qui leur promet que "tant qu'il y aura du monde, rien ne sera fait"¹⁰²." » 50 sans-papiers restent sans logement. Trois jours plus tard, Jean-Marc Ayrault s'explique « pour la première fois » publiquement sur la situation : « nous avons fait notre devoir et au-delà de notre devoir.¹⁰³ » et explique qu'un huissier a été mandaté pour faire fermer la Bourse du Travail. *Presse Océan*¹⁰⁴ évoque le même jour le relogement d'exilés dans un bâtiment vide de l'asile de Montbert, d'autres à l'hôtel.

Trois jours plus tard, le 24 septembre, l'entrée de la Bourse du Travail est murée – avec les matériaux laissés quelques jours plus tôt par les ouvriers de la mairie – par les militants et les sans-papiers pour protester et se préparer à une éventuelle expulsion, suite à la venue de l'huissier. « Le mur de parpaings s'élève à un rythme soutenu. Plutôt droit. Encore quelques rangs et la grande porte d'entrée va disparaître. Gestes vifs. Une patrouille de police et des gendarmes viennent de passer.¹⁰⁵ », décrit un journaliste. Dans le bâtiment, « il reste des dizaines de matelas, la plupart à même le sol ». « Le relogement des sans-papiers s'est posé avec acuité avec le déménagement du syndicat¹⁰⁶ », explique le journal. Ajournée, la menace d'expulsion revient le 3 octobre, avec un jugement d'expulsion de la Bourse rendu par le tribunal. « La mairie prendra-t-elle la responsabilité de déloger une cinquantaine de personnes demandeurs d'asile et sans-papiers¹⁰⁷ ? », demande l'auteur d'un article dans *Ouest France*.

C'est le 5 octobre à l'aube qu'interviennent les forces de l'ordre. « Une cinquantaine de demandeurs d'asile ont été expulsés hier de la Bourse du travail » par quatre-vingts policiers et gendarmes, écrit *Ouest France* dans son édition du 6 et 7 octobre 2001. « Trois personnes en situation irrégulière ont été interpellées par la police [...] Désormais, on expulse à Nantes¹⁰⁸. » C'est

102« Seuls 85 sans-papiers et demandeurs d'asile ont quitté la Bourse du travail », *Presse Océan*, 18 septembre 2001.

103« Devoir de vérité envers les nantais », *Ouest France*, 21 septembre 2001.

104« Logements sociaux trop peu nombreux, les demandeurs d'asile hébergés ... à l'asile ! », *Presse Océan*, 21 septembre 2001.

105« Le collectif mure la Bourse pour exiger une solution. Des sans papiers sans toit. », *Ouest France*, 24 septembre 2001.

106*Ibid.*

107« Sans-papiers, l'angoisse de la rue », *Ouest France*, 3 octobre.

108« Sans papiers expulsés au petit matin », *Ouest France*, 6-7 octobre 2001.

l'épilogue de trois ans de lutte et d'occupation de la Bourse. La CGT, Lutte Ouvrière et les Alternatifs – membres de la majorité municipale – condamnent l'intervention. Le lendemain, une manifestation réclame un « toit durable » pour les cinquante personnes remises à la rue. Les trois étrangers arrêtés à la Bourse subissent un « arrêté de reconduite à la frontière » et sont placés en centre de rétention¹⁰⁹.

Les soutiens politiques et religieux

Comment ces événements, et le traitement médiatique qui en est fait, peuvent-ils nous éclairer sur le paysage social et politique local ? Le 22 septembre 1998, *Ouest France* relaie un appel conjoint de « responsables non socialistes de la majorité municipale » et de *Témoignage Chrétien* pour « sortir de l'impasse » et régulariser les sans-papiers. « L'évêque mexicain Mgr Ruiz apporte un soutien moral aux sans-papiers », titre *Presse Océan* le 16 mars 1999. Le prélat, venu de l'État mexicain du Chiapas et chargé de la médiation entre les Indiens et le gouvernement mexicain, soutient publiquement la lutte des migrants nantais. Ces deux articles nous éclairent sur deux tendances du mouvement social nantais de soutien aux sans-papiers : le catholicisme humaniste d'une part, qui a profondément marqué la gauche de Loire-Atlantique – la CFTC et la CFDT, les JOC, voire la Confédération paysanne, sans oublier le soutien notable de l'évêque de Nantes aux révoltés de mai 1968¹¹⁰ –, s'inscrit dans une filiation progressiste et antiraciste en continuant de s'impliquer pour le droit des sans-papiers ; le mouvement ouvrier et syndical d'autre part, avec la CGT qui accueille les exilés dans son bâtiment, et le soutien actif de certains syndicalistes jusqu'à l'expulsion finale. Aujourd'hui encore, ces deux composantes sont des tendances importantes des mouvements de soutien aux sans-papiers fédérés au sein du Gasprom. Par ailleurs, aujourd'hui, le presbytère de Doulon est occupé depuis 2014 par des migrants, avec l'accord tacite du clergé. Enfin, relevons que le soutien de l'Église permet en partie d'expliquer le traitement globalement bienveillant de cette lutte dans la presse locale fortement marquée par la tradition démocrate chrétienne. Cet épisode nous éclaire également sur des répertoires d'action collective que l'on a pu retrouver plus récemment lors de l'occupation du Lieu Unique par des familles sans logement à l'automne 2012¹¹¹.

Une histoire ambivalente qui continue de s'écrire

Ce rapide éclairage socio-historique de la Bourse du Travail met à jour un paradoxe.

109« A la recherche d'un toit durable », *Ouest France*, 8 septembre 2001.

110Sarah Guilbaud, *Mai 68 à Nantes*, Coiffard Editions, 2004.

111« Occupation du Lieu Unique : les militants et les sans-abri ne comptent pas lever le camp », *Ouest-France*, 27 septembre 2012.

L'histoire du bâtiment commence par une coopération entre le mouvement social et les pouvoirs publics, à une époque où les tensions sociales étaient pourtant plus vives, et alors que la municipalité nantaise était composée de notables radicaux, mais se conclut par une confrontation entre les acteurs du mouvement social et les pouvoirs publics, à une époque où le concept de « dialogue social » s'est imposé dans la gestion politique des élus, et alors que la municipalité est aux mains du Parti Socialiste. Les centrales syndicales décident de déménager dans les nouveaux locaux de la Maison des Syndicats, sur l'île de Nantes, entièrement neuf et utilitaire alors que la vieille Bourse du Travail est considérée comme vétuste et mal isolée.

Ce travail d'archives permet de délimiter d'un point de vue historique la période d'activité de la Bourse du Travail, de 1922 à 2001, et comment elle s'est inscrite, de sa création à sa désaffectation, dans des jeux politiques et des rapports de force. Aujourd'hui, quinze ans après l'expulsion des sans-papiers du bâtiment, la mairie entend implanter un pôle associatif qui contribuera au « dynamisme social » du centre ville. Mais pas seulement, car c'est toute la rue Désiré Colombe qui est la cible d'une vaste projet urbain nommé « Projet Désiré Colombe », figure de proue d'un réaménagement du quartier et d'un embourgeoisement général.

2- Les Salons Mauduit, un écrin Art Déco pour les soirées nantaises

Les Salons Mauduit sont au long du XX^e siècle, le lieu de sociabilité de référence à Nantes, dans le domaine politique, culturel, mais aussi récréatif. L'endroit doit son nom au grand restaurateur Jules Mauduit, qui quitte son établissement de la rue Crébillon – *Le Faisan Doré* – pour acquérir le bâtiment, « la salle de la Maison Gault¹¹² », appartenant à un autre restaurateur, et les jardins attenant, rue Arsène Leloup. Le style Art Déco qui fera la renommée des Salons n'apparaît qu'en 1937, suite aux travaux de l'architecte Ferdinand Ménéard qui pare les intérieurs de tonalités bronze et or, de mosaïques, de miroirs et de fresques. En 1980, le fils Mauduit, devenu propriétaire, cède les lieux à la ville de Nantes, « sous promesse faite par Alain Chénard que son nom sera conservé¹¹³ ». Les salons sont menacés de destruction une première fois par le maire de droite Michel Chauty quelques années plus tard, avant d'être rénovés après la victoire de Jean-Marc Ayrault. En 2002, le bâtiment est finalement fermé au public. Initialement, cette fermeture pour des problèmes de salubrité et d'acoustique est annoncée comme temporaire par la municipalité. C'est finalement au milieu de l'été 2015 que « sous l'œil des passants, pelleteuses et marteaux piqueurs

112« Près d'un siècle d'histoire populaire dans cette salle », *Presse Océan*, 30 avril 2015.

113« Sauvée in extremis, Mauduit : une salle en réanimation », *Ouest-France*, 16 octobre 1990.

s'attaquent aux bâtiments¹¹⁴ », les salons disparaissent sous les coups des machines. C'est le début du projet immobilier *SAY - Désiré Colombe*. Entre-temps, cet espace aura été l'un des épicentres de la vie culturelle et politique nantaise. Dans les années 2000, la destinée de cet espace patrimonial nantais est l'objet d'âpres conflits entre la municipalité et des acteurs associatifs. Revenons sur l'histoire de cet espace inscrit dans la mémoire locale. En décembre 1905, le journal nantais *Le Nationaliste* évoque la soirée d'inauguration des salons Mauduit – alors surnommés « Salle Gaud » – dans les termes suivants :

M. Mauduit, le Vatel si connu de notre ville, inaugurerait mercredi dernier, par un banquet offert à la Presse nantaise ainsi qu'aux entrepreneurs qui avaient été chargés de la construction de l'édifice, les superbes salons de l'ancienne salle Gaud. [...] Bonne soirée qui est d'excellent augure pour la prospérité des établissements Mauduit¹¹⁵.

Dans les années d'avant guerre, la salle a déjà bonne réputation, et attire la jeunesse qui vient notamment y faire du patin à roulettes, ou participer à des bals et des banquets. Le cabaret de La Cloche y organise des soirées annuelles qui dureront tout au long du siècle, jusqu'aux années 1990. « Tout ce que Nantes comptait de personnes importantes, de femmes élégantes, se pressait dans les salles décorées, au cours de soirées dansantes, de réceptions diverses, de mariages et même de réunions politiques¹¹⁶ » écrit Suzanne Martinot dans une monographie nantaise. Du reste, si l'on compare dans les archives l'écho médiatique des deux monuments de la rue Désiré Colombe, on retrouve de nombreuses mentions d'événements organisés dans les Salons Mauduit dans la presse nationale alors que le bâtiment syndical voisin reste cantonné aux colonnes des journaux locaux. Pendant le premier conflit mondial, les salons sont réquisitionnés comme hôpital militaire. C'est durant les années folles que l'espace récréatif atteint le sommet de sa popularité. Des événements importants, au retentissement hexagonal, y sont organisés dès les années 1920. En 1924, le Maréchal Pétain y préside le banquet organisé par la Fédération des sociétés patriotiques d'anciens combattants, à l'occasion de son congrès national¹¹⁷. En 1937, le monument est réaménagé dans un style Art Déco qui lui donne sa spécificité, avec notamment des mosaïques et une fresque monumentale du peintre Jean Dunand, qui avait décoré paquebot Normandie. « La Troisième République toute entière y défila avec ses congrès radicaux et ses banquets officiels. Avec la Quatrième, la chronique retiendra que c'est à Mauduit, dans les années cinquante que Mitterrand fut

114 « Nantes : Bal des pelleuses dans les Salons Mauduit », *Presse Océan*, 30 juillet 2015

115 « L'inauguration de la salle Gaud », *Le Nationaliste, Journal d'Union Libérale*, 16 décembre 1905.

116 *Les annales de Nantes et du pays nantais*, revue de la société académique de Nantes et de la Loire-Atlantique, n° 244, deuxième trimestre 1992.

117 « Des banquets républicains aux meetings politiques », *Ouest-France*, 11 juillet 2015.

reçu pour la première fois en tant que président [de l'USDR¹¹⁸]¹¹⁹. » Autre moment notable, la venue à Nantes du président Gaston Doumergue en avril 1930, qui donne lieu, notamment, à un banquet somptueux de 700 personnes dans la grande salle des Salons Mauduit « fastueusement décorée ». Deux ans plus tard, c'est le président du Conseil, le radical Édouard Herriot qui vient y célébrer les 400 ans du rattachement de la Bretagne à la France. Durant la seconde guerre mondiale, les salons sont à nouveau réquisitionnés à des fins militaires, et touchés par un incendie en 1942, puis rénovés après la Libération. Ils mettront des années à retrouver le prestige d'avant guerre.

Dans les années 1960, les banquets républicains cèdent la place aux meetings politiques. Georges Pompidou s'y déplace par deux fois, le 10 février 1967 lors d'une réunion d'information de la majorité présidentielle, et lors d'une courte visite en mai 1969, en tant que candidat à l'élection présidentielle. Cet espace sera le lieu privilégié des candidats d'envergure nationale lors des temps forts de l'histoire politique des Trente Glorieuses. Le journal *Le Monde* rapporte en avril 1984 la tenue d'un meeting réunissant « mille deux cent personnes dans les Salons Mauduit¹²⁰ », animé par l'ancien président Giscard d'Estaing pour présenter son dernier ouvrage. Raymond Barre, ancien chef de gouvernement vient également y discourir en 1987. Le lieu accueillera une large palette d'événements récréatifs, mondains, tels que des bals militaires, des galas, des concours de danse ou de boxe, le bal de la Croix Rouge. Mais aussi des temps forts du syndicalisme agricole, avec l'accueil de grands congrès de la FDSEA dans les années 1950. Plus tard, *Le Monde*, quotidien national de référence, y organise en 1999 un débat autour de son supplément consacré à Nantes, en compagnie de grands noms du journalisme – le dessinateur de presse Plantu, les éditorialistes Edwy Plenel ou Jean-Marie Colombani – invités par le maire de la ville¹²¹. Quelques semaines avant sa fermeture, qui s'avérera définitive, le candidat Noël Mamère anime un grand meeting de 700 personnes¹²² dans le cadre de la campagne présidentielle de 2002. Il précède de peu un autre candidat, Jean-Pierre Chevènement, dont le rassemblement est perturbé par des indépendantistes bretons. Quelques jours plus tard, c'est Jean-Marc Ayrault qui monte sur la tribune pour prononcer un discours lors d'un rassemblement contre l'extrême droite, prologue à la grande manifestation du 1er mai, dans un entre-deux-tours particulier qui voit s'affronter la droite à l'extrême droite¹²³. Ce sera le dernier événement public entre ces murs. En définitive, cet espace constitue un lieu incontournable de la sociabilité nantaise sur le plan mondain et politique. Contrairement à la Bourse

118 L'Union démocratique et socialiste de la Résistance est un parti centriste fondé à la Libération. Il disparaît en 1964.

119 « Nantes : Bal des pelleteuses dans les Salons Mauduit », *Presse Océan*, 30 juillet 2015.

120 « Un éclairer nommé Giscard d'Estaing... », *Le Monde*, 23 avril 1984.

121 « *Le Monde* a rencontré ses lecteurs nantais », *Le Monde*, 24 octobre 1999.

122 « A Nantes, M. Mamère (Verts) retrouve sa verve face à un public enthousiaste », *Le Monde*, 8 mars 2002.

123 « "Debout la gauche", Jean-Marc Ayrault a réveillé l'énergie des siens mardi à Nantes », *Presse Océan*, 2 mai 2002.

du Travail voisine, il est consacré exclusivement à la politique institutionnelle – les salons sont en particulier prisés par la droite de l'échiquier politique jusque dans les années 1980 – et aux événements festifs, qui brassent une large population de tous horizons.

Les Salons Mauduit, une destinée au cœur d'un différend judiciaire

Dès la fin des années 1980, les Salons sont menacés par les appétits immobiliers d'une métropole en pleine expansion. Le maire Michel Chauty ébauche une transaction avec un promoteur qui envisage de raser le monument pour y installer des bureaux et un parking. Jean-Marc Ayrault est élu nouvel édile de la ville en 1989, et interrompt *in extremis* l'opération. La nouvelle équipe finance une vaste entreprise de rénovation en deux étapes comprenant la « restauration complète de la grande scène, de la salle de l'Arche, des cuisines, de la salle d'accueil », ajoutant également « à la simple restauration un important programme d'extension » avec l'ambition d'ouvrir les salons au public pour le 15 novembre 1990. L'organisme *Nantes Gestion Équipement* cherche, à la faveur de cette réhabilitation, à attirer une nouvelle « clientèle composée d'associations et d'entreprises, dans des salles adaptées¹²⁴ ». En septembre 2002, plus d'une décennie plus tard, l'équipe à la tête de Nantes est la même. Une partie des Salons sont fermés suite à un arrêté municipal, après une inspection de la charpente : « Avec la durée des travaux, les salons ne rouvriront pas avant la fin 2003¹²⁵. » Près d'un an plus tard, la presse annonce une réouverture pour l'automne 2005, et évoque des « travaux de remise aux normes et d'insonorisation¹²⁶ », une opération coûtant entre « deux et trois millions d'euros ». « La réflexion tient compte du projet d'aménagement de l'îlot voisin, celui de l'ancienne Bourse du Travail également propriété de la mairie¹²⁷. » La même année, le quotidien *Presse Océan* évoque une réouverture en 2006 : « De simple remise aux normes, on est passé à un projet urbain ambitieux¹²⁸. » Quelques mois seulement après la fermeture provisoire des Salons et la désaffectation du bâtiment syndical voisin, il semblerait que le vaste projet immobilier qui sera mis en œuvre bien plus tard commence à s'esquisser : « La mairie de Nantes [...] prépare un projet qui concerne tout l'îlot incluant également l'ancienne Bourse du Travail et le petit jardin Say. » Il n'est cependant jamais question d'une destruction des lieux. L'échéance de la fin des travaux est encore repoussée, et en 2005, la presse se fait à nouveau l'écho d'un lancement d'une opération de rénovation en 2006 pour une réouverture du bâtiment en 2007¹²⁹. Finalement, les Salons resteront,

124« Favoriser la venue des entreprises, associations et particuliers, une autre vie pour les Salons Mauduit », *Ouest-France*, 15 mars 1991.

125« Les Salons Mauduit fermés pour un an », *Presse Océan*, 21 septembre 2002.

126« Les Salons Mauduit rouvrent en 2005 », *Ouest-France*, 25 juin 2003.

127*Ibid.*

128« Les Salons Mauduit rouvrent en 2006 », *Presse Océan*, 18 mars 2003.

129« Les Salons Mauduit rouvrent en 2007 », *Ouest-France*, lundi 11 avril 2005.

comme la Bourse du Travail voisine, laissés à l'abandon jusqu'à leur démolition durant l'été 2015. Le sort de cet ensemble patrimonial revient alors sur le devant de la scène. À l'annonce du chantier, au mois de mai, l'association *Forum Nantes Patrimoine* dépose un recours au Tribunal Administratif contre le projet. La procédure est rejetée par les magistrats. « Le seul espoir d'épargner les Salons Mauduit, voués à la démolition par un projet immobilier, serait que l'État se porte à la rescousse du site¹³⁰. » Didier Rykner, journaliste et historien prend la défense du bâtiment en s'adressant directement à la Ministre de la Culture Fleur Pellerin : « Ce chef-d'œuvre Art déco, que la Ville et la métropole nantaise vont d'ici peu détruire si vos services n'imposent pas la seule action nécessaire : un classement [...], l'affaire est grave. Parce qu'elle concerne la disparition d'un patrimoine historique et artistique d'importance majeure¹³¹. » Ni les recours juridiques, ni la médiatisation du conflit ne freinent les acteurs du projet immobilier. Néanmoins, le projet élaboré par les décideurs évoque la valeur des salons, et propose une reconstruction des salons Mauduit dans la cours du futur ensemble immobilier : « Il a été décidé de reconstituer le grand salon Mauduit et sa galerie à l'identique. Cette décision est justifiée par le résultat d'une étude spécifique qui a été confiée à Socotec¹³². » Philippe Le Pichon, le président de Forum Nantes patrimoine, fait part de ses doutes au moment du recours en justice mené par son association, et parle d'une « supercherie » et d'une « tromperie » :

Il s'agit de construire, sous l'une des cours située au milieu des immeubles de logements, un 'pastiche' enterré du grand salon, sans respecter ni ses dispositions ni son contexte, et après avoir démoli le vrai grand salon, les deux autres salons dont le salon de l'Arche de Noë de Jean Dunand, l'entrée et le porche des salons, leur vue sur les jardins, etc.¹³³

« Il a suffi de quelques jours aux pelleteuses, du lundi 29 juin au jeudi 2 juillet, pour abattre le tout. Sans attendre que le Tribunal Administratif, saisi pour un deuxième référé, ne se prononce. L'audience aura lieu ce vendredi. Et la semaine prochaine vraisemblablement, le magistrat se prononcera. [...] Juridiquement, le promoteur ADI avait donc les mains libres pour poursuivre les travaux¹³⁴ », relate la presse locale en guise d'épilogue de l'histoire du lieu. « L'annonce de sa démolition, qui semblait inéluctable depuis la fermeture de l'édifice en 2002, n'a pas manqué de faire réagir les associations de défense du patrimoine¹³⁵, » lit-on également, alors qu'il ne reste plus qu'une montagne de gravats.

130 « Dernier espoir pour sauver les Salons Mauduit », *Ouest France*, 6 mai 2015.

131 *Ibid.*

132 *Projet Désiré-Colombe, Un programme ambitieux pour le centre ville, Ville de Nantes, Nantes Métropole, Nantes Métropole Aménagement*, 5 février 2013.

133 « Patrimoine. Recours en justice contre la destruction des salons Mauduit », *Ouest France*, 23 avril 2015.

134 « Salons Mauduit, la grande et la petite chronique », *Ouest France*, 11 juillet 2017.

135 « Nantes : Bal des pelleteuses dans les Salons Mauduit », *Presse Océan*, 30 juillet 2015.

À travers ce rapide passage en revue historique de deux bâtiments emblématiques de la ville de Nantes, la Bourse du Travail et les Salons Mauduit, nous avons démontré l'importance de ces espaces dans la mémoire de la ville. Du reste, nous avons pu observer à quel point la rue Désiré Colombe a été au centre d'antagonismes au long du siècle, un théâtre miniature des bouleversements politiques du siècle, et de conflits politiques et confrontation de classe au cœur de la cité. Car ces deux espaces ont une couleur politique : un inventaire des événements organisés dans les Salons Mauduit les place du côté conservateur dans l'entre-deux-guerres, puis des décideurs à partir des années 1950. La Bourse du Travail est un bastion rouge, d'organisation ouvrière pendant près de quatre-vingts ans. À l'orée du troisième millénaire, les deux monuments connaissent une destinée commune, celle d'un vaste projet mené conjointement par des partenaires publics et privés. Il est remarquable de constater que la désaffectation de ces deux monuments, survenue dans un laps de temps comparable, a donné lieu à de nouveaux conflits. La mobilisation des familles sans-papiers et la tentative de réquisition, chacune soldée par des expulsions policières, dans le cas de la Bourse du Travail. Le combat judiciaire mené par des associations de défense du patrimoine pour préserver la richesse architecturale du bâtiment dans le cas des Salons Mauduit.

Nous pouvons enfin opposer, dans cet îlot urbain, plusieurs tessitures politiques. Une histoire de gauche, sociale, celle de la Bourse du Travail d'un côté, et une tradition mondaine, parfois droitière, celle des Salons Mauduit de l'autre. Ou encore une mémoire sociale, celle des luttes syndicales, face à une histoire institutionnelle, celle de grands meetings politiques et de banquets officiels. Ces éléments ne sont pas anodins. La mémoire architecturale contribue à façonner l'identité d'une ville. Il s'agit donc de comprendre à quel point cette question des enjeux mémoriels se pose avec acuité dans une métropole nantaise en pleine reconfiguration.

C- Opération immobilière et approches des acteurs

1- Les acteurs du projet

Genèse municipale

Le 18 mars 2016, 150 invités sont réunis rue Désiré Colombe pour le démarrage officiel du grand projet immobilier. Les édiles municipaux, Johanna Rolland, maire de Nantes et présidente de Nantes Métropole, qui pose la première pierre, Pascale Chiron, présidente de Nantes Métropole Aménagement, et Alain Robert, adjoint au maire de Nantes et vice-président de Nantes Métropole

lançant officiellement les travaux, en présence du promoteur privé Patrick Fontaine, président de l'ADI, et de l'architecte Xavier Leibar. Le promoteur annonce sa « volonté étant de faire de ce lieu d'histoire un site de prestige [...] réalisé avec une très grande qualité en utilisant des matériaux très haut de gamme¹³⁶ ». L'opération, dont le coût annoncé est de 55 millions d'euros est financée conjointement par la métropole et le promoteur. Les journaux donneront d'importants échos à cette cérémonie. *Télenantes* diffuse notamment l'interview de la maire de la ville :

Cette opération, elle est révélatrice de la double ambition que nous avons. À la fois une ville intense où on doit pouvoir accueillir les familles, notamment, mais en même temps une ville plus verte, une ville moins minérale, et l'exemple du travail qui a été fait autour de ce jardin révèle aussi notre volonté sur ce domaine¹³⁷.

Trois ans plus tôt, le 5 février 2013 la Métropole diffusait un communiqué de presse qui dévoilait en détail le grand projet de transformation inscrit dans une logique plus large d'aménagement de la métropole :

Les leviers qui stimulent l'attractivité d'un territoire sont actionnés : habitat, commerce, tourisme et culture, espaces publics et déplacements. L'opération Désiré Colombe, présentée aujourd'hui, en est une nouvelle illustration¹³⁸.

Le document revient en détail sur les « cinq îlots » qui composent le vaste ensemble immobilier comprenant la Bourse du Travail, l'institut Livet et la Salle de la Mutualité situé en haut de la rue Désiré Colombe et des Salons Mauduit, qui doivent être « englobés » dans un « projet ambitieux ». Le communiqué décrit :

- Un pôle associatif métropolitain de 4 500 m² dans l'ancienne Bourse du Travail et le bâtiment de l'ancien Lycée Livet donnant sur la rue Désiré Colombe avec la réhabilitation du grand Salon Mauduit,
- Un multi accueil petite enfance de 60 places dans le pavillon des Mutuelles réhabilité,
- Un espace dédié à l'équipe du Service des espaces verts et environnement centre ville,
- Environ 140 logements dont 30 % de logements locatifs sociaux et abordables,
- Un aménagement du jardin Say en parc urbain ouvert aux habitants et associations¹³⁹.

À ceci s'ajoute un parking souterrain de 230 places. La conception du projet est confiée au cabinet d'architectes bordelais Leibar et Seigneurin, sélectionné parmi quatre candidatures, à la suite d'un appel à projet lancé par *Nantes Métropole Aménagement* en 2012, pour « la qualité de son

136 Communiqué publié à l'occasion de la cérémonie par le promoteur ADI sur son site internet : <http://www.villaeugene-stnazaire.fr/--3288-> [Dernière consultation le 6 avril 2017]

137 Reportage consultable en ligne sur le site de la télévision nantaise : <http://telenantes.com/actualite/le-18h-info/article/le-18h-info-du-18-mars-2016> [Dernière consultation le 6 avril 2017]

138 *Projet Désiré-Colombe, un programme ambitieux pour le centre ville*, Ville de Nantes, Nantes Métropole, Nantes Métropole Aménagement, 5 février 2013.

139 *Ibid.*

inscription dans le tissu urbain et l'élégance et la sobriété de son écriture architecturale¹⁴⁰ ».

Revenons en détail sur le rôle essentiel des acteurs municipaux dans le projet. Sur le plan légal, il s'agit, de la part des pouvoirs publics, d'une concession d'aménagement c'est-à-dire que la mairie délègue l'étude et la réalisation à un aménageur privé. Quels ont été les termes du débat qui ont présidé aux choix de cette transformation ? L'examen des différentes décisions de la métropole révèle que la délibération cruciale concernant ce grand projet d'aménagement a lieu lors du conseil municipal du 1er juillet 2011. La mairie est alors aux mains de Jean-Marc Ayrault, député maire de Nantes depuis la fin des années 1980 et réélu aux élections municipales de 2008. C'est le premier adjoint au maire, Patrick Rimbart, qui préside les débats de ce conseil municipal. Les échanges autour du complexe festif et syndical de la rue Désiré Colombe sont abordés en trois interventions successives, sur la dimension immobilière, patrimoniale et associative du projet de transformation. Alain Robert, élu socialiste à l'échelle municipale et départementale qui avait appuyé vigoureusement, quelques années plus tôt, le projet de transformation du tribunal désaffecté en hôtel de luxe, commence :

C'est un quartier en pleine mutation. Il nous fallait donc accompagner l'évolution de l'ensemble du quartier par une opération ambitieuse qui permette justement à ce site emblématique d'en conforter les qualités et de développer de nouvelles activités pour l'ensemble du quartier et pour la ville de Nantes dans son ensemble. C'est donc une opération complexe¹⁴¹.

L'élu poursuit en insistant sur « la vocation associative » du projet et l'implantation de « 140 logements » dont une partie « de logements locatifs sociaux et de logements locatifs abordables », ainsi que la reconstitution du « Salon Mauduit, avec tous ses éléments, au cœur du site de l'actuelle Bourse du Travail ». Il ajoute :

Quant au montage opérationnel qui est l'objet de la délibération proprement dite, il s'agit d'une concession publique d'aménagement. [...] C'est donc une opération importante, ambitieuse, qui permettra à terme de disposer d'un site totalement exceptionnel, ancré dans la mémoire de Nantes et complètement tourné vers l'avenir, vers ses habitants, vers la demande sociale, à travers tous les projets qui vont pouvoir se mettre en œuvre sur ce site.

Une fois ces éléments de présentation générale donnés, Stéphane Junique, adjoint au maire et administrateur du *Voyage à Nantes*, revient sur les éléments patrimoniaux du dossier. C'est lui qui propose de raser les Salons Mauduit :

140 *Ibid.*

141 Conseil Municipal, séance du 1er Juillet 2011 – Procès Verbal, *Ville de Nantes*, page 100.

Nous voyons bien que sur ce site, une partie des bâtiments existants permettront d'être requalifiés [...] et que d'autres bâtiments ne permettront pas cette requalification et nécessiteront d'être détruits. [...] Le projet d'aménagement du site va permettre la réhabilitation et la valorisation de ces différents ensembles patrimoniaux emblématiques. C'est pourquoi la restructuration des Salons passe par une démolition-reconstruction, afin d'optimiser l'usage du salon Mauduit¹⁴².

Pour clore la présentation, Ali Rebouh, adjoint chargé de la vie associative évoque la dimension sociale du projet d'aménagement, explique la stratégie de redéploiement des associations. Celles « situées sur les sites d'Auvours et d'Harouys » seront concentrées rue Désiré Colombe. L'opposition de droite, par la voix de Sophie Jozan, intervient ensuite pour saluer « un très beau projet » et interroge les élus de la majorité sur la circulation et les parkings prévus dans le secteur. Vient ensuite l'intervention de Louissette Guibert, élue des Alternatifs – petit parti héritier du PSU¹⁴³ – appartenant à l'aile la plus à gauche du conseil municipal, qui salue avec engouement le projet immobilier. Après avoir critiqué la droite nantaise qui avait envisagé, dans les années 1980, de démolir les Salons Mauduit, l'élue rappelle l'attachement des « militants de gauche » à ces lieux historiques :

Ils ont été au cœur de l'histoire de la gauche nantaise. C'est dans les Salons Mauduit qu'a eu lieu, en 1934, le congrès du Parti Radical Socialiste qui a préparé le Front Populaire¹⁴⁴ et bloqué le projet de réforme autoritaire des institutions, promu par la droite au lendemain des émeutes du 6 février. [...] le grand meeting – nous étions beaucoup à y être ici – qui a rassemblé toute la gauche en 2002 entre les deux tours des élections présidentielles pour appeler à battre le candidat du FN. La Bourse du Travail, c'est évidemment la riche histoire du syndicalisme à Nantes et dans le département. En proposant l'ancienne Bourse du Travail comme pôle associatif, nous sommes bien dans la continuité de l'histoire militante de Nantes. Nous sommes donc particulièrement heureux de voir ces deux éléments du patrimoine nantais réhabilités, reconstruits dans un projet d'aménagement durable. Un vrai projet de gauche que nous approuvons avec enthousiasme¹⁴⁵.

Elle est rappelée à l'ordre par l'élue UMP Julien Bainvel : « On ne va pas parler des projets de gauche, des projets de droite. Je crois que ce n'est pas le sujet et nous ne sommes plus en 1981. » Après une courte allocution d'Alain Robert pour répondre aux interrogations formulées par l'opposition, le conseil approuve le programme immobilier à l'unanimité, et le président de séance conclut : « c'est le départ d'un projet qui va durer longtemps. »

Quelques années plus tard, l'élue écologiste Catherine Choquet saluera également lors d'une intervention au conseil municipal, mise en ligne sur son site, « ce beau projet conduit par Nantes Métropole Aménagement¹⁴⁶ » qui « met en valeur un lieu peu connu des Nantais, car actuellement

142 *Ibid*, page 101.

143 Parti Socialiste Unifié, parti fondé en 1960, situé à la gauche du Parti Socialiste, revendiquant une ligne autogestionnaire non communiste.

144 En réalité, ce congrès a eu lieu dans une salle du quartier Dalby.

145 *Ibid*, page 103.

146 <http://elus-nantes.eelv.fr/salon-mauduit-et-jardin-say-un-beau-projet-intervention-de-catherine-choquet/> [consulté le

très peu accessible au public, C'est un exemple réussi de dialogue citoyen [...] où les habitants imaginent la ville de demain, une ville reconstruite sur elle-même ».

Cette plongée au cœur de la genèse municipale de cette métamorphose urbaine interroge. Peut-on donner une coloration politique à un grand projet immobilier ? D'un côté, plusieurs élus de la majorité saluent ici une initiative sociale, inscrite dans une histoire et une perspective de gauche. De l'autre, les grands projets d'aménagement, notamment celui de l'ancien tribunal en hôtel de luxe – au Conseil Départemental – comme le projet de la rue Désiré Colombe – au Conseil Municipal –, sont votés à l'unanimité. La politique métropolitaine n'est-elle pas affaire de gouvernance multi-acteurs dépassant les clivages politiques traditionnels ?

Les acteurs privés de la transformation

Le projet *SAY Désiré Colombe* est présenté à plusieurs reprises comme un « montage public privé original¹⁴⁷ ». En effet, il est le fruit d'une collaboration entre une pluralité d'acteurs à plusieurs niveaux. Le principal est le promoteur immobilier ADI – pour Atlantique Développement Immobilier – une Société à responsabilité limitée particulièrement implantée sur la côte Ouest, dont le PDG est Patrick Fontaine. Le maître d'œuvre du chantier, dont nous avons pu apercevoir les équipes lors de nos observations sur le terrain, est l'entreprise André BTP, installée dans la région nantaise depuis plus d'un siècle, et en charge de nombreux grands chantiers dans la ville. Notons qu'ADI et André BTP sont réunis au sein du groupe nantais Aethica, dont le siège, inauguré récemment, se situe cœur du quartier de la création sur l'île de Nantes. La conception des nouveaux édifices est confiée au cabinet d'architectes Leibar et Seigneurin, basé à Bordeaux. Xavier Leibar revient ainsi sur le projet : « Les appartements seront systématiquement traversants, à doubles loggias, avec des qualités de lumière et de vue vraiment exceptionnelles en cœur de ville¹⁴⁸. » Le dernier acteur privé est une entreprise de conseil dans le domaine du bâtiment : « il a été décidé de reconstituer le grand salon Mauduit et sa galerie à l'identique. Cette décision est justifiée par le résultat d'une étude spécifique qui a été confiée à Socotec¹⁴⁹ », un prestataire chargé d'évaluer les risques et la qualité dans la construction.

L'importance du projet est soulignée dans le journal spécialisé *Le Moniteur des travaux publics et*

18 mai 2017]

147 Notamment dans l'article « Des HLM dans le quartier chic, près du musée », *Ouest France*, 19-20 mars 2016, et dans « Pays de la Loire, Nantes fait main basse sur les Pyramides d'argent », *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment*, n° 5865 – 22 avril 2016.

148 « Des HLM dans le quartier chic, près du musée », *Ouest France*, 19-20 mars 2016.

149 *Projet Désiré-Colombe, Un programme ambitieux pour le centre ville, Ville de Nantes*, Nantes Métropole, Nantes Métropole Aménagement, 5 février 2013.

du bâtiment du mois d'avril qui revient sur la récompense reçue par l'opération *SAY Désiré Colombe* lors des « 13e cérémonies des Pyramides d'argent », qui réunissent huit cents professionnels le 31 mars 2016 à la cité des congrès de Nantes sous l'égide de la Fédération des promoteurs immobiliers. « Le Grand prix régional a été décerné à l'unanimité à une opération complexe mêlant patrimoine et innovation architecturale, SAY Désiré Colombe.¹⁵⁰» Notons par ailleurs que patron d'ADI Patrick Fontaine voit, selon le même journal, « chaque année [...] son travail récompensé par au moins une Pyramide d'or¹⁵¹. Depuis sa création en 2000, ADI en a récolté douze, dont deux nationales et trois de l'innovation¹⁵²».

Au-delà de cette seule rénovation emblématique, une partie des bâtiments jouxtant les édifices de la Rue Désiré Colombe font l'objet d'autres opérations immobilières. C'est le cas de plusieurs immeubles de la rue Arsène Leloup abandonnés, murés et parfois surveillés. Sur un vaste bâtiment s'affiche une annonce de l'entreprise *Ataraxia*, précisément en face de l'endroit où se situaient les Salons Mauduit : « ici bientôt votre futur appartement ». Le projet s'intitule : « Le Pavillon Saint Louis ». Comme la transformation que nous étudions, cette future construction est déjà promue sur internet :

Proche du Musée Dobrée et en lien direct avec le cœur de ville nantais, LE PAVILLON SAINT-LOUIS présente une adresse prestigieuse pour ces 25 appartements de standing aux prestations soignées¹⁵³.

SAY Désiré Colombe semble finalement être la figure de proue de la transformation de tout un quartier, cible d'opérations immobilières d'envergure simultanées. Ces mutations architecturales et fonctionnelles, dans un quartier idéalement situé, jadis théâtre d'une riche histoire sociale, font écho aux descriptions de Neil Smith à propos du phénomène final du processus de gentrification, celui de la « gentrification généralisée¹⁵⁴ » sous la férule d'acteurs institutionnels.

3- Une « polyphonie communicationnelle » double discours pour un grand projet immobilier

Après avoir mené dans un premier temps une série d'observations de l'avancée du projet et

150 « Pays de la Loire Nantes fait main basse sur les Pyramides d'argent », *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment*, N° 5865 – 22 avril 2016.

151 Un prix décerné par la Fédération des Promoteurs Immobiliers.

152 « Un promoteur montre l'exemple sur l'île de Nantes », *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment*, septembre 2013.

153 <https://www.ataraxiapromotion.fr/fr/pavillon-saint-louis-nantes.html>

154 Neil Smith, « La gentrification généralisée : d'une anomalie locale à la « régénération » urbaine comme stratégie urbaine globale », dans *Retours en ville. Des processus de gentrification urbaine aux politiques de revitalisation des centres*, Catherine Bidou-Zachariasen Descartes & Cie, 2003.

de son inscription dans l'écosystème de la ville de Nantes, puis tenté de retracer, sur le plan historique et politique, la mémoire des lieux et le processus d'élaboration de la reconfiguration, il s'agit enfin d'observer de manière précise le discours des acteurs du projet Désiré Colombe.

En effet, au cours des recherches archivistiques, après avoir collecté les différentes formes de discours portés par les acteurs – qu'il s'agisse de publicité dans la rue, de journaux municipaux, de communication numérique – nous observons une opération de communication simultanée et parallèle autour du projet émanant d'acteurs différents. Nous relevons deux lexiques, deux langues et deux approches qui traduisent des visions différentes de la part d'acteurs pourtant partenaires. D'un côté, nous distinguons la langue institutionnelle, celle des acteurs publics, des élus de la métropole, qui valorisent la dimension sociale et associative de la reconfiguration de cet îlot urbain. De l'autre, la langue des acteurs privés, qui s'expriment à travers des supports publicitaires ou sur internet, et mettent en valeur l'emplacement de la construction, sa valeur ajoutée, la qualité des logements et du niveau de vie proposé. Ces deux langues dissonantes constituent une sorte de polyphonie autour d'un seul et même projet emblématique. Nous l'avions observé en mars 2016 : alors que la maire de Nantes, Johanna Rolland, évoquait « la restauration du patrimoine, des équipements publics et des logements¹⁵⁵ » lors de la pose de la première pierre, le promoteur privé du projet avait installé sur l'ancien édifice syndical de vastes panneaux colorés annonçant un « lieu de vie incomparable » et des « logements d'exceptions » avec conciergerie, « appartements évolutifs » et « résidence de prestige ». D'après le site internet du promoteur, le prix de ces logements oscille entre 5 et 7 000 euros le mètre carré¹⁵⁶, soit parmi les prix les plus élevés de la métropole, au même niveau que ceux du Carré Lafayette de la Place Aristide Briand¹⁵⁷. Le visuel conçu par le promoteur est un logo raffiné évoquant les typographies des années folles figurant jadis sur les Salons Maudit, « *SAY - Désiré Colombe*, l'adresse nantaise prestigieuse ». Comment ces deux discours s'articulent-ils ?

Une communication municipale axée sur le bien commun

L'analyse de la langue des acteurs publics repose sur une pluralité de sources à notre disposition, comprenant les délibérations municipales au moment du vote du projet, les journaux municipaux, les dossiers de presse communiqués par la métropole, mais aussi les panneaux présents

155 « Les Salons Maudit prêts à renaître », *Presse Océan*, 19 mars 2016.

156 696 800 € pour 99,80 m², 399 500 € pour 76,10 m² sont affichés sur le site. <http://www.residence-de-prestige-nantes.fr/-Say-Desire-Colombe-Prix-et-plans->

157 Pierre Douillard-Lefevre, dir. Marie Charvet, *De la répression à la récréation, la métamorphose du complexe judiciaire et carcéral de la place Aristide Briand à Nantes. Approche des transformations d'une métropole de province*, Mémoire de sociologie, Mémoire de Master 1 de sociologie, Université de Nantes, 2015.

autour de la Bourse du Travail et des Salons Mauduit en cours de transformation. Ces derniers, apposés par la ville, annoncent avant même le début des travaux, rue Désiré Colombe, « un projet durable et contemporain » qui associera « logements et équipements de proximité ». Concernant le pôle associatif prévu dans l'ancienne Bourse du Travail, un autre panneau portant les logos de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole Aménagement évoque « des espaces mutualisés pour contribuer à la dynamique sociale du centre-ville », sur la porte du bâtiment. Un dossier publié en 2013 revient quant à lui en détail sur le « multi accueil petite enfance en centre-ville », les « 140 nouveaux logements en centre ville dont une quarantaine de logements en locatif social et abordable¹⁵⁸ », là où, sur le terrain s'affichent les ambitions tout autres des promoteurs : des « résidences de prestige¹⁵⁹ », qui cherchent preneur parmi une clientèle aisée. Par ailleurs, le site internet officiel de la métropole consacre un article au projet Désiré Colombe, en évoquant la venue d'architectes du Québec « à Nantes dans le cadre d'une résidence [...], ces Montréalais étudient notamment le site de la gare de Nantes et le projet Désiré Colombe¹⁶⁰ ». Cette résidence internationale d'architectes, soutenue par la ville et la DRAC¹⁶¹, a pour enjeu d'échanger des savoirs urbains entre Nantes et Montréal. Le projet Désiré Colombe est donc plus qu'un aménagement de dimension importante au cœur de la ville, c'est également un laboratoire urbanistique dont les décideurs estiment la portée internationale. Il s'agit en effet pour la ville de « doter l'agglomération d'un centre à la hauteur de son ambition. Pour ce faire, les leviers qui stimulent l'attractivité d'un territoire sont actionnés : habitat, commerce, tourisme et culture, espaces publics et déplacements¹⁶² ». La philosophie du projet et le lexique employés s'inscrivent en résonance avec une autre opération menée quelques années plus tôt, celle de la reconfiguration de l'ancien Tribunal de la Place Aristide Briand¹⁶³, mais aussi avec la construction du Carré Feydeau, entre autres. On retrouve à nouveau le champ lexical du « rayonnement » de la métropole, mais aussi la notion de « projet équilibré¹⁶⁴ ». La nouvelle gouvernance métropolitaine conçoit ainsi l'équilibre à travers une série de projets urbains qui se répondent et se complètent : un hôtel de luxe Place Aristide Briand, une galerie commerciale quartier Bouffay, et un pôle associatif rue Désiré Colombe.

L'étude terminologique des délibérations municipales du 1er juillet 2011, par les élus porteurs du projet complète notre survol sémantique des représentations portées par les acteurs

158 *Projet Désiré-Colombe, Un programme ambitieux pour le centre ville, Ville de Nantes, Nantes Métropole, Nantes Métropole Aménagement, 5 février 2013., p. ?*

159 Voir : <http://www.residence-de-prestige-bientot-a-nantes.fr>

160 « Des architectes montréalais étudient des chantiers nantais », *nantesmétropole.fr*, 24 octobre 2016.

161 Direction Régionale des Affaires Culturelles.

162 *Projet Désiré-Colombe, Un programme ambitieux pour le centre ville, Ville de Nantes, Nantes Métropole, Nantes Métropole Aménagement, 5 février 2013, p. ?.*

163 Pierre Douillard-Lefevre, *op.cit.*

164 *Projet Désiré-Colombe, Un programme ambitieux pour le centre ville, Ville de Nantes, Nantes Métropole, Nantes Métropole Aménagement, 5 février 2013, p. 2.*

publics. Lors des discours prononcés au conseil municipal¹⁶⁵, c'est le champ lexical ayant trait à la dimension sociale des opérations qui prédomine : « logements sociaux », « logements abordables », « mixité sociale », « pôle associatif » – à quatre reprises –, qui s'accompagne de celui de la renaissance : « renouvellement urbain », « requalification » – deux fois –, « reconversion » « mutation », « restauration et [...] rénovation » ou encore « démolition-reconstruction¹⁶⁶ ». C'est enfin un vocabulaire ayant trait à l'intérêt même des administrés qui revient à plusieurs reprises : il s'agit de « désenclaver » et de « réhabiliter » ce quartier – pourtant situé au cœur de la ville –, par ce projet qui constitue un « exemple réussi de dialogue citoyen », « un projet de gauche » et même, nous l'avons vu, pour une élue de la majorité, un projet « militant ». Chez les acteurs privés, le discours est différent. Le promoteur immobilier assume une autre langue, non plus adressée à des citoyens mais à des clients potentiels.

Secteur privé : la promotion de logements luxueux

Outre les panneaux promotionnels affichés sur les murs de l'ancienne Bourse du Travail et dans le quartier environnant, une attention particulière a été portée par le promoteur à la publicité en ligne. Un site internet¹⁶⁷ a été conçu exclusivement pour promouvoir le site Désiré Colombe. On y trouve notamment une série de vidéos promotionnelles élaborées par une agence privée de communication. Une première revêt la forme d'un clip publicitaire animé avec des dessins épurés et géométriques aux tons pastel, et s'adresse aux futurs acquéreurs d'un logement dans l'ensemble *SAY - Désiré Colombe*. Elle vante le caractère « innovant » de la résidence, et revient sur les possibilités offertes par « l'habitat connecté ». Elle met en scène un certain « M. Lambert », jeune père de famille blanc censé incarner le profil type des clients potentiels. Le court métrage s'articule autour d'une anaphore prononcée par la voix off qui accompagne les images animées :

Depuis son vidéophone situé à l'entrée, M. Lambert peut contrôler son logement, il peut contrôler l'éclairage dans toutes les pièces et garder un œil sur la consommation d'énergie. Sans bouger de son fauteuil, M. Lambert peut aussi contrôler ses stores. [...] Quand M. Lambert boit un café, il reste connecté à son logement. [...] Il peut régler son chauffage en avance. Quand il promène son chien, il reste connecté à son logement. Quand M. Lambert est en vacances, il n'est pas inquiet car son logement est surveillé et bien protégé. [...] M. Lambert et sa famille peuvent profiter d'un environnement multimédia efficace. [...] La vie est belle, n'est-ce pas M. Lambert ¹⁶⁸ ?

Une seconde vidéo promotionnelle met en avant l'architecte Xavier Leibar, qui pilote les travaux. Dans une interview filmée en noir et blanc, il énumère les qualités du projet immobilier, notamment

165 Voir citations de la délibération plus en haut.

166 Sur le vocabulaire de la gentrification et sur ses nuances, voir Smith dans Catherine Bidou-Zachariassen, *Op Cit.*

167 Voir : <http://say-desirecolombe.fr/> [Consulté le 17 mai 2017].

168 La vidéo du promoteur ADI est consultable en ligne à cette adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=ljVtC1YQ5aQ> [consulté le 17 mai 2017].

sa localisation exceptionnelle, – le jardin Say est qualifié de « bijou végétal » –, et la qualité de vie qu'offrent les logements. Il conclut en saluant le promoteur immobilier ADI ainsi que les acteurs publics du projet :

J'ai envie de souligner le rôle très important de l'opérateur, du promoteur ADI qui s'est inscrit très volontiers dans cette logique d'exigence et l'a porté très très fort. [...] [il y a] sur le site de Désiré Colombe une opération réellement exceptionnelle et qui nous l'espérons je crois tous les deux, même tous les trois, j'ai envie d'associer la collectivité là dedans, marquera une forme de standard de qualité et peut-être deviendra une forme de référence¹⁶⁹.

La troisième vidéo promotionnelle met quant à elle à l'honneur l'environnement du quartier, et plus largement la ville de Nantes, en sublimant par des effets de travelling et de lumières les places Royale et Graslin, ou encore les anneaux de Buren sur l'île de Nantes, filmés de nuit sur fond musical. Reprenant une cinématique hollywoodienne, une série d'inscriptions surgissent au milieu d'un faisceau étincelant :

Prochainement, au cœur de Nantes, dans un quartier historique prestigieux, l'exception patrimoniale nantaise, *SAY - Désiré Colombe*, une résidence innovante de prestige¹⁷⁰.

S'en suivent des images de synthèse hyper-réalistes du futur bâtiment, du parc et de l'intérieur des logements, avec un véritable souci du détail – on peut par exemple apercevoir la tour du manoir Dobrée depuis ce qui est présenté comme la terrasse d'un des appartements. La vidéo termine par l'apparition en fondu du logo du promoteur ADI sur un ciel étoilé et scintillant. Les acteurs privés du projet ont donc engagé d'importantes ressources pour produire ces supports publicitaires de formes diverses, tant dans l'espace urbain que dans l'espace numérique.

Notons néanmoins que ces clips promotionnels disposent, pour le moment, d'une audience confidentielle – que nous pouvons constater à partir du nombre de « vues » sur la plate-forme hébergeant la vidéo. Ainsi, cette opération de communication, sur la forme, les moyens de diffusion et l'imaginaire qu'elle dégage, fait appel aux *habitus* des catégories socio-professionnelles supérieures de type cadres, chefs de famille aisée et jeunes entrepreneurs connectés. De ce point de vue, les acteurs privés à l'origine de cette campagne promotionnelle font preuve d'une convergence objective avec les élus locaux – métropolitains et départementaux – qui cherchent, à travers la mise en œuvre de leur politique de la ville et de divers grands projets d'aménagement, à « attirer les investisseurs » et les populations privilégiées.

169 <https://www.youtube.com/watch?v=5kDzt4X4vBI> [consulté le 17 mai 2017].

170 <https://www.youtube.com/watch?v=VHgJ62J1MCE> [consulté le 17 mai 2017].

Des discours complémentaires ?

Il existe bien, dans l'abondance des supports de communication fournis par les différents acteurs du projet, deux discours qui se superposent. Une langue politique, institutionnelle, celle des acteurs métropolitains, et une langue économique, entrepreneuriale, portée par les acteurs privés. Après avoir observé cette polyphonie communicationnelle, il s'agit de se demander si ces discours, contradictoires en apparence, ne sont pas complémentaires. Ne s'agit-il pas de deux notes d'un répertoire d'action et de communication commun ?

Le sociologue et philosophe Didier Eribon décrit, dans une enquête politique inspirée par l'analyse bourdieusienne, le « spectaculaire déplacement vers la droite [...] du centre de gravité de la vie intellectuelle et politique française¹⁷¹ » et le changement paradigmatique des élus de gauche à partir de la fin des années 1970. Il évoque une « révolution conservatrice » qui irriguerait la classe politique, en particulier à gauche, sous l'impulsion d'intellectuels, de fondations et de revues proches du Parti Socialiste. Cette évolution des perceptions aurait influencé les programmes, le cadre mental, mais aussi colonisé le langage des acteurs¹⁷². Ainsi, la société ne serait plus vue comme traversée par des rapports de force et de domination, mais comme un agrégat de singularités qu'il faudrait satisfaire, voire inclure dans des démarches « participatives » individualisantes. On parle alors de « mixité sociale » plutôt que lutte des classes. Par extension, on préfère encourager une démarche associative plutôt que des organisations ouvrières. Dans cette optique, il n'y aurait plus de contradiction fondamentale entre les conceptions d'acteurs publics élus et des intérêts privés, mais des convergences conceptuelles et des perspectives communes. L'approche de l'auteur sur l'évolution des représentations et du langage des élus, en particulier dans une grande métropole ancrée à gauche, vient éclairer notre réflexion sur la politique urbaine et la gestion des villes.

En définitive, ce temps de l'analyse a été consacré à la compréhension de la situation spatiale d'un grand projet d'aménagement au cœur de la métropole, le projet *SAY - Désiré Colombe*, inscrit dans un quartier résidentiel privilégié du centre de Nantes, disposant de fortes ressources en termes de services publics, d'accès à la culture et de situation dans la ville. A partir d'un travail empirique sur les archives municipales et journalistiques, nous avons vu comment la rue Désiré Colombe a

171 Didier Eribon, *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*, Paris, Éditions Leo Scheer, 2007.

172 Pour une analyse du changement des représentations de la ville au sein de la gauche : Sylvie Tissot, *L'Etat et les quartiers*, Paris, Seuil, 2007 et Anaïs Collet, *Rester bourgeois*, Paris, La Découverte, 2015, p. 48-51.

été, sur le plan historique, un théâtre miniature des bouleversements politiques, syndicaux, militaires, urbains, qui ont constellé le XX^e siècle. Enfin, il a fallu cerner les enjeux de la transformation en cours, et comprendre le rôle des acteurs, qu'ils soient publics et privés. Comme dans la métamorphose, précédemment étudiée, du complexe régalien de la Place Aristide Briand, la mutation des édifices de la rue Désiré Colombe est le fruit d'un partenariat entre les élus locaux, un cabinet d'architectes et un grand groupe immobilier dans une optique de réinvention de la ville, esquissant une nouvelle gouvernance métropolitaine.

D - Des dockers aux livreurs : la place du monde ouvrier dans la ville

L'ouvrage *Sociologie de Nantes*¹⁷³ paru en 2013 consacre un de ses chapitres à la « construction des mémoires » de la Cité des Ducs. Les auteurs estiment que la ville entretient « un rapport ambivalent » à son histoire, tiraillée entre son passé de port négrier, de port industriel marqué par d'importants mouvements ouvriers, et effacement des patrimoine sociaux et populaires à mesure que « la ville réécrivait son passé au service de sa politique culturelle¹⁷⁴ ». L'historien Olivier Pétré Grenouilleau dans un ouvrage de référence sur Nantes¹⁷⁵ évoque également la bataille des mémoires qui fait rage dans la ville. Il y oppose une mémoire « bleue » – républicaine – face la mémoire « blanche » – conservatrice – dans une ville de contrastes, marquée à la fois par les guerres de Vendée et la résistance girondine de la ville pendant la Révolution ; par le cléricisme et la montée du mouvement ouvrier au XIX^e et début du XX^e siècle. Julien Gracq allait jusqu'à parler de « ville manichéenne qui a, chaque fois depuis deux siècles, poussé les luttes intestines du pays jusqu'à un point d'exaspération qui semble sa marque distinctive¹⁷⁶ ». Entre autres manifestations de ces conflits, l'affaire de la statue en bronze d'Émile Oscar Guillaume nommée « La Délivrance », représentant une femme nue, érigée devant le monument aux morts de la guerre de 14-18 par Paul Bellamy, et abattue par un commando réactionnaire, ou les émeutes catholiques au début du siècle contre la séparation de l'Église et de l'État, puis les affrontements entre laïcs et cléricaux au sujet de la question scolaire. Des conflits qui perdurent tout au long du XX^e siècle. Cette bataille politique et culturelle est inscrite dans la ville, dans l'espace architectural. Nantes comporte sur son territoire la dernière colonne honorant Louis XVI encore existante dans une grande métropole. De même, elle

173Philippe Masson, Marie Cartier, Rémy Le Saout, Jean-Noël Retière, Marc Suteau, *Sociologie de Nantes*, Paris, La Découverte 2013, p. 26.

174Ibid. p. 26.

175Olivier Pétré Grenouilleau, *Nantes*, Plomelin, Collection Histoire et géographie contemporaine, Édition Palantine, 2003.

176Julien Gracq, *La forme d'une ville*, Corti, 1985.

fut le berceau d'une des premières Bourses du Travail animées par le prolétariat révolutionnaire à la fin du XIX^e siècle. En 1994, le maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault, inaugure une plaque à la mémoire des « victimes vendéennes et nantaises de la Terreur », cérémonie suivie d'un « verre de l'amitié » partagé à l'Hôtel de ville « par des représentants des bleus et des blancs¹⁷⁷ ». Le quotidien *Ouest-France* titre : « Bonne nouvelle : la guerre de Vendée est terminée¹⁷⁸ ». Il a fallu plus de deux siècles pour tourner cette page douloureuse de l'histoire locale. L'apaisement de ce premier conflit mémoriel précède celui entrepris autour de la mémoire esclavagiste de Nantes, avec la mise en place des anneaux de Buren quai des Antilles en 2007 – l'œuvre évoque le commerce triangulaire –, du Mémorial de l'abolition de l'esclavage en 2012 situé quai de la Fosse, et de diverses expositions¹⁷⁹. Malgré cet intense travail réflexif de la ville sur sa propre histoire, Olivier Pétré Grenouilleau revient en 2003 sur le patrimoine social de Nantes et s'interroge : « une mémoire oubliée ? La mémoire ouvrière la ville¹⁸⁰ ».

Le théâtre de la Renaissance et le palais du Champ de Mars, où tant de meetings eurent lieu n'existent plus [...] des choses, il est vrai, ont été conservées et parfois réhabilitées. En 1998, la reconstruction des parties hautes de la tour LU restante a été confiée par la ville à Jean-Marie Lépinay. [...] ce qui restait de l'usine a été transformé en espace culturel. [...] Un autre lieu important, l'ancienne Manufacture des Tabacs, a été en 1983 sauvée des bulldozers, rénové puis transformé en logements et équipements sociaux et culturels. Dans les deux cas, cependant, à LU comme à la « manu », l'âme ouvrière de la ville a du mal à percer. Le cadre demeure mais les anciennes fonctions passent désormais presque inaperçues¹⁸¹.

La mutation décrite par l'historien se poursuit depuis, avec l'approfondissement des aménagements sur l'île de Nantes et la métamorphose actuelle de la Bourse du Travail. Depuis la désindustrialisation de la ville, dans les années 1980, une nouvelle dimension – sociale –, tente, difficilement, de s'inviter dans la multiplicité des mémoires locales, alors que le marketing urbain et la concurrence territoriale poussent les décideurs à écrire et valoriser une nouvelle identité pour la métropole : « culturelle », « verte », « connectée », « innovante ». Olivier Pétré Grenouilleau va plus loin, en interrogeant l'instrumentalisation et la pacification du récit historique par les décideurs.

L'histoire, ou du moins une histoire épurée, expurgée de son potentiel de tension, serait-elle devenue à Nantes un instrument au service de la valorisation de la ville et de la

177« Bonne nouvelle : la guerre de Vendée est terminée », *Ouest-France*, 23 septembre 1994.

178*Ibid.*

179Entre 1992 et 1994, l'exposition à succès « Les anneaux de la mémoire », présentée au Château des Ducs, qui héberge encore des expositions temporaires, notamment sur « Tromelin, L'île des esclaves oubliés » en 2015 et 2016.

180*Op. Cit.* Pétré Grenouilleau.

181*Ibid.*

politique municipale¹⁸² ?

Les tensions sociales et politiques auraient donc été mises à distance, muséifiées pour mieux construire un nouveau récit métropolitain apaisé. Sur le plan sociologique, le monde ouvrier s'efface progressivement de la population nantaise, remplacé par de nouveaux habitants aux revenus plus élevés¹⁸³.

L'historien britannique Edward Thomson, auteur en 1963 d'un ouvrage intitulé *La formation de la classe ouvrière anglaise*, propose une histoire du monde ouvrier par en bas, à partir de l'expérience des travailleurs, depuis les luddites – les saboteurs de machines au début de la Révolution Industrielle – jusqu'aux ouvriers de l'Angleterre contemporaine. Selon lui, la conscience de classe ne peut se réduire à une analyse purement économique, elle est un *rapport*. La classe se constitue dans l'action et non par pur déterminisme socio-économique : « la formation de la classe ouvrière relève tout autant de l'histoire politique et culturelle que de l'histoire économique¹⁸⁴ », elle est donc inscrite dans un espace, une histoire et un contexte culturel donnés.

Pour appréhender l'omission mémorielle – selon Olivier Pétré Grenouilleau – des dimensions sociales et ouvrières de Nantes et la place disparue du monde du travail dans la ville, nous tenterons de broser une histoire sensible de l'espace étudié, une ethnographie historique, en nous inspirant des travaux de l'historien Alain Corbin, auteur de recherches sur l'histoire du bruit, l'histoire des odeurs, des sens. Pendant des décennies, à Nantes l'alarme des Chantiers Navals résonne dans la ville et rythme les journées, la foule se presse pour assister au lancement des derniers bateaux dans les eaux grises de la Loire, une masse de dockers grouille sur le Quai de la Fosse, des cortèges en bleu¹⁸⁵ sillonnent les rues depuis la Bourse du Travail ou bloquent les artères de la ville quand ils manifestent. Il s'agit d'une présence visuelle, sonore et politique. La présence dans l'espace urbain de groupes d'ouvriers témoigne d'une expérience partagée – celle des grandes unités de production, navales ou agro-alimentaires –, mais aussi d'une sociabilité commune, de la construction d'une identité collective de classe, à travers des structures d'encadrement – syndicales, sportives –, d'un imaginaire commun. C'est aussi une présence conflictuelle au cœur de la ville. En mars 1907, les dockers de Nantes se mettent en grève sur le quai de la Fosse. Le 16 mars, une

182 *Ibid.*

183 Entre 1968 et 2009, la répartition des ouvriers dans la population nantaise diminue de 32,3% à 15,4%, alors que le taux de cadres supérieurs augmente de 7,5 à 25,9%. Source : Philippe Masson, Marie Cartier, Rémy Le Saout Jean-Noël Retière, Marc Suteau, *Sociologie de Nantes*, Paris, La Découverte, 2013.

184 Edward Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Seuil, [1963] 1988, p. 74.

185 L'imagerie du cortège en « bleu de travail » est à nuancer, les ouvriers de la Navale sont pour beaucoup en tenues brunes.

assemblée générale regroupe 1200 syndiqués à la Bourse du Travail alors que les rues et les quais sont occupés par les forces de police. L'après-midi, 700 dockers tentent de traverser la Loire afin d'interrompre le travail des « jaunes¹⁸⁶ » au quai des Antilles. La police intervient, les grévistes se replient et des bagarres éclatent. Les forces de l'ordre et gendarmes à cheval chargent la manifestation – le docker Charles Victor est tué d'un coup de revolver. Plusieurs dockers sont blessés, onze autres arrêtés. L'état de siège est mis en place dans les quartiers près du port et sur les quais gardés par les troupes à pied et à cheval. Les obsèques du défunt ont lieu trois jours plus tard, suivies par deux mille personnes. A l'arrière du corbillard, une couronne portant cette inscription : « l'union syndicale des dockers à leur camarade assassiné par la police ». Une « soupe communiste » est organisée ainsi qu'une boulangerie¹⁸⁷ tenue par les grévistes. Le mouvement s'éteint en mai. Ces éruptions sociales ressurgiront sur les quais du fleuve de façon récurrente jusque dans les années 1980, installant dans la ville un climat particulier.

Du reste, c'est la présence du monde ouvrier qui saisit les chroniqueurs d'autrefois de passage à Nantes. Leurs écrits renvoient l'image de Nantes que s'en faisaient les observateurs extérieurs du temps. Par exemple, le surréaliste André Breton décrit en 1928 le regard d'une ouvrière levant les yeux, dont le regard « brûle de trop de feux¹⁸⁸ ». Les mots de l'écrivain angevin René Bazin traduisent en revanche la vision d'un homme de lettre effrayé par ce peuple nantais en haillon dans un roman de la fin du XIX^e siècle :

Heure saisissante où le travail lâche son armée par la ville ! Recrues, vétérans, filles, femmes, petits [...] ils se divisaient au-delà des portes des usines, montaient, descendaient, coupaient par les ruelles, vers le gîte où la soupe les attendait. Les groupes se formaient en route. [...] Quelque chose de morne et d'usé, même chez les jeunes, ternissait l'éclat des regards ; le poids de la journée pesait sur tout ce monde, et la faim commandait en eux. On se disait de grosses choses lourdes, des plaisanteries sans entrain, des bonsoirs rapides. Cependant, il y avait, çà et là, des visages roses de gamines ; des têtes imberbes et vagues de jeunes Bretons des pays d'Auray et de Quimper, que l'usine n'avait pas encore entamés ; des yeux qui s'en allaient, levés, avec un rêve [...] Une partie de cette population ouvrière, – ceux qui étaient mariés ou vivaient en famille, – laissant les autres se disperser dans les quartiers bas, montait vers les collines de Chantenay, d'où venaient des groupes pareils qui retournaient à Nantes¹⁸⁹.

186 Au début du siècle, les « jaunes » qualifient dans le monde syndical les « briseurs de grèves », ceux qui ne se joignent pas à l'arrêt de travail.

187 Voir Anne Steiner, *Le temps des révoltes: une histoire en cartes postales des luttes sociales à la Belle Époque*, L'échappée, Paris, 2015.

188 « Nantes : peut-être avec Paris la seule ville de France où j'ai l'impression que peut m'arriver quelque chose qui en vaut la peine, où certains regards brûlent pour eux-mêmes de trop de feux (je l'ai constaté encore l'année dernière, le temps de traverser Nantes en automobile et de voir cette femme, une ouvrière, je crois, qu'accompagnait un homme, et qui a levé les yeux : j'aurais dû m'arrêter) [...] ». André Breton, *Nadja*, in *Œuvres complètes, tome 1*, Gallimard, Bibliothèque de La Pléiade, Paris 1988.

189 René Bazin, *De tout son âme*, [1930], Éditions AMA, réédition 2013.

Un siècle plus tard, ce visage industriel qui forgeait l'identité de Nantes s'est effacé. Depuis la fermeture des Chantiers Navals, les « cols bleus¹⁹⁰ » disparaissent physiquement et visuellement du paysage urbain. Mais l'espace public demeure lieu de labeur. Le travail ouvrier s'est évanoui de la ville mais il resurgit sous d'autres formes, parfois moins visibles, moins organisées. Le long des grandes artères, sur les places de la ville, les uniformes roses ou verts de cohortes de livreurs à vélo, l'œil rivé sur leurs téléphones, attendant les prochaines commandes de nourriture, interpellent l'observateur. Cette nouvelle domesticité prolétarisée n'est pas salariée, les livreurs sont auto-entrepreneurs. Leur lieu de travail s'étend dans l'espace urbain. Leurs horaires de travail sont dérégulés. Ces travailleurs sont dispersés dans le temps et l'espace, gommant les capacités de résistance, d'organisation, et de visibilité qui caractérisaient la classe ouvrière d'antan¹⁹¹. Cette mutation sociologique profonde du monde du travail est contemporaine des grandes transformations urbaines. L'ancienne Bourse du Travail disparaît alors que l'uberisation gagne du terrain, la reconfiguration sociale du salariat s'accompagne d'une reconfiguration spatiale de la ville.

Sur l'île de Nantes, au milieu des attractions et des bars du Hangar à Bananes se situe un vestige de l'ancienne présence ouvrière dans la ville. Un long bâtiment rouge et beige, portant encore l'inscription *Ateliers et Chantiers de Nantes* contraste avec les immeubles de conception récente et les grues des chantiers de BTP. L'ancien bâtiment des Chantiers Dubigeon abrite notamment la *Maison des Hommes et des Techniques*, association fondée en 1994 à l'initiative d'anciens ouvriers de la Navale et installée dans ces locaux sous l'égide des pouvoirs publics. Dès 1986, Gérard Tripoteau, ouvrier des Chantiers Navals, fondait l'association *Histoire de la construction navale à Nantes* pour « sauver des plans, des maquettes, des photos, de l'outillage¹⁹² » avant la réhabilitation de la zone industrielle, mais aussi éviter la destruction totale de l'espace, initialement programmée. Il souhaite alors investir l'espace en friche laissé par la fermeture des Chantiers. L'édifice abrite également le *Centre d'Histoire du Travail* – situé auparavant dans la Bourse du Travail de la rue Désiré Colombe –, qui compile les archives du mouvement ouvrier local et organise, entre autres activités, des conférences. A l'automne 2017, pour commémorer les 30 ans de la fermeture des Chantiers Navals de Nantes, une exposition intitulée « Vivre, travailler, militer, histoire sociale de la navale nantaise (1881-1987) » est mise en place par la *Maison des Hommes et des Techniques*. On peut y voir, aux côtés des rappels chronologiques sur l'histoire des Chantiers, les outils utilisés par les ouvriers – casques, chaussures de sécurité –, des vestiges de l'agitation sociale

190 Ceux qui portent le bleu de travail, les ouvriers, et par extension le bas de la hiérarchie d'une entreprise, par opposition aux cadres surnommés « cols blancs ».

191 A propos des mutations des de l'emploi et du travail, voir : Céline Mouzon, « Des coursiers belges mieux protégés », *Alternatives économiques*, vol. 359, no. 7, 2016, pp. 64-64.

192 « Ils sont en train de balayer la culture ouvrière », *Ouest-France*, 27 juin 2017.

– banderoles, cartes syndicales, boucliers de CRS brisés lors de manifestations, mégaphone – et de nombreux témoignages d'anciens ouvriers qui relatent à la première personne les souvenirs d'un monde du travail aujourd'hui disparu. C'est à cette occasion que je sollicite Jean Relet, ancien syndicaliste CFDT, électricien aux Chantiers Navals et président de la *Maison des Hommes et des Techniques*, pour recueillir ses souvenirs de la présence du monde ouvrier au cœur de la métropole jusqu'à la fin des années 1980 et son avis quant à la mutation sociale de la ville. En effectuant des recherches dans les archives de presse, j'avais noté les interventions de Jean Relet à plusieurs reprises dans les colonnes des journaux locaux pour défendre le patrimoine ouvrier¹⁹³, ou encore en 2013 pour s'insurger contre l'implantation d'une barge gastronomique sur l'esplanade des Chantiers, dénonçant une « brasserie pour riches déguisée en bateau¹⁹⁴ » et l'appropriation de l'espace : « Le seul lieu de culture populaire, il est ici et on nous le prend. » Lors des journées du patrimoine en 2017, pour présenter l'exposition temporaire nouvellement installée, il évoque la conscience de classe qui caractérisait le monde ouvrier nantais qu'il a connu :

Il faut imaginer qu'au plus fort de l'activité, 7 500 salariés travaillaient sur les différents chantiers de Nantes. Des hommes liés par des valeurs. Nous étions ce groupe humain avec ses règles de vie, sa combativité, sa solidarité. Cette culture ouvrière a encore quelque chose à dire aujourd'hui. [...] Les vestiaires étaient des lieux de troc, d'entraide. Tout cela nous donnait une force, une puissance pour peser sur les décisions. [...] C'est cette culture ouvrière, cette dimension humaine et sociale que nous voulons partager à travers cette nouvelle exposition¹⁹⁵.

C'est par un après-midi d'automne que je retrouve Jean Relet à la *Maison des Sciences et des Techniques*. Il m'invite dans une arrière salle du bâtiment « où on sera tranquilles ». La conversation s'engage autour d'un verre de rosé.

Itinéraire d'un syndicaliste plébéien du pays nantais

« Évidemment, arriver aux Chantiers c'était une sorte de rêve qui se réalisait. »

Contrairement à la plupart des ouvriers des Chantiers, qui « étaient dans la Navale de père en fils souvent », Jean Relet, né dans l'immédiat après-guerre, est issu d'une famille populaire et catholique pratiquante de Vendée. Il grandit au sein d'une fratrie de douze enfants avec un père journalier qui « se louait la plupart du temps aux bourgeois du coin, une sorte d'intérimaire de l'époque ». En 1954, la famille s'installe en Loire-Atlantique. Le père est embauché dans l'usine de produit chimiques Kulhmann à Paimbœuf grâce à des réseaux de solidarité confessionnelle. « Il est devenu ouvrier à l'usine lui qui sortait de sa campagne, juste avant les grèves de 1955. Il savait

193 *Ibid.*

194 « Barre-toi la barge », disent les anti-Nantilus », *Ouest-France*, 27 septembre 2013.

195 « Nantes. L'amitié indestructible des gars de la Navale », *Ouest-France*, 23 septembre 2017.

même pas ce que c'était une grève. » Jean Relet entre alors au petit séminaire à l'âge de 10 ans pour en sortir dix ans plus tard.

Cette période là m'a permis moi de m'approprier, beaucoup plus que mes frangins d'ailleurs, de cette espèce d'identité de famille du peuple, de famille ouvrière, parce que j'avais besoin de me démarquer d'une institution religieuse écrasante.

Dès l'adolescence, il revendique au sein de l'institution catholique une identité de « fils d'ouvrier », organise des collectes en soutien aux grèves de mineurs ou invite des militants de Sud Aviation¹⁹⁶ « raconter la grève qu'ils faisaient ». Au moment où il part faire son service militaire, les prêtres lui disent que « ce sera pas la peine de revenir, vaut mieux que tu ailles dans le milieu que tu revendiques¹⁹⁷ ». Il se forme au métier d'électricien et travaille dans plusieurs entreprises de Nantes et des environs.

En mai 68 je bossais à la raffinerie de Chantenay. Après j'ai bossé à Saunier Duval, Aviatube, à la construction de la centrale de Cordemais. J'ai fait plein de petites boîtes. Et puis comme électricien j'ai pu rentrer aux Chantiers Navals à partir de 1974.

Cette succession de contrats courts s'explique déjà par l'engagement de Jean Relet : « On s'est fait éjecter parce qu'on a essayé d'organiser les gars de la boîte sur les conditions de travail [...] et puis on a été envoyés en déplacement sur des petits trucs en dehors du département. » Dès son entrée dans le monde du salariat, il prend une carte syndicale. Selon la composition syndicale des entreprises, il adhère d'abord à la CFTC, puis à la CGT, et enfin à la CFDT : « un syndicat d'adhésion, compte tenu de mon parcours de ma culture, j'étais à la CFDT ». L'entrée aux Chantiers s'opère alors par cooptation :

Moi c'était les réseaux syndicaux mais ça pouvait être des réseaux familiaux, amicaux, le voisinage. Ce qui comptait c'est que ceux qui rentraient soient plus ou moins cautionnés par quelqu'un de l'entreprise, une garantie de capacité de la personne à s'intégrer dans un groupe.

Un mode de recrutement conférant aux salariés de l'entreprise une forte conscience collective et des liens sociaux puissants. Jean Relet qualifie son entrée aux Chantiers Navals de « rêve qui se réalisait ». L'entreprise est désignée comme une « espèce de mythologie ouvrière » : « Je m'étais

196Sud Aviation est une usine aéronautique située à Bouguenais. C'est dans cette entreprise que démarre le Mai 68 ouvrier, avec la première grève avec occupation, le 14 mai 1968, rapidement rejointe par des millions de travailleurs.

197Dans les conclusions d'une enquête consacrée à la formation des futurs prêtres dans les petits séminaires, Charles Suaud évoque le renouvellement des perceptions du clergé dans les années 1970, marquées par une restructuration du public religieux et une convergence d'intérêt entre le bas-clergé et les classes populaires pratiquantes, disqualifiant les prêtres traditionnels. Voir Charles Suaud, « Splendeur et misère d'un petit séminaire », dans *Actes de la recherche en sciences sociales* Vol. 2, n°4, août 1976, pp. 66-90.

construit une identité ouvrière [...] on sait ce que c'est que de pas avoir beaucoup de sous, on sait ce que c'est l'entraide, la solidarité entre voisins, entre familles. » Par la suite, le syndicaliste prend des responsabilités au sein des Chantiers, d'abord au comité d'hygiène et de sécurité, puis au Comité d'Entreprise et en tant que délégué syndical jusqu'à la fermeture des ateliers, en 1987.

Le monde ouvrier au cœur de la ville

L'ancien électricien porte le témoignage vivant du passé de grande cité ouvrière de Nantes, et de la présence du monde du travail au cœur de la ville. Trente ans après la fermeture des Chantiers, à travers une série de grands projets d'aménagement – l'implantation du Tribunal, de l'école d'architecture puis du « quartier de la création », des Machines de l'île, du CHU et de grands ensembles résidentiels –, le visage de l'ancienne île noire et laborieuse s'est métamorphosé, alors que les élus métropolitains cherchent à faire basculer le centre de gravité de la métropole sur l'île de Nantes – l'un des enjeux du débat « Nantes, la Loire et nous » organisé par la métropole en 2014. Le récit de Jean Relet permet de se représenter une toute autre configuration de la ville jusqu'à la fin des années 1980. En effet, la présence des travailleurs ne pouvait échapper aux Nantais sur le plan sensoriel, visuel, auditif.

L'ouvrier était visible dans la ville, même si notre expérience c'est le Chantier Naval... Les gars de la Navale étaient sur l'île, sur un espèce de *no man's land* où les Nantais n'allaient pas : ils venaient voir ça d'en face. Il y avait les bruits, les lumières, les sirènes, les coups de marteau, les buzz des titans¹⁹⁸ quand ils se déplaçaient, y avait un boucan d'enfer sur le chantier ! Et ça c'était perçu quand tu passais sur le quai de la Fosse. Les lumières c'est pareil, dès que la nuit tombait un peu, les chalumeaux, les arcs de soudure, les éclairages provisoires du bateau. Et puis il y avait les lancements qui étaient un espèce d'osmose entre les chantiers et la ville, les Nantais venaient par milliers pour assister au lancement des bateaux. Le chantier lui même était quelque chose de très présent physiquement dans la ville.

Une présence sensible mais aussi symbolique, puisque la construction des navires ponctue la vie de la ville. Des navires de la taille d'immeubles de plusieurs étages¹⁹⁹ sont érigés sur les rives de la Loire, visibles de tous les badauds : « Le paysage visuel était très évolutif, un bateau, en huit mois on part de rien et puis pof, il est immense, et puis du jour au lendemain il disparaît. » Le port et les chantiers paraissent alors constituer l'identité de Nantes. Par exemple, une affiche de la Chambre de Commerce de Nantes datant de 1932 représente les navires et le pont transbordeur pour illustrer « Nantes, grand port industriel et colonial », les lancements de bateaux sont photographiés et relayés dans la presse. Chaque mise à l'eau, au son de l'alarme, est un événement marquant observé

198« Titan » est le nom d'un modèle de grandes grues utilisées sur les chantiers navals, encore présentes aujourd'hui en guise de témoignage du passé industriel.

199En octobre 1981, les Chantiers mettent à l'eau le grand paquebot Scandinavia de 183,5 mètres de long pour 27 mètres de large.

par une immense foule massée sur le quai de la Fosse. En avril 1973, un bateau de plus de 8000 tonnes, baptisé *Le Pointe Madame*, s'écrase même sur le quai où se trouvent les spectateurs suite à une erreur technique, enfonçant une partie des quais sans conséquences humaines. Mais les Chantiers ne sont pas le seul témoignage sensible de la présence industrielle dans la ville. L'industrie agro-alimentaire est située au cœur de l'espace urbain jusque dans les années 1980. Les biscuiteries – BN, LU – diluent les odeurs de gâteau dans les quartiers du centre-ville alors qu'à l'est de Nantes, la manufacture émet jusqu'en 1974 des effluves de tabac. A partir des années 1960, les usines déménagent peu à peu en périphérie, et les ouvriers commencent à sortir de la ville. Jean Relet raconte :

Avant 1970, ce qui se passait c'est que les ouvriers travaillaient – imagine rien que les Chantiers Navals, deux chantiers sur l'île, un à Chantenay, et puis toutes les usines autour, la BN, les usines d'engrais, les dockers aussi sur le port – ça veut dire que sur cette île, là, il y avait une espèce de vie – c'était pas un lieu habité, c'était un lieu qui tournait autour de ces populations ouvrières. Et puis les dockers, ils travaillaient directement sur la place publique.

La présence ouvrière dans la ville y compris en dehors du lieu de travail s'explique par plusieurs facteurs. Jusque dans les années 1970, le rythme de la journée permet aux travailleurs de s'échapper de leur lieu de travail au moment du déjeuner, puisque « la pause [...] faisait bien une heure et demie ou deux heures ». Les transports en commun pour se rendre au travail n'existent pas – les ouvriers s'y rendent par leurs propres moyens, à pied, à vélo ou en mobylette –, et l'entreprise n'a pas encore mis en place de cantine.

Ça veut dire que le matin dès l'arrivée, les gars ils s'arrêtaient. Il y avait plein de petites épiceries, de bureaux de tabac, – il y avait l'épicière qui faisait les sandwiches pour les gars le matin. Et ensuite le midi deux heures de pause, tu lâchais, là, ici, sur le site, 5000 personnes, les gars restaient en bleu, beaucoup mangeaient leur gamelle sur place, d'autre allaient dans les restos du coin, et beaucoup qui rentraient chez eux parce que les gars habitaient souvent à proximité, dans la ville. C'était souvent des logements précaires, plus des mansardes que les beaux immeubles.

La présence de milliers d'ouvriers au cœur de la ville, embauchant et débauchant à heures fixes, attire de nombreux services et commerces itinérants aux alentours des industries. Une véritable sociabilité ouvrière accompagnée de marchés improvisés sont produits par cette activité ouvrière de masse.

Que ce soit le matin, le midi ou à la débauche il y avait une vie grouillante sur le site qui était quelque chose de maousse. Le midi, moi j'ai vécu ça, j'étais en boîte sous-traitante, on bouffait au petit resto à côté [...] J'ai pas mal de témoignages de copains qui racontent cette vie là, et puis qui racontent comment à la quinzaine, les jours de paie, sur les rues adjacentes aux Chantiers c'était un véritable marché. Il y avait les marchands ambulants qui venaient, les paies étaient en liquide tu sais, et puis c'était le moment où dans les troquets on présentait les ardoises tu vois. C'était quelque chose de monumental.

La composition résidentielle du centre-ville est alors encore pour une part conséquente occupée par les travailleurs de l'industrie. La donne évolue à partir des années 1960, avec la construction d'ensembles HLM et l'extension de la ville en zones péri-urbaines dans lesquelles les populations ouvrières peuvent accéder à la propriété. Le mouvement d'autoconstruction coopérative – Les Castors – né après la guerre se développe pour édifier des logements particuliers aux ouvriers, notamment localement à Rezé ou Saint-Sébastien. Les ouvriers qualifiés – tels que ceux des Chantiers Navals – participent alors à la construction de leurs propres maisons. Simultanément, le Comité ouvrier du Logement – COL – offre une aide financière et logistique à l'accession à la propriété des travailleurs de l'entreprise. Ces dynamiques s'accompagnent dans les années 1970 de la création d'un restaurant d'entreprise au sein des Chantiers Navals. Les ouvriers restent dans l'entreprise et la pause de midi est réduite. Les salaires sont versés par chèque et non plus en liquide, ce qui diminue les dépenses spontanées auprès de vendeurs ambulants au sortir des Chantiers. Enfin, la société met en place des transports en commun d'entreprise. La création de ces lignes de cars permet aux ouvriers de se loger plus loin de leurs lieux de travail. Cette série de nouveaux dispositifs de modernisation commence à effacer partiellement la présence ouvrière qui se retrouve moins visible dans la ville. Selon Jean Relet, à ce moment, « on s'arrange pour que les ouvriers ne sortent plus de leur bocal ».



Le cargo « Sistina » quitte les Ateliers et chantiers de Bretagne, 13 septembre 1958. Photo : Association d'Histoire de la Construction Navale Nantaise

La grève et la fête

« On était un peu aussi une espèce de symbole de la classe ouvrière »

Les ouvriers des Chantiers, en tant que groupe social organisé et reconnu, interviennent

également dans la vie festive et sociale nantaise, notamment lors de la grande fête populaire annuelle du carnaval. Jean Relet raconte : « Les gars me disaient que pendant le carnaval, on travaillait pas le jeudi de la mi-carême, et puis à Dubigeon ils faisaient un char pour le défilé du carnaval ». L'entreprise se rend donc visible dans les rues à l'occasion d'une véritable institution festive annuelle qui attire des dizaines de milliers de personnes. Une autre dimension de la présence de la classe ouvrière dans la ville réside dans son irruption hors du lieu de travail lors de mouvements sociaux. Encore une fois, les Chantiers Navals, géographiquement centraux, y contribuent pour une large part. Jean Relet explique que cette présence au cœur de l'agglomération joue un rôle important dans le rapport de force social :

On prenait les ponts. Les manifs, c'était toujours le matin. Rassemblement au pied des vestiaires à neuf heures et puis on partait en défilé, on prenait les boulevards. [...] Les Chantiers sont à un quart d'heure du Commerce quand on partait en manif. Ça, c'est quelque chose de prépondérant. Ça veut aussi dire que quand les Chantiers Navals sont dans la bagarre, c'est une garantie de réussite pour un mouvement social, de la métallurgie, de l'interprofessionnelle, parce qu'on est sûrs que les gars de la Navale, ils vont être là. Les gars de l'aérospatiale, les gars des Batignolles, ils en perdaient en route parce qu'il fallait qu'ils organisent des cars et tout. Donc ça, c'était un élément important.

A partir de la fin des années 1970, l'industrie navale de toute l'Europe subit une grave crise économique. Les effectifs sont drastiquement réduits, certains chantiers ferment, les commandes se font rares. Entre 1981 et la fermeture des Chantiers Navals de Nantes, les mouvements de grève et les manifestations se multiplient, provoquant un regain de visibilité des « gars en bleu » dans les rues de Nantes.

A partir de ce moment là, il fallait qu'on se fasse entendre. Notre stratégie, c'était de dire : on peut faire tout le boucan qu'on veut sur notre chantier, on est sur notre île, tout le monde s'en fout. [...] On était conscients aussi que c'était pas nos patrons locaux qui étaient pour quoi que ce soit dans les décisions de fermeture ou pas. [...] Si on voulait se faire entendre, il fallait frapper à l'extérieur, si possible jusqu'à Paris. A cette époque là, on avait une stratégie de sortir le plus possible, d'aller dans la ville, d'agiter suffisamment le cocotier pour faire venir les CRS parce que ça nous garantissait les médias et un bon titre dans le journal le lendemain.

En 2011, Olivier Cousin et Xavier Pouvreau réalisent un documentaire à propos de la fermeture des chantiers de Dubigeon, intitulé *Le Dernier Chantier*²⁰⁰, ponctué d'images d'archives qui permettent de se représenter l'ambiance qui règne à Nantes dans les années 1980. Le film expose successivement les cortèges syndicaux scandant « Non au démantèlement, la Navale restera nantaise », les barricades enflammées devant la Préfecture de Nantes suivies d'affrontements entre ouvriers et CRS, l'effigie d'un patron pendue à un lampadaire, l'occupation des ateliers par les

200Olivier Cousin, co-réalisé avec Xavier Pouvreau, *Le dernier chantier*, documentaire - Pirouette Films, 2011, 52'.

travailleurs, la mise à sac des bureaux de la direction, l'invasion des locaux du Parti Socialiste. Pour la première fois dans l'histoire nantaise, des affrontements ont lieu aux portes mêmes des Chantiers, sur les voies de chemin de fer de l'île de Nantes et le toit des bâtiments. Un ouvrier explique dans le documentaire : « Ils voulaient nous empêcher d'aller extérioriser notre colère en ville²⁰¹. » Selon Jean Relet, le volontarisme affiché des ouvriers s'explique alors par la forte conscience de classe au sein de l'entreprise, et la dimension symbolique et historique des Chantiers à Nantes.

Malgré tout on était les héritiers culturels et on en était tous conscients, on est les gars de la Navale on est les descendants de générations d'ouvriers et au-delà de la Navale on était un peu aussi une espèce de symbole de la classe ouvrière du fait du nombre, d'une culture plus forte dans Chantiers, et on ne pouvait pas se laisser comme ça bouffer sans rien faire. [...] Et ça ça a été un peu le carburant des derniers conflits à partir de 85 qu'on a menés à partir du moment où tout le monde a pris conscience que c'était la fin.

En octobre 1986, le dernier navire construit à Nantes, *Le Bougainville*, est mis à flot. « On a beaucoup communiqué pour dire attention, alerte à tous les Nantais, ce navire que vous venez voir, ce sera le dernier. » Le jour du lancement, les télévisions locales filment certains ouvriers en pleurs. Une page de deux siècles d'histoire se tourne. Avec résignation, les négociations s'engagent alors à propos de la fermeture des Chantiers. Certains ouvriers sont mutés à Saint-Nazaire, qui concentrera désormais les commandes. « On s'est dit, on a sauvé l'honneur maintenant faut aussi sauver les meubles, c'était ça, l'état d'esprit », se souvient Jean Relet. La « forteresse ouvrière » disparaît une décennie avant la fermeture des Bourses du Travail de Nantes.

Industries en crise, mutation urbaine

Dans les années 1980, la désindustrialisation de la ville de Nantes doit être comprise dans un processus de long terme, d'ampleur nationale, voire internationale. Dès 1959, le *Livre blanc français de la construction navale*²⁰² commandé par le gouvernement estime que les chantiers français sont en surcapacité et qu'il faut licencier les effectifs. A Nantes, les ateliers sont fusionnés, restructurés, la main d'œuvre est divisée par deux en moins de dix ans, passant de plus de 7000 ouvriers en 1960 à 3000 en 1969. Ceux de Saint-Nazaire diminuent de 10 000 à 5 000 salariés. La reconstruction de la flotte marchande et militaire entamée après la guerre est achevée. Sur le plan économique, les Trente Glorieuses s'achèvent et les années 1980 inaugurent une « politique de rigueur » avec une période de récession. Parallèlement, la mondialisation des échanges met en concurrence la construction française avec les chantiers coréens ou brésiliens, bien moins coûteux.

201 *Ibid.*

202 Anticipant la baisse de la demande dans la construction navale, le gouvernement met en place en 1959 une commission qui rédige un ouvrage connu sous le nom de *Livre blanc français de la construction navale* préconisant le regroupement des chantiers et la baisse des effectifs. Deux ans plus tôt, les Traités de Rome, qui donnaient naissance à l'Union Européenne prévoyait la réduction des aides publiques à l'industrie navale.

Alors qu'au niveau national les délocalisations et fermetures se multiplient dans les grands secteurs industriels – charbon, sidérurgie, automobile –, et qu'au niveau local les entreprises agro-alimentaires sont sorties de la ville et que le bas Chantenay est déjà désindustrialisé, les Chantiers Navals de Nantes restent visibles au cœur de la ville jusqu'à la fin du processus. Ils ne sont pas déplaçables, ils deviennent un symbole. Néanmoins, dans les années 1980, les deux tiers des effectifs de l'industrie navale disparaissent. Au moment où les ateliers de Nantes ferment leurs portes, les chantiers de la Ciotat, de Dunkerque, du Havre subissent des crises comparables. C'est la fin de la présence de masses ouvrières qualifiées organisées sur le plan social et concentrées sur le plan spatial au cœur des villes. Jean Relet évoque l'état d'esprit qui anime les ouvriers de l'époque.

Notre conception c'était que les Chantiers Navals, c'était un lieu un peu particulier, un peu privilégié d'émancipation ouvrière et de revendication de culture ouvrière du fait que c'est une industrie particulière, c'est une industrie collective, c'est un travail d'ouvriers qualifiés qui sont fiers de ce qu'ils font, qui estiment avoir de la compétence. [...] Et puis le produit en lui-même est quelque chose, une unité c'est toujours spécial, ça suscite de la fierté, une appropriation de toute une région. On peut le voir à Saint-Nazaire, c'est flagrant. Tout ça fait que le chantier c'était un lieu privilégié de culture ouvrière.

La démolition des infrastructures de l'île de Nantes s'engage dès la fermeture des Chantiers, et quelques « anciens de la Navale » réunis dans des associations parviennent à sauvegarder le bâtiment des *Ateliers de Chantiers de Nantes* au cœur de l'espace en reconversion.

On a vu arriver les bulldozers, on était blessés, on disait que c'était violent de venir casser un outil de travail comme ça. [...] Nous, en tant qu'ouvriers, on avait besoin du temps de deuil, mais est-ce qu'il n'y avait pas aussi une nécessité pour la ville – du deuil aussi parce que pour la ville, c'était aussi un traumatisme – de prendre un temps de pause, de réflexion ?

Les années suivantes, Jean-Marc Ayrault déploie une nouvelle stratégie politique et des initiatives culturelles municipales sont organisées sur les espaces industriels récemment désaffectés. Selon Jean Relet, les acteurs de cette nouvelle politique culturelle cherchent alors à « exorciser les friches industrielles ». Dès le 5 octobre 1990 la pièce de théâtre *Othello* de William Shakespeare mise en scène par Hervé Tougeron est jouée dans un hangar des Chantiers. En 1997, le festival « fin de siècle » est organisé à la suite des « Allumées », événements festifs et culturels au retentissement médiatique national, orchestrés de 1990 à 1995. Des ateliers artistiques animés par des artistes sud-africains sont mis en place dans ce que le journal *Libération* nomme les « friches industrialo-culturelles²⁰³ » de l'île de Nantes, alors que le CRDC – Centre Régional de Développement Culturel, organisateur des événements – est implanté dans la tour de l'ancienne usine LU. Entre-temps, la *Maison des Hommes et des Techniques* a été inaugurée en avril 1994 et

203« Une nuit au festival «Fin de siècle», avec Johannesburg en invité vedette. Nantes en territoire zoulou. Fin de siècle à Johannesburg jusqu'au 25 octobre », *Libération*, 24 octobre 1997.

subventionnée par la ville, au milieu de friches en pleine transformation. Comment expliquer cette concession obtenue par ces anciens ouvriers de la Navale sur un site en reconversion ?

Ils ont pas eu le choix, il y avait un rapport de force, qui était lié pas forcément au nombre qu'on pouvait être à l'époque mais à l'histoire, lié au symbolique, à l'attachement des Nantais à cette histoire, à la sensibilité des médias à l'époque sur cette histoire. Il y avait une sorte de rapport de force culturel qui fait qu'on pouvait pas faire n'importe quoi. Mais quand les historiques ne seront plus là ?

A l'orée des années 2000, la ville entame les grandes opérations de restructuration de ce vaste espace laissé en friche, avec le projet Île de Nantes sous l'égide de la SAMOA – Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique. A propos de la réhabilitation de l'usine Lefèvre Utile et l'implantation des Machines de Royal de Luxe sous les nefs des Chantiers, Jean Relet évoque une « appropriation » d'espaces ouvriers à travers ces événements :

Nous, plutôt que « culture unique », on disait « lutte de classe culturelle » dans ces années-là. C'est évident que c'est une espèce d'appropriation par le milieu culturel [...] On s'est énormément battus pour empêcher la disparition totale de ce territoire-là [...]. On estime ici que la bagarre continue, que le grignotage continue, que ce site là, petit à petit, ils sont en train de le grignoter.

Nous pouvons compléter cette prise de position recueillie lors d'un entretien ethnographique par les interventions de Jean Relet dans la presse. Trente ans après la fermeture des Chantiers, le syndicaliste y évoque une menace « sournoise et insidieuse²⁰⁴ » à l'égard de la mémoire industrielle :

L'éléphant, les machines de l'île ... Une culture strass et paillettes ! [...] Chaque année voit l'appropriation par le *Voyage à Nantes*, d'une nouvelle parcelle de ce territoire ; nous assistons à un émiettement, à un mitage du site qui pourrait le rendre illisible. On gomme l'histoire²⁰⁵.

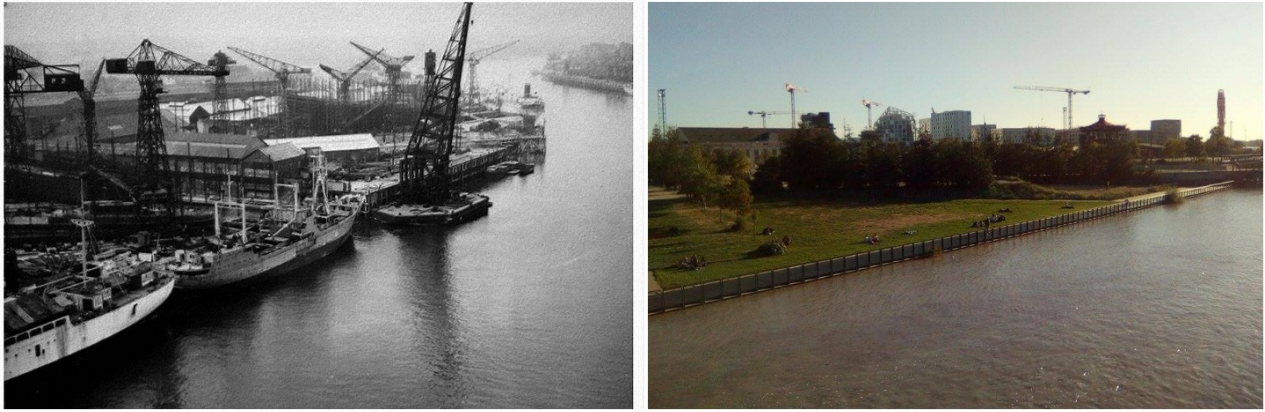
A rebours du discours rétrospectif présentant Nantes comme une « belle endormie²⁰⁶ » dont la nouvelle municipalité socialiste aurait permis une renaissance à partir de l'arrivée au pouvoir de Jean-Marc Ayrault, Jean Relet décrit la ville ouvrière qu'il a connue dans sa jeunesse comme « une ville vivante, une ville pittoresque ». Il poursuit : « Aujourd'hui on me dit c'est une ville culturelle, prenons les machines ; les gens trouvent ça vachement bien, mais quel sens ça apporte à la ville de Nantes ? »

204« Ils sont en train de balayer la culture ouvrière », *Ouest-France*, 5 juillet 2017.

205*Ibid.*

206 Isabelle GARAT et *alli* dans *Nantes, de la belle endormie au nouvel Eden de l'Ouest*, Economica, Anthropos, 2005.

L'auteure y relève cette terminologie : « Tranquille, nonchalante, belle endormie, éteinte, peu dynamique » dans le dossier de presse du CRDC pour le festival culturel *Les Allumées*, au début des années 1990.



A gauche, les Ateliers et Chantiers de Bretagne et Ateliers et Chantiers de la Loire en 1953 [Source : Maison des Hommes et des Techniques]. A droite l'île de Nantes en 2017. Les grues de construction d'entreprises de BTP ont remplacées celles de la construction navale. D'autres grues de promoteurs planent au même moment au dessus de l'ancienne Bourse du Travail

Luttes sociales et mutations socio-spatiales

Cette immersion historique et ethnographique autour des Chantiers Navals et plus globalement du monde ouvrier nantais permet d'éclairer notre problématique à plus d'un titre. En effet, la fin de la Bourse du Travail est précédée par la désindustrialisation de la ville de Nantes à partir des années 1970. A l'invisibilisation du monde ouvrier dans la métropole correspondent l'effacement des outils d'émancipation des salariés et l'extinction des perspectives de luttes collectives et de rapport de force dans l'espace urbain. Au moment où l'on inaugure la Bourse du Travail, « les chantiers de la Loire emploient [en 1918] environ 6000 personnes ». Aux Batignolles, où sont construites des locomotives, travaillent « 3275 ouvriers en 1921²⁰⁷ » et 1373 sont salariés à la Manufacture des tabacs en 1920. La Bourse du Travail joue un rôle de soutien social au moment des crises économiques des années 1920 marquées par l'émergence du chômage dans la métallurgie. La conscience de classe s'inscrit dans l'espace de la ville : d'une part, les Bourses du Travail s'imposent comme des lieux ressource d'organisation syndicale, de l'autre, la concentration au cœur même de la ville de grandes industries regroupant des milliers d'ouvriers favorise l'émergence d'une conscience de classe et de capacités d'organisation collective, de moments de sociabilité. Cette conscience ouvrière commence à s'effacer lorsque les usines sont délocalisées par les flux de la mondialisation ou excentrées en périphérie des villes, alors même que le discours néo-libéral devient hégémonique sur le plan politique dans les années 1980²⁰⁸.

207Claude Kahn et Jean Landais (préface de Marcel Launay), *Les « Années folles » à Nantes - 1920-1930*, Ouest éditions et Université inter-âges de Nantes, 1995.

208Le slogan de Margaret Thatcher « There is no alternative » et la théorie de la fin de l'histoire de Francis Fukuyama, selon laquelle le capitalisme est désormais l'horizon indépassable de l'humanité se sont imposés dans le champ politique.

Quelques années auparavant, à Nantes, la conscience de classe avait atteint son point culminant en mai 68 avec l'esquisse d'un pouvoir ouvrier. L'occupation de l'usine Sud-Aviation dès le 14 mai provoque un effet d'entraînement dans les entreprises et les syndicats qui rejoignent le mouvement. Pour le politiste Boris Gobille, l'occupation du lieu de travail « rend légitime et crédible la reprise et la radicalisation de revendications antérieures²⁰⁹ ». Il explique :

On discute d'autogestion à Sud-Aviation, dans des entreprises de presse, dans les caisses d'allocations familiales; surtout, un comité central de grève est mis en place le 24 mai, qui pallie la paralysie de la ville en organisant, en relation avec les comités de grève et les comités de quartier, certaines tâches ordinairement dévolues à la municipalité, au point qu'on a pu parler de « Commune de Nantes »²¹⁰.

L'ancrage spatial et culturel est ainsi déterminant dans l'émergence d'un rapport de classe. Dans la mesure où cette réflexion justifie le fait de consacrer un développement à la présence ouvrière dans la ville, la référence à E. P. Thomson aurait sans doute été plus à sa place plus haut. Ce déplacement aurait aussi l'avantage d'éviter le côté « histoire locale érudite qui se suffit à elle-même » qu'on ressent parfois à la lecture de ce qui précède.

En définitive, nous pouvons pour terminer cette partie consacrée à l'histoire sociale nantaise, distinguer trois périodes de présence ouvrière dans la ville de Nantes. D'abord une période d'omniprésence dispersée du prolétariat, avant la concentration de travailleurs dans les grandes manufactures à partir de la fin du XIX^e siècle. L'historien nantais Samuel Guicheteau décrit cette forte « dispersion spatiale » des lieux de labeur au XVIII^e siècle à Nantes, et l'éparpillement des ouvriers eux mêmes :

[Les] ouvriers [...] non seulement travaillent mais encore résident (presque) partout. Ainsi, les 3 869 travailleurs industriels que nous avons relevés dans les rôles de capitation de 1789, habitent dans toute la ville. Or, ce relevé ignore de nombreux ouvriers du fait soit de leur mobilité, soit de leur misère²¹¹.

C'est à cette époque que les « activités nouvelles dont l'essor est lié au grand commerce » commencent à figer d'importantes masses de travailleurs qui « s'implantent dans des endroits précis, ainsi les raffineries de sucre à Richebourg et les manufactures cotonnières dans les îles ligériennes²¹² ». Les mondes ouvriers – artisans, travailleurs des manufactures, « aristocratie »

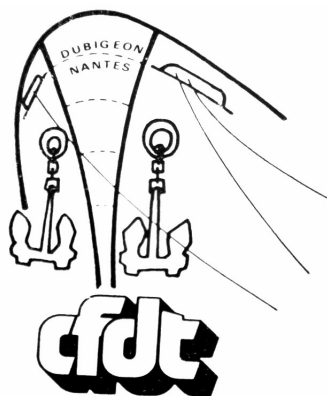
209Boris Gobille, « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2/2008 (63^e année), pp. 321-349.

210Ibid.

211Samuel Guicheteau, « Les ouvriers dans la ville Nantes au XVIII^e siècle », *Histoire urbaine*, 2/2010 (n° 28), p. 147-166.

212Ibid.

ouvrière alphabétisée – vivent ensemble, cohabitent, voire tissent des solidarités : « l'interpénétration des espaces du travail et de la convivialité permet aux ouvriers d'investir à leur gré l'espace urbain et de cultiver ainsi leur autonomie²¹³ », et les premières grèves s'organisent à Nantes en 1824 et 1836. Ces nouvelles pratiques liées à la concentration spatiale des ouvriers sur leurs lieux de travail suscitent de nouveaux moyens d'organisation – sociétés d'entraide Mutuelle puis Bourse du Travail à la fin du siècle. Cette deuxième période de présence ouvrière – concentration du prolétariat, monde du travail visible dans la ville, centralité des lieux de production dans l'espace urbain, conscience de classe –, que nous venons de traiter, dure jusqu'à la fin du XX^e siècle avec la désindustrialisation massive des sociétés avancées. Enfin, la troisième période est celle que nous vivons aujourd'hui, avec l'avènement d'une société post-industrielle marquée par le chômage de masse, la relégation des classes populaires en périphérie et en zones péri-urbaines, la tertiarisation de l'emploi, et par extension la reconfiguration profonde de l'espace métropolitain. D'une certaine manière, le XXI^e siècle renoue avec la dispersion spatiale des travailleurs prolétarisés dans la ville observée deux siècles auparavant, à la différence près que l'espace urbain est beaucoup plus étendu et que les tâches ont fondamentalement changé de nature, la richesse étant produite par les services. La symbolique de la ville évolue simultanément : les attributs portuaire et maritime – et plus anecdotiquement régionaux et culturels – mis en valeur pendant des décennies dans l'imagerie produite à la fois par les pouvoirs publics et les écrivains et artistes sur Nantes laissent place à une communication fondée sur la culture et les loisirs. Ce n'est plus l'image d'une ville avec ses navires et son pont transbordeur qui est mise en avant, mais celle d'une métropole avec son éléphant des Machines et la tour LU.



Logo du syndicat CFDT des Chantiers Dubigeon. Années 1980.

Le monde du travail s'est profondément métamorphosé. La classe ouvrière organisée, disposant de ressources politiques et sociales, possédant ses espaces, sa langue, ses lieux de réunion

²¹³*Ibid.*

– telles les Bourses du Travail – dans la ville a laissé place à une nouvelle ère de dilution généralisée du salariat dans le temps et l'espace : le travailleur doit être adaptable avec des horaires dérégulés, déplaçable partout dans la ville – voire au-delà. Il doit être flexible, polyvalent, « autonome », individualisé mais interchangeable. Les travailleurs précaires sont dépossédés de la fonction même de salariés, les livreurs et autres chauffeurs étant invités à adopter le statut légal « d'auto-entrepreneur » effaçant l'idée même d'antagonisme de classe entre employeur et employé. Ces paramètres nouveaux de la condition du travailleur au sein d'une agglomération modifient foncièrement les possibilités d'organisation collective et compromettent l'idée même de *réunion* – au sens de rapprochement de corps séparés²¹⁴. A titre d'illustration, en 1945, plus d'un travailleurs sur quatre est syndiqué, ils sont moins de 8% aujourd'hui. Ces profondes mutations sociales sont naturellement à mettre en relation avec notre objet d'étude. A mesure fréquentation de la Bourse du Travail diminuait, sa centralité – symbolique – devenait de moins en moins évidente dans le cadre des luttes sociales, à mesure que les « nouveaux mouvements sociaux²¹⁵ » apparaissent et que les combats syndicaux perdent du terrain. Du reste, sur le plan purement fonctionnel, l'actuelle *Maison des Syndicat* installée depuis l'an 2000 sur l'île de Nantes ne remplit pas la même fonction d'espace ouvert à tous dans lequel peuvent s'improviser des débats ou des réunions : les réservations de salles s'effectuent en s'adressant à la mairie et il faut disposer de badges électroniques pour franchir les sas d'entrée sécurisés.

La rationalisation de l'espace urbain et de la production de richesse ont affaîssi les perspectives sociales et politiques en fabriquant des individualités dépourvues de *philia* – en grec ancien, amitié, camaraderie au sens de lien social. Du reste, les rapports sociaux existants dans le cadres des nouveaux emplois *ubérisés* sont avant tout médiés par une interface numérique. Dans les plate-formes de grande distribution, les préparateurs de commandes obéissent à une voix automatisée qui leur annonce, dans un casque audio qui les isolent des autres salariés, les tâches à effectuer²¹⁶. La condition moderne du travailleur prolétarisé à l'ère du numérique transforme l'homme en simple extension d'une machine privé de toute marge de manœuvre. A titre de comparaison, au sein des Chantiers Navals, il existait une pratique courante et tolérée par la direction pour que les ouvriers améliorent leur quotidien, surnommée « la bricole²¹⁷ ». Il s'agissait

214A propos des mobilisations collectives des travailleurs précaires et les difficultés à s'organiser : Magali Boumaza, Emmanuel Pierru, « Des mouvements de précaires à l'unification d'une cause », *Sociétés contemporaines*, 2007/1 (n° 65), p. 7-25.

215Alain Touraine, *Mouvements sociaux d'aujourd'hui: acteurs et analystes : Colloque de Cerisy-la-Salle, 1979*, Les Éditions Ouvrières, Collection Politique Sociale, 1982.

216Voir à ce sujet : Carlotta Benvegnú, et David Gaborieau. « Produire le flux. L'entrepôt comme prolongement d'un monde industriel sous une forme logistique », *Savoir/Agir*, vol. 39, no. 1, 2017, pp. 66-72.

217 La pratique est définie dans le cadre de l'exposition de la *Maison des Hommes et des Technique*, « Vivre, travailler,

pour les ouvriers de pouvoir se fabriquer, y compris sur leur temps de travail, des objets avec de la matière première récupérée au sein même des ateliers, des droits implicites aujourd'hui imaginables dans le cadre d'entreprises qui privilégient l'optimisation économique maximale. La perte d'autonomie opérée par cette rationalisation du travail s'accompagne d'une perte de sens. Cette désagrégation est exprimée par les anciens de la navale, qu'il s'agisse de Jean Relet – « le produit en lui-même est quelque chose, une unité c'est toujours spécial, ça suscite de la fierté » – ou des témoignages affichés à la *Maison des Science de l'Homme* – « moi ce que je regrette le plus, c'était cette solidarité, cette chaîne de copains. On était près les uns des autres et puis on venait travailler avec une certaine fierté²¹⁸ ». La fin des Chantiers marque la disparition d'un secteur employant des hommes fiers de leur travail et liés à leurs camarades. Théodor Adorno écrivait déjà en 1974 : « A la suite de la rationalisation des modes de travail, l'élimination des qualités, leur conversion en fonctions, passe de la sphère scientifique à la sphère du vécu et tend à rapprocher les peuples de l'état des batraciens²¹⁹. » Une analyse du monde du travail qu'il convient de penser en terme d'aménagement de l'espace urbain et d'ethnographie des présences sociales dans la ville, alors que les espaces industriels et les lieux d'organisation des travailleurs – tels que la Bourse du Travail – s'effacent progressivement du paysage nantais.

militer, histoire sociale de la navale, 1881-1987 », 16 septembre 2017 au 21 octobre 2018.

218 Témoignage affiché à la *Maison des Hommes et des Techniques* dans le cadre de l'exposition temporaire du 16 septembre 2017 au 21 octobre 2018 : « Vivre, travailler, militer, histoire sociale de la navale, 1881-1987 ».

219Theodor Adorno, Max Horkheimer, *La dialectique de la raison*, Gallimard, 1974, p. 52.

PARTIE II – Métamorphose urbaine en métropole socialiste

« A Nantes, tous ces logements qu'on construit, qui a les moyens d'y habiter ? Demain, pour qui voteront ces nouveaux Nantais ?²²⁰ »

Alain Chénard, ancien maire socialiste de Nantes, 2011.

A – Désiré Colombe, perspectives d'acteurs du projet. Un laboratoire urbain de la métropole du futur ?

Dans un premier temps, nous avons proposé une mise en perspective historique de l'espace étudié et de l'évolution de son environnement urbain au cours du siècle passé. Au-delà d'une stricte analyse diachronique d'un espace en mutation, il s'agit de saisir les mécanismes politiques, sociaux, économiques qui président à un aménagement d'ampleur tel que celui en cours dans les rues Arsène Leloup et Désiré Colombe, ce qui détermine la transformation d'un patrimoine social et festif en ensemble immobilier, associatif et tertiaire. Pour essayer de comprendre ces enjeux, intéressons nous aux perspectives énoncées par les décideurs du projet, et en particulier au discours des élus et des techniciens métropolitains. Pour réaliser cet objectif, nous combinerons des séquences d'observations – participatives ou non – à un entretien ethnographique avec une chargée de projet de *Nantes Métropole Aménagement* engagée sur les opérations de Désiré Colombe.

1- Prospectives nantaises : une soirée à la tour Bretagne

Le 25 février 2016, une conférence est organisée dans les locaux du CCO – le *Centre de Communication de l'Ouest*, chargé d'animer les réseaux de décideurs nantais – situés au premier étage de la tour Bretagne. Un couloir feutré mène à un salon impeccable qui accueille les échanges de la soirée. Le thème des discussions est ainsi formulé : *Présentation du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, venez débattre de l'aménagement de votre territoire de vie*. Animée par Pascal Pras, – le vice-président de Nantes Métropole chargé de l'urbanisme, du foncier et de l'habitat – la soirée a pour objectif de présenter les contributions citoyennes et l'enquête participative réalisée en vue du futur Plan Local d'Urbanisme Métropolitain – *PLUM* –, avant le démarrage des réunions publiques communales. Une sorte de bilan d'étape, d'avant-première aux consultations avec les élus de l'agglomération après un premier temps réservé à la « co-construction » du plan. Il s'agit de faire le bilan des « concertations citoyennes ». Pascal Pras

220Place Publique, revue urbaine #30, novembre/décembre 2011.

entame sa présentation en évoquant le projet d'aménagement et de développement durable de la ville : « 2015 a été une année de concertation pour le PADD [*Projet d'Aménagement et de Développement Durable*] » – le séminaire politique de restitution a eu lieu la veille. L'élu liste les points du projet de PLUM : la territorialisation, le décret du 29 décembre pour « aller d'un urbanisme réglementaire à un urbanisme du projet ». La formule rappelle les travaux menés par Gilles Pinson sur plusieurs aires métropolitaines pour cerner la nouvelle gestion politique des grandes agglomérations : aujourd'hui, il s'agit pour les décideurs de « gouverner par projet²²¹ ». L'orateur évoque la méthode d'enquête basée sur la « démocratie participative » et les ateliers menés avec les citoyens dans vingt-quatre communes de la métropole, puis les grands axes : en commençant par un travail d'évaluation environnementale sur l'impact du PLUM avec l'inventaire des zones humides. Il résume ainsi les échéances à venir :

Un temps de concertation s'ouvre en 2016. Il y aura une validation en juin 2017 puis d'autres consultations et enfin l'adoption du PLUM en octobre 2018. Vingt-quatre réunions publiques sont prévues entre avril et mai. Vingt-quatre débats en conseils municipaux. Puis l'adoption finale en conseil métropolitain.

Pascal Pras insiste sur la « volonté de construction du bien vivre ensemble », la « volonté de solidarité, de partage » qui vise à construire une « ville de la solidarité, une ville pour tous ». Les trois orientations de la présentation sont ainsi énumérées :

- 1-Organiser le territoire pour le développement économique : 60 000 emplois nouveaux sur le territoire d'ici 2030.
- 2- Transition énergétique et écologique. Préserver les espaces naturels et agricoles du territoire, préserver les réserves en eau.
- 3- Attractivité et rayonnement. Il faut un territoire attractif, porteur d'une qualité de vie.

Après la projection d'un film présentant à partir d'images de synthèse aux couleurs vives les représentations de la métropole de demain et les opérations de « co-construction » mises en œuvre, l'élu revient sur la méthode utilisée : une « concertation au niveau des pôles de proximité » qui constitue un « travail de participation sans précédent, avec quatre-vingts réunions thématiques et ateliers, [auxquels] 1100 personnes ont participé ». L'opération est accompagnée d'un volet numérique, avec « des registres et propositions sur internet qui ont recueilli 3200 contributions ». Soit environ une contribution pour 300 habitants de l'agglomération. Sur le plan formel, la soirée se revendique publique et participative mais l'intervention est ponctuée de sigles techniques qui s'enchaînent rapidement sans être explicités, difficilement compréhensibles pour le profane :

221 Gilles Pinson, *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2009.

EPCI²²², ALUR²²³, PLH²²⁴, PDU²²⁵, OPAH²²⁶... L'accès aux échanges présente donc un coût d'entrée social et intellectuel : il faut disposer de ressources linguistiques dans le domaine des politiques publiques et de l'urbanisme pour pouvoir appréhender pleinement la présentation des débats. Pour reprendre Pierre Bourdieu, le vocabulaire mobilisé dans ces ateliers participatifs relève davantage de la niche sémantique que de « communisme linguistique²²⁷ » : le registre est celui d'experts de la question, une langue par définition exclusive, inaccessible aux néophytes, à celles et ceux qui ne maîtrisent pas les notions « légitimes ».

En septembre 2017, le Conseil de Développement de Nantes Métropole – un organe indépendant institué par Jean-Marc Ayrault en 1996 – publie un document intitulé *La Métropole, la nouvelle frontière démocratique*, qui interroge la gouvernance à l'échelle nantaise et questionne les logiques de co-construction, présentées comme étant confisquées par les experts technocratiques. Évoquant « une offre participative foisonnante mais peu claire²²⁸ », les auteurs décrivent le paradoxe d'une « multiplication des outils censés canaliser et valoriser cette expression "citoyenne" [qui] n'a pas toujours permis d'endiguer la défiance vis à vis des institutions, laquelle a progressé parallèlement à l'offre de participation²²⁹ ». Le document pointe également l'émergence d'une nouvelle typologie de citoyens spécialistes de l'implication dans les dispositifs de gouvernance dite participative :

le risque existe d'une certaine "professionnalisation" des citoyens qui participent. En effet, ceux qui ne s'impliquent pas ou peu sont toujours les mêmes et ceux qui participent habituellement finissent par acquérir une connaissance des réseaux et des *modus operandi* pour faire avancer leurs idées²³⁰.

Le Conseil de Développement de Nantes Métropole dénonce enfin sur le plan linguistique le recours à un « registre technico-politique » qui constituerait une « novlangue issue de la communication et du marketing politique » et contribuerait « souvent à la méfiance et l'éloignement des citoyens vis-à-vis des décideurs tant elle renvoie à un entre-soi technocratique éloigné du vécu et du langage ordinaire », avant de proposer sans ambages de « sortir d'une langue de bois

222Établissement public de coopération intercommunale.

223Loi sur l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové.

224Programme local de l'habitat.

225Plan de déplacements urbains.

226Opérations programmées d'Amélioration de l'Habitat.

227Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire : L'économie des échanges linguistiques*, Fayard, 1982.

228*La Métropole, La nouvelle frontière démocratique ? Réflexions et propositions du Conseil de développement pour une "citoyenneté" métropolitaine*, Conseil de développement de Nantes métropole, Septembre 2017, p. 23.

229Ibid., p. 23.

230Ibid., p.23.

métropolitaine contre-productive²³¹ ». Ce rapport témoigne à la fois d'une reconnaissance par les experts eux-même des failles des dispositifs participatifs, mais démontre également que les municipalités recourant à ces modes de consultations cherchent à les orienter et ne sont pas dupes de leur insuffisante représentativité.

Revenons à la soirée de présentation du PLUM. Pascal Pras livre ensuite les perspectives urbaines de l'équipe qui dirige la métropole. Il insiste sur la notion de *mixité* qu'il estime nécessaire dans la ville : « mixité sociale, on retrouve des ouvriers mais aussi des cadres. Mixité de fonction, avec une proximité des services ». Le concept de mixité – étymologiquement de « *miscēo* », mêler, mélanger – se trouve ici souligné par une anaphore rhétorique qui trahit la polysémie du mot, le vice-président de Nantes Métropole utilisant le terme aussi bien pour désigner les caractéristiques sociales hétérogènes des habitants de l'agglomération que les usages variés des équipements mis en œuvre par la municipalité. La mixité sociale est progressivement devenue un slogan politique incontournable des politiques publiques de la ville depuis la mise en place de la Loi SRU²³² sur le logement social, en l'an 2000. En réalité, 70% des habitants de Nantes sont éligibles aux logements sociaux, il ne s'agit donc pas, – ou pas uniquement – en ce qui concerne l'attribution de ces habitats, d'un critère de pauvreté lié aux revenus mais d'une multiplicité de facteurs parfois opaques²³³.

Renaud Epstein et Thomas Kirszbaum relèvent à ce sujet « le manque de consistance scientifique de la notion de mixité, dont le contenu positif n'a jamais été explicité par les textes officiels au-delà de formules générales », la mixité étant « définie en négatif, comme l'absence de « déséquilibre » ou de « concentration »²³⁴ », et s'interrogent sur la pertinence des injonctions politiques à la mixité résidentielle :

[...] est-il raisonnable de chercher à construire des logements sociaux dans des communes huppées, sachant que le coût de la construction y est beaucoup plus élevé et que les populations logées devront supporter les loyers correspondants et le coût de la vie locale ? [...] il n'existe pas de corrélation entre catégories d'habitat et types d'occupation sociale [...] Par un effet involontaire, les HLM construits dans des communes aisées pourraient se voir occupés en priorité par des habitants eux-mêmes relativement aisés, sans que la distribution spatiale des populations s'en trouve affectée²³⁵.

231 *Ibid.*, p.49.

232 Loi Relative à la Solidarité et au Renouveau Urbains, qui prévoit que chaque commune propose au moins 20% de logement social sur son territoire.

233 Les polémiques récurrentes autour de l'attribution de logements sociaux à des élus aux revenus confortables, par exemple en 2013 des adjoints à la mairie de Paris, ou en 2017 une représentante de la France Insoumise, témoignent de ces difficultés.

234 Renaud Epstein et Thomas Kirszbaum, « L'enjeu de la mixité sociale dans les politiques urbaines », *Regards sur l'actualité*, avril 2003.

235 *Ibid.*

L'économiste Selod Harris souligne pour sa part le caractère nébuleux du concept de mixité qui consisterait à « mêler à la fois les générations jeunes et plus âgées, les cadres et les ouvriers, les riches et les moins riches, les Français et les étrangers, le terme “social” étant suffisamment flou pour couvrir toutes ces dimensions ²³⁶», et s'interroge sur le sens de mesures politiques consistant à « faire cohabiter des très riches et des très pauvres alors que le coût d'une coexistence spatiale de ces deux groupes peut être très élevé ?²³⁷ ». En effet, fondamentalement, les politiques publiques visant à faire cohabiter des ménages possédant des ressources inégales n'a pas vocation à résoudre les injustices sociales, mais plutôt à diluer la pauvreté dans l'espace urbain. La question de la « spatialisation des problèmes sociaux » est également traitée par Sylvie Tissot et Franck Poupeau qui relie ces processus à l'évolution des conceptions politiques à gauche, notamment par « l'abandon du paradigme marxiste, [la] recomposition idéologique autour de nouveaux mots d'ordre moins conflictuels, inspirés pour certains de la vague critique de Mai 68 (participation, citoyenneté, société civile, modernisation, proximité ou encore mixité sociale)²³⁸ ». Les sociologues expliquent enfin que « les politiques de logement et les politiques urbaines sont également construites sur un certain déni des ressorts structurels de la pauvreté²³⁹. »

[...] penser et administrer la pauvreté à partir des questions de « mixité sociale », de « ghettos » et de « quartiers sensibles » ne comporte pas seulement le risque d'occulter les mécanismes de domination, que celle-ci soit économique, sociale ou raciste. Alors que les classes populaires sont soumises aux effets des transformations du marché du travail, du système scolaire et de l'habitat (chômage et précarisation, relégation scolaire dans un contexte de massification, stigmatisation de sa fraction issue de l'immigration), cette occultation pose les bases d'un regard misérabiliste²⁴⁰.

Inscrite dans le même champs académique, la sociologue Anne Clerval analyse l'injonction à la « mixité sociale » comme une oblitération de la lutte des classes²⁴¹ et voit dans la politique qu'elle observe chez les élus socialistes de Paris une « politique destinée aux classes moyennes. »

Le discours politique analysé par la sociologue chez les élus de la capitale trouve un écho à Nantes. Il est repris et mis en avant par les édiles locaux. Dans un article de *Ouest-France* intitulé « Des HLM dans le quartier chic, près du Musée²⁴² », Pascale Chiron, adjointe nantaise au logement

236 Harris Selod, « La mixité sociale : le point de vue des sciences économiques. Les gagnants et les perdants de la ségrégation », *Informations sociales*, 2005/5 (n° 125), p. 28-35.

237 *Ibid.*

238 Sylvie Tissot, Franck Poupeau, « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/4 (n° 159), p. 4-9.

239 *Ibid.*

240 *Ibid.*

241 Anne Clerval, « À Paris, le discours sur la mixité sociale a remplacé la lutte des classes », *L'Humanité*, 18 octobre 2013 .

242« Des HLM dans le quartier chic, près du musée », *Ouest-France*, 19-20 mars 2016.

social, évoque à propos de Désiré Colombe un projet « emblématique » et y voit la « preuve en acte que les HLM ne sont plus des appartements *low cost* relégués dans les lointaines périphéries des agglomérations²⁴³ ». Le géographe parisien Matthieu Giroud voyait également dans les prescriptions politiques concernant la « mixité sociale » un corollaire de la gentrification et d'une nouvelle forme de contrôle social. Prenant l'exemple des politiques urbaines mises en œuvre par la gauche à Grenoble dans les années 1990, il évoquait la mise en place de « laboratoires de la mixité sociale²⁴⁴ » dans des quartiers ouvriers en cours de gentrification, avec l'implantation de logements sociaux, l'aménagement des espaces publics « mais aussi dans la diffusion de nombreuses représentations socio-spatiales à partir d'une multitude de supports (expositions, discours publics, publications locales²⁴⁵) », comme une politique de rupture avec la municipalité RPR. Le chercheur évoquait un nouveau discours sur le quartier écrit par les aménageurs impliquant « non seulement une esthétisation sélective des traces²⁴⁶ » laissées par le passé ouvrier du territoire

Mais surtout une extrême simplification des multiples formes de relations sociales qui ont fait le quartier depuis sa formation. Oppositions, conflits, luttes, controverses, investissements en demi-teintes, jeux de distances et de proximités, toutes ces formes qui font la vie de quartier apparaissent édulcorées dans le cadre de cette réinterprétation politique de la mémoire collective locale.²⁴⁷

L'auteur cite les sociologue et géographe Patrick Simon et Jean-Pierre Lévy : « l'insistance à promouvoir la mixité renvoie à une lecture idéalisée et totalitaire de la ville où "l'équilibre" viendrait ordonner le produit de l'histoire urbaine et des luttes sociales²⁴⁸. » Les notions de *mixité* et d'*équilibre* seraient donc un nouvel argument gestionnaire, organisant la répartition des habitants dans la ville, qui viendrait masquer la fin des politiques de luttes réelles contre les inégalités sociales. De même, on peut voir l'implantation de logements sociaux dans l'ensemble immobilier haut-de-gamme Désiré Colombe comme une forme de contrepartie politique aux aménagements de standing imaginés dans l'ancien espace festif et ouvrier. Lors d'un entretien ethnographique, Soazig Duchêne, la chargée d'opération à Nantes Métropole Aménagement évoquera à son tour une logique « d'équilibre » quant à ce chantier. Nous y reviendrons.

243Ibid.

244Matthieu Giroud, « Mixité, contrôle social et gentrification », dans *La Vie des idées*, 3 novembre 2015.

245Ibid.

246Ibid.

247Ibid.

248Patrick Simon, Jean-Pierre Lévy, « Questions sociologiques et politiques sur la mixité sociale », dans *Contretemps*, 2005, n° 13, p. 88.

Assurer la puissance de Nantes : accroître la démographique, agrandir la métropole

La soirée organisée par la Métropole au CCO se poursuit sur la question de l'étalement urbain. Pascal Pras prend l'exemple de la zone commerciale de Saint-Herblain : « sur ce territoire bien irrigué par les transports, il faut faire d'Atlantis une centralité qui attire les habitants », c'est-à-dire continuer à urbaniser les alentours du plus grand pôle marchand de l'Ouest – créé en 1987 au milieu des champs et aujourd'hui situé en bordure du périphérique –, jusqu'au centre de la commune de Saint-Herblain voire au-delà. L'objectif d'accroissement de la population de la métropole est affirmé à plusieurs reprises : « Il faut franchir le cap des 6000 logements neufs par an, cap à tenir jusqu'en 2030. » Les ambitions sont chiffrées, et elles sont conséquentes.

Il faut accueillir entre 75 000 et 100 000 habitants d'ici 2030. Pour avoir un nouvel habitant, on construit 2 nouveaux logements à cause du desserrement des ménages. Le taux d'occupation des logements décroît. L'objectif est aussi de produire 2000 logements locatifs sociaux. En janvier 2015, il manque 11 000 logements sociaux.

Selon l'intervenant, Nantes et son agglomération doivent concentrer les services, les richesses et la démographie : « Le territoire doit être en capacité d'accueillir les entreprises et de loger les habitants passés et futurs. » A ce stade, Pascal Pras précise que le projet de Plan Local d'Urbanisme « s'est enrichi des propositions du Club Immobilier Nantes Atlantique, de la CCI, de la Chambre d'Agriculture », avant de projeter un diaporama avec des schémas. Sur le plan environnemental, l'élu revient à plusieurs reprises sur la formule de la maire de Nantes : il s'agit de « construire la métropole dans son jardin » et de créer des « forêts urbaines ». Sont également affichés des objectifs de densification de la ville : « rédui[re] de 50% notre rythme de consommation d'espace naturel ». Évoquant des « injonctions contradictoires », Pascal Pras rappelle que ces objectifs ne doivent pas entraver le « rayonnement économique du pôle structurant Nantes/Saint-Nazaire » dont le projet « d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est un élément du SCOT²⁴⁹ ». Vient ensuite un moment d'échange avec un public, relativement homogène, qui compte quelques dizaines de participants dont la moyenne d'âge avoisine les cinquante ans. Pascal Pras connaît certains participants qu'il désigne par leur nom, d'autres pas. Les intervenants sont la plupart du temps des experts ou des responsables associatifs qui interviennent pour évoquer des domaines techniques, par exemple le vice président du CODERPA – Comité Départemental des Retraités et Personnes Âgées de Loire-Atlantique –, le président de l'ANEF – association nantaise éco-conception fluvio-maritime – ou une intervention d'un représentant de la chambre d'agriculture.

²⁴⁹Schéma de Cohérence Territoriale, un document d'urbanisme inter-communal définissant un projet visant à mettre en cohérence des politiques économiques et urbaines.

Le 2 octobre 2017, les nouvelles règles d'urbanisme sont présentées au Centre des Expositions de Nantes Métropole. Il s'agit de la dernière étape du Plan Local d'Urbanisme Métropolitain – dont les grands axes : « aménager la Loire, préserver les paysages, renforcer l'efficacité énergétique et conforter le commerce²⁵⁰ », sont rappelés dans le magazine d'information municipal – pour une entrée en vigueur prévue le 1er janvier 2019. L'observation de la soirée de février 2016 aura donc permis de saisir l'approche politique des décideurs de la métropole : une politique volontariste destinée à faire croître la population de l'agglomération en encourageant des séries de grands chantiers immobiliers. Depuis 10 ans, la construction de logements neufs explose dans la métropole qui compte par ailleurs 17 000 logements vacants. Il suffit d'arpenter l'île de Nantes, avec et ses forêts de grues et ses bétonnières, la route de Vannes et ses pavillons qui disparaissent les uns après les autres pour laisser place à des appartements ou le nouveau quartier flambant neuf Euronantes Gare – 2000 logements « haute qualité en bord de Loire²⁵¹ » et « un centre d'affaire européen – situé entre Malakoff et la gare, avec ses immeubles de quinze étages qui se succèdent le long des grandes artères, pour s'en apercevoir : la construction est en plein essor. « La production de logement a triplé en dix ans²⁵² » explique un quotidien local, qui interroge le géographe Martin Vannier, chercheur à Grenoble et auteur de recherches sur la périurbanisation et la métropolisation.

Le terrain nantais fait partie des trois, quatre places qui enregistrent une importante croissance du volume des logements neufs. [...] A Nantes, la production de logements est prise dans un élément urbain métropolitain, avec l'île de Nantes très emblématique, mais pas seulement²⁵³.

L'Observatoire du logement neuf de la Région Pays de la Loire chiffre cette augmentation : la production de logements neufs vendus sur la métropole « est passée de 1500 en 2008 à 4200 cette année [2016] ». Une logique immobilière expansive que l'on peut relier à l'évolution paradigmatique des politiques économiques contemporaines. Dans les années 1980, la présidence Reagan met en œuvre aux États-Unis la « politique de l'offre ». Opposée à la politique de la demande – l'État redistribue des richesses pour stimuler le pouvoir d'achat et la croissance – cette politique libérale vise à donner plus de marge de manœuvre aux acteurs économiques pour leur permettre de produire mieux et moins cher. Les partisans de ces politiques partent du principe que c'est l'offre qui crée la demande, et non l'inverse. Le gouvernement Hollande fait sienne la

250 *Nantes Passion, le magazine de la ville de Nantes*, septembre 2017, p.15.

251 *EuroNantesGare, un quartier d'avenir au cœur de Nantes*, brochure, Nantes Métropole Aménagement, Nantes Métropole.

252 « Le logement neuf en pleine croissance », *Presse-Océan*, 28 septembre 2017.

253 *Ibid.*

« politique de l'offre » à partir de 2014, avec les baisses de charges aux entreprises et la libéralisation du marché du travail. En encourageant la construction pour stimuler la croissance économique de la métropole nantaise – le secteur immobilier reste un acteur central dans la dynamique économique d'une ville – et en fixant un cap de « 6000 logements neufs par an » et de « 100 000 nouveaux habitants d'ici 2030 », les élus nantais ajustent à leur tour une logique de l'offre au secteur immobilier de la ville.

2- Hautes technologies et co-construction : les perspectives urbaines de Nantes Métropole Aménagement

C'est par une fin d'après midi du mois de juin que je me rends aux bureaux de Nantes Métropole Aménagement, société en charge du projet Désiré Colombe, qui se situe dans un vaste bâtiment du Champ de Mars, juste en face du Lieu Unique, à proximité des locaux du Voyage à Nantes. Un quartier gentrifié au cours de la décennie 1990, profondément remodelé et parsemé de nouvelles réalisations immobilières, avec notamment l'ancien stade emblématique Marcel Saupin – transformé en ensemble comprenant des bureaux, un restaurant, les locaux de la Maison des Sciences de l'Homme et l'Institut d'études avancées, entre 2006 et 2009 –, les sièges neufs et monumentaux aux façades vitrées de plusieurs grandes banques et la Cité des Congrès inaugurée en 1992. En arrivant depuis le quai Baco, on peut croiser un important dispositif de mobilier anti-SDF, composé de blocs de granite de hauteurs inégales répartis sous un porche pour empêcher la position assise ou allongée. Soazig Duchêne, chargée d'opérations à Nantes Métropole Aménagement, me reçoit dans une salle lumineuse. Son service, rattaché à la Métropole, se décrit comme une entreprise « au service du projet urbain [...] pour concilier construction de nouveaux logements et qualité de vie, désir de mobilité et enjeux environnementaux, maintien et développement de l'emploi²⁵⁴», et sert d'interface entre acteurs privés et publics pour faciliter l'aménagement de la ville. Elle m'accorde un échange consistant mené dans un registre accessible – contrastant avec le vocabulaire employé lors de la soirée organisée précédemment au CCO par la Métropole.

Je suis responsable d'opération à Nantes Métropole aménagement, nous sommes la SPL [*Société Publique Locale*] de la ville de Nantes et de la métropole. On est une société à la fois publique, chargée de mettre en mouvement les intérêts des acteurs privés dans un soucis d'intérêt général. On fait à la fois des opérations d'aménagement, de construction et puis de gestion immobilière. On est une structure autonome, privée, avec comme actionnaire principal Nantes Métropole.

Originaire de Chateaubriand, architecte de formation, Soazig Duchêne a passé un Diplôme d'études supérieures spécialisées en maîtrise d'ouvrage urbain à Rennes, et travaille en agence d'architecture

254<http://www.nantes-amenagement.fr/> [consulté le 15 septembre 2017].

et d'urbanisme. Elle a effectué son stage de DESS à Nantes Métropole Aménagement. A la fin de ses études elle a travaillé en agence avant d'intégrer, il y a plus de dix ans, la Société Publique Locale. En tant que chargée d'opération, elle œuvre à la construction du siège de Nantes Métropole face à la cité des Congrès.

A l'époque on était encore une SEM [*Société d'Économie Mixte*], c'était une opération privée. On a construit avec les fonds propres de la société avec un enjeu fort en termes de délais et de coûts. C'était une belle opération pour démarrer. Ça a été livré en 2004.

Elle mène également à bien successivement le projet d'extension de la mairie de Chantenay avec le cabinet d'architectes Barré-Lambot – également maître d'œuvre d'ensembles d'habitats et de bureaux dans le nouveau quartier Euronantes, d'un complexe sur l'île de Nantes ou du terrain de jeu Feydball accolé au carré Feydeau –, un projet d'extension d'un immeuble dans le quartier Bellevue, « un pôle associatif, un projet intéressant », le projet de transformation sur le site du stade Marcel Saupin, « un grand projet urbain avec l'Institut d'études avancées et la restauration de la tribune ». Avant le projet Désiré Colombe, elle a contribué également à la construction du *Hub Créatic* – un vaste bâtiment jaune propriété de Nantes Aménagement, accolé à Polytech Nantes et à l'école de design Nantes Atlantique, présenté comme un « incubateur d'entreprises [*et*] un lieu d'échanges et de fertilisation croisée²⁵⁵ » avec l'agence d'architectes qui a aussi bâti Stéréolux. « Il s'agit d'une pépinière d'entreprises ». Au niveau de la méthodologie, Soizig Duchêne procède comme toute structure privée en soumettant les projets à concurrence, avec des concours de maîtrise d'œuvre et des consultations. Elle a mis en place le projet Désiré Colombe à la suite d'une décennie de tergiversations et de projets inaboutis concernant les différents bâtiments qui composent ce vaste espace.

Désiré Colombe, c'est un site sur lequel on a commencé à réfléchir en 2010 et surtout 2011. La Bourse du Travail a fermé en 2001, Mauduit en 2002, il était un peu occupé par des assocés en transitoire. Il y avait eu beaucoup d'études de la ville sur ce sujet mais de façon cloisonnée. Il y avait même eu un premier permis sur Mauduit qui n'avait pas abouti. Un projet dit de *renovation* dans la presse mais en fait, quand on regardait le permis, ils avaient prévu de démolir Mauduit [...] pour ensuite le reconstruire en place, avec un grand parking qui avait fait peur aux habitants. Une association de riverains s'était montée à l'époque, en 2004, et il y avait eu abandon du premier projet. Et à côté de ça il y avait aussi des projets de restauration de la Bourse pour un pôle associatif, mais uniquement la partie Bourse et tout ce qui était Livet était démolit pour un programme immobilier. Mais tout ça était très contraint [...] en travaillant comme ça de façon cloisonnée, il y avait des impasses. Quand on a regardé le projet, nous, on a voulu le prendre dans sa globalité et lancer un concours sur l'ensemble du périmètre du site.

255 Voir <http://www.nantes.fr/home/jouons-collectif/creez-votre-projet-a-nantes/entreprises/hub-creatic.html> [consulté le 26 septembre 2017.]

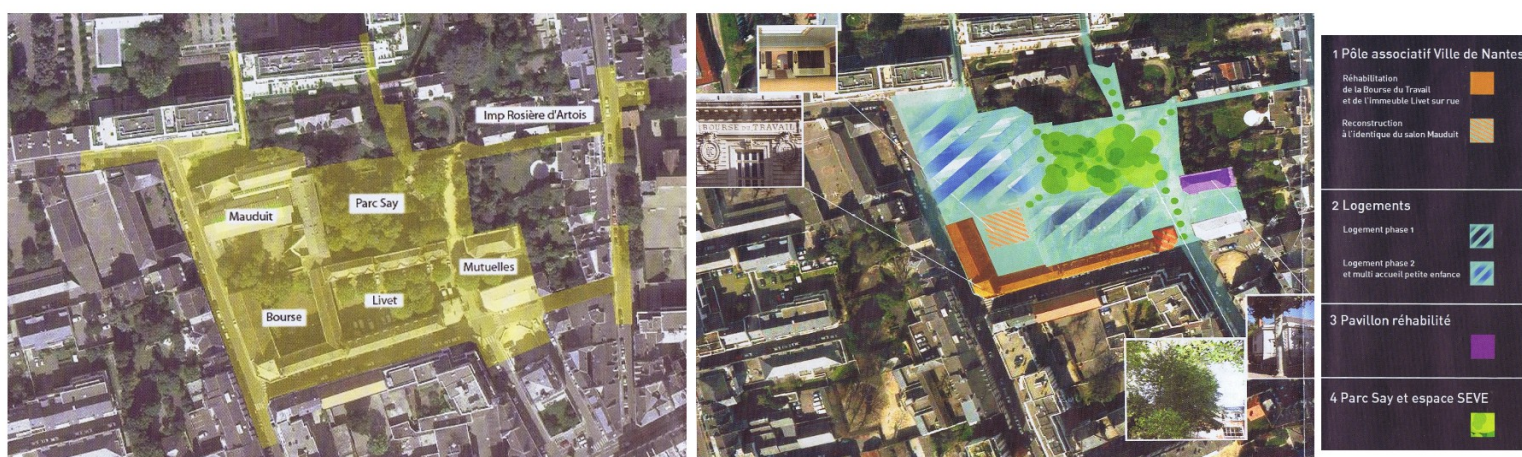
Mutation des usages : la fin d'un espace festif

La ville réclame la conservation d'un pôle associatif, et Nantes Métropole Aménagement pense alors à modifier l'emplacement, la morphologie et les usages des anciens salons Mauduit. Soazig Duchêne ajoute à ce propos :

A partir du moment où il fallait démolir Mauduit, l'idée qu'on avait était de le faire glisser vers le pôle associatif pour faire une mutualisation d'usages, que le salon Mauduit participe au pôle associatif et permette de retrouver de la surface pour le logement. [...] Et puis on demandait dans le programme un nouveau salon Mauduit ... Après à charge des équipes de voir où le mettre, on était assez libres et ouverts dans le cadre du concours.

Sur le plan technique, le projet retenu prévoit que les salons se situent sous la cour attenante aux habitations. Ils se trouveront donc sous le niveau du sol, avec un accès de plain-pied depuis la rue Arsène Leloup. « Ce dispositif permet de gérer par une toiture épaisse toutes les suggestions d'acoustique qui posaient problème vis à vis du quartier. » Sur le plan des usages, Soazig Duchêne évoque une rupture importante justifiée par la mutation du quartier environnant et de ses habitants.

[Le salon] continuera à avoir une vocation de réunion, de forum pour les associations en place, les événements institutionnels, les événements associatifs, les fêtes d'écoles et autres. Après, les tonus étudiants qu'il y avait avant n'ont pas vocation à revenir dans un site comme ça, très proche. On est dans un usage de centre ville, apaisé, on doit jongler avec ces façons de vivre. Pareil les mariages, c'est pas approprié. [...] On pourra y accueillir [pour des repas] 250 personnes, et assises 350 donc ça fait une belle salle, une salle atypique.



Appréhender la mutation. Panorama de l'espace avant le début des travaux – à gauche – et tel qu'il est conçu par les aménageurs – à droite. A l'emplacement des anciens salons Mauduit, un ensemble résidentiel. Les nouveaux salons sont déplacés, et situés sous la cour de l'ancienne Bourse du Travail. Source : « Cœur de Nantes, Désiré Colombe », journal d'information à destination des habitants, usagers et commerçants du centre-ville, Désiré Colombe cœur de ville, février 2012.

Entre l'ouverture des salons Mauduit au siècle dernier et leur destruction au XXI^e siècle, le bruit est

devenu une donnée importante des politiques publiques urbaines, un facteur de conflit. Pour y répondre, la mairie de Nantes met notamment en œuvre des dispositifs de surveillance et de contrainte autour des bars, des équipes sont chargées de veiller aux nuisances sonores en contrôlant le nombre maximum de décibels autorisés. Dans une enquête menée à Angers, la sociologue Elsa Lafaye de Micheaux évoque l'émergence de conflits de voisinage liés au bruit et décrit les techniques de médiations pour y remédier. Elle cite des membres du cabinets du maire : « Dans le centre-ville, les gens ne supportent pas d'entendre les autres, ils sont intolérants, se plaignent beaucoup de ça car ils [la population plus favorisée] n'ont pas d'autres problèmes plus lourds à régler²⁵⁶. » et pose la question : « bruit intolérable ou intolérance au bruit ? » Dans le cas de Désiré Colombe, situé au cœur d'un quartier particulièrement privilégié du centre-ville, il va de soi pour les concepteurs du nouvel espace que les usages d'anciens salons festifs très fréquentés – mariages, soirées étudiantes, concerts – sont amenés à évoluer pour satisfaire les *exigences* des riverains aisés. A ce titre, les promoteurs du projet avaient d'ailleurs pris soin d'insister dans une brochure de janvier 2016 à l'attention des habitants du quartiers sur le bruit du chantier : « nous allons tout faire pour limiter les nuisances » avec par exemple un « malaxage du béton des toupies en amont plutôt que sur site pour minimiser les nuisances sonores²⁵⁷ ».

La rationalisation spatio-économique des espace associatifs

A travers ces travaux, il s'agit essentiellement d'une opération de rationalisation du parc immobilier dévolu aux associations à l'échelle de la ville dans une optique d'économie des dépenses publiques. Avec ce grand projet, la ville compte redéployer et centraliser des associations qui se situent sur plusieurs autres sites, notamment dans l'hôtel particulier Harouys dans le quartier Guist'hau, « qui fuit de partout », et héberge des associations bretonnes, ou encore celles qui étaient installées dans le site d'Auvours. Proche de la Place Viarme, les jardins et la grande bâtisse du XIX^e siècle appartenant à la ville ont été rachetés et mis en chantier par le promoteur *Kaufman and Broad* pour y construire un programme de logements²⁵⁸. « L'idée c'est de regrouper toutes ces associations dans des espaces plus confortables, plus pérennes et puis conformes en termes de performances énergétiques », mais aussi de réaliser des économies dans le budget de la ville de Nantes _ « quand on mutualise, on mutualise les agents, des locaux, c'est moins coûteux » - car la ville doit faire face depuis plusieurs années à d'importantes difficultés budgétaires qui entraînent

256Elsa Lafaye de Micheaux, « Faire la sourde oreille. Sociologie d'un conflit politique autour du bruit en ville », *Communications*, vol. 90, no. 1, 2012, pp. 109-129, p.116.

257Désiré Colombe, *Info quartier*, Nantes Métropole Aménagement, Ville de Nantes, N°3/janvier 2016 .

258Projet suscitant également protestations et manifestations d'habitants du quartier. Voir « Auvours : 99 logements sur un site emblématique », *Ouest-France*, 14 juin 2014.

une baisse significative de la somme – conséquente – allouée au monde associatif à Nantes²⁵⁹. Cette centralisation permet à la ville de céder une partie de son parc immobilier pour engranger des fonds et réduire ses dépenses. Il est prévu que le site d'Harouys soit vendu, « ce qui pourra dégager des recettes pour la ville qui financeront ce nouveau projet ». Ainsi, un assemblage associatif hétérogène se côtoiera dans l'ancienne Bourse du Travail. Le pôle associatif du futur projet fera cohabiter différentes thématiques, « la cohésion sociale » avec ATD quart Monde²⁶⁰, la LICRA²⁶¹, « d'autres [associations] plus culturelles » avec par exemple Graine d'Europe²⁶², les associations bretonnes, le Photo-Club²⁶³. « Il y aura une belle synergie », conclut Soazig Duchêne

Un projet immobilier onéreux orienté et mis en œuvre par les acteurs privés

Dans une optique de cohérence, Nantes Métropole Aménagement décide de penser simultanément la dimension associative et résidentielle du projet, en associant des acteurs privés à la démarche, décrite par Soazig Duhêne :

On a un mode opératoire particulier, on lance un concours et l'archi réfléchit à la fois sur les logements et sur les équipements publics. Sur les logements nous on est pas opérateurs immobiliers, c'est un boulot, donc on a associé dans le cadre de notre jury de concours des opérateurs immobiliers qu'on avait pré-sélectionnés et qui nous ont dit : « voilà tel projet il tient la route et cet autre pas. » [...] et c'est le projet de l'agence Leibar et Seigneurin qui a été retenu. Aux opérateurs qu'on avait pré-sélectionnés on a demandé : « faites nous une proposition, une offre, et dites nous comment vous avez envie de travailler à partir du projet de l'agence Leibar et Seigneurin. »

Le jury est composé d'élus et d'architectes reconnus, qui se répartissent dans des commissions techniques sur plusieurs thématiques. « Il y a la commission intégration urbaine, une autre sur le coût de construction, une sur la qualité technique avec des ingénieurs, un autre groupe sur la pertinence et la viabilité des logements. » C'est dans ce dernier groupe que le promoteur immobilier ADI donne son avis avec trois autres opérateurs pré-sélectionnés, dont la *Cogedim* – précédemment rencontrée sur le projet d'hôtel de luxe de la Place Aristide Briand²⁶⁴. Le promoteur ADI est finalement retenu, en raison de sa « sensibilité » au projet par Nantes Métropole Aménagement, pour mettre en œuvre les travaux. Soazig Duchêne admet que les prix proposés pour les logements sont élevés :

259« Nantes: La mairie obligée de se serrer la ceinture », *20 Minutes*, 18 décembre 2015.

260*Agir tous pour la dignité – Quart monde*, association d'obédience catholique militant contre la pauvreté dans le monde.

261*Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme*.

262Association fondée en 2004 proposant « une sensibilisation à l'Europe par la culture et la démarche artistique ».

263Association fondée en 1924 pour promouvoir la photographie.

264Pierre Douillard-Lefevre, *De la répression à la récréation, la métamorphose du complexe judiciaire et carcéral de la place Aristide Briand à Nantes. Approche des transformations d'une métropole de province*, mémoire de recherche de Master 1 de sociologie sous la dir. de Marie Charvet, université de Nantes, 2015.

Pour un promoteur normalement on fait du quatorze mètres de large parce que c'est rentable. Ici on est sur du onze ou douze mètres, avec des trames de logements traversants. Ce qui est essentiel sur ce site, de par ses orientations. On a beaucoup de cages d'escaliers. On n'est pas nécessairement... rentables. On a un projet qui coûte cher en construction. On a un enjeu qui est d'équilibrer les recettes publiques, donc on a vendu notre foncier à un prix de centre-ville. Après voilà ADI a fait une sorte *d'équilibre*, il y a effectivement des logements qui sont effectivement vendus très cher sur ce site.

Soazig Duchêne explique néanmoins que Nantes Métropole Aménagement passe, sur certains autres chantiers, des accords avec les promoteurs pour éviter des prix trop élevés : « A EuroNantes, on vend un foncier à assez peu cher et en contrepartie on fixe un engagement sur un prix de sortie. On le fait aussi sur le péri-urbain. Ici ça nous paraissait moins nécessaire. » En ce qui concerne le projet Désiré Colombe, « la qualité architecturale nous semblait vraiment importante, les logements sociaux aussi, mais il fallait un équilibre ». Les futurs appartements sont donc présentés sans complexe par les constructeurs comme des biens haut-de-gamme sur les supports publicitaires diffusés dans la ville. L'emplacement – central ou pas dans la ville – et la dimension patrimoniale d'un espace semble être des critères déterminants dans le rapport de force et le cahier des charges négocié avec le promoteur.

Le rôle des élus : promouvoir le projet auprès des habitants

« Alain Robert, l'élu en urbanisme, a tout de suite adhéré à ce projet », explique mon interlocutrice. En effet, l'adjoint au maire valorise les futures opérations lors de réunions publiques dans le quartier « puisqu'on a associé très en amont les habitants ».

Les élus définissent le programme à la base, ce sont eux qui le défendent en réunion publique, ce sont eux qui le choisissent dans le cadre du jury sur la base des analyses qu'on peut formaliser. Et ensuite, on a des groupes de pilotage. Des groupes techniques avec les services de la métropole et des groupes de pilotages avec les élus qui portent le projet, l'adjoint à l'urbanisme et puis les élus de quartier. Souvent on le fait aux étapes de mise au point des études, on a les esquisses APS²⁶⁵ et puis après on déroule, quand on est revenus au moment du lancement du chantier ils sont là avec nous pour présenter les choses.

Soazig Duchêne insiste sur la dimension participative et le travail de médiation et de présentation effectué par les élus, garants de la légitimité démocratique, face aux habitants.

On essaie de garder ce lien et cet échange avec le quartier, on a fait sur le chantier une réunion avec l'entreprise, les habitants et puis Alain Robert, Catherine Choquet²⁶⁶. Les élus de quartier étaient là. On a fait ça dans le bungalow de

265 Avant-Projet Sommaire, dans lequel l'architecte fournit une description des options retenues pour la construction et une estimation du coût et de la durée des travaux.

266 Conseillère municipale écologiste, adjointe au maire dans le secteur centre-ville.

chantier dans le jardin Say. Les habitants étaient là, la plupart retraités²⁶⁷, ça leur a plu. On a aussi organisé des visites privées dans le chantier [normalement interdit au public] comme ça ils voient l'avancée. Dans les visites on peut pas prendre plus de 15 personnes, généralement c'était complet.

Dans ce quartier central, les riverains ont donc été particulièrement concertés et invités par les pouvoirs publics, qui ont déployé à plusieurs reprises des dispositifs de dialogue en présence d'élus locaux et de visites privilégiées des chantiers tout au long de l'avancée du projet. L'acceptabilité sociale de cette métamorphose dans le quartier paraît être un enjeu important de ce projet, permettant par ailleurs aux pouvoirs publics d'isoler l'association de défense de patrimoine opposée à la démolition des salons. Un membre de cette association, le Forum Nantes Patrimoine raconte : que la « ville a fait en sorte que les riverains autour soutiennent le permis de construire ». Le spécialiste du patrimoine a rencontré le représentant des riverains, qui habite un immeuble neuf face à ce qui sera l'entrée des jardins : « c'était pour une partie les mêmes qui se sont opposés à Dobrée. C'est à dire la bourgeoisie habitant ce secteur là. » Il comprend que « lui son problème c'était la tranquillité du quartier parce que selon lui c'était devenu un quartier invivable [à cause notamment de l'exposition temporaire villa ocupada durant le Voyage à Nantes, qui aurait amené un afflux de visiteurs et d'animation dans le quartier] ». Il n'y a donc pas de convergence objective entre les riverains qui entendent obtenir des garanties concernant leur cadre de vie privilégié – qui seront écoutés par les pouvoirs publics – et les associatifs spécialistes du patrimoine qui cherchent à conserver les Salons Mauduit.

Une attention particulière a donc été accordée aux habitants, due à la fois à l'importance que la ville accorde à ces travaux et à la position sociale dominante de ces riverains pourvus d'importants réseaux et capitaux. Du reste, il est intéressant d'observer le caractère rhéostatique – c'est-à-dire modulable – des dispositifs de concertations en fonction des publics visés. La municipalité a décidé de donner des garanties aux riverains du projet Désiré Colombe pour éteindre de potentielles dissensions. Les mobilisations résidentielles sont également bien différentes en fonction des catégories sociales et de l'espace desquels elles émergent. Dans les quartiers populaires ou dans l'espace périurbain – la « France périphérique²⁶⁸ » –, c'est la revendication de services publics de qualité, de commerces de proximité et de lien social qui prime. Dans un quartier privilégié de centre-ville tel que Désiré Colombe, c'est la tranquillité et le silence qui sont prioritairement réclamés.

267Le quartier est habité en grande partie par une population d'âge mûr bien dotée en capitaux. Du reste, nos observations répétées lors d'ateliers de co-construction animées par les pouvoirs publics attestent d'une moyenne d'âge élevée des participants.

268Christophe Guilluy, *La France périphérique : Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2014.

L'opposition judiciaire

Comme nous l'avons relevé, le permis de construire du projet est contesté par l'association Forum Nantes Patrimoines en 2015. Soazig Duchêne commence par exposer une situation de blocage liée à l'absence de dialogue préalable.

Il y a une direction du patrimoine à la ville de Nantes avec qui on a avancé, il n'y a pas eu de contact de pris avec cette association. On a eu des réunions publiques où il y a eu des échanges, avec surtout les riverains, les associations, les gens proches. On a concerté, on a discuté, on a fait la médiation et cette association-là elle a choisi de ne pas venir et de contester un permis de construire et de ne pas venir discuter. [...]. Ils ont dit qu'on allait enterrer Mauduit, que la structure Mauduit était renforçable, qu'on avait détruit des mosaïques qui n'existaient pas. On s'est retrouvés dans une logique juridique à laquelle on a dû répondre de façon juridique. [...] Ce recours, il y avait des logiques politiques derrière tout ça. [...] Notre façon de faire dans la ville est plus dans des démarches participatives, cette logique de recours elle est dommage.

La procédure par référé auprès de la justice administrative avance vite, et l'association est déboutée une première fois, comme l'explique Soazig Duchêne :

On avait les experts du patrimoine avec nous. Le juge a convenu à partir des rapports de la SOCOTEC²⁶⁹ qu'un hangar construit pour faire du patin à roulettes en 1910 n'était plus restaurable. Ça paraît évident au technicien mais quand on ne connaît pas, on peut douter, et ils ont réussi à mettre le doute dans la presse.

Une autre procédure est lancée, le procès est à nouveau remporté par les tenants du projet. Un nouveau recours au fond est engagé par le Forum Nantes Patrimoines alors que le bâtiment a déjà été démoli, mais qui empêche le début de la construction de logements : « ADI ne pouvait pas vendre, explique Soazig Duchêne, il les a attaqués au TGI²⁷⁰ pour recours abusif. » Une rencontre est finalement organisée dans les locaux de Nantes Métropole Aménagement en septembre 2015 avec les différentes parties. Elle aboutit à la signature d'un protocole, consistant notamment en l'abandon des poursuites judiciaires de part et d'autres. Les travaux démarrent.

Un patrimoine en mouvement perpétuel

Soazig Duchêne développe la vision du patrimoine qui préside à Nantes Métropole Aménagement, celle d'une « ville qui bouge » mais qui doit aussi répondre à des impératifs économiques : « Qu'est ce qu'on transforme, qu'est ce qu'on abandonne ? On peut pas mettre l'argent partout. »

²⁶⁹Prestataire chargé d'évaluer les risques et la qualité dans la construction.

²⁷⁰Tribunal de Grande Instance.

Le patrimoine c'est un mouvement permanent. Quand on regarde, on voit que le salon Mauduit de 1920, 1930, 1947 évolue, il a été transformé, et nous on continue cette transformation, on crée un nouveau lieu. Quand on va l'ouvrir ils [les opposants associatifs] vont être perturbés parce qu'on ne refait pas un pastiche des salons, ce serait absurde. On crée un écrin contemporain dans lequel ces décors ils vont trouver place, un peu anachronique, mais ce nouveau lieu sera magique.

Du reste, notre interlocutrice ouvre de nouvelles pistes de réflexions quant à la valorisation du patrimoine dans le futur espace qui se veut « intelligent » et « connecté ». Ainsi, le numérique ne serait pas uniquement dévolu à l'optimisation de performances énergétiques ou sécuritaires, mais également chargé de permettre une nouvelle manière de mettre en valeur l'histoire d'un édifice transformé.

On réfléchit à travailler sur un mode de médiation, quand on se baladera comment raconter l'histoire passée des lieux ? On réfléchit, avec un *smartphone*, à construire ça, montrer comment le lieu a été en mouvement. Le numérique s'y prête bien. [...] mais on n'en est qu'aux prémisses de ce projet de connectique autour duquel on raconterait l'histoire et ce lieu en mouvement. [...] On a modélisé tout Mauduit. On l'a quand même démolé. Comment est-ce qu'on garde la trace de ce patrimoine ? [...] On a passé un laser, on a tout numérisé.

Ainsi, la question de la mémoire des lieux, loin d'être ignorée par les concepteurs du projet de métamorphose de l'espace Désiré Colombe, connaît une approche renouvelée, basée sur les innovations et la mémoire numérique. Cette proposition soulève des questions sur le nouveau rapport à l'histoire induit par ces technologies à l'orée du XXI^e siècle. Les progrès techniques permettent en effet avec un scanner laser 3D de modéliser l'ensemble d'un bâtiment et de le restituer en trois dimensions sur un écran afin de créer l'illusion d'une visite virtuelle²⁷¹ – voire d'en reconstituer certains éléments en format réduit avec une imprimante 3D. Les potentialités immenses offertes par ces techniques soulèvent de nombreuses questions quant au patrimoine bâti. A l'avenir, chaque édifice ancien sera-t-il scanné avant d'être détruit ? La numérisation pourra-t-elle permettre à certains promoteurs de garantir la pérennité mémorielle d'un espace tout en le détruisant ? La question de la préservation physique de lieux patrimoniaux sera-t-elle dépassée par la possibilité de les numériser ?

En définitive, le projet Désiré Colombe tel qu'il est présenté par Nantes Métropole Aménagement promeut à la fois une forme atypique de mixité sociale – basée sur une *co-habitation* de mondes sociaux antagonistes fondée sur l'implantation de logements sociaux au cœur d'un aménagement très haut de gamme –, la rationalisation des espaces dans la ville – avec la

271 Une opération réalisée notamment en décembre 2006 au musée lapidaire de Saint-Guilhem-le-désert ainsi qu'à Montpellier en avril 2007 avec la numérisation des trois éléments d'un cloître.

centralisation d'associations dispersées sur le territoire –, la sobriété énergétique et la technologie de pointe – avec la mémoire numérique et le logement « intelligent ». Il s'agit d'un projet « durable et contemporain²⁷² » selon les mots d'Alain Robert, en phase avec les politiques métropolitaines de l'époque, axées sur la valorisation systématique des nouvelles technologies informatiques²⁷³.

3- Smart Cities et perspectives d'élus, observation ethnographique d'un débat participatif

Au début du mois d'avril 2017, la Métropole organise un « forum Smart City » à Nantes, en partenariat avec l'entreprise Enedis, la Caisse des Dépôts, le promoteur Icade et le journal *La Tribune*. L'événement est à nouveau l'occasion d'interroger les représentations des décideurs et d'assister à un échange présenté comme ouvert et participatif auquel contribue la maire de Nantes, Johanna Rolland. Mon hypothèse de travail est à la fois de questionner la relation entre les discours valorisant les nouvelles technologies et le projet Désiré Colombe en cours d'achèvement – lui aussi vendu comme innovant et connecté – mais aussi de chercher à saisir une nouvelle fois la vision de techniciens et d'élus sur la métropole de demain, le projet de ville qui s'élabore à travers les nombreux aménagements mis en œuvre. Par son exposition médiatique et l'attention portée par les élus, le projet Désiré Colombe est-il chargé d'incarner la ville que cherchent à élaborer les décideurs ?

Le forum a lieu sur deux jours, avec un premier débat inaugural ouvert à tous le 3 avril au soir au Lieu Unique, suivi le lendemain d'une journée de discussions à la Cité des Congrès où l'entrée n'est pas libre. J'irai donc assister au premier, intitulé : « Quels changements préparent nos métropoles intelligentes ? » La soirée est animée par l'urbaniste franco-colombien Carlos Moreno, également président du Comité Scientifique du forum. Spécialiste des Smart Cities, il intervient régulièrement à Nantes – par exemple en septembre 2015 à l'occasion de l'ouverture de la DigitalWeek ou le 2 juin 2017 à l'Université de Nantes – aux côtés de membres de l'équipe municipale, et fait partie du « Cercle de Johanna Rolland²⁷⁴ » depuis sa rencontre avec la maire de Nantes en 2015 lors d'un forum. « Ils parlent ensemble des nouvelles pratiques urbaines, des villes intelligentes avec l'usage des outils numériques au service des habitants », commente un intervenant. Parmi les invités présents sur scène se trouvent Gilles Berhault, président de la fondation ACIDD – Association Communication et Information pour le Développement Durable –, Carine Dartiguepeyrou, prospectiviste et politologue et Bertier Luyt, directeur Général de Techstars Paris – un réseau d'entrepreneurs qui se présente comme un « accélérateur de start-up ». Avant le

272 *Désiré Colombe, un projet au cœur de Nantes*, Journal de projet N°1, Ville de Nantes, Nantes Métropole, Nantes Métropole Aménagement, octobre 2014.

273 A travers l'obtention du label Métropole French Tech, création et valorisation médiatique de cluster numériques ..

274 « Le cercle de Johanna Rolland », *Presse Océan*, 22 mai 2017.

début des échanges, les chaises sont peu à peu occupées jusqu'à ce que l'auditoire atteigne une cinquantaine de participants. Dans la salle, une majorité d'hommes blancs d'une quarantaine d'années. Le public appartient visiblement aux catégories sociales supérieures, comme en témoignent les tenues – costumes, tailleurs –, et l'interconnaissance semble régner – les spectateurs se saluent entre eux. Certains sont également salués discrètement par les intervenants depuis l'estrade. Au premier rang du public, on retrouve plusieurs poids lourds de la métropole. Jean Blaise, directeur du voyage à Nantes et chargé de la culture depuis 20 ans par la municipalité, mais aussi Pascal Bolo, vice-président de Nantes Métropole, et Francky Trichet, conseiller métropolitain sur les questions numériques. Les intervenants s'installent autour de la maire de Nantes, Johanna Rolland, et de l'animateur de la soirée, Carlos Moreno.

Aux alentours de dix-neuf heures, la salle du Lieu Unique se remplit progressivement. A l'entrée, des dépliants sont distribués aux spectateurs. L'un d'eux, titré « Nantes City Lab » emprunte aux codes graphiques et au lexique du jeu, de l'amusement. La ville de Nantes est représentée avec des dessins aux couleurs vives évoquant un parc d'attraction où l'on distingue entre les éléments symboliques de la ville de Nantes – l'éléphant de Royal de Luxe, un navire et des tours – un grand toboggan écarlate. A l'intérieur du fascicule on trouve le titre suivant : « et si Nantes devenait votre terrain de jeu ? » La présidente de Nantes Métropole décrit en introduction, avec une série de mots clefs sa conception de la métropole de demain : « intelligente, agile, collaborative et sensible ».

Le monde bouge. Il y a une montée des inquiétudes face à ces mutations, mais aussi des vecteurs d'opportunités et de promesses. On est dans une période particulière, le monde d'hier est achevé et le monde de demain n'est pas encore construit²⁷⁵. Je n'aime pas le concept de Smart City au singulier. Il y a des Smart Cities. [...] Il faut associer la verticalité à l'horizontalité. Les métropoles sont le lieu des solutions. [...] Nous faisons cette ouverture du forum ouverte pour que, justement, ce ne soit pas qu'un forum d'experts. À première vue, le débat qui se veut participatif et ouvert aux citoyens nantais semble composé d'un public très homogène socialement et politiquement, composé de proches de l'équipe municipale. En témoigne *l'hexis* des spectateurs, mais aussi une réaction de la salle lorsque Bertier Luyt demande qui sait ce qu'est le mouvement des « makers » – un mouvement né près de la *Silicon Valley* autour de la question des logiciels libres et de l'innovation technologique non propriétaire. Des mains se lèvent. Pour l'intervenant, la technologie est un moyen d'intégration. Carine Dartiguepeyrou prend la parole pour congratuler les élus de la ville : « Nantes fait partie du top des destinations²⁷⁶. » L'intervenante reprend : « On est clairement dans la *cité idéale*. La question c'est plutôt comment on fait durer ça dans 20 ans, dans 30 ans. Avec quelle gouvernance ? » Bertier Luyt relaie avec enthousiasme la parole des gagnants de la globalisation, décrivant une

275Il s'agit d'une paraphrase d'une célèbre formule de l'intellectuel révolutionnaire Antonio Gramsci.

276Une enquête menée par le journal *Les Échos* sortie le jour même explique effectivement que la Cité des Ducs est « la ville préférée des cadres ». Voir aussi : « Nantes Ville préférée des cadres », *Presse-Océan*, 4 avril 2017.

mondialisation heureuse²⁷⁷ où le libre échange est propice à l'innovation :

A Barcelone il y a un quartier qui fait un kilomètre entièrement construit autour du principal *fablab*. Ils ont réussi à fédérer un ensemble d'acteurs dont IKEA. L'avenir c'est de pouvoir concevoir un meuble à Barcelone ou Quimper, et de construire le même modèle au Brésil ou au Mali.

Le rapport entre technologie et urbanisme est évidemment le thème central des échanges, Gilles Berhault évoque l'impact du numérique sur l'évolution du champ politique chez les nouvelles générations :

Les gamins qui créent des villes intelligentes sur Minecraft et SimCity [des jeux vidéos de construction] à 10 ou 11 ans, quand ils seront majeurs, ils vont réclamer des choses totalement nouvelles et différentes aux élus. Ce sera la génération Alpha. On est sur des cohabitations générationnelles complexes.

Alors que chaque intervenant a terminé son allocution, Carlos Moreno donne la parole à Jean Blaise, qui évoque le festival *Les Allumées* organisé dans la première moitié des années 1990 et le Voyage à Nantes, afin de raconter « comment on fait bouger la ville », avant que la présidente de la Métropole n'évoque la nécessité de « faire de nos espaces publics des lieux de partage ». Après quelques questions posées par l'assistance, je m'invite dans le débat pour poser une question directement à la présidente de la métropole, portant sur mon sujet d'étude, le projet Désiré Colombe. Puisque le débat s'y prête, j'en profite pour interroger également les intervenants sur les collectes des données téléphoniques²⁷⁸ à Nantes, une mesure décidée par la métropole au printemps et qui a provoqué des remous dans la presse. Cette question d'actualité me permet par ailleurs de ne pas me focaliser uniquement sur un projet d'aménagement particulier.

Moi : - La métropole de demain s'invente par des projets d'aménagements. Il y a un projet d'aménagement qui m'intéresse particulièrement, c'est le projet Désiré Colombe, qui va transformer l'ancienne Bourse du Travail et les salons Mauduit en complexe immobilier et associatif. J'ai vu que l'habitat serait connecté. Est-ce que ce projet s'inscrit dans la logique d'une métropole connectée ? [Une grande partie de l'assistance se tourne vers moi.] Je voulais aussi vous interroger sur la collecte des données téléphoniques dont on entend beaucoup parler ces jours-ci. Est-ce que ça fait partie du projet de Smart City voulue par les élus ?

Johanna Rolland développe d'abord sur la téléphonie.

- Je vous remercie de soutenir cette question. On a une partie de la réponse, on cherche à mieux connaître les déplacements des habitants. Ces données sont anonymisées. [...] C'est une vraie question. Collectivement, on n'est pas au bout de ce sujet. Est-ce que demain les grandes entreprises ne pourront pas récupérer ce type de données ? Est-ce qu'on peut être garant des données ? C'est une question collective citoyenne, comment être le garant des protections des données. C'est plus une interrogation qu'une réponse mais je suis convaincue que dans les 10 ans qui viennent, c'est un sujet dont on aura forcément à

277Selon la formule d'Alain Minc, *La mondialisation heureuse*, Paris, Plon, 1997.

278« Nantes. L'agglomération a un œil sur vos données téléphoniques », *Presse-Océan*, 23 mars 2017.

reparler.

Carlos Moreno intervient :

- Avant de vous laisser la parole, juste pour compléter, là, c'est un sujet un peu initié à Nantes mais partout où je vais, en permanence dans le monde, c'est au cœur même des premières questions qui sont soulevées quand on a des débats comme celui-ci, et qui est la prolongation du passage à l'open data, l'autre sujet qui émerge c'est la data urbaine. Les citoyens sont producteurs de données, entre le logement, le travail, les loisirs [...] La construction de nouveaux services ne pourra être assurée que quand il y aura une espèce de neutralité sur la manière dont ces data sont lisibles. Quand on voit le poids qu'a pris Airbnb²⁷⁹ ou Uber²⁸⁰, rien que sur la collecte des datas, c'est assez affolant. [...]

La question concernant le projet Désiré Colombe est renvoyée à un des adjoints du premier rang, Franckie Trichet :²⁸¹

- Concernant le projet Désiré Colombe, je pense que c'est le promoteur qui a fait cette démarche, puisqu'en fait, l'ambition – je ne sais plus dans le détail le système domotique qu'il veut mettre en place –, mais *j'espère* que ça s'inscrit dans une démarche de transition écologique en particulier sur l'installation de thermostats intelligents. [...] C'est 30% d'économie quand on met des thermostats intelligents dans les logements, *j'espère* que ce promoteur la s'inscrira dans cette démarche.

Bertier Luyt prend la parole :

- Juste ajouter un mot sur la question du data. Une des manières de faire collaborer le public et le privé, c'est de mettre à disposition les données collectées, à disposition d'entrepreneurs locaux, ou d'ailleurs qui ont des projets pour la ville, c'est une bonne manière... Malheureusement le problème des données françaises – et évidemment le privilège des grands collecteurs de données américains – c'est de pouvoir donner des données qui sont plus complètes et plus qualifiées. Il y a 15 jours [...] on faisait le constat de la pauvreté des données collectées en France, néanmoins elles ont le mérite de l'être, collectées, et si elles sont transmises aux entrepreneurs et aux particuliers qui pourraient avoir des idées de leurs usages et leurs applications, c'est une bonne manière d'assurer la transparence et la pérennité des investissements.

J'en aurai finalement davantage appris sur l'intérêt prononcé des élus locaux pour les technologies numériques pensées comme nouvelle méthode de gouvernement que sur le projet Désiré Colombe en particulier. Néanmoins, l'utilisation répétée par mon interlocuteur du terme « j'espère » à propos du chantier traduit une forme de laisser-faire des élus vis-à-vis des acteurs privés. La réponse fut évasive, pourtant, ce forum – sponsorisé par l'entreprise immobilière Icade, dont la devise est « l'immobilier de tous vos futurs » – met à l'honneur dans ses intitulés les questions d'urbanisme et de construction. Le second débat du forum à la Cité des Congrès est consacré au « défi urbain des transitions écologiques et numériques ». Le numérique serait devenu à la fois un argument marketing des promoteurs pour vendre des logements haut-de-gamme autant qu'il est une manière

279Application de location entre particuliers depuis internet.

280Application de mise en contact d'utilisateurs avec des conducteurs.

281L'adjoint a rallié Emmanuel Macron sur fond de campagne présidentielle : « Premiers ralliements à Macron », *Presse Océan*, 9 mars 2017.

de faire accepter un projet aux élus, qui utilisent les mêmes arguments auprès des électeurs. Trois conférences sur la question des smart cities sont organisées durant le premier semestre 2017 à Nantes. En septembre se tient la Digital Week, « l'événement incontournable de cultures numériques » qui propose « une programmation co-construite grâce à l'appel à contribution lancé en janvier 2017 qui a permis de fédérer plus de 150 associations, entreprises, laboratoires, collectivités ». Les nouvelles technologies de communication sont le nouveau terrain d'expérimentation des partenariats publics-privés, mais aussi une nouvelle carte à jouer dans le champ du marketing territorial. Dans les années 1990, Jean-Marc Ayrault avait imposé sa marque en organisant de grands événements culturels au retentissement national. Le modèle s'est à présent largement diffusé. Sa dauphine s'inscrit quant à elle dans le champ des startups numériques et de l'innovation digitale pour positionner la métropole dans la concurrence territoriale. La communication privée pour un projet immobilier rejoint le discours d'élus sur le dynamisme de leur territoire, et inversement.

B – Projet Désiré Colombe et gouvernance métropolitaine : regard croisé d'experts critiques

Le passage en revue des archives de presse relatives à la métamorphose de l'îlot Désiré Colombe met en relief l'antagonisme entre les promoteurs publics et privés du projet et un certain nombre d'acteurs du monde associatif. En 2015, l'association Forum Nantes Patrimoines s'oppose à la destruction des salons Mauduit et du lycée Livet en puisant dans un répertoire d'action multiple, qui se joue simultanément dans les colonnes de la presse locale – avec la parution de tribunes et l'objectif affiché « d'interpeller l'opinion » – et par des recours en justice – auprès du Tribunal Administratif, pour contester la validité du permis de construire du projet. Revenons sur la genèse de cette association qui émerge comme un acteur important dans le champ patrimonial et architectural nantais. L'acte de naissance de l'association est une tribune parue dans le quotidien *Ouest-France* lors de la campagne pour les élections municipales de 2008 : « Archéologie, onze experts en appellent à l'opinion²⁸² ». Signé de personnalités nantaises – conservateurs, historiens, architectes... – le document revient notamment sur les travaux d'aménagement alors en cours dans le quartier Bouffay, dénonçant une « purge » du patrimoine archéologique nantais – les opérations se déroulent à l'endroit où étaient érigés les murailles antiques et plusieurs édifices médiévaux. Les auteurs pointent en particulier l'absence de fouilles préalables aux travaux, le « manque de curiosité » et la « désinvolture » de la métropole quant au patrimoine local.

282« Archéologie : onze experts en appellent à l'opinion », *Ouest-France*, 18 janvier 2008.

En 2014, à l'approche des élections municipales suivantes, le Forum Nantes Patrimoines publie une autre tribune, qui revêt la forme d'une lettre ouverte aux candidats à la mairie sur plusieurs dossiers. Elle commence ainsi : « Nantes doit réaffirmer une conception de la culture reliée à un passé riche d'œuvres et de pratiques qui lui ont donné son identité et débouchant sur sa créativité présente²⁸³ » et contient une série de neuf questions aux candidats concernant le respect des fouilles archéologiques préalables aux travaux et à propos de grands projets d'aménagements prévus dans plusieurs secteurs de la ville tels que la place de la Petite Hollande, les anciennes casernes Mellinet, l'ancienne prison La Fayette, le quartier de l'Hôtel de Ville et le Bas-Chantenay. Entre-temps une partie des militants associatifs ont été intégrés à la Direction du Patrimoine et de l'Archéologie nouvellement créée par la ville en tant qu'experts du patrimoine. L'association continue en parallèle de mener des initiatives de sensibilisation en direction du public, en communiquant depuis les réseaux sociaux, en organisant des conférences où en faisant paraître des tribunes dans la presse locales.

Dans un troisième temps, entre autres prises de positions publiques, le 5 août 2017, le Forum Nantes Patrimoines monte à nouveau au créneau contre la destruction du petit square Fleuriot, lieu de flânerie décrépit mais populaire coincé entre la Place du Commerce et la Place Royale²⁸⁴, où doit être bâti un immeuble commercial. Ainsi, cette association revendique à la fois un regard qualifié et objectif avec des compétences d'experts. Elle intervient simultanément dans le débat public en tant qu'acteur de la société civile et dans le champ institutionnel en participant à un service de la municipalité. La rencontre de ses membres doit permettre de saisir la complexité des rapports de force et des jeux qui s'articulent autour des questions d'aménagement à Nantes. Il s'agit de recueillir des regards critiques et le répertoire d'action déployé par ces acteurs.

1- Patrimoine et mobilisations associatives : rencontre avec un militant

C'est dans une petite maison tranquille du nord de la ville, accolée à un parc que je suis reçu pour un entretien, au domicile de M. Philippe Le Pichon qui m'accorde une longue discussion dans son bureau aux murs couverts de livres et de dessins de presse. Je me suis tourné vers cet interlocuteur après avoir retracé l'histoire de l'espace en transformation et les conflits qui ont émergé au moment de la destruction des édifices, notamment autour de la dimension patrimoniale et historique des salons Mauduit. Après quelques recherches, il s'avère que c'est vers ce responsable de l'association Forum Nantes Patrimoines, qui s'est particulièrement et personnellement impliqué dans

283« Nantes. Les questions du Forum Nantes Patrimoine aux candidats », *Presse-Océan*, 19 mars 2014.

284« Il faut sauver le soldat Fleuriot », *Presse-Océan*, 5 août 2017.

ce conflit, que s'orientent les interrogations qui apporteront de nouveaux éclairages à cette recherche. Universitaire à la retraite, engagé dans la vie publique depuis sa jeunesse, Nantais attaché à sa ville et à son patrimoine, mon interlocuteur est à même de fournir à la fois un regard critique sur le projet Désiré Colombe – et plus généralement, un regard vigilant sur les politiques publiques d'aménagement de la ville de Nantes de ces dernières décennies – et un œil d'expert, celui d'un juriste de formation et fin connaisseur de la ville et de son histoire, doté de compétences et de ressources. Philippe Le Pichon a toujours vécu dans la Cité des Ducs. Retraité de l'université où il a enseigné le droit public, la science politique et la sociologie, il a effectué son cursus universitaire à Nantes et à Paris à la suite d'une élection au Bureau National de l'UNEF en 1965. De retour dans sa ville natale après ses études, il rejoint l'équipe de travail qui élabore le plan d'urbanisme Nantes Saint-Nazaire

C'est-à-dire à la fois la direction régionale de l'équipement et la DATAR²⁸⁵ qui dépendait alors du premier ministre avec l'objectif d'étudier l'évolution de la nouvelle métropole Nantes Saint-Nazaire qui venait d'être décidée par le gouvernement, à l'horizon 2000-2010, sous la forme de l'élaboration du schéma directeur d'aménagement de l'aire métropolitaine.

Il y travaille cinq ans avant d'enseigner à l'université « comme la quasi-totalité de l'équipe permanente au moment où le travail de prévision traduite par le SDAM [Schéma Directeur de l'Aire Métropolitaine] et les schémas d'aménagement ont été terminés ». Nous sommes en 1971-1972.

Trajectoire et affiliations

La matrice politique de Philippe Le Pichon est inscrite dans la gauche autogestionnaire et syndicale des années 1960, avec un engagement fondateur dans le syndicalisme étudiant – « Nous étions très liés à la CFDT de Gilbert Declercq²⁸⁶ » –, et un passage par le PSU²⁸⁷. Une trajectoire politique hétérodoxe qui passe aussi par la CGT. « Avec quelques autres, on a créé un syndicat des sciences humaines à la CGT qui a duré ce que les roses durent, car après 1968, il a été dissous par le syndicat. » Il participe aux événements de mai 1968 puis se syndique au SNESUP pendant un temps. Dans les années 1980, Philippe Le Pichon contribue à la création d'une association, le Comité de Réflexion et d'Action sur l'Aménagement de l'Université, le CRAAU²⁸⁸ :

285Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale, administration chargée de mettre en œuvre les politiques d'aménagements de 1963 à 2014.

286Gilbert Declercq (1919-2004) est une figure importante du syndicalisme local et national. Issu du syndicalisme chrétien, JOC et CFDC, employé dans la métallurgie, il porte un discours offensif de rupture avec le capitalisme, et contribue à la création de la CFDT sur des bases autogestionnaires.

287Parti Socialiste Unifié.

288Qui mène encore des recours administratifs dans les années 1990, avec notamment la trace d'un arrêt du 26 juin 1996 concernant un recours contre un « permis de construire litigieux » de bâtiments universitaires sur le campus de

Une sorte de mise en pratique des idées que nous avons à quelques uns. Dès l'origine, à la création de l'université [en 1962] l'AGEN UNEF avait développé une politique du logement étudiant et de la place de l'université dans la ville ou on s'était opposé à la création du campus tel qu'il existe aujourd'hui. J'ai quelques copains qui plus tard ont créé le Conseil [de Nantes]²⁸⁹.

Philippe Le Pichon est un intellectuel de gauche de la génération qui a vécu Mai 68, engagé dans la vie de la cité, disposant de réseaux dans le monde académique et politique, et dans les différents tissus militants locaux – syndicats, partis, associations.

2- Jean-Pierre L., architecte et urbaniste

Jean-Pierre L. est un architecte spécialisé dans la restauration et le réaménagement du bâti ancien, en particulier du patrimoine breton, qui a fondé son cabinet à Nantes dans les années 1980. Également membre du Forum Nantes Patrimoines, il fait néanmoins le choix de ne pas s'impliquer particulièrement sur le dossier Désiré Colombe. Je le sollicite avec l'objectif de recevoir l'avis d'un autre *expert* impliqué dans le domaine de l'architecture et de l'aménagement urbain à propos des politiques mises en œuvre localement, ainsi que pour interroger un acteur associatif local. Il me reçoit dans les bureaux de son agence, dans le cœur historique de la ville. La discussion se tient dans une vaste salle de travail remplie de plans, d'œuvres et d'objets en tous genres. Ici encore, notre interlocuteur maîtrise le *logos* et l'échange est cordial et prolixe. Attaché à ses origines bretonnes, Jean-Pierre L. naît à Quimper en 1948 dans une famille de commerçants : « j'étais bon en math au lycée ce qui m'a poussé vers des études. » Il fait lui aussi partie de la génération d'après-guerre, qui vit les événements de Mai 68 et bénéficie de l'essor économique et de l'ascension sociale des Trente Glorieuses : « A l'époque on pouvait devenir ingénieur ou architecte. On mettait une annonce un vendredi soir le lundi vous aviez 5 appels. En un mois je gagnait mieux que mon père. » Il passe un concours à Paris pour entrer en école d'architecture

J'étais en 68 à l'école spéciale. On a eu des entrées en sociologie très importantes, quelque chose qu'on ignorait totalement en école d'archi. On s'est ouverts au monde moderne. Dans les écoles d'archi on dessinait encore des petits temples classiques à l'aquarelle. On faisait beaucoup d'urbanisme aussi. J'ai fini les études en 75. J'ai fait mon diplôme. C'était les premières alertes sur l'écologie, la crise. [...] Avec ma femme on s'est dit : « On se casse de Paris, cap à l'ouest. » On a cherché du boulot, et on a trouvé à Nantes. On est arrivés quand il y a eu les grands changements, avec Chénard²⁹⁰, la ville avait basculé, elle grossissait, le changement politique était complètement l'expression d'une génération comme nous parce que rien ne me

Nantes.

289Le Conseil de Nantes est, en mai 1968, l'ébauche d'une organisation autogestionnaire dans la ville après la prise de la préfecture par les manifestants.

290Alain Chénard (né en 1937) est maire socialiste de Nantes de 1977 à 1983.

prédisposait à une profession libérale.

Il travaille dans un bureau d'étude, *Urba Conseil*, qui fait office de cabinet de consultant auprès des élus des villes de l'Ouest, pendant quelques années.

Quand Chénard est arrivé, [la nouvelle équipe municipale n'avait] pas confiance en ses services et ils avaient besoin de conseil. L'*advocacy plaining*²⁹¹ on était baignés là-dedans pendant nos études. [Notre] petit groupe faisait du conseil aux collectivités territoriales. J'ai des souvenirs du maire de Saint-Malo, un syndicaliste agricole qui nous appelait en nous disant « j'ai besoin de conseils j'suis dans la merde, y a des gars qui débarquent de Paris ils viennent de la caisse de dépôts et consignations pour lancer des grosses opérations d'urbanisme. » [...] On montait sur Saint-Malo quand les autres débarquaient de Paris avec des costume et des attaché-cases pour dire au maire qu'il fallait faire les trucs. Nous, on posait les questions. Comme on était aussi bien formés qu'eux on leur posait des questions alors on les agaçait profondément. Et on mettait l'élu dans le rôle de décideur parce qu'il entendait des experts qui avaient des avis différents.

Il travaille ensuite pour la commune d'Orvault : « C'était l'époque des ateliers d'urbanisme. » Les municipalités de l'agglomération nantaise lancent alors des consultations, c'est le début d'une démarche « participative » qui fera florès dans le domaine des politiques urbaines dans les décennies qui suivront. M. L. gère également les permis de construire pour la commune. Lors de la mise en projet d'un aménagement dans le quartier du Bois-Raguenet à l'est de la ville, pour un équipement neuf comprenant notamment une école, il s'oppose au plan initial voulu par le promoteur après avoir échangé avec les habitants et les associations locales.

les gens des associations trouvaient que c'était trop neuf et que ça manquait d'âme. Ils ont dit « pourquoi on garderait pas la [ferme Poisson, une bâtisse du XIX^e siècle vouée à la démolition] ? » Le promoteur a dit qu'ils étaient fous, que ça coûterait dix fois le prix. J'ai monté le programme, j'ai convaincu le promoteur. Il n'y avait aucun problème économique, on a trouvé des jeunes archi comme nous. On est passés dans les budgets. [...] Je faisais pas encore archi du patrimoine à cette époque mais j'avais le goût des trucs anciens. Pendant les études, on était très attachés à tout ça.

Il travaille pour la municipalité orvaltaise pendant quelques années avant de chercher à se réorienter : « Les communes autour de Nantes étaient tenues dans les services techniques par des anciens ingénieurs de la ville de Nantes [...] et c'était hyper rigide, donc j'ai ouvert mon agence. »

Approches politiques

Au cours de nos échanges, M. L. dissémine fréquemment des références politiques lorsqu'il

291 Théorie de l'avocat Paul Davidoff, qui prône l'appui de techniciens urbanistes au service des communautés démunies face aux intérêts de groupes sociaux dominants. Pour une première approche du recours militant au droit, voir : Liora Israël, *L'arme du droit*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Contester », 2009.

décrit ses travaux en tant qu'architecte, sans évoquer explicitement des actions militantes à proprement parler. Ses engagements semblent intrinsèquement imbriqués dans l'approche qu'il cultive de son activité professionnelle et sa formation de bâtisseur et de restaurateur. Il évoque par exemple les cours du géographe et philosophe critique Henri Lefebvre, auteur du *Droit à la ville*, auxquels il a pu assister durant sa formation, mais aussi les soubresauts contestataires des années 1960 qu'il a vécus durant sa jeunesse :

C'est l'époque de l'opération de rénovation dans le quartier où je vivais dans le 14^e y a eu des mouvements assez forts, c'était l'époque du mouvement provo²⁹² à Amsterdam, on allait se balader à Amsterdam, on avait des copains qui allaient aux USA qui nous ramenaient des bouquins hippies sur les constructions alternatives. On était nourris de ça, avec l'idée que la ville comme lieu marqué par l'histoire était pas un truc qu'on cassait comme ça.

Il est alors syndiqué à la CFDT. L'architecte évoque la grande mutation engendrée par les politiques de décentralisation lancées dans les années 1980.

Ça a été une immense révolution pour les gens de ma génération. Pour des gens comme moi de Quimper qui sont montés sur Paris et redescendus sur Nantes, Nantes c'est un gros Quimper à l'époque. C'est des villes qui ont explosé, on a vu apparaître des ambiances qu'on voyait seulement à Amsterdam. Ça a été gigantesque la décentralisation.

Ce souffle se tarit dans les années 1990 selon Jean-Pierre L. :

Ce qu'on a senti dans dans le champ du patrimoine c'est un retour en force du pouvoir administratif. Les grands corps administratifs qui avaient subi ce mouvement à contre cœur ont repris la main avec en plus un discours scientifique sur « nous on sait », « les architectes font de la démagogie ». On a senti que le mouvement ralentissait, que les positions se raidissaient.

La décentralisation est plébiscitée au début du premier quinquennat de François Mitterrand par les élus municipaux socialistes qui ont investi l'échelle locale comme terrain d'expérimentation politique alternatif²⁹³. Dix ans plus tard, alors que les potentats locaux ont gagné en puissance et en compétence, les observateurs interrogés, qui ont pu percevoir sur le temps long l'évolution des politiques municipales, décrivent une institutionnalisation et une technicisation du processus.

Engagement associatif

Moi je suis vraiment issu du monde associatif. J'étais président de l'ARDEPA [*Association régionale pour la diffusion et la promotion de l'architecture*]. A un moment les écoles d'architecture étaient menacées, il y avait des grandes réformes, on voulait rapprocher ça de l'université, la profession était un peu menacée. Il s'est fondé l'association pour le

292Le mouvement provo, anarchiste et écologiste, déploie dans les années 1960 aux Pays-Bas un activisme artistique et politique fait de happenings, manifestations émeutières et publications révolutionnaires. Divisé en deux fractions, il se dissout en 1967. Voir : Tjebbe Van Tijen, « *Les Provos*, Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie », *Lettre d'information n°13*, UMR IRICE, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, 26 février 1996.

293 Anne-Cécile Douillet, Rémi Lefebvre, *Sociologie politique du pouvoir local*, Armand Colin, 2017.

développement public de l'architecture, l'idée c'était de garder un des grands acquis de mai 68, là-dedans se sont retrouvés des grands archis, des profs de l'école d'archi et des jeunes. On a commencé à avoir du conflit avec la mairie de Nantes à ce moment.

Dans les années 1980 se développent à la fois une crise du logement social liée au tarissement des financements publics et un « esprit revendicatif chez les citoyens qui réclament un droit au dialogue et au respect vis-à-vis des sociétés HLM » selon mon interlocuteur, qui me raconte plusieurs anecdotes rapportées par des habitants se plaignant de mauvais rapports avec les bailleurs sociaux. La ville, qui lance une campagne avec le plan construction, mobilise des équipes de sociologues pour enquêter auprès des occupants d'habitats sociaux. « L'idée c'était de dire : « on va mettre des jeunes là-dessus » et de faire des programmations concertées avec les habitants. » Jean-Pierre L. est missionné pour enquêter dans le quartier populaire de la Contrie, proche des Dervallières au nord-ouest de Nantes. La méthodologie des enquêtes consiste à interroger les résidents tout en étant en immersion, en vivant à leur côté, dans l'un des appartements de l'immeuble.

On allait interroger les gens, ils nous disaient qu'avec l'office c'était épouvantable. [...] Les gens nous disaient : « Ils sont hyper violents, pas respectueux pas à l'écoute. » En plus, La Contrie c'était du 1% patronal²⁹⁴, donc ça correspondait à des luttes, les gars qui vivaient là étaient des OS²⁹⁵, ils avaient pas l'impression qu'en étant en logement social on leur faisait l'aumône. On faisait remonter ça.

Par la suite, Jean-Pierre L. fonde son propre cabinet d'architecte et se spécialise dans réhabilitation des vieux édifices du centre-ville et passe un diplôme d'architecte en patrimoine à l'école Chaillot. A cette époque, le maire déploie une politique de « reconquête des centre-villes » et de rénovation des bâtiments anciens. « C'était dans l'air du temps. Ils ont fait ça en associant toutes les associations qui s'intéressaient aux vieilles pierres. On s'est retrouvés là-dedans comme des poissons dans l'eau. Ça a été vécu comme un truc hyper participatif. » Aujourd'hui, son cabinet se concentre sur la restauration d'immeubles de centre ville dans les secteurs protégés et les bâtiments religieux dans de petites communes de Bretagne dont beaucoup ont été construits au milieu du XIX^e siècle et qui ont aujourd'hui besoin de rénovation pour ne pas tomber en ruine : « Un bâtiment en pierre ça met 150 ans à se tasser, donc tous ces bâtiments ont des rhumatismes, c'est un gros marché. » Il met également en œuvre actuellement un équipement important à Rennes, sur la place de Lices.

3-Le Forum Nantes Patrimoines, quand plusieurs experts convergent contre les projets

²⁹⁴Le « 1% patronal », renommé « action logement » en 2009, est un dispositif mis en œuvre en 1943 pour que les employeurs participent à l'effort de construction. Il s'agit d'une cotisation imposée aux entreprises de plus de dix salariés représentant théoriquement 1% de la masse salariale annuelle.

²⁹⁵Ouvriers Spécialisés.

urbanistiques de la métropole

Comme nous l'avons vu, l'association Forum Nantes Patrimoines naît en 2008, à la suite d'une intervention sur la place publique de onze personnalités nantaises, archéologues, conservateurs des archives ou du patrimoine, universitaires, à propos d'un permis de construire délivré par la ville, sur une petite parcelle de terrain qui se situe en arrière du cours Roosevelt, proche de la Place du Bouffay. Monsieur L. revient sur cet acte d'opposition fondateur.

Ce terrain a été doté d'un permis de construire pour un hôtel de luxe sans qu'il y ait eu de fouilles archéologiques préventives alors qu'il se situait à un endroit où on sait que passait la muraille antique de la ville, que des recherches du XIX^e siècle avaient mis au jour les seules bornes milliaires découvertes dans la région, cela après que ces personnes avaient pu constater depuis une vingtaine d'années que toutes les fouilles avaient été suspendues à Nantes, et que cela faisait suite à un conflit intervenu quelques années auparavant entre la ville et les archéologues de la direction régionale de l'archéologie, à propos des fouilles qui avaient lieu sur le cours des Cinquante Otages et la portion de terrain remontant jusqu'à la place Bretagne, le long de la rue de la Boucherie [où se situe actuellement le grand immeuble tenu par Nantes Habitat].

Si nous mettons en relief ce récit depuis la parole d'acteurs personnellement impliqués dans le conflit judiciaire avec les promoteurs, c'est parce qu'ils permettent de comprendre que l'épisode des travaux de Désiré Colombe s'inscrit dans une longue série de différends étalés sur plusieurs années, entre les experts associatifs du patrimoine et les pouvoirs publics. Du reste, les acteurs qui se mobilisent collectivement et publiquement à la fin des années 2000 sont des habitués de la politique municipale. Ils connaissent les élus, et ont été acteurs, sinon initiateurs, des politiques d'aménagement et de concertation menées par la ville depuis plusieurs décennies. Ils ont adhéré aux politiques menées par la gauche dans les années 1970 et 1980 et évoquent un sentiment de déception quant à leurs évolutions. D'une certaine manière, il ne s'agit pas d'une contestation venue de l'extérieur menée par des adversaires affichés du pouvoir en place, mais d'une opposition qui émane de l'intérieur même d'un monde restreint de spécialistes du sujet – architectes, urbanistes ou universitaires –, engagés à gauche, issus d'un univers où règne une communauté de connaissances, de compétences et de sensibilités.

La continuité d'une série de conflits urbains

Ce premier acte, qui donnera naissance au Forum, résulte de la rencontre de plusieurs acteurs venus de divers horizons, engagés sur les questions d'urbanisme. Il fait suite à une longue série de conflits liés aux politiques nantaises d'aménagements. Dans un premier temps, le monde associatif engagé dans le domaine de l'urbanisme se mobilise contre les politiques de droite, et voit dans les élus de gauche des alternatives et des soutiens. Les différends commencent sous le mandat

de Michel Chauty²⁹⁶, – dont la politique urbaine, sur le plan patrimonial, tranche alors avec les décisions prises par M. Chénard qui avait « balayé » les mesures protectrices prises par son prédécesseur. Lorsqu'il raconte son parcours, l'architecte remonte aux années 1980, et évoque les recours administratifs et la publication d'articles dans la presse nationale contre la destruction d'un garage Citroën situé près de la Place Mellinet et construit dans l'entre deux-guerres. Le combat est alors mené par l'association Nantes Renaissance.

Il y avait un garage Citroën des années 25. A l'époque Citroën faisait des voitures très modernes et des garages très modernes, ils avaient fait un magnifique bâtiment dessiné par un architecte de Nantes [...] on a contesté le permis de démolir. On a fait des argumentaires, on a fait venir des journaux. On a eu des articles dans *Libération*. On a fait des recours au tribunal administratif [...].

Il décrit aussi, sous le même mandat de droite, un projet de « grand centre des affaires à la pointe de l'île de Nantes » qui devait être alimenté par une grande route venue de l'ouest de Nantes, finalement annulé. Dans les mêmes années, la mairie envisage une première fois de raser les Salons Mauduit. C'est dans ce cadre qu'une coalition d'associations se met à travailler sur le patrimoine et l'histoire de la ville, avec notamment « des publications sur le XIX^e nantais », des interventions dans le débat public.

Comme on a fait beaucoup de bruit on a été contactés par l'équipe de gauche qui voulait reprendre la ville, on les a aidés, et dans le programme d'Ayrault il y avait un couplet sur la sauvegarde du patrimoine, ce qui était déjà une petite révolution.

Le changement de majorité municipale marque un changement sur le plan de la politique de la ville : les nouveaux élus prennent des engagements sur la protection du patrimoine, annulent certains grands projets décidés par la majorité précédente. Dans les années 1990, en tant que militant associatif, Jean-Pierre L. observe le durcissement technocratique de la gestion du patrimoine et de nouveaux projets menées sans concertation.

A un moment on ne voyait plus M. Ayrault – qui avant était très proche du monde associatif – mais un chef de service. On a commencé à être marginalisé [...] on n'avait plus un chantier sur Nantes. [...] Jean-Marc avait été content de nous trouver et de reprendre nos thèmes pour en faire un argumentaire pour son premier mandat : « nous respecterons la ville, l'histoire, etc. » On commençait à trouver qu'ils allaient loin.

Progressivement, les liens entre le milieu associatif impliqué sur les questions de patrimoine avec la municipalité de gauche s'étiolent.

On commençait à trouver que la ville en faisait beaucoup, que par rapport à ce patrimoine pour lequel on s'était battu du temps du Chauty, on trouvait qu'il y avait un peu beaucoup

296 Michel Chauty (1924-2007) est maire RPR de Nantes, de 1983 à 1989.

d'immeubles neufs qui poussaient. Et puis là, le projet qui dépassait les limites, c'était près de la rue des Petites Écuries. Tout le monde savait que le rempart gallo-romain était dessous. [...] On a rencontré les archéologues, c'était à deux mois des élections, il y avait le panneau des promoteurs. Ils nous ont dit qu'ils avaient quinze jours pour faire la fouille pour que le problème d'archéologie soit réglé avant les élections. Ça nous a agacés, donc on s'est retrouvés ici [dans son bureau], les trois qui avions fait le recours, et puis un prof à la fac, on a fondé l'association Nantes Forum Patrimoines et on a fait un grand ramdam la dessus.

C'est dans ce contexte que paraît la déclaration des onze experts dans la presse. Philippe Le Pichon contacte l'adjoint à la culture Yannick Guin, qu'il connaît de longue date.

Dans les jours qui ont suivi, Ayrault faisait une déclaration selon laquelle dans la future équipe municipale il y aurait un adjoint spécialement chargé des questions d'archéologie et de patrimoine, et qu'il se verrait accolé à la création d'un service municipal nouveau du patrimoine et de l'archéologie [qui se situe aujourd'hui Rue de Strasbourg] .

L'association est fondée : « Forum Nantes Patrimoines avec un 's', on a défini les patrimoines historiques, architecturaux, environnementaux dans la ville », explique M. Le Pichon. Les membres sont alors « satisfaits » de l'attention portée par la métropole aux questions patrimoniales qu'ils ont contribué à amener sur la place publique. Le rapport de force est considéré comme victorieux par l'universitaire retraité.

On est satisfaits quant au respect de la loi et des réglementations locales, quand un chantier est ouvert dans le périmètre défini par la ville, il y a dans les faits au moins des diagnostics archéologiques. [...] Sur le patrimoine bâti, nous avons participé à la multiplication du nombre de bâtiments inscrits au PLU dans ce qu'on appelle le patrimoine nantais. Ils bénéficient d'une protection qui empêche de les démolir ou les transformer.

Néanmoins, quelques années plus tard, un projet de réhabilitation de l'îlot Boucherie provoque d'autres remous :

La DRAC [*Direction régionale des affaires culturelles*] s'était opposée à une construction sans préservation des vestiges, à partir du rapport de l'architecte des bâtiments de France. Le conflit entre la ville, représentée par Jean-Marc Ayrault et la DRAC, représentée par son archéologue s'est résolu par une réunion dans le bureau du ministre de la Culture de l'époque qui a donné raison à la DRAC.

Philippe Le Pichon pointe les dysfonctionnements redevenus de plus en plus récurrents de la ville en matière de chantiers. En 2011, le site du Musée Dobrée – l'un des plus importants de la ville –, géré par le Conseil Départemental, ferme pour de grands travaux de réhabilitation. En 2017, les travaux sont toujours bloqués par des recours.

Le projet, de toute façon il était illégal. Ça aussi, c'est quelque chose d'assez ahurissant, de voir un département avec ses juristes déposer une demande de permis de construire ne respectant pas le Plan Local d'Urbanisme et la ville avec ses juristes accorder le permis de construire une demande manifestement illégale. L'avocat qui défend la plupart de ces affaires-là aujourd'hui m'a montré à quel point c'était aberrant. [...] Toujours est-il que on

a considéré que le premier scandale, c'est la fermeture de Dobrée alors qu'il contient la moitié de l'histoire de la ville. L'état de vétusté exigeait qu'on le remette en état. Mais quatre ans après, toujours aucun projet alternatif, rien.

L'universitaire cite également la destruction des communs de l'ancien château de l'Eraudière sans fouilles préalable, alors « qu'il y a des raisons de penser que se trouvent sous l'édifice les vestiges d'une villa gallo-romaine ». L'émergence du Forum Nantes Patrimoines comme interlocuteur des pouvoirs publics à Nantes repose ainsi sur un répertoire légaliste et une communication publique répétée dans la presse.

A travers leurs récits croisés, nos deux interlocuteurs démontrent qu'ils disposent de ressources sociales – réseaux de connaissances –, culturelles et politiques à même de construire et faire exister les questions liées à l'aménagement de la ville sur l'espace public, et peser sur les décisions des élus. Conformément à la formule des juristes Felstiner, Abel et Sarat : « réaliser, reprocher, réclamer²⁹⁷ », ils parviennent, à travers leurs compétences, à déployer successivement des capacités d'observation des politiques urbaines, à pointer les responsables et les décisions litigieuses et enfin à revendiquer de façon audible, à interpeller les décideurs voire à opposer des contre-propositions aux choix contestés. Leurs mobilisations font exister un débat et proposent des avis dotés d'une légitimité symbolique forte – due aux cursus, professions et situations sociales des membres de l'association – qui constituent un contre-discours crédible, éloigné d'autres formes de militantisme que l'on pourrait qualifier « d'activistes ». Une stratégie que M. Le Pichon résume ainsi :

On est toujours resté une association qui n'a jamais dépassé une trentaine d'adhérents. L'association a refusé dès le départ de devenir une association recrutante, on a voulu conserver ce qui nous donnait notre force par rapport aux autorités et au public c'est à dire une association constituée d'experts, mais d'experts qui donneraient au public les moyens de comprendre les données d'un problème et les solutions qu'on propose.

Les grands aménagements envisagés sans concertation sous Michel Chauty – parkings, grandes routes – sont devenus inenvisageables aujourd'hui. Cette approche se veut constructive et refuse une logique d'opposition systématique, privilégiant un rôle de vigilance et de dialogue – qui sera remise en cause, comme nous allons le voir. On peut alors considérer l'association comme un *partenaire critique* des pouvoirs publics.

Le secteur Mauduit Désiré Colomb : conflits et approches différenciées

297 William L. F. Felstiner, Richard L. Abel, Austin Sarat, « L'émergence et la transformation des litiges : réaliser, reprocher, réclamer », *Politix*, vol. 4, n°16, Quatrième trimestre 1991. *Causes entendues - Les constructions du mécontentement*, sous la direction de Annie Collovald et Brigitte Gaiti. pp. 41-54.

Philippe Le Pichon s'est personnellement mis en jeu dans le conflit concernant l'opération de Désiré Colombe. Lors de notre rencontre, il tient à me montrer et à partager de nombreuses archives de presse, les documents officiels et les plans qu'il a glanés lors de ses enquêtes.

On a appris que la ville délivrait un permis de construire et nous avons constaté que sur l'emprise de ce que devait construire le promoteur ADI, il y avait quatre bâtiments inscrits au patrimoine nantais. Tous ces bâtiments devaient donc être démolis. [...] Nous n'avons jamais pu avoir communication officielle de ces documents, on se les est procurés.

Son rapport à cet espace chargé d'histoire est intime, personnel. Par le passé, il a arpenté les salons Mauduit en tant que fêtard et à connu les Bourses du Travail lorsqu'elles hébergeaient la CGT et FO et que les salles du bâtiment bruissaient des meetings et des réunions syndicales. Néanmoins, son combat se concentre sur la dimension patrimoniale particulière des salons Mauduit. Il note d'ailleurs l'absence de réaction des syndicats pour défendre la vieille Bourse du Travail, qu'il attribue à l'usure du temps et à l'opacité quant à l'évolution du projet d'aménagement : « il y a eu des promesses de maintien de la grande salle. »

Opacité du projet et enquête indépendante

L'association se divise à propos des modalités d'actions : faut-il lancer un conflit ouvert ? Faut-il faire des recours en justice ? Philippe Le Pichon est de ceux qui répondent par l'affirmative ; d'autres estiment que les enjeux de ce projet ne sont pas de nature à nourrir une véritable contestation. Jean-Pierre L. raconte :

Ça avait déjà été transformé. En effet la charpente était dans un mauvais état. [...] ils sauvegardaient la bourse, et après tout ce qu'on a vécu on a trouvé que c'était presque un début de succès. Pour d'autres c'était un acte de guerre, pour eux dans leurs mémoire de jeunesse c'était quelque chose. Moi je suis arrivé dans les années 80 et les salons j'ai dû y aller une fois. Le groupe s'est un peu divisé là dessus.

En revanche, Philippe Le Pichon explique qu'il « y avait une unanimité pour défendre ce qui faisait la valeur intérieure du salon » sans pour autant que l'association ne parvienne à dégager de consensus clair pour ouvrir un conflit ouvert avec la municipalité.

Il y en a qui pensaient que de toute façon, les arguments avancés par la ville sur la vétusté étaient valables et que les coûts pour rénover étaient exorbitants. Un architecte [...] membre de l'association affirmait notamment que la toiture pouvait être restaurée et renforcée de manière à conserver le bâtiment. On pensait que c'était un problème technique et que les alternatives devaient être étudiées.

Les membres de l'association décident néanmoins de mener une enquête indépendante pour établir un inventaire précis du patrimoine qui se trouvait encore dans les salons, comme le raconte M. Le Pichon.

On s'est préoccupés de savoir exactement en quoi il consistait parce que le bâtiment était complètement fermé au public et que les informations qu'on pouvait avoir étaient elles aussi sujettes à caution. On a su qu'il y avait de grandes mosaïques dans la galerie, des ferronneries, des boiseries sur les murs.

Le bâtiment est fermé au public et l'association tente d'alerter par voie de presse le public au sujet du le patrimoine du lieu.

Nous avons argumenté sur l'existence notamment du grand laque²⁹⁸ de Dunand située dans le salon de l'Arche [...] On n'avait pas la possibilité d'y accéder mais on savait qu'elle existait. Dans notre battage médiatique nous avons contacté une revue nationale prestigieuse, la revue a publié tout ce qu'on lui donnait comme info. En lisant les articles, un des petits-fils de Dunand a téléphoné en personne à la ville en disant : « Je veux bien venir sur place pour authentifier l'œuvre. » Nous n'avons pas été invités. C'est Mme Jouzeau [la conservatrice en chef de la ville de Nantes] qui a reçu ce monsieur. La signature en bas ne correspondait pas à Jean Dunand mais son père à lui, ce qui signifie que la directrice du Patrimoine qui avait donné son aval pour tout raser ne connaissait pas Dunand et n'avait pas vérifié la signature en bas pour voir de quoi il s'agissait.



Exemples des ornements de style Art Déco présents dans les salons Mauduit. A gauche, le grand laque L'Arche de Noë de Pierre Dunand. A droite, une mosaïque au sol.

Contre attaque judiciaire et réajustement du projet

Les recours successifs du Forum Nantes Patrimoines sont rejetés. Le promoteur réplique par une procédure pour recours abusif. Philippe Le Pichon se retrouve personnellement menacé par la plainte et les possibles pénalités financières qu'une condamnation engendrerait. Les promoteurs du projet, en position de force, poussent finalement au règlement du conflit. Le 19 septembre 2015, un

²⁹⁸Technique artistique asiatique à base de résine servant à décorer les objets, utilisée par les artistes du mouvement Art Déco.

protocole officiel est signé par toutes les parties. L'universitaire raconte :

On a eu une longue discussion avec l'architecte, le représentant d'ADI et on a défini un protocole d'accord pour sauver des éléments [...] A partir de ce moment là ils ont commencé à raser. Il ne restait plus qu'à sauver les décors. Les mosaïques ont été détruites mais je ne suis pas sûr qu'elles soient reproduites. [...] Tous les éléments d'ornementation de la grande salle vont être reproduits. [...] A partir des relevés qu'ils ont fait un certain nombre d'éléments seront repris et d'autres reproduits. Dans l'entrée il y aura le buste de Mauduit. [...] Voilà ce qu'on a obtenu.

UNE RENCONTRE A EU LIEU LE 19 SEPTEMBRE 2015 au siège de Nantes Métropole Aménagement, entre Nantes Métropole Aménagement (Mme Soazig Duchêne), les maîtres d'œuvre du projet (MM. Xavier Leibar de l'Agence d'architecture Leibar et Seigneurin et Jacques Grossin du BET EGIS) et le Forum Nantes Patrimoines (MM. Philippe Le Pichon et Lény Charrier), à la suite de laquelle,

IL A ETE ACTE CE QUI SUIT :

- la disparition de l'ancien bâtiment principal de l'Institution professionnelle Livet, d'une aile de la Bourse du Travail donnant sur les cours Bourse et Livet, et de la totalité des bâtiments des Salons Mauduit, est un fait acquis (bien que toujours considéré par le Forum Nantes Patrimoines comme ayant porté irrémédiablement atteinte à des bâtiments du patrimoine nantais qui auraient dû en être protégés), sans qu'aucun retour en arrière ne soit matériellement et raisonnablement envisageable, même dans le cas d'une éventuelle annulation du permis de construire ;
- la reconstitution du grand salon Mauduit et sa galerie, sera réalisée le plus fidèlement possible, avec l'ensemble des décors Art déco, dans le « nouveau Salon Mauduit » du projet Désiré Colombe, dans les conditions suivantes :
- + la laque de Pierre Dunand, « L'Arche de Noé » (réalisé en 1953 par l'un des deux fils de Jean Dunand, auquel il a succédé à la tête de son atelier), déposé du salon de l'Arche, sera restauré et installé dans l'entrée donnant sur la « cour du Pôle associatif », en vis-à-vis du buste de Jacques Mauduit réalisé par le sculpteur Jacques Raoult,
- + la grande verrière, détruite, ne pourra être réinstallée, la réglementation acoustique ne le permettant pas. Le plafond de la nouvelle salle constituera la terrasse de la « cour Désiré Colombe ».
- + les cinq bas-reliefs de P. Guéry et R. Andrei, en staff recouverts en bronze doré, seront restaurés et installés conformément à leur positionnement d'origine, et leurs soubassements reconstitués par moulages obtenus à partir du relevé réalisé en 3D au laser avant la démolition ;
- + les modénatures des lambris, pilastres et avant-scène du grand salon, seront réinterprétées sur la base des relevés évoqués ci-dessus ;

Comme indiqué ci-dessus, les parties, après s'être rapprochées et avoir accepté de faire des concessions mutuelles, conviennent d'apporter une solution amiable aux litiges les opposant.

Ceci exposé, les parties ont convenu du protocole suivant :

Article 1^{er}

L'association FORUM NANTES PATRIMOINES s'oblige à se désister du recours qu'elle a formé devant le tribunal administratif de Nantes contre le permis de construire que le maire de Nantes a accordé le 29 janvier 2015 aux sociétés NANTES METROPOLE AMENAGEMENT et ADI, recours qui a été enregistré le 30 mars 2015 sous le numéro 15026961.

Ce désistement devra intervenir sous un délai de 10 jours à compter de la signature du présent protocole et l'association FORUM NANTES PATRIMOINES devra en justifier sans délai en transmettant une copie du mémoire en désistement, revêtu du timbre du tribunal administratif, aux sociétés NANTES METROPOLE AMENAGEMENT et ADI au moyen de courriers adressés en la forme recommandée avec avis de réception postal.

A réception de ce mémoire en désistement les sociétés NANTES METROPOLE AMENAGEMENT et ADI se désisteront des demandes de frais irrépétibles qu'elles ont formulées sur le fondement de l'article L.761-1 du Code de justice administrative.

Article 2

La société ADI s'oblige de son côté à se désister de la procédure indemnitaire qu'elle a engagée devant le tribunal de grande instance de Nantes à l'encontre de l'association FORUM NANTES PATRIMOINES, et de Messieurs Philippe LE PICHON, Jean-François CARAES, Gilles BIENVENU, Gérard BROVELLI et Lény CHARRIER.

L'assignation qui leur a été délivré a été déposée au greffe du tribunal de grande instance le 7 septembre 2015 et enrôlée sous le numéro 15/05265.

Ce désistement devra intervenir sous un délai de 10 jours à compter de la signature du présent protocole et le conseil de la société ADI transmettra sans délai au représentant de l'association FORUM NANTES PATRIMOINES l'acte de désistement qu'il fera parvenir au greffe du tribunal de grande instance au moyen de courriers adressés en la forme recommandée avec avis de réception postal.

Extraits du protocole signé entre Nantes Métropole Aménagement, l'architecte Xavier Leibar, Atlantique Développement Immobilier et le Forum Nantes Patrimoines

Philippe Le Pichon conclut en déplorant l'attitude de responsables politiques « totalement entre les mains des techniciens » et l'ambivalence du programme résidentiel « avec du logement de luxe et du HLM ». Il ajoute que « les appartements de luxe donneront sur les jardins Say, et les HLM donneront ici sur la rue. Ils ne se mélangeront pas, même si c'est mixte ». Concernant la mémoire de cet espace, il évoque les projets alternatifs qui n'ont pas été retenus :

[On aurait pu] faire un lieu de mémoire multiple. A Livet ils ont dans leurs caves un ensemble d'objets qui pourrait constituer un musée d'histoire des techniques à Nantes. L'histoire sociale et syndicale nantaise c'était un espace idéal pour ça, on aurait pu y transférer le CHT. Dans l'esprit c'était ça. A partir du moment où on a perdu sur le permis de construire on s'est battu pour les intérieurs. De toute façon, ce qui s'y installe, ce sont des associations sociales, donc là on a rien à dire.

Pour finir, Jean-Pierre L. évoque cet épisode comme un événement de dissension dans l'histoire de l'association : « On a épuisé les gens. Les menaces de procès ça fait peur. [...] Ce groupe, le forum,

c'est pareil, ils nous ont fait exploser, en divisant, en refusant le débat, parce qu'on a jamais pu rencontrer qui que ce soit à la mairie là dessus. »

C- Discours et pratiques : la mutation des stratégies municipales

Les entretiens croisés menés avec deux membres du Forum Nantes Patrimoines mettent en relief l'évolution des politiques urbaines sous les mandats de Jean-Marc Ayrault. Après avoir conquis la mairie de Saint-Herblain en 1977 – époque à laquelle, jeune professeur d'allemand habitant un appartement dans le grand ensemble du Sillon de Bretagne, il déclare souhaiter l'avènement en France d'un « socialisme autogestionnaire²⁹⁹ » – puis la mairie de Nantes en 1989, l'élu met en œuvre une politique en rupture avec son prédécesseur en termes de fond comme de méthode. Préservation du patrimoine, fin de certains grands projets d'aménagement, politique culturelle ambitieuse. Quatre décennies plus tard, nos interlocuteurs décrivent un fonctionnement « technocratique » et un rapport aux entreprises privées bien différent : « Avant on faisait du foncier, aujourd'hui on rassure les promoteurs », raconte notamment l'architecte Jean-Pierre L. à propos de son emploi à la mairie d'Orvault dans les années 1970. Entre-temps, une partie du pouvoir décisionnel et des compétences ont été transférés chez les acteurs privés.

La communion idéale et matérielle des secteurs publics et privés dans une optique de partenariat visant à faire « rayonner la métropole » et à la rendre plus « attractive » est soulignée à partir de l'observation des projets emblématiques d'hôtel de luxe dans l'ancien tribunal de la Place Aristide Briand et de la métamorphose de l'ancien complexe festif et syndical de la rue Désiré Colombe. Comme dans le champ politique national et international, les choix politiques sont devenus tributaires d'impératifs économiques et les pouvoirs élus voient leurs prérogatives accaparées par le secteur privé. A l'échelle municipale, il nous faut comprendre comment ces processus se sont inscrits dans le temps, avec une technicisation progressive de la question urbaine et sa confiscation par des experts et des entreprises privées détentrices de compétences et de capitaux. Jean-Pierre L. évoque en ces termes le « recul du politique » :

Le problème, c'est que le développement de Nantes se fait sur l'immobilier. Ce qu'on a vite compris. Pourquoi ça tourne tant, c'est parce que Ayrault et ses services garantissaient les acteurs immobiliers. Nantes était perçue par les agents immobiliers comme une ville extrêmement sûre ou quand un projet était mûr le maire pesait de tout son poids, donc s'il fallait aller au tribunal... voilà.

Dans la concurrence territoriale accrue sur un théâtre de plus en plus globalisé, les élus doivent

299 Document vidéo d'archive (13'10") : <http://www.ina.fr/video/RXC03007197> [consulté le 27 septembre 2017].

donner des garanties au secteur immobilier pour garantir la croissance démographique et économique de leur territoire. Ce n'est plus seulement l'élu qui décide à partir d'un mandat choisi par les citoyens, assisté par son équipe municipale, qui gère dans la pratique et la mise en œuvre des projets. Il doit composer avec d'autres acteurs économiques. Jean-Pierre L. décrit cette évolution :

Les collectivités territoriales n'ont plus les moyens de porter les projets financièrement, on voit bien que les politiques municipales ont été abandonnées. Nous quand on était à Orvault on faisait du foncier, c'était la municipalité, on achetait avec la Caisse des dépôts et consignations. Il y avait un début de partenariat mais le politique était très dominant.

Selon le sociologue Rémi Lefebvre, « la figure du maire-manager s'impose dans les années 1980³⁰⁰ » alors que le néolibéralisme triomphe dans les pays occidentaux et que la gauche de gouvernement amorce le « tournant de la rigueur » en France. Les politiques publiques tendent dès lors à s'uniformiser, l'objectif étant que les villes satisfassent à un certain nombre de critères leur permettant de grimper dans les classements internationaux. Les compétences de techniciens sont alors exigées, les équipes municipales recrutent des experts. A propos de l'adjoint au maire chargé de l'urbanisme, deux interlocuteurs rencontrés dans le cadre de cette enquête auront la même réaction résumée par l'un des associatifs en ces termes : « Il est gentil mais il est aux mains de techniciens. » L'ancien maire Alain Chénard ne dit pas autre chose lorsqu'il déclare : « Les élus gouvernent moins aujourd'hui. Le cabinet et les services ont de plus en plus de pouvoir, de compétences aussi, mais au risque d'isoler le chef de son équipe³⁰¹. » Jean-Pierre L. évoque une forme de désillusion pour la génération qui a connu l'arrivée au pouvoir de la gauche dans les villes de l'Ouest puis à la présidence de la République.

Il y a toute une génération entre guillemets, on y a cru nom d'une pipe. Pour nous tout ça c'était pas des mots, le municipalisme libertaire tout ça on y a cru, on a été actifs, on a fait du boulot [...] on a créé une dynamique. On a le sentiment violent que progressivement tous ces gars ont abandonné tous ces discours dont ils sont censés être les porteurs, – parce qu'ils sont arrivés quand Mitterrand est arrivé, tout ça ça mûrait depuis les années 60 –, l'advocacy planning, tout ça était nourri par des cultures associatives. Mitterrand a mis des mots et a institutionnalisé des choses qui étaient en gestation. Sauf qu'au bout de quinze ans c'était plus devenu que des effets de langage. [...] On avait bien compris qu'à la fin leur but c'était de pacifier les conflits.

A Nantes, la conquête du pouvoir municipal par le Parti Socialiste s'est opérée dans une optique d'opposition assumée aux les grands projets urbains menés par la droite dans les années d'après-guerre. Dans une interview donnée à la revue *Place Publique*, Alain Chénard décrit cette

300Rémi Lefebvre, *De « changer la ville » aux villes « attractives »*, *Place Publique* #30, p.56, novembre décembre 2011, p. 56.

301Déclaration d'Alain Chénard, ancien maire socialiste de Nantes, dans une interview donnée à revue *Place Publique* #30.

phase de rupture :

La municipalité Morice avait un projet délirant de pénétrantes routières qui devaient se croiser devant le château. L'Erdre et la Loire auraient été longées par des sortes d'autoroutes. La ville aurait été brutalisée, défigurée. Nous avons immédiatement mis un terme à cette folie³⁰².

L'hégémonie culturelle de la gauche dans les années qui suivent Mai 1968 contribue également à l'essor d'un discours alternatif dans le domaine de l'urbanisme. Les socialistes tiennent encore publiquement un discours de classe. A la mairie de Saint-Herblain, Jean-Marc Ayrault déclare en 1977 :

L'urbanisme c'est une priorité. C'est offrir à la population de Saint-Herblain une ville à échelle humaine ça a été notre slogan, nous y travaillons mais nous le savons bien le contexte capitaliste, l'environnement économique et social qui est le nôtre rend notre tâche extrêmement difficile et notre combat n'est pas simplement à Saint-Herblain c'est un combat national. [...] Notre politique, dans le sens que nous voulons réaliser, le socialisme, la justice sociale ne sera possible que si les conditions économiques sociales culturelles politiques au sens large sont réunies³⁰³.

La même année, la liste socialiste conduite par Alain Chénard l'emporte avec un programme mettant en avant l'idée que « les équipements collectifs doivent être un élément de justice sociale et un moyen de compenser les inégalités sociales et d'opérer une politique de transferts sociaux au bénéfice des catégories sociales défavorisées³⁰⁴ ». La politique de la ville est vue comme un outil anti-capitaliste. Le PS met déjà en valeur la question de la « démocratie locale » et de la participation citoyenne dans les politiques publiques. « L'anarchie urbaine est présentée comme le résultat du "désordre capitaliste", la ville étant désormais un objet intégré au "circuit capitaliste"³⁰⁵. » C'est à la même époque que sont mis en place des ateliers publics d'urbanisme et d'architecture avec l'idée que « l'urbanisme doit impliquer la population³⁰⁶ ». Quelques années plus tard, la gauche conquiert la présidence de la République et « le discours du Parti Socialiste sur les questions locales a subi de profondes transformations qui ne sont pas sans lien avec son accession au statut de parti de gouvernement³⁰⁷ ».

La question locale, fortement travaillée idéologiquement, est centrale : dans un contexte où les classes moyennes salariées urbaines deviennent un groupe social central, changer la vie revient à « changer la ville ». Démocratie participative, autogestion urbaine, amélioration du cadre urbain deviennent des marqueurs partisans de l'action locale³⁰⁸.

302 *Ibid.*

303 Document vidéo d'archive : <http://www.ina.fr/video/RXC03007197> [consulté le 27 septembre 2017].

304 « Le socialisme à visage urbain », *Place Publique* #30, novembre-décembre 2011.

305 Rémi Lefebvre, *De « changer la ville » aux villes « attractives »*, *Place Publique* #30, novembre-décembre 2011, p.56.

306 *Ibid.* p. 57.

307 *Ibid.* p. 57.

308 *Ibid.*

Selon Rémi Lefebvre, l'accession au pouvoir national et le tournant néolibéral s'accompagnent d'une « dépolitisation de la question locale » qui ira en s'accroissant jusqu'à nos jours. Ainsi, le programme du PS aux élections municipales de 2008 est particulièrement vague, avec « une déclaration de principe très générale³⁰⁹ ».

Il n'y a plus de véritable de corpus doctrinal auquel les gestions socialistes locales pourraient s'adosser. Les différences entre les programmes des candidats classés à gauche et à droite peuvent apparaître mais sans être saillantes.[...] L'idéologie de la proximité, dépolitisée et dépolitisante devient centrale dans le discours socialiste³¹⁰.

Ainsi, les candidats s'adaptent, neutralisent leurs discours dans les villes qui votent traditionnellement à droite, ou lorsqu'ils sont face à une sociologie électorale peu favorable – tradition politique conservatrice, populations aisées, électorat modéré comme à Lyon ou Dijon. Progressivement, le glissement s'opère d'un lissage du discours à l'appropriation d'un discours managérial.

L'indifférenciation et la standardisation croissante des politiques publiques locales sont liées à trois phénomènes cumulatifs : la professionnalisation des milieux décisionnels territoriaux (élus, personnel administratif ...), l'accélération des niveaux d'échange entre niveaux de gouvernement, le déclin consécutif des alternatives politiques. Dans les années 1980 [...] l'apolitisme traditionnel prend désormais une dimension gestionnaire et managériale³¹¹.

Le maire devient un entrepreneur de politiques publiques, il doit adopter la langue et les pratiques du monde de l'entreprise, en cultivant des réseaux, en concevant son territoire comme une marque qu'il faut vendre, et en se positionnant sur des marchés politiques particuliers, tels que, entre autres, l'écologie ou la culture. Le processus est performatif : ces politiques publiques destinées à attirer une population de cadres modifient la sociologie des villes en profondeur. Dans une ancienne cité ouvrière telle que Nantes, dans laquelle les classes moyennes intégrées à la mondialisation constituent à présent une large majorité des habitants, le vote socialiste s'est déporté massivement sur le candidat du centre lors des élections présidentielles et législatives du printemps 2017. Par ses politiques de la ville, la gauche a fait fondre ou transformé son propre socle électoral. En ce sens, la phrase prononcée en 2011 lors d'un interview donnée à la revue nantaise *Place Publique* par l'ancien maire Alain Chénard semble particulièrement éloquente : « A Nantes, tous ces logements qu'on construit, qui a les moyens d'y habiter ? Demain, pour qui voteront ces nouveaux nantais³¹² ? »

309Ibid.

310Ibid.

311Ibid.

312Déclaration d'Alain Chénard, ancien maire socialiste de Nantes, dans une interview donnée à *Place Publique* #30.

Union de la Gauche une équipe autour d'Alain Chenard



Nantaises, Nantes,

Au premier tour, 56 % d'entre vous ont désigné la municipalité sortante, usée, s'obstine à vous cacher et son organisation et ses intentions. Elle refuse d'avouer qu'elle veut agir sans vous.

Contrairement à cette attitude, la Gauche pratique la clarté et la participation. Dans ce document, elle tient à vous faire connaître l'équipe de vos futurs élus et les différents secteurs de leurs responsabilités respectives.

Cette équipe est organisée pour travailler avec vous.

FAITES CONFIANCE A LA LISTE
D'UNION DE LA GAUCHE
COMME LA GAUCHE VOUS FAIT CONFIANCE

CHENARD Alain, 40 ans
Ingénieur informatique
Conseiller général
Président du Club Léo Lagrange



TRAVAUX ET EQUIPEMENTS

- Service des eaux-éclairage
- Assainissement
- Ateliers municipaux
- Voies communales

MAIRE ADJOINT

MAIRE Albert, 33 ans,
Ingénieur I.N.S.A. (Génie Civil) -
Enseignant à l'EN.S.M.

ADJOINT

LE GUILLOUX Paul, 34 ans,
Docteur d'Etat en Sciences Econo-
miques - Maître Assistant de Scien-
ces économiques à l'Université de
Nantes.

DIVARD Lionel, 33 ans,
Directeur d'un organisme conven-
tionné d'assurance maladie, ma-
tériels, des travailleurs non sala-
riés.

ADJOINT

GIANSILY Annelise, 34 ans,
Agente E.D.F. -
Militant syndical.

MOYSAN Haeri, 39 ans,
Chauffronnier -
Militant syndical.

ADJOINT

PELLEN Patrick, 26 ans,
Electro mécanicien d'entretien
Militant syndical.

LA LISTE « NANTES A DE L'AVENIR »

« Nantes a de l'avenir » est une liste de large rassemblement à gauche, une liste expérimentée et renouvelée où la société civile trouve toute sa place. Militants associatifs, mutualistes, syndicalistes, entrepreneurs, salariés, universitaires, actifs ou retraités, représentants des quartiers nantais, les colistiers qui composent cette liste sont à l'image de la diversité de Nantes, une ville pleine de vitalité et de créativité.



Johanna Rolland
Cadre territoriale
34 ans
PS



Pascal Bolo
Inspecteur des impôts
52 ans
PS



Karine Danie
Economiste
DR. de recherche
39 ans
PS



Alain Robert
Directeur d'un
service juridique
53 ans
PS



Marie Annick Benatre
Collaboratrice d'étus
59 ans
PCF



André Sobczak
Enseignant-chercheur
en responsabilité sociétale
des entreprises
40 ans - Société civile



Catherine Piau
Responsable
associative
51 ans
PS



Stéphane Junique
Chargé d'études
hospitalières
40 ans
PS



Jeanine Sotter
Auxiliaire comptable
54 ans
PRG



Ali Rebouh
Professeur de mathéma-
tiques et sc. physiques
44 ans
Société civile



Catherine Toucheteu
Institutrice
56 ans
PS



Pierre-Emanuel Marais
Chargé de mission
transports
45 ans
UDF



Alcha Bassal
Comptable
39 ans
Société civile



Benjamin Mauduit
Responsable
d'animation
37 ans
PS



Christine Meyer
Professeur retraitée
63 ans
MRC



Aymeric Saucou
Secrétaire départe-
mental du PCF
36 ans
PCF



Rachel Bocher
Psychiatre des
hôpitaux publics
59 ans
Société civile



Françoise Tritinet
Enseignant-chercheur
en informatique
43 ans
Société civile



Fabienne Padovani
Formatrice
46 ans
PS



Robin Salcedo
Adjoint administratif
23 ans
PCF

Les mutation sociologiques du socialisme municipal. A droite, le journal de campagne d'Alain Chénard lors de la campagne municipale de 1977. Trois jeunes salariés et militants syndicaux sont mis en avant par la communication du Parti Socialiste. A gauche, à la fin du programme prônant « une gestion rigoureuse et volontariste » et une ville « sobre et durable » ou « active et ouverte », la liste menée par Johanna Rolland lors des élections municipales de 2014. La composition des vingt premiers co-listiers est plus homogène : cadres, professions intellectuelles, il n'y a pas d'ouvrier.

Neutraliser le conflit, intégrer la contestation : ménager, intégrer, affronter

Ces entretiens ont permis de mieux cerner le déroulement de la contestation autour du projet Désiré Colombe mais également d'avoir un aperçu du répertoire d'action de militants associatifs en matière de conflits liés à l'urbanisme. Un répertoire qui s'articule entre l'information – dans la presse ou à travers des conférences – et les recours judiciaires, sans jamais chercher à entamer un rapport de force physique et collectif dans l'espace de la ville. Une procédure qui diffère des modalités adoptées lors de conflits de territoire liés aux grands projets d'aménagement, tels que la lutte contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, où l'opposition mobilise simultanément des compétences d'expertise, des procédures en justice et des pratiques d'action directe – rassemblements, manifestations, blocages, sabotages. L'incapacité du *Forum Nantes Patrimoines* à créer une dynamique populaire dépassant le seul cénacle des experts aux questions patrimoniales et architecturales est sans doute l'un des facteurs qui peut expliquer l'échec partiel de ses mobilisations. La question corollaire soulevée par cette enquête a trait à l'attitude des décideurs eux-mêmes : comment les élus, ceux qui cherchent à faire accepter de nouveaux aménagements procèdent-ils pour y parvenir ? Quel est leur répertoire d'action ? Ces questions stratégiques – relevant du domaine de la science politique – semble prises au sérieux à Nantes par les décideurs.

Jean Pierre L. évoque par exemple une conférence organisée auprès de la Direction du Patrimoine, à laquelle il a assisté en tant que conseiller scientifique.

On a vu des trucs extraordinaires. Ils ont fait des conférences où ils ont fait venir des sociologues, des gars qui sont venus de Lyon, et le gars nous a expliqué comment sur Lyon, où la municipalité a été confrontée à un très dur mouvement – c'est le carré de la soie³¹³, qui est une ancienne usine à Lyon, ils avaient voulu faire une grosse opération. Ils avaient eu une concordance de tensions avec les étudiants de l'école d'archi qui étaient en grève, un mouvement de contestation fort et des contre-projets. Et là le gars nous avait expliqué comment eux ils avaient été missionnés par la ville, et comment en agissant un peu finement avec des stratégies de contournement ils avaient réussi à faire une communication qui avait complètement désorganisé les gars, avait retourné les trucs. Le gars on l'a pas applaudi alors il était surpris. Je lui ai demandé quel était le sens de ce truc là et que j'étais extrêmement choqué.

Il existe aujourd'hui une véritable « ingénierie du consensus³¹⁴ » mise en place par les équipes gouvernantes des grandes métropoles afin de susciter l'adhésion des habitants quant aux projets d'aménagement. Par exemple, Nicolas Marchetti, chercheur au Centre inter-universitaire de recherche en analyse des organisations, a publié un document³¹⁵ en partenariat avec le ministère du Développement économique du Québec intitulé *Les conflits de localisation: le syndrome NIMBY*³¹⁶, dans lequel il enquête sur la façon dont il est possible de désamorcer les conflits de territoire s'opposant à de grands aménagements – décharges, centrales nucléaires. La chercheuse Marlène Thomassian explique que « l'irruption de la société civile dans les projets urbains est susceptible de faire émerger un risque d'inacceptabilité sociale³¹⁷ » se caractérisant « par une mobilisation citoyenne à travers des actions visant à manifester une opposition au projet » et suggère, à partir d'observations, les manières dont les pouvoirs publics peuvent procéder pour fabriquer le consentement quant aux projets d'aménagement – en l'occurrence des infrastructures de transport public. Il s'agit avant tout d'associer et de concerter les citoyens.

[Le risque d'opposition] a tendance à croître sous l'effet plus ou moins conjugué de différents facteurs polymogènes comme par exemple une forte opacité dans les

313Le Carré de la soie, à Vaulx-en-Velin, était constitué de 500 hectares de friches industrielles et avait abrité de grandes usines textiles dans le passé. « Les populations jugées indésirables ont été chassées, le Pôle de commerces et de loisirs est sorti de terre et le quartier ne cesse de se transformer » écrit le quotidien gratuit *20 Minutes* en septembre 2016. Le nouvel ensemble devrait accueillir 8000 habitants d'ici 2020. « Vaulx-en-Velin: L'avenir du Carré de Soie se tisse à grande vitesse », *20 Minutes*, 4 septembre 2016.

314Martine Drozd, « Aux frontières de la démocratisation urbaine. Conflits et urbanisme participatif à Londres », *L'Information géographique*, vol. 80, no. 4, 2016, pp. 30-55.

315Nicolas Marchetti, *Les conflits de localisation: le syndrome NIMBY*, CIRANO, 2005. Voir : <http://www.cirano.qc.ca/files/publications/2005RB-05.pdf> [dernière consultation le 02/09/2017].

316Not In My Backyard, [pas dans ma cour], l'acronyme anglais désigne les mouvements de refus d'aménagements par les riverains.

317Marlène Thomassian, « Pratiques de la négociation dans les projets urbains ou la « fabrique » de décisions concertées en vue de réduire le risque d'inacceptabilité sociale », *Négociations*, vol. 11, no. 1, 2009. Voir : <https://www.cairn.info/revue-negociations-2009-1-page-185.htm> [dernière consultation le 02/10/2017].

modalités d'organisation de la concertation qui peut traduire la volonté, non-affichée, d'écartier les acteurs sociaux, ou bien encore une information partielle et partielle sur le projet, des comportements de dédain de la part des professionnels de l'urbain et/ou des élus à l'encontre des acteurs sociaux, etc. [...] . Ainsi, le risque d'inacceptabilité sociale paraît être fortement corrélé à la manière dont la société civile va être concertée [...]. Une concertation dialogique, témoignant d'une négociation médiée, a fortement contribué à garantir la faisabilité sociale du projet³¹⁸.

Ces dispositifs stratégiques de désamorçage du conflit ont été utilisés à Nantes. D'une part en associant les riverains des travaux au projet en proposant aux enfants des écoles de dessiner la décoration des panneaux de chantiers, ou en invitant en petit comité certains habitants sur un chantier normalement interdit au public. D'autre part, en amont lors de précédents épisodes de contestation, par une stratégie de reconnaissance symbolique des opposants – le Forum Nantes Patrimoines – à travers l'intégration des voix discordantes au sein d'un conseil scientifique de la Direction du Patrimoine nouvellement créée. Philippe Le Pichon décrit le procédé.

Il y a eu le recrutement d'une équipe qui s'est peu à peu étoffée [...] à la suite de l'intégration dans la partie patrimoine de l'association Nantes Renaissance, *avalée par la ville*, et l'embauche progressive de cinq archéologues. Ils ont acté la création d'un « conseil scientifique du patrimoine et de l'archéologie » composé d'une trentaine de personnes extérieures à l'administration qui se réunissent régulièrement. La moitié sont des membres de la « société civile » entre guillemets, la moitié étaient fondateurs du forum Nantes Patrimoines. Sans vouloir nous jeter des fleurs, c'est nous qui avons animé ce conseil scientifique.

A défaut d'être pleinement satisfait, celui-ci se félicite des petites victoires obtenues vis à vis de la municipalité, ainsi que de la reconnaissance de l'action de l'association par les pouvoirs publics. Jean-Pierre L., également associé au conseil scientifique, évoque le processus d'intégration.

On a pris ça au sérieux au début, on y a cru parce qu'ils ont créé un conseil scientifique du patrimoine nantais, comme toujours les trois ou quatre plus vindicatifs, on nous a nommés membres du conseil scientifique. La première réunion d'intronisation, l'adjoint est venu, nous a expliqué que c'était un grand honneur pour la ville, qu'ils voulaient plus que ça recommence, qu'il y avait trop de malentendus. Ils nous chargeaient de faire l'interface avec la population, mais surtout ils nous donnaient un droit et un devoir d'interpellation. La ville comptait sur nous pour interpellier le politique quand y avait des dérapages. [...] on nous a donné des responsabilités et on a la faiblesse de croire que tout ça, ça compte.

En sortant d'une des réunions de ce conseil scientifiques en 2010, il découvre autour de la chapelle des Cordeliers place Dumoustier, « des panneaux un peu bizarres [...] Il y avait des gars qui abattaient des murs ». Les membres du Forum Nantes Patrimoines alertent la mairie qui lance des recours pour interrompre les travaux, mais il est déjà trop tard³¹⁹. L'architecte ne cache pas son

318Marlène Thomassian, « Pratiques de la négociation dans les projets urbains ou la « fabrique » de décisions concertées en vue de réduire le risque d'inacceptabilité sociale », *Négociations*, vol. 11, no. 1, 2009, pp. 185-198.

319« Chapelles des Cordeliers : l'histoire d'un gâchis », *Ouest-France*, 19 mars 2013.

amertume quant à sa participation au jeu institutionnel dont il s'est aperçu des limites.

J'ai démissionné avec pertes et fracas à un moment et puis ils sont revenus me chercher. Parce qu'on s'est dit : « C'est bien joli tout ça, mais si c'est pour qu'on serve de caution, qu'ils nous appellent quand ils sont embêtés mais qu'ils oublient de nous appeler quand il y a d'autres sujets ou que quand on ramène des sujets comme par hasard on a un mal fou à les faire inscrire dans l'ordre du jour, la plaisanterie a assez duré. »

Les sociologues Toussaint et Zimmermann qualifient ces mécanismes de dispositifs de « ménagement³²⁰ » pour prévenir les mobilisations. Amélie Nicolas, à propos des conflits patrimoniaux sur les chantiers de l'île de Nantes, décrit comment la SAMOA [Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique] parvient à désamorcer l'opposition d'anciens syndicalistes de la Navale qui protestaient contre les projets d'aménagements des anciens chantiers.

Par l'attribution d'un interlocuteur dédié et par l'organisation de réunions-chantiers réunissant l'ensemble des acteurs concernés par l'aménagement du site des anciens chantiers navals, [la SAMOA] prend en charge la gestion du débat avec les associations du patrimoine. [...] À partir d'animations et d'actions en direction des patrimoines industriels et portuaires de la ville, et surtout en s'appuyant sur la présence d'autres associations du patrimoine [...], la municipalité entend pacifier et dédramatiser le débat patrimonial sur l'île de Nantes³²¹.

Dans sa description du « désamorçage du conflit », la chercheuse distingue ainsi trois phases : « conflictuelle puis consensuelle puis technicisée³²² ». A contrario, la « co-construction » érigée en stratégie de gouvernance n'empêche pas, sur des sujets d'une ampleur exceptionnelle ou comportant une dimension symbolique importante de décider en comité plus restreint. En septembre 2017, le propriétaire du Football Club de Nantes et la maire Johanna Rolland annoncent publiquement la construction d'un nouveau stade de football qui remplacera celui de La Beaujoire, édifié en 1984. Ce projet, évalué à 200 millions d'euros, dont la livraison devrait s'effectuer avant les Jeux Olympiques de 2024, a été décidé par un « comité de pilotage très serré³²³ », c'est-à-dire principalement deux acteurs : Waldemar Kita, homme d'affaire et président du FC Nantes, et Johanna Rolland. Loin d'une démarche ouverte et participative, les maires qui composent le conseil métropolitain protestent alors de ne pas avoir été associés à l'élaboration du projet³²⁴, alors que la présidente de la métropole rétorque : « je l'assume totalement. Des choix stratégiques sont du ressort du maire³²⁵ ».

320 Jean-Yves Toussaint, Monique Zimmermann, *Projet urbain, ménager les gens, aménager la ville*, Liège, Mardaga, 1998.

321 Amélie Nicolas, Thomas Zanetti, « Patrimoine et projet urbain : produire et valoriser la localité à Saint-Étienne, Nantes et Clermont-Ferrand », *Espaces et sociétés* 2013/1 (n° 152-153), pp. 181-195.

322 *Ibid.*

323 *Presse-Océan*, 29 septembre 2017, brèves de la rubrique Nantes/grande métropole.

324 *Ibid.*

325 « Johanna Rolland, femme d'intuitions », *Presse Océan*, 11 octobre 2017.

La culture et le « verdissement » comme modalités de transition urbaine ?

Outre les dispositifs participatifs d'intégration de la contestation que nous venons de décrire, à travers l'observation d'une série de projets d'aménagement mis en œuvre ces dernières années d'autres modalités déployées en parallèle apparaissent. Le recours à la culture pour valoriser des espaces désaffectés avant leur réhabilitation devient une pratique courante, intégrée aux politiques publiques urbaines. La mise en place d'événements culturels ou festifs constitue ainsi une forme de prélude aux projets de métamorphose d'ensembles architecturaux ou patrimoniaux. À Nantes, lors, l'une des œuvres de l'édition 2014 du festival annuel d'art contemporain *Le Voyage à Nantes*³²⁶ est la *Villa Occupada*³²⁷. Le vaste immeuble vide de la Mutualité se situe dans la prolongation de la Bourse du Travail rue Désiré Colombe. Il est octroyé par la ville à des artistes subventionnés, à l'initiative du collectif de graffeurs *Pick Up production*³²⁸, pour en faire l'événement culturel névralgique du parcours artistique. Les peintres investissent l'espace en représentant un imaginaire revendicatif avec des slogans libertaires. L'année suivante, le bâtiment – situé sur la zone dévolue au grand projet Désiré Colombe – est le premier à tomber sous les coups des tractopelles. Au début de l'été 2017, la Carrière de Misery, dernière grande friche nantaise depuis la destruction des Brasseries de la Meuse en 1987, située dans le quartier du bas Chantenay en bord de Loire, est nettoyée et aménagée pour accueillir des milliers de visiteurs le 30 juin, à l'occasion des dix ans des Machines de l'île³²⁹. Des visites y sont organisées, une grande fête et des concerts ont lieu en guise de coup d'envoi du *Voyage à Nantes*. C'est aussi l'occasion pour les aménageurs de la métropole d'annoncer que la friche sera transformée en « jardin extraordinaire³³⁰ », sous l'égide de l'agence de paysagistes Phytolab³³¹ avec un projet d'installation culturelle, l'Arbre aux hérons, pour la somme de 4 millions d'euros d'argent public³³². « Comme le Grand Éléphant sur le parc des Chantiers en 2007, l'arrivée de l'Arbre aux hérons dans la carrière Misery va marquer le renouveau du Bas-Chantenay. [...] Située en contrebas du musée Jules Verne et d'un des plus beaux points de vue de la ville, l'ancienne carrière de granite offre un amphithéâtre naturel unique avec ses hautes falaises et la végétation qui a colonisé les lieux depuis la fermeture des brasseries de la Meuse³³³», écrit le site de

326 « 27 millions d'euros de budget annuel, financé à 64% par les collectivités », selon le guide du *Voyage à Nantes*.

327 « Villa ocupada » est l'expression hispanique pour désigner un squat. La référence à la réquisition politique est explicite, à quelques encablures du Radisson Blu.

328 Un partenaire important de la municipalité dans le domaine des cultures urbaines, notamment le graffiti.

329« Nantes La carrière Misery nettoyée pour accueillir 4000 personnes », *Presse-Océan*, 14 juin 2017.

330« Le rêve du jardin extraordinaire de la carrière », *Ouest-France*, 29 juin 2017.

331Qui avait également aménagé le square Faustin Hélie au moment de la transformation du tribunal désaffecté en hôtel 4 étoiles Place Aristide Briand.

332« Top départ pour l'Arbre aux hérons, à Nantes », *Ouest-France*, 8 février 2017.

333« L'incroyable Arbre aux hérons s'enracinera dans la carrière Miséry [Vidéo] », NantesMétropole.fr, 11 juillet 2016.<http://www.nantesmetropole.fr/actualite/l-actualite-thematique/l-incroyable-arbre-aux-herons-s-enracinera-dans-la-carriere-misery-video-tourisme-87224.kjsp> [dernière consultation le 30 septembre 2017]

Nantes Métropole. En effet, l'opération doit précéder un grand projet d'aménagement sur 150 hectares de tout cet ancien quartier demeuré populaire.

Le secteur est appelé à se transformer en s'appuyant sur deux enjeux majeurs : la construction d'un quartier mixte incluant bureaux, commerces, logements, ainsi que le soutien et le développement des activités industrielles et économiques. Il s'agit donc de concilier habitat, activités, industries, loisirs dans un quartier attractif et agréable à vivre [...]. Dans la continuité du quai de la Fosse, le secteur du Bas-Chantenay constitue une pièce puzzle du nouveau cœur de la Métropole. Il représente un secteur de développement important³³⁴.

La Métropole prévoit ainsi d'investir « 3,6 millions d'euros entre 2016 et 2019, puis 29 millions entre 2020 et 2025 et enfin 21 millions sur la période 2026-2034³³⁵ » pour la « requalification des quais, la création d'équipements rendant la pratique nautique possible, la construction de 1 000 à 1 500 logements, ou la livraison de 90 000 m² environ de commerces ». En parallèle de cette opération considérable de mutation urbaine et sociale du quartier, le dernier grand mur de graffiti situé dans la friche sera détruit, et avec lui l'espace sauvage de granite et de végétation non contrôlée de la carrière. A partir de juin 2017, des habitants du quartier se mobilisent contre le projet. Le 30 juin, une banderole est déployée en haut de la falaise surplombant la carrière proclamant « A bas l'arbre des ronds, vive la commune de Chantenay ». Le 24 septembre, un pique-nique, des lectures, un atelier d'écriture et des débats sur l'espace public sont organisés à l'initiative « d'habitants opposés au projet bas-Chantenay ».

Sur les hauteurs du même quartier, près de la Butte Sainte-Anne, la métropole achète en 2013, pour un million d'euros, un jardin de trois hectares à une congrégation de sœurs franciscaines³³⁶. La mairie y installe des aires de jeux et valorise l'ouverture de ce nouveau parc en lien avec le label *Nantes Capitale Verte*. Dans le cadre du Voyage à Nantes, un binôme d'artistes, le collectif Hehe, y installe une œuvre écologiste dénonçant l'extraction du gaz de schiste – une « baignoire dont le robinet laisse couler de l'eau enflammée » accompagnée de « la bande son d'une forêt en feu³³⁷ ». Deux ans plus tard, une grue surplombe le parc, dont la bordure accueille une vaste pancarte du promoteur immobilier. Elle annonce la construction d'un ensemble résidentiel dans l'ancien couvent au cœur du parc : « Le Clos des Baronnie, réalisé avec l'atelier d'architecture PADW - Pellegrino Associés Design Workshop, s'inscrit dans un site exceptionnel au cœur du parc des Oblates et du

334« Projet urbain : Bas-Chantenay » sur Nantes.fr, <http://www.nantes.fr/bas-chantenay> [dernière consultation le 30 septembre 2017].

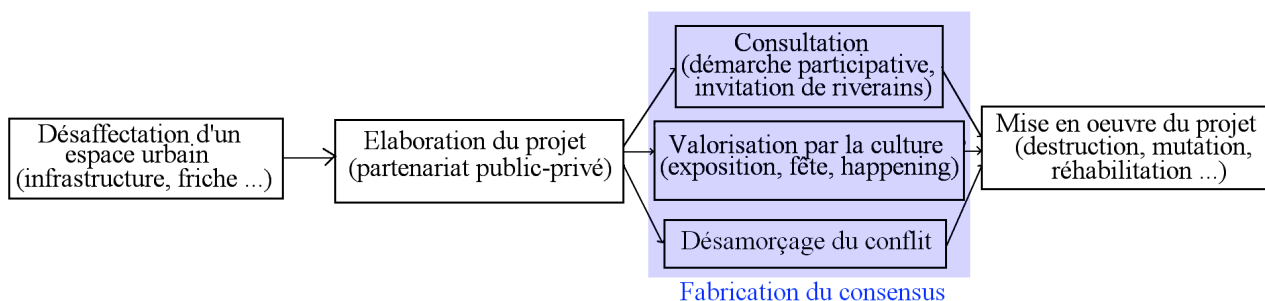
335« L'arbre qui cache le projet du bas-Chantenay », *Ouest-France*, 18 octobre 2016.

336« Les Oblates, le 100e parc nantais », *20 Minutes*, 1er juillet 2013.

337« Ouverture du beau parc des Oblates », *Journal Nantes Métropole* n°46 - Juillet / Aout 2013.

quartier de la Butte Sainte-Anne à Nantes. » Le promoteur décrit ainsi le projet : « Une large ouverture depuis la rue est réalisée afin de créer une perspective nouvelle sur le manoir ancien classé réhabilité et le parc. [...] Afin de donner à voir le paysage lointain de la Loire et celui plus proche du parc des Oblates. » Vingt logements et deux maisons haut de gamme sont programmées³³⁸. Autre grand projet immobilier emblématique à Nantes : le réaménagement de l'ancienne prison Descartes. Le maître d'œuvre, l'entreprise multinationale *Cogedim*, qui a déjà réalisé l'opération adjacente de création d'un hôtel dans l'ancien tribunal, annonce pour l'année 2019 la construction de 160 logements – dont 82 logements sociaux pour Nantes Habitat – d'une crèche, d'un parking souterrain de 252 places avec une entrée rue Descartes et d'un théâtre de 250 places. Le théâtre a vocation à « accueillir d'autres événements publics : réunions, séminaires, projections, etc., en complément de l'offre proposée par l'hôtel *Radisson* voisin ». La revue spécialisée dans le domaine immobilier *Le Moniteur* salue « un projet remarquable » et annonce un prix moyen des logements en accès libre « autour de 6000 euros le m²³³⁹ ». Entre sa désaffectation et sa réhabilitation, l'espace carcéral a accueilli une série d'événements festifs et culturels. Le plus notable est la résidence artistique de grande envergure réalisée dans le cadre de l'édition 2017 du Voyage à Nantes. Des graffeurs, toujours sous l'égide de l'association *Pick-up production* investissent l'espace : « Sur les murs, le sol, les plafonds, jusqu'aux portes de quelques cellules, les artistes plongent le visiteur dans un univers oppressant et névrosé évoquant tour à tour l'enfermement, la folie, la peur, la surpopulation, les rêves, l'espoir³⁴⁰. » On y voit une fresque représentant une bataille rangée entre justice et délinquants, avec un message proclamant « Feu à la prison ». L'exposition est un succès au retentissement médiatique national, et attire plus de 90 000 visiteurs durant l'été. Cette reconversion muséale éphémère constitue le dernier moment d'ouverture de l'édifice avant son profond remaniement.

Les étapes d'un projet d'aménagement métropolitain



338 Sur le site du groupe Launay, l'appartement T1 Bis « à partir de 28.60 m² » est mis en vente « à partir de 158 000 € » et l'appartement T4 de 84.42 m² « à partir de 458 000 € » soit environ 5500 euros le mètre carré, un tarif comparable aux plus beaux immeubles des quartiers huppés du centre-ville.

339 « Un projet urbain remarquable dans l'ancienne prison de Nantes », *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment*, 19 janvier 2017.

340 « Nantes: L'expo de street art dans l'ancienne prison, le tube de l'été », *20 Minutes*, 30 août 2017.

En plusieurs points de la ville, sur des projets immobiliers épars, des initiatives culturelles organisées par les pouvoirs publics constituent le chant du cygne d'espaces en mutation. Dans un premier temps, des lieux désaffectés ou en voie de réhabilitation sont valorisés, avec l'argent public à travers la politique culturelle de la ville, par des services municipaux qui y organisent des événements artistiques ou festifs populaires. Dans un second temps, ces lieux valorisés sont ouverts aux aménageurs privés pour y construire des programmes résidentiels de dimension importante. Ici encore la logique « d'équilibre » prônée par les techniciens au service des décideurs semble présider. Il s'agit également, pour reprendre les termes de Marlène Thomassian, de construire « l'acceptabilité sociale » de projets immobiliers qui seront habités par les classes supérieures en ouvrant préalablement ces espaces aux habitants de la Cité – et en particulier à l'électorat traditionnel de la majorité socialiste friand d'initiatives culturelles et de dispositifs artistiques *in situ*.

Du reste, la prévention des conflits est en partie garantie par un maillage associatif très important, des « corps intermédiaires » qui constituent un mode de médiation efficace. Nantes compte autour de 6000 associations « dont 1200 soutenues financièrement par la collectivité³⁴¹ », regroupant 70 000 bénévoles – soit un Nantais sur quatre – et plusieurs milliers de salariés – les associations en emploient localement 12 000 dans le département dont une large majorité à Nantes. La ville allouait en 2014 55 303 611 millions d'euros au secteur associatif soit 11,5% de son budget annuel total. Aïcha Bassal, adjointe à la vie associative, estime dans la presse municipale que les associations contribuent « à enrichir la politique publique » et à renforcer le « dialogue citoyen ». Pierre Tafani, dans un travail d'enquête sur le clientélisme politique, évoque la constitution de « fiefs politiques » comme une donnée courante des politiques municipales qui cherchent à se maintenir au pouvoir. Dans une étude concernant la municipalité socialiste de la ville de Lille, le sociologue écrit :

La stratégie de conservation de la ville [...] va consister à se procurer les électeurs nécessaires essentiellement dans trois catégories : les militants (soit 3 000 personnes); les « captifs » dont le sort dépend plus ou moins des résultats électoraux, c'est à dire les personnels des grandes associations et institutions, et les électeurs d'appoint, soit ceux des organisations satellites ou alliées (communistes, radicaux, écologistes, chrétiens-sociaux³⁴²).

L'octroi de subventions n'est pas neutre politiquement, il s'agit d'un outil de gouvernance qui traduit les orientations des élus. *A contrario*, en 2016, la majorité de la région Pays-de-la-Loire passe sous le contrôle de la droite, et Bruno Retailleau modifie les octrois de subventions. Les budgets alloués à une association organisant des festivals de musique métal ainsi celui octroyé au festival Cinépride

341 « Quelle vie associative demain à Nantes ? », *Nantes Passion*, septembre 2017.

342 Pierre Tafani, « Du clientélisme politique », *Revue du MAUSS*, vol. n° 25, no. 1, 2005, pp. 259-286.

organisé par le centre LGBT nantais sont retirés. L'argent public est ainsi utilisé comme un outil de sanction politique ou d'incitation voire de sujétion. Réciproquement les associations aidées au niveau local constituent un réseau d'obligés de la mairie et des relais des politiques locales sur le territoire. Dans le cas des politiques d'aménagements urbains tel que Désiré Colombe, le secteur associatif est mis en avant comme une dimension valorisante quand il n'intervient pas directement pour appuyer les décisions municipales.

En définitive, les décideurs déploient au niveau des métropoles une série de dispositifs visant à faciliter les choix d'aménagement et prévenir les conflits. Il s'agit de méthodes rhéostatiques, modulables, qui privilégient généralement le dialogue et l'intégration de la contestation dans les circuits institutionnels – voire l'acquisition d'un réseau de soutiens à travers la distributions de subventions – avec l'objectif primordial d'éviter l'émergence de conflits ouverts dans le champ médiatique, judiciaire, voire dans la rue. La genèse du projet Désiré Colombe fait écho à certaines de ces logiques, avec la mise en avant récurrente du secteur associatif et la dimension – partiellement – sociale du futur ensemble résidentiel comme arguments de valorisation du projet, l'invitation de riverains influents dans le processus d'élaboration et le cloisonnement des opposants dans des protocoles techniques et juridiques individualisants et isolants. L'articulation de matériaux ethnographiques – observations et entretiens – autour du projet Désiré Colombe combinée à une mise en perspective plus globale, dans le temps et l'espace, permet de saisir les évolutions des politiques urbaines contemporaines à partir du cas de projets d'aménagement. Les édiles cherchent à façonner une ville « attractive » dans le cadre d'une concurrence territoriale accrue tout en offrant des garanties aux acteurs immobiliers privés qui stimulent la croissance économique locale. Ces logiques politiques reposant sur l'expansion métropolitaine et l'enrichissement doivent en parallèle, pour se doter d'une légitimité sociale, déployer une série de dispositifs participatifs visant à intégrer, voire à neutraliser les oppositions afin de fabriquer un consensus politique.

D- Aménagements, communication, gouvernance : vers l'uniformisation métropolitaine ?

« Le projet culturel que nous allons conduire pour le pays, la Ville de Nantes en est un formidable exemple ! »

Emmanuel Macron, 19 avril 2017

A quelques jours du premier tour du scrutin présidentiel, Emmanuel Macron, candidat en campagne se rend à Nantes pour un de ses derniers grands meetings. Au cours de son discours, il

rend hommage au travail de Jean-Marc Ayrault « qui a fait confiance aux acteurs du territoire » et salue la stratégie culturelle nantaise, érigée en exemple pour la politique nationale. Au soir du premier tour, l'ancien ministre de l'économie arrive en tête à Nantes, devant Jean-Luc Mélenchon, avec plus de 30% des suffrages. Deux semaines plus tard, il triomphe dans la ville face à la candidate d'extrême droite, avec 86,52 % des voix, soit 20 points de plus que la moyenne nationale. La répartition territoriale du vote est particulièrement marquée : ce sont les grandes métropoles, et en particulier celles de l'ouest de la France, bastions du Parti Socialiste, qui ont élu le plus massivement le nouveau président.

Proche du maire Les Républicains du Havre Édouard Philippe, Jean Blaise, directeur de spectacles et figure incontournable de la politique culturelle nantaise depuis l'arrivée au pouvoir de Jean-Marc Ayrault racontait, quelques semaines après les élections présidentielles, ses relations avec l'édile devenu premier Ministre. Celui-ci l'avait invité à animer des manifestations culturelles dans la ville normande. Jean Blaise déclarait entretenir « un rapport particulier³⁴³ » avec l'homme politique.

Entre lui et Johanna Rolland, sur le plan de l'ambition culturelle, il y a peu de différences. C'est comme ça à partir du moment où on est face à des personnes éclairées et soucieuses de la démocratisation culturelle [...] On a très vite eu une relation assez complice, amicale. Mais ça reste un homme de droite. Je suis un homme de gauche. [...] On fait souvent des conférences ensemble, de presse ou devant des entrepreneurs. Il me présente comme un homme de gauche car je suis souvent habillé en noir. En voulant montrer que c'est compatible. Je lui répons alors que lui étant de la droite molle, et moi de la gauche molle, on est fait pour s'entendre !³⁴⁴

Dans le journal *Le Monde*, l'homme de culture décrit Édouard Philippe comme « agile, vif, cool, simple, avec de l'humour³⁴⁵ ». Nantes et Le Havre sont des villes de tailles différentes présentant néanmoins plusieurs similarités. Le passé récent de la Cité des Ducs évoque par certains aspects la situation actuelle de la sous-préfecture de Seine Maritime. La ville ouvrière et portuaire en bordure de la Manche fut un ancien bastion communiste touché par la crise économique, que les élus cherchent à présent à reconverter en favorisant le secteur tertiaire, en valorisant l'obtention de labels écologiques³⁴⁶ ou en aménageant une partie du port industriel pour les plaisanciers. L'invitation de Jean Blaise par l'édile du Havre est une autre manifestation de cette stratégie politique partagée : le savoir-faire nantais s'exporte. Olivier Pétré Grenouilleau évoquait à ce sujet le recours instrumental à la culture par les élus nantais. L'historien voyait la culture comme une « arme politique [...] et pour les socialistes, une machine de guerre contre leurs adversaires³⁴⁷ ».

343« Culture. Le père du Voyage à Nantes se confie sur Edouard Philippe », *Ouest-France*, 16 mai 2017.

344*Ibid.*

345« De Nantes au Havre, Jean Blaise sème la culture », *Le Monde*, 26 mai 2017.

346Entre 2009 et 2011 le label Énergies d'avenir et le label Terre durable.

347Olivier Pétré Grenouilleau, *Nantes*, Plomelin, Collection Histoire et géographie contemporaine, Édition Palantine,

En plus de projets culturels ambitieux et la mise en valeur d'une politique « verte », les élus de Nantes misent à présent sur les nouvelles technologies, avec l'obtention du label *Métropole French Tech* et l'implantation du cluster *Ouest Médialab* sur l'île de Nantes, chargé de promouvoir l'innovation numérique dans le secteur des médias et de la communication. Au fil des lectures et des données collectées dans le cadre de mes recherches, il apparaît que ces deux axes – culture et numérique – loin d'être spécifiques à la ville de Nantes, sont au contraire invoqués de façon de plus en plus systématique – mais de façon plus ou moins accentuée selon les endroits – par les élus des locaux pour promouvoir leur territoire dans le cadre de la compétition entre métropoles. Au delà des particularités sociales, historiques et politiques propres à chaque ville, les stratégies de développement et de marketing territorial semblent répondre aux mêmes impératifs, aux mêmes codes, aux mêmes normes, comme si les métropoles étaient interchangeables.

Homogénéisation des politiques urbaines

L'aménagement des centre-villes est un des exemples de cette dynamique d'uniformisation progressive des politiques publiques. La construction de réseaux de « transports doux » tels que le tramway a été mise en œuvre dans de nombreuses métropoles de province après Nantes, telles qu'Angers, Caen, Bordeaux ou Montpellier. La formule « construire la métropole dans son jardin³⁴⁸ » employée par la maire de Nantes Johanna Rolland fait écho aux politiques de végétalisation des centre-villes observées dans les autres territoires³⁴⁹. Le site internet de la ville d'Angers, par exemple, dans un article intitulé « Angers, ville en mouvement » décrit : « l'aménagement des bords de Maine, du quartier de la gare, [la] ligne B du tramway, [la] rénovation urbaine, [la] végétalisation... Le territoire angevin ne cesse d'évoluer, de se moderniser ». Et conclut : « la ville est en mouvement, offrant un cadre de vie toujours plus qualitatif et permettant ainsi d'accroître le rayonnement du territoire³⁵⁰ ». De son côté, Rennes, sur le modèle nantais, crée en 2017 la Société Publique Locale Destination Rennes, chargée de « renforcer l'attractivité de la métropole rennaise en matière de tourisme urbain et de rencontres professionnelles ». La brochure de l'appel à projet *Imagine Angers* lancée la même année évoque les prochains chantiers « indispensables au développement économique du territoire, à son

2003.

348 Formule reprise et soulignée par Pascal Pras lors de la présentation du PLUM le 25 février 2016.

349 Le site *Angers.fr* met en avant la « végétalisation du cœur de ville ». Concernant Rennes, voir : « Rennes. La Ville délivre des "permis de végétaliser" », *Le Télégramme*, 5 avril 2017.

350 <http://www.angers.fr/decouvrir-angers/angers-ville-en-mouvement/index.html> [consulté le 1er novembre 2017]

rayonnement et à son attractivité, qui permettront d'améliorer encore la qualité de vie des Angevins³⁵¹ ».

Du reste, les outils de gouvernance mis en œuvre dans plusieurs villes de province sont issus des mêmes paradigmes et basés sur les mêmes protocoles. La ville de Nantes lançait entre 2011 et 2012 une série de débats participatifs intitulés *Imaginons Nantes 2030* afin de « valoriser ces nouveaux projets, accompagner et informer pour aider à contourner les nuisances liées aux chantiers, donner les clés pour s'approprier le nouveau centre-ville³⁵² ». Cinq années plus tard, la mairie angevine élabore un appel à projet intitulé identiquement : *Imagine Angers*, destiné à « susciter des solutions diverses, riches, innovantes et peut-être inattendues mais toujours singulières » en recueillant des propositions pour valoriser « les réserves foncières de plusieurs sites emblématiques qui méritent attention et réflexion sur leur devenir », et s'interrogeant : « Que construire face au château ? Au bord de la Maine ? À côté de la future patinoire ? À l'entrée ou au cœur du nouveau quartier des Hauts-de-Saint-Aubin ? Au pied de la future ligne du tramway ? ». En juin 2017, la Ville de Nantes lance une opération similaire baptisée *15 lieux à réinventer*, proposant « aux Nantais et aux Nantaises d'imaginer une nouvelle vie pour quinze de ses propriétés publiques ». L'appel à projet s'étend du mois de novembre jusqu'au 31 janvier et sera clôturé par un vote citoyen au printemps 2018. Il ne s'agit pas ici d'évaluer le bien fondé ou la validité opératoire de tels appels à projets dont les modalités restent parfois à éclaircir, ni les intentions sous-jacentes des acteurs, mais de souligner la similarité et la concomitance de telles opérations sur plusieurs territoires différents, révélant un mode de gouvernance recourant aux mêmes protocoles, indifféremment, selon les espaces et les couleurs politiques locales.

Prenons l'exemple du label *French Tech*, attribué à onze territoires en France en 2014. Dans un article publicitaire – sponsorisé par l'entreprise *Enedis*³⁵³ – paru dans le journal *Le Monde* en 2016, Adrien Poggetti, le délégué général de Nantes Tech vante le bilan de ce label pour mieux valoriser la ville de Nantes comme destination pour les entrepreneurs : « l'écosystème nantais est très ouvert, prêt à accueillir l'innovation [...] qu'il s'agisse des pouvoirs publics ou des entrepreneurs, tout le monde est à l'écoute³⁵⁴ ». Il y appelle les futurs cadres du secteur numérique à s'installer dans la métropole : « Il faut que ces jeunes sachent qu'ils peuvent envisager leur carrière

351 Brochure « *Imagine Angers*, appel à projets urbains innovants », *Ville d'Angers*, avril 2017.

352 <http://www.agence-double-mixte.com/coeur-de-nantes/> [consulté le 1er novembre 2017].

353 Filiale d'EDF chargée du réseau de distribution de l'électricité.

354 « Nantes, pépite créative de la *French Tech* », *Le Monde*, 16 mai 2017 [article conçu par la régie publicitaire du *Monde*].

à Nantes et pas seulement leur formation ». Le secteur des nouvelles technologies est considéré comme stratégique au sommet de l'État. En juillet 2017, lors d'un « salon de la technologie » à Paris, le président Macron annonçait son « souhait que les jeunes entreprises du numérique hexagonales deviennent des championnes mondiales³⁵⁵ » et affichait l'objectif de concurrencer la *Silicon Valley*. Dans cette optique, plusieurs métropoles de l'ouest de la France organisent des événements en lien avec les technologies et l'innovation : le 2 décembre 2016, l'Opéra de Rennes accueille « un événement à dimension internationale³⁵⁶ », la *Digital Tech conference*. En octobre 2017, la ville d'Angers organise le *World Electronic Forum* et l'événement *Connected week* qui attirent des milliers de visiteurs et de conférenciers venus de toute la planète. Le Premier Ministre y prononce une allocution dans laquelle il annonce que l'État compte « se glisser dans la peau d'un investisseur ou d'un porteur de projet » afin de permettre à la France de « devenir une nation qui valorise l'agilité, l'innovation, l'audace. » Le discours est relayé sur le site du gouvernement, par une vidéo qui assimile les lois libérales du gouvernement aux politiques d'innovations technologiques : « le gouvernement accompagne le développement de cet écosystème, simplifie les démarches, modernise le code du travail³⁵⁷ ». Au printemps 2017, nous l'avons vu précédemment, la ville de Nantes organisait elle aussi une série de conférences et d'événements en lien avec les innovations technologiques et les *smart cities*. A propos du label *French Tech*, Johanna Rolland déclarait en 2014 :

Je me réjouis de cette reconnaissance qui contribue à faire de Nantes une grande place du numérique et permet l'affirmation d'une identité numérique nationale singulière à l'échelle mondiale. Cette labellisation met en évidence la fertilité de notre terreau économique et le dynamisme de notre écosystème numérique³⁵⁸.

Le maire d'Angers, Christophe Bêchu se félicitait en 2015 que sa ville « dispose d'un écosystème numérique complet », affirmant « [qu'] il est possible de tout faire à Angers : étudier, inventer, fabriquer, commercialiser³⁵⁹ ». Un an plus tard l'élu écrivait à nouveau : « Angers est aussi une agglomération qui innove, avec la présence de la Cité de l'objet connecté et le label *French Tech* ; une agglomération à la pointe de la recherche, [...] une agglomération qui fait référence au plan international³⁶⁰ ». Ainsi, les stratégies de développement territorial semblent rigoureusement les

355« French Tech : les start-up sauveront-elles la France ? », *Le Monde*, 16 juillet 2017.

356 « Digital tech conference. Les vidéos de la deuxième édition », *Ouest France*, 2 décembre 2016. <https://www.ouest-france.fr/high-tech/digital-tech/digital-tech-conference-suivez-la-deuxieme-edition-en-direct-4649721> [consulté le 1er novembre 2017]

357La vidéo est consultable en ligne : <http://www.gouvernement.fr/partage/9666-edouard-philippe-a-la-22eme-edition-du-world-electronic-forum-a-angers> [consulté le 1er novembre 2017].

358 <http://www.nantes.fr/nantestech> [consulté le 1er novembre 2017].

359« Angers met le turbo dans le numérique », *Ouest France*, 4 juillet 2015.

360<http://imagine.angers.fr/> [consulté le 1er novembre 2017].

mêmes dans plusieurs agglomérations, alors que la sémantique des élus tend à s'uniformiser en empruntant aux mêmes éléments de langage – par exemple avec l'utilisation des termes « écosystème » et « fertilité » pour « naturaliser » les nouvelles technologies –, ponctués d'anglicismes. L'alignement n'est pas uniquement paradigmatique, il est aussi linguistique³⁶¹, révélant le caractère normatif de la compétition territoriale et l'appauvrissement de la pensée et de l'imaginaire.



Trois exemples de logos de territoires French Tech dans l'Ouest de la France : Nantes, Angers et le triptyque Caen, Rouen, Le Havre. Les codes graphiques sont identiques, et les villes, suivant le modèle marketing des marques privées, sont représentées sous formes de logos. Angers choisit un symbole générique, le renard, alors que la Normandie puise dans l'imaginaire Viking. Nantes rompt avec la symbolique maritime³⁶², et associe son identité visuelle à l'éléphant des Machines de Royal de Luxe.

Réification de la ville

Puisque le jeu de la concurrence globale implique de faire « rayonner » la métropole au niveau national voire international, les municipalités s'adaptent en concevant la ville comme un produit qu'il s'agit de promouvoir à l'aide de campagnes de communication destinées à la fois aux habitants locaux et aux populations exogènes qu'il faut attirer. La ville se trouve ainsi réifiée à l'instar d'autres biens de consommation, et la frontière entre publicité et communication publique s'affaïsse progressivement alors que les nouveaux modes de communication se développent de façon virale. Si les stratégies de promotions commerciales appliquées à la politique ne sont pas nouvelles – dès les années 1980 le publicitaire Jacques Séguéla forge les slogans du président socialiste tels que « La force tranquille » ou « Génération Mitterrand » – elles semblent désormais supplanter le débat d'idée entre représentants publics. Benjamin Delalande expliquait dans une étude de cas³⁶³ comment en 2005 l'entreprise de grande distribution Leclerc s'était approprié le

361 Pour une contribution critique sur l'uniformisation de la langue politique, voir l'essai de l'écrivain Eric Hazan : Eric Hazan, *LQR. La propagande du quotidien*, Paris, Raisons d'agir, 2006.

362 Les armoiries de Nantes représentent un navire, et la devise de la ville mentionne Neptune, le Dieu de la mer.

363 Benjamin Delalande, « Publicité sans frontières. De la pub au politique », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 98 | 2012, mis en ligne le 01 mai 2014, consulté le 02 novembre 2017. URL : <http://mots.revues.org/20613>

registre de la communication politique en détournant l'iconographie et les slogans contestataires³⁶⁴ dans une de ses campagnes promotionnelles. En définitive, la publicité s'approprie les symboles politiques, et la politique reprend les codes publicitaires, les frontières s'effacent progressivement. L'action publique devient un produit comme un autre qu'il faut valoriser par des campagnes destinées à un public de citoyens devenus consommateurs.

La sociologue Valérie Sacriste décrit la publicité comme un phénomène social normatif³⁶⁵ allant « au-delà de sa fonction économique, [il s'agit d'un] phénomène social qui peut fournir par son hyper-ritualisation des modèles identitaires dans un certain type de société », elle fabrique un récit et un imaginaire nouveau. Les sources recueillies sur le terrain démontrent que l'uniformisation des politiques métropolitaines s'incarne sur le plan des idées mais aussi dans le domaine de la communication visuelle. Les représentations des villes, conçues par les agences de communication travaillant pour les municipalités évoquées, semblent obéir aux mêmes critères esthétiques, aux mêmes codes graphiques, évoquant l'univers du dessin animé ou de la Bande Dessinée.



A droite, le graphisme de La Fabrique Citoyenne, un outil interactif participatif mis en place par la mairie de Rennes depuis 2016, conçu par Eric Guémas. A gauche, l'illustration de la brochure présentant Nantes City Lab, « laboratoire » chargé de « faciliter l'émergence de projets innovants associant partenaires publics et privés », réalisée par Double Mixte. L'imaginaire urbain répond aux mêmes codes iconographiques, ludiques et colorés, la ville y est représentée sans contrainte ni aspérité.

Les collectivités locales font appel à des entreprises spécialisées dans la communication pour promouvoir leur action. Cette technicisation et cette spécialisation de la transmission de la parole publique est en partie responsable de l'indifférenciation des univers graphiques. Les acteurs

364Le slogan phare de cette campagne publicitaire était : « Aujourd'hui, la lutte c'est le pouvoir d'achat ».

365Valérie Sacriste, « Sociologie de la communication publicitaire », *L'Année sociologique*, 2001/2 (Vol.51), p. 487-498.

choisis par les municipalités pour élaborer leurs supports visuels révèlent qu'un petit nombre d'agence travaille pour de nombreux clients publics comme privés. A Nantes, l'agence de communication privilégiée se nomme *Double Mixte*, dirigée par Patrick Ardois et Stéphane Courtin, qui travaille également pour la Région Pays-de-la-Loire, les villes d'Alençon, Saint-Nazaire, Caen, Clisson, ou la Roche-sur-Yon. L'agence a réalisé pour Nantes Métropole la campagne « cœur de ville » – dont l'objectif est de « valoriser ces nouveaux projets, accompagner et informer pour aider à contourner les nuisances liées aux chantiers, donner les clés pour s'approprier le nouveau centre-ville³⁶⁶ » et qui comprend l'opération Désiré Colombe –, ainsi que des supports contre « l'hyper alcoolisation », ou encore la campagne *Imaginons Nantes 2030*, pour accompagner les débats participatifs mis en œuvre en 2011. L'agence a également produit la brochure *Nantes City Lab* que j'avais recueillie lors du débat participatif organisé au Lieu Unique le 3 avril 2017, et réalisé des missions pour la ville de Saint-Nazaire en 2013 ou le Conseil Départemental d'Ille et Vilaine en 2014.



A Nantes et Angers, utilisation des mêmes éléments d'une typographie spécifique. A gauche, le logo du site Imagine Angers, réalisé en 2017 par l'agence Médiapilote. A droite, un élément du livret du forum Smart City en avril 2017, conçu par l'agence toulousaine W2P.

Le Dossier récapitulant la participation citoyenne dans le cadre du PLUM³⁶⁷ est confiée à l'agence de communication *Rouge Vif*. Contrairement à la petite entreprise *Double Mixte*, en situation de quasi-monopole de la communication publique nantaise, l'agence se présente comme « un groupe multi-spécialiste au service des territoires, de l'écosystème du secteur public et des grands comptes privés³⁶⁸ », affichant 8 millions de chiffre d'affaire annuel et travaillant pour 150 clients, appartenant pour une moitié au secteur public – ministères, services d'État, Métropoles – et l'autre moitié au secteur privé – BTP, assurances, énergie. C'est la branche « Rouge vif territoires » spécialisée dans l'accompagnement des décideurs publics qui se charge de mettre en forme le document relatif à la Concertation et communication pour l'élaboration du PLUM de Nantes Métropole. L'agence a exercé les mêmes missions pour les Métropoles Nice-Côte-d'Azur, Rouen-Normandie, Grand-Dijon.

³⁶⁶<http://www.agence-double-mixte.com/coeur-de-nantes/> [consulté le 1er novembre 2017].

³⁶⁷Plan Local d'Urbanisme Métropolitain, La participation citoyenne, phase PADD, *Nantes métropole*, février 2016.

³⁶⁸<http://grouperougevif.fr/groupe> [consulté le 1er novembre 2017].

En définitive, le jeu de compétition territoriale s'incarne concrètement dans l'espace urbain, à travers les politiques d'aménagement mises en œuvre, mais il conduit aussi à un alignement des représentations, tant sur le plan sémantique, iconographique que paradigmatique, observable dans les supports communicationnels des collectivités locales. Cette nouvelle identité métropolitaine paraît transcender les anciens clivages politiques et les spécificités historiques et sociales des territoires.

CONCLUSION

« Un entrepreneur est plus capable de changer le monde qu'un politique³⁶⁹ », déclarait en octobre 2017 Xavier Niel, chef d'un empire prospère dans le domaine des nouvelles technologies de communication, synthétisant en une formule la nouvelle donne politique, marquée par un transfert du pouvoir incombant aux élus vers le secteur privé. Dans ce processus global, la métropole s'impose comme un acteur incontournable des politiques publiques, un échelon du pouvoir intermédiaire dans un contexte de mondialisation, de régionalisation de l'Europe, et de compétition territoriale. Les grandes capitales régionales sont des territoires intégrés à la concurrence internationale, chargées d'attirer les entreprises et les services, de concentrer la population active et les flux, alors que les villes moyennes exclues de la compétition et considérées comme moins attractives – à l'image de Roubaix ou Saint-Étienne – voient leur populations décliner³⁷⁰. Notre époque se caractérise par une nouvelle répartition des prérogatives alors que les politiques nationales – alignées sur les paradigmes néo-libéraux – font le choix de réduire leurs attributions dans de nombreux domaines sociaux et politiques.

Le 17 juillet 2017, Emmanuel Macron, nouvellement élu, ouvre le dossier des politiques territoriales par une Conférence nationale des territoires – CNT – réunissant des membres du gouvernement, des représentants du parlement, d'associations d'élus locaux, afin de promouvoir un « pacte girondin³⁷¹ ». Les initiateurs de ce « pacte » invitent d'une part les collectivités à mettre en œuvre des économies budgétaires – de l'ordre de treize milliards d'euros sur l'ensemble du quinquennat –, et proposent d'autre part d'élargir les compétences des collectivités locales, par exemple en ayant la possibilité de réorganiser leur territoire, par la fusion de communes ou de départements. La direction politique du mandat en matière urbaine est donc de continuer à accroître le pouvoir des métropoles en territorialisant d'avantage l'action publique – remettant *de facto* en cause l'idéal d'égalité entre les territoires à l'échelon national – pour permettre à l'État de se replier sur ses fonctions régaliennes. Une vision qui fait écho aux déclarations de Johanna Rolland, maire de Nantes, en introduction du bilan budgétaire de l'année 2016 :

369« Xavier Niel : « Un entrepreneur est plus capable de changer le monde qu'un politique », *Le Parisien*, 2 octobre 2017.

370La population de Roubaix, évaluée à 114 547 habitants en 1968 passait sous la barre des 95 000 habitants en 2014. Celle de Saint-Etienne passait sur la même période de 223 223 à 170 761 habitants.

371La Gironde, durant la Révolution Française, est le groupe politique situé à droite de la Convention Nationale, d'inspiration bourgeoise, libérale et modérée opposé aux Montagnards – à gauche –, qui prônent l'égalité et s'appuient sur le peuple sans culotte. Face à l'effervescence parisienne, ils représentent les provinces et refusent l'hégémonie politique de la capitale.

Nantes Métropole a poursuivi son action avec la conviction profonde que l'avenir se dessine de plus en plus dans nos territoires. Les deux années de présidence nantaise d'*Eurocities*, ce réseau de 130 métropoles européennes, ont renforcé cette certitude que les métropoles sont des espaces de solutions, des laboratoires d'expérimentations et auront un rôle moteur encore plus important et essentiel à jouer demain³⁷².

En effet, les Métropoles s'occupent à présent de domaines aussi diversifiés que le « développement économique, l'emploi, les transports publics, de l'environnement, de l'eau, de la collecte des déchets [...] la recherche³⁷³», devenant les principales entités gérant la vie des populations présentes sur le territoire.

Durant ces deux années de recherches, nous avons confronté ce constat général d'un processus de métropolisation qui va en s'accéléralant à des observations empiriques locales, à partir de projets d'aménagements emblématiques menés à Nantes. Il s'est agi ici d'analyser la mutation d'un ancien patrimoine syndical et festif situé dans un quartier privilégié en nouveau pôle résidentiel et associatif, présenté par ses promoteurs comme « prestigieux », « innovant » et « connecté ». En 2015, à l'amorce de ces travaux de recherche, les engins de chantiers commençaient à intervenir sur le site, alors que d'autres opérations immobilières de grande envergure émergeaient simultanément en différents points de la ville, notamment sur l'île de Nantes – avec la construction du « quartier de la création » et d'ensembles résidentiels sur la Prairie-aux-Ducs – ou à l'est de la ville – avec notamment l'édification du quartier EuroNantes Gare. Il nous a d'abord fallu saisir l'importance et l'originalité sur le plan historique du patrimoine de la rue Désiré Colombe, situé au carrefour des conflits sociaux et des événements mondains et politiques de la ville de Nantes au XX^e siècle. La Bourse du Travail, inaugurée en 1922, fruit d'un long compromis entre un mouvement ouvrier nantais puissant et déterminé et la municipalité républicaine, devient le quartier général du monde syndical pendant plusieurs décennies alors que les Salons Mauduit et leurs ornements de style Art Déco demeurent jusque dans les années 1990 un lieu de sociabilité politique et récréatif important de la ville. Les deux bâtiments se trouvent désaffectés de façon concomitante au début des années 2000, alors qu'un redéploiement des infrastructures urbaines s'effectue en direction du fleuve et de l'île de Nantes. Après plus d'une décennie de délibérations, un grand projet s'engage sous l'égide d'un partenariat public-privé associant un grand groupe de BTP à l'institution para-publique Nantes Métropole Aménagement. Finalement, alors qu'une bataille judiciaire oppose une association de

372Rapport annuel 2016 du budget de la Métropole, consultable en ligne : <https://www.nantesmetropole.fr/institution-metropolitaine/institution/rapport-annuel-2016-94068.kjsp> [consulté le 29 octobre 2017].

373Alain Croix, Thierry Guidet, Gwenaël Guillaume, Didier Guyvarc'h, *Histoire populaire de Nantes*, PUR, 2017, p. 438.

défense du patrimoine aux porteurs du projet, les Salons Mauduit disparaissent sous les coups des bulldozers quand la façade de la Bourse du Travail, vestige des conflits sociaux du siècle passé, est conservée par les architectes. Néanmoins, il serait faux d'affirmer que les concepteurs font table rase du passé des lieux. Ils entendent s'appuyer sur les nouvelles technologies pour s'approprier et valoriser l'histoire de cet espace urbain protéiforme tout en le restructurant profondément et en transfigurant ses usages.

La promotion ostensible mais dissonante de l'opération menée par les acteurs privés – qui cherchent à commercialiser les logements haut-de-gamme – et par les acteurs publics – qui valorisent la « mixité sociale » et la dimension associative de la réalisation – révèle l'ambivalence d'un projet qui vise à la fois à rationaliser les surfaces octroyées aux associations tout en attirant une clientèle de cadres supérieurs dans un quartier privilégié de la ville. La métamorphose de ce patrimoine est à mettre en corrélation avec les perspectives plus générales portées par les équipes de la métropole, qui énoncent des stratégies d'expansion du territoire pour les années à venir, anticipant 75 000 habitants supplémentaires dans les quinze années à venir et se fixant comme objectif « d'attirer 70 000 emplois et créer 6 000 logements neufs par an jusqu'en 2030³⁷⁴ ». Ces représentations, volontaristes et inspirées par la vision stéréotypée d'une métropole toujours en expansion, influent évidemment sur la façon dont les décideurs aménagent la ville et pensent les métamorphoses du bâti ancien du centre-ville. Le *Projet Désiré Colombe* est, en ce sens, une des figures de proue de l'urbanisme nantais contemporain promu par la mairie socialiste, et légitimé par un discours sur « l'équilibre » entre logement de standing particulièrement onéreux et offre sociale, qui remplace les objectifs égalitaires par une promotion de la « mixité ».

Les entretiens menés avec des experts du secteur de l'urbanisme et les observateurs de la vie locale ont démontré que la question urbaine se technicise depuis trente ans. Alors que « la figure du maire-manager s'impose³⁷⁵ » depuis les années 1980, l'aménagement de la ville s'opère de moins en moins sur la base d'un mandat plébiscité par les électeurs : faute de moyens – et parfois de volonté politique –, les élus confient la dimension logistique et financière des opérations immobilières aux acteurs privés et remettent les décisions stratégiques dans les mains d'ingénieurs urbanistes intégrés aux équipes municipales. « Les élus gouvernent moins aujourd'hui » au profit de cabinets et de services accroissant leur pouvoir et leurs compétences³⁷⁶, déclarait à ce sujet l'ancien maire de

374Prévisions énoncées par Pascal Pras, le 25 février 2016, lors de la soirée : *Présentation du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, venez débattre de l'aménagement de votre territoire de vie*, dans la tour Bretagne.

375Rémi Lefebvre, *De « changer la ville » aux villes « attractives »*, *Place Publique* #30, p.56, novembre décembre 2011.

376Déclaration d'Alain Chénard, ancien maire socialiste de Nantes, dans une interview donnée à revue *Place Publique*

Nantes Alain Chénard. Ce mouvement de diminution progressive de la place du politique entraîne une uniformisation de l'action publique de villes qui doivent répondre à des standards homogènes pour rester compétitives. Il n'y a plus de vision alternative à la métropolisation.

Paradoxalement, cette disparition des clivages politiques dans le domaine urbain concorde avec l'émergence de dispositifs participatifs destinés à légitimer les projets d'aménagement. Il s'agit pour les porteurs de projet de produire un consentement des populations à travers des outils de « co-construction » de l'action publique, dans lesquels les citoyens sont consultés. Dans le cas du projet Désiré Colombe, ces dispositifs paraissent cosmétiques dans la mesure où ils n'ont associé qu'une infime partie des habitants du quartier, invités sur le chantier par petits groupes ou associés à la décoration des palissades entourant l'enceinte des travaux. Ces outils participatifs sont envisagés à des échelles plus ambitieuses lorsqu'il s'agit de matérialiser les Plans Locaux d'Urbanisme Métropolitain, mais ici encore la question demeure captive de compétences techniques et peine à mobiliser les citoyens. Le politologue Guillaume Gourgues jugeait en ces termes la « co-construction » mise en place dans les métropoles :

Quel rôle peuvent jouer les dispositifs participatifs dans les affrontements relatifs au futur souhaitable des villes ? Ont-ils une quelconque chance d'influencer un processus décisionnel monopolisé par un cercle d'élites toujours plus restreint³⁷⁷ ?

Du reste, dans le cas étudié, l'association de riverains aux débats autour du projet Désiré Colombe paraît d'avantage un outil de neutralisation préventif de la contestation portée par les opposants à la destruction des anciens Salons Mauduit qu'une démarche aux desseins démocratiques. Il s'agit dès lors de forger une « ingénierie du consensus³⁷⁸ » appuyée sur des mécanismes de « ménagement³⁷⁹ » afin de réduire les risques d'émergence du conflit.

Concernant la place des mémoires dans la ville, et en particulier celle du monde ouvrier à Nantes, en lien avec la reconversion d'un ancien espace d'émancipation des travailleurs, il apparaît incontestable que, suite à l'expérience marquante de la désindustrialisation, aux rapports de forces sociaux et à l'histoire particulière de la ville de Nantes, les autorités n'ont pas négligé la place de l'histoire populaire de la ville. La Maison des Hommes et des Techniques, animée par des anciens

#30.

377Alain Croix, Thierry Guidet, Gwenaël Guillaume, Didier Guyvarc'h, *Histoire populaire de Nantes*, PUR, 2017, p. 440.

378Martine Drozd, « Aux frontières de la démocratisation urbaine. Conflits et urbanisme participatif à Londres », *L'Information géographique*, vol. vol. 80, no. 4, 2016, pp. 30-55.

379Jean-Yves Toussaint, Monique Zimmermann, *Projet urbain, ménager les gens, aménager la ville*, Mardaga, 202 p, 1998.

ouvriers de la Navale d'une part, et le Centre d'Histoire du Travail, réunissant les archives syndicales du département – mais aussi un fonds original de documents politiques et associatifs, d'affiches, de revues, d'ouvrages, et proposant fréquemment des expositions sur les luttes sociales du passé – d'autre part, installés dans les anciens bâtiments de la direction des Chantiers Navals, – au milieu de l'esplanade des traceurs de coque, où les navires en construction ont été remplacés par les attractions des *Machines de l'île* et les lieux de consommation culturelle – en sont le témoignage. La ville entretient donc un rapport ambivalent à son histoire sociale : entre mise à distance et muséification. Il n'est d'ailleurs pas anodin d'observer que les responsables socialistes locaux, parfois eux-même anciens animateurs virulents des mouvements sociaux passés³⁸⁰, rendent hommage aux acteurs des conflits³⁸¹ qui ont émaillé les dernières décennies tout en condamnant – parfois fermement – les convulsions sociales contemporaines. Malgré les profondes mutations sociologiques et morphologiques de Nantes, la page du passé ouvrier de la ville n'est pas tournée car elle vit encore à travers celles et ceux qui l'ont vécue et portée. Les anciens des grandes manufactures et chantiers nantais sont encore en vie, les militants ayant arpenté les couloirs de l'ancienne Bourse du Travail aussi. A ce propos, l'ancien syndicaliste de la Navale Jean Relet s'interrogeait sur la survivance de la mémoire ouvrière à Nantes dans le futur, « quand les historiques ne seront plus là ».

Du Radisson Blu au projet Say Désiré Colombe

Il nous faut, pour clore ces deux années de recherches, comprendre en quoi les espaces que nous avons étudiés séparément, c'est-à-dire les aménagements luxueux et récréatifs dans d'anciens espaces punitifs de la Place Aristide Briand et la reconfiguration résidentielle et associative d'un ensemble syndical et festif procèdent d'une logique urbaine cohérente. Revenons sur les termes du dossier de presse du projet Désiré Colombe communiqué en 2013 :

[Il faut] doter l'agglomération d'un centre à la hauteur de son ambition. Pour ce faire, les leviers qui stimulent l'attractivité d'un territoire sont actionnés : habitat, commerce, tourisme et culture, espaces publics et déplacements ³⁸².

380 Par exemple, l'historien Yannick Guin, ancien adjoint à la culture de la ville de Nantes, auteur d'un ouvrage sur le mouvement de Mai 1968 à Nantes, se réclame du marxisme et de l'anarchisme tout en étant très proche de Jean-Marc Ayrault.

381 Par exemple, Jean-Marc Ayrault, alors Premier Ministre, rend hommage en novembre 2013, à Georges Prampart, syndicaliste de combat et responsable de la CGT des années 1950 aux années 1980, saluant une « grande figure du syndicalisme [qui] a marqué l'histoire sociale » locale. La même année, le Conseil Général organise une exposition intitulée Assemblée Générale, consacrée au mouvement ouvrier. Philippe Grosvalet, président du département, salue dans l'édito du livret de l'exposition, la figure de Fernand Pelloutier et appelle à « commémorer le 120^e anniversaire des Bourses du Travail de Nantes et Saint-Nazaire ».

382 « *Projet Désiré-Colombe, Un programme ambitieux pour le centre ville* », *Ville de Nantes*, Nantes Métropole,

Nous retrouvons ici une rhétorique similaire à celle rencontrée dans le dossier concernant les aménagements du complexe judiciaire et carcéral. Rue Désiré Colombe, les panneaux annoncent des « espaces mutualisés pour contribuer à la dynamique sociale du centre ville », « un projet durable et contemporain », « une résidence innovante et adaptée » sur un site « emblématique », l'ensemble s'inscrivant dans un « projet cœur de ville ». Dans le cas de l'infrastructure hôtelière implantée dans l'ancien tribunal, le président du Conseil Général expliquait : « Nantes n'avait pas d'hôtel de standing, il fallait que la métropole ait un tel attribut pour rayonner sur le plan économique et touristique³⁸³ » et expliquait « valoriser ce patrimoine tout en participant à l'attractivité économique de l'agglomération nantaise ». Ces éléments de langage font écho au schéma directeur de l'urbanisme commercial de Nantes Métropole en 2012, qui évoque l'offre commerciale, « supplémentaire et novatrice », qui doit devenir « un élément d'attractivité contribuant au développement économique et touristique de l'agglomération ainsi qu'à son rayonnement³⁸⁴ ». Ici encore, l'alignement des élus sur la communication et les mots des acteurs privés du secteur commercial nantais, en particulier l'*Association Plein Centre*, qui entend promouvoir un aménagement « attractif et agréable, animer le centre-ville, dynamiser les commerces, fédérer et représenter les intérêts des commerçants³⁸⁵ » est notable.

Cette vision partagée, unilatérale de la ville amène à aborder un des fils rouges de ces travaux : quel est le répertoire d'action publique en matière d'urbanisme d'une grande agglomération de gauche de l'ouest de la France ? Nous pouvons synthétiser, à partir de nos observations, trois domaines types du champ d'action contemporain de l'aménagement métropolitain, mis en œuvre de façon successive à Nantes. Le répertoire de l'aménagement culturel – la reconversion des friches industrielles en partie dirigée vers le tourisme –, celui de l'aménagement résidentiel – voué à loger une nouvelle population de cadres dans de nouvelles zones stratégiques en répondant à leurs exigences – et celui, plus marginal mais important sur le plan symbolique, de l'aménagement *ostentatoire* ou luxueux – qui s'adresse à des investisseurs et est envisagé comme une vitrine de la métropole sur le plan international –, domaines auxquels il faut ajouter les nouveaux équipements dans le secteur numérique, survalorisés dans les médias par les collectivités locales.

Nantes Métropole Aménagement, 5 février 2013.

383 « L'ancien Palais de Justice réinventé en hôtel 4 étoiles », *Nantes Métropole*, février 2013.

384 Schéma directeur de l'urbanisme commercial de Nantes métropole, 6 juillet 2012.

385 <http://www.pleincentre.net/qui-sommes-nous/> [consulté le 30 octobre 2017].

Un ouvrage remarquable consacré à l'histoire populaire de la ville de Nantes³⁸⁶ paraît alors que ce mémoire arrive à son terme. « Il n'existe plus de peuple nantais, ou pour le dire plus justement, le peuple nantais n'est plus seulement dans Nantes³⁸⁷ », écrivent les auteurs qui analysent la dilatation de l'espace urbain que nous évoquions dans les premières lignes de cette recherche. « On a d'avantage construit autour de Nantes en un demi siècle que depuis les premiers hommes », poursuivent-ils, observant que les familles populaires et moyennes s'installent à plusieurs dizaines de kilomètres du cœur de la ville. La métropole devient une citadelle sécuritaire qui concentre les richesses, les services, entourée de zones périurbaines peuplées de nouveaux sujets – les classes populaires et moyennes qui s'endettent pour accéder à la propriété –, rappelant, en un certain sens, la structuration spatiale médiévale du château entouré par une plèbe reléguée au-delà des murailles.

La forme d'une ville et ses transformations ont toujours interrogé les observateurs et les artistes. Déjà, la chanteuse Fréhel en 1936 s'inquiétait de la disparition de son quartier de Montmartre et fredonnait la nostalgie d'un Paris qui se transformait :

Des Abbesses à la Place du Tertre,
On démolit nos vieilles maisons.
Sur les terrains vagues de la butte,
De grandes banques naîtront bientôt.
Où ferez-vous alors vos culbutes,
Vous, les pauvres gosses à Poulbot³⁸⁸?

En 1964, la chanson *Paris ma rose*, écrite par Henri Gougaud et interprétée par Serge Reggiani déplorait également la perte d'un Paris frondeur et populaire.

Où est passée Paris la grise ?
Paris sur brume, la mouillée ?
[...]

Où sont-ils passés ceux qui fraternisent
Avec les murailles et les graffitis ?
Ces soleils de craie où sont-ils partis
Qui faisaient l'amour au mur des
églises ?

Où est passée Paris la rouge ?
La Commune des sans-souliers ?
S'est perdue vers Aubervilliers
Ou vers Nanterre l'embourbée
Paris la rouge³⁸⁹

386Alain Croix, Thierry Guidet, Gwenaël Guillaume, Didier Guyvarc'h, *Histoire populaire de Nantes*, PUR, 2017.

387Alain Croix, Thierry Guidet, Gwenaël Guillaume, Didier Guyvarc'h, *Histoire populaire de Nantes*, PUR, 2017, p. 438.

388Fréhel, *Où est il donc ?*, interprétée dans le film *Pépé le Moko* de Julien Duvivier, 94 minutes, 1936.

389 Serge Reggiani, *Paris ma rose*, paroles d'Henri Gougaud, 1964.

Cette mélancolie face à l'univers changeant de l'espace urbain semble donc traverser les époques. Ainsi ne s'agit-il pas dans ces travaux de s'inscrire dans une logique passéiste ou romantique, mais de comprendre les processus qui président aux grandes mutations socio-morphologiques d'une ville qui évolue sous nos yeux dans une optique marchande et concurrentielle, sans qu'à priori, tous ses habitants ne puissent en appréhender tous les enjeux.

La fin des interstices

Le temps est aux bouleversements urbains. A présent, l'Île de France s'apprête à démarrer le plus grand chantier urbain d'Europe : « Nous sommes au début de la troisième révolution urbaine de Paris qui marquera un tournant pour la capitale au même titre que celles impulsées par le baron Haussmann sous le Second Empire et par Paul Delouvrier, le père du RER, pendant les Trente Glorieuses³⁹⁰ », annonce Philippe Yvin, le président du directoire de la Société du Grand Paris. L'enjeu est encore de s'inscrire dans la compétition mondiale, de faire de Paris « le nouveau phare de l'Europe, capable d'en remonter aux plus grandes mégalo-poles[...] que sont New York, Londres ou encore Tokyo³⁹¹ », une logique analogue à celle énoncée par les élus nantais – à une échelle bien moindre – quand ils parlent de faire de leur agglomération provinciale, une destination à l'échelle Europe. Dans une autre grande capitale, Moscou, le pouvoir a entrepris en 2017 la destruction des « khrouchtchevki », les immeubles communautaires et bon marché issus de l'ère soviétique, situés dans la ville³⁹². Le projet de démolition de 8 000 immeubles concerne 1,6 million de personnes qui seront déménagées en périphérie de la ville. L'opération implique la liquidation d'une partie du passé de Moscou, ainsi qu'une transformation brutale de la morpho-sociologie de la ville, et provoque les plus grandes manifestations d'opposition depuis des années en Russie³⁹³.

Dans l'optique d'une observation des politiques urbaines à une échelle internationale, il est particulièrement intéressant de se pencher sur des les résonances entre la métropole nantaise et d'autres villes européennes de situations comparables. La ville de Valence – bien que plus peuplée – présente des éléments d'homologie avec la cité des Ducs : troisième agglomération espagnole et grand port méditerranéen, elle a été touchée par la désindustrialisation de son bassin d'emploi depuis les années 1970, occasionnant des politiques de reconversion urbaine. Les élus de la ville y élaborent des stratégies de développement similaires à celles observées localement : la maire de

390« Comment le Grand Paris va devenir l'égal de New York ou Tokyo », *Capital*, 24 août 2017.

391*Ibid.*

392« Avec la destruction des « khrouchtchevki », Moscou perd la mémoire », *Le Monde*, 6 avril 2017.

393Le 14 mai 2017, une manifestation contre ce projet rassemble 20.000 personnes.

droite met en œuvre dans les années 1990 une politique municipale visant à transformer Valence en Métropole internationale. Elle y multiplie les grands projets d'aménagements urbains, tels que la *Ciutat de les Arts i les Ciències* – Quartier des Arts et des Sciences – et le réaménagement du port, accompagnés de grands événements sportifs afin de « revitaliser » la zone portuaire. En 2008, la ville est frappée de plein fouet par la crise spéculative et l'aéroport surdimensionné construit à cinquante kilomètres au nord de la ville au début des années 2000 – en plus de l'aéroport existant à proximité de Valence – est abandonné. L'épisode n'est pas sans évoquer les stratégies de développement économique qui ont présidé là à relance du projet de second aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Du reste, à Valence comme à Nantes, les friches industrielles sont investies et l'espace est rationalisé, notamment par le biais des politiques culturelles de la ville qui transforment ces endroits. En juillet 2010, une communication du congrès de sociologie organisé à Pampelune s'intitule *Políticas urbanas y modelo de ciudad: Valencia: 1979-2009*. Les intervenants dressent la description du passage d'une « ville commerciale et dans une moindre mesure industrielle, avec une présence significative de l'agriculture, à une ville que les gouvernants prétendent sustenter économiquement par l'image, le spectacle et la fête permanente³⁹⁴ ». Une analyse qui ouvre de nouvelles perspectives captivantes, dans le champ des recherches socio-historiques comparatives à l'échelle internationale.

394Felipe Alcalà-Santaella Cananova, Fernando Diaz Oruta, Xavier Ginés Sanchez, María Luisa Lourés Seoane, Communication « Políticas urbanas y modelo de ciudad : Valencia: 1979-2009 », lors du Xe Congrès de Sociologie, Iruña-Pamplona, 1-3 juillet 2010. Consultable ici : <http://www.fes-sociologia.com/gt-5-sociologia-urbana/pages/155/> [dernière consultation le 26 mai 2017].

BIBLIOGRAPHIE

Sociologie : ouvrages

- ASCHER, François, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, éditions Odile Jacob, 1995.
- BEAUD, Stéphane et WEBER, Florence, *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, la Découverte, coll. « Guide repères », 1997.
- BERDET, Marc, *Fantasmagories du capital, l'invention de la ville marchandise*, Paris, La Découverte, 2013.
- BIDOU-ZACHARIASEN, Catherine, *Retours en ville. Des processus de gentrification urbaine aux politiques de revitalisation des centres*, Paris, Descartes & Cie, 2003.
- BOLTANSKI, Luc et CHIAPELLO, Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- BOURDIEU, Pierre, *Ce que parler veut dire : L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.
- CHAMPY, Florent, *Sociologie de l'architecture*, Paris, La Découverte, « Repères », 2001.
- CLERVAL, Anne, *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, Paris, La Découverte, coll. « Hors collection Sciences Humaines », 2013.
- CLASTRES, Pierre, *La Société contre l'État. Recherches d'anthropologie politique*, Éditions de Minuit, 1974.
- COLLET, Anaïs, *Rester bourgeois*, Paris, La Découverte, 2015.
- CORBILLÉ, Sophie, *Paris BOurgeoise, Paris BOhème. La ruée vers l'Est*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013.
- CROZIER, Michel, FRIEDBERG, Erhard, *L'acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*, Paris, Editions du Seuil, 1981.
- DOUILLET, Anne-Cécile et LEFEBVRE, Rémi, *Sociologie politique du pouvoir local*, Paris, Armand Colin, 2017.
- ELIAS, Norbert, *La Société de cour*, Paris, Flammarion, 1985.
- ELLUL, Jacques, *Métamorphose du bourgeois*, Paris, Gallimard, Collection La petite vermillon, 1998.
- EPSTEIN, Renaud, *La rénovation urbaine. Démolition-reconstruction de l'État*, Paris,

- Presses de Sciences Po, 2013.
- GARNIER, Jean-Pierre, *Une violence éminemment contemporaine, Essais sur la ville, la petite-bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires*, Paris, Agone, collection Contre-Feux, 2010.
 - GRAFMEYER, Yves, AUTHIER, Jean-Yves, MALLON, Isabelle, VOGEL, Marie, *Sociologie de Lyon*, Paris, La Découverte, 2010.
 - GUILLUY, Christophe, NOYE, Christophe, *Atlas des nouvelles fractures sociales en France*, Paris, Autrement, 2004.
 - HALBWACHS, Maurice, *La mémoire collective*, Paris, PUF, 1967.
 - HIRSCHMAN, Albert O., *Exit, Voice, and Loyalty : Responses to Decline in Firms, Organizations, and State*, Harvard University Press, 1990.
 - HUGHES, Everett C., *Le regard sociologique. Essais sociologiques*, textes rassemblés et présentés par CHAPOULIE, Jean-Michel, Paris, Éditions de l'EHESS, 1996.
 - ISRAËL, Liora, *L'arme du droit*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Contester », 2009.
 - LEFEVRE, Christian, ROSEAU, Nathalie, VITALE, Tommaso, (dir.) *De la ville à la métropole, les défis de la gouvernance*, Paris, L'oeil d'or, 2013.
 - MASSON, Philippe, CARTIER, Marie, LE SAOUT, Rémy, RETIÈRE, Jean-Noël, SUTEAU, Marc, *Sociologie de Nantes*, Paris, La Découverte, 2013.
 - OLSON, Mancur, *Logique de l'action collective*, Paris, Presse Universitaires de France, 1978.
 - PINÇON, Michel, PINÇON-CHARLOT, Monique, *Dans les beaux quartiers*, Paris, Éditions du Seuil, 1999.
 - PINÇON, Michel, PINÇON-CHARLOT, Monique, *Sociologie de la bourgeoisie*, La Découverte, 2005.
 - PINSON, Gilles, *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Académique », 2009.
 - RAULIN, Anne, *Anthropologie urbaine*, Paris, Armand Colin, 2007 (2ème Édition).
 - SANTAMARINA, Beatriz, *Hijos del mar; hijos de la tierra. Historias de vida del Cabanyal-Canyameral*. Ediciones Reproexpress, Valencia, 2007.
 - SIMÓ, Trinidad, *La arquitectura de la renovación urbana en Valencia*, Albatros, Valencia, 1973.

- TISSOT, Sylvie, *L'Etat et les quartiers*, Paris, Seuil, 2007.
- TISSOT, Sylvie, *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d'Agir, 2011.
- TOURAINE, Alain, *Mouvements sociaux d'aujourd'hui: acteurs et analystes : Colloque de Cerisy-la-Salle, 1979*, Les Éditions Ouvrières, Collection Politique Sociale, 1982.
- TOUSSAINT, Jean-Yves et ZIMMERMANN, Monique, *Projet urbain, ménager les gens, aménager la ville*, Liège, Mardaga, 1998.
- VEBLÉN, Thorstein, *La théorie de la classe de loisir*, (1970) [1899], Gallimard, Paris.
- VIVANT, Elsa, *Qu'est-ce que la ville créative ?*, Paris, PUF, 2009.
- WEBER, Max, *La Domination*, Paris, La Découverte, réédité 2014.

Sociologie : articles

- AGIER, Michel, « Les savoirs urbains de l'anthropologie », *Enquête*, avril 1996, mis en ligne le 11 juillet 2013. Voir : <https://enquete.revues.org/683> [dernière consultation le 12/05/2017].
- ALCALÁ-SANTAELLA CASANOVA, Felipe, DÍAZ ORUETA, Fernando, GINÉS SÁNCHEZ, Xavier, LOURÉS SEOANE, María Luisa, Communication « Políticas urbanas y modelo de ciudad : Valencia: 1979-2009 », lors du Xe Congrès de Sociologie, Iruña-Pamplona, 1-3 juillet 2010. Consultable ici : <http://www.fes-sociologia.com/gt-5-sociologia-urbana/pages/155/> [dernière consultation le 26 mai 2017].
- BARBERIS, Dominique, « En lisant la forme d'une ville », *Place Publique*, mars-avril 2010.
- BEAL, Vincent, « "Trendsetting cities" : les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales », *Métropolitiques*, 30 juin 2014.
- BEAUD, Stéphane, « Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », *Politix*, Volume 9, Numéro 35, 1996, pp. 226-257.
- BENVENÚ, Carlotta, et GABORIEAU, David, « Produire le flux. L'entrepôt comme prolongement d'un monde industriel sous une forme logistique », *Savoir/Agir*, vol. 39, no. 1, 2017, pp. 66-72.
- BOUMAZA, Magali, PIERRU, Emmanuel, « Des mouvements de précaires à l'unification

- d'une cause », *Sociétés contemporaines*, 2007/1 (n° 65), pp. 7-25.
- CUCO, Josepa, « Urbanización y revuelta. Aproximación al caso de la ciudad de Valencia ». Voir : http://www.terracritica.org/fitxers/documents/urbanizacion_y_revuelta.pdf [dernière consultation le 26/05/2017].
 - CLERVAL, Anne, « À Paris, le discours sur la mixité sociale a remplacé la lutte des classes », *L'Humanité*, 18 octobre 2013.
 - DEBROUX, Tatiana, et al. « La production d'ensembles résidentiels élitaires (Bruxelles XVIII^e-XX^e siècles) », *Genèses*, vol. 99, no. 2, 2015, pp. 69-92.
 - DEL ROMERO RENAULT, Luis et TRUDELLE, Catherine, « Le Conte de deux cités : Analyse comparative des conflits urbains de Montréal et Valence, 1995–2010 », *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, 2011, vol. 56, no 1, p. 58-79.
 - DEVISME, Laurent, DUMONT, Marc, ROY, Élise, « Le jeu des « bonnes pratiques » dans les opérations urbaines, entre normes et fabrique locale », *Espaces et sociétés*, 2007/4 (n° 131), p. 15-31.
 - DONZELOT, Jacques, « La ville à trois vitesses : gentrification, relégation, périurbanisation », *Esprit*, mars-avril 2004.
 - EPSEIN, Renaud et KIRSZBAUM, Thomas, « L'enjeu de la mixité sociale dans les politiques urbaines », *Regards sur l'actualité*, avril 2003.
 - EPSTEIN, Renaud, « Aborder la ségrégation à partir des quartiers populaires, c'est prendre le problème à l'envers », interview dans *Le Monde*, 24 janvier 2015
 - FELSTINER, William L. F., ABEL, Richard L. et SARAT, Austin, « L'émergence et la transformation des litiges : réaliser, reprocher, réclamer », *Politix*, vol. 4, n°16, Quatrième trimestre 1991. *Causes entendues - Les constructions du mécontentement*, sous la direction de COLLOVALD, Annie et GAÏTI.
 - GAJA, Fernando, (2006), « El boom de València o la ciutat com a espectacle », dans *Llibre Verd del Territori Valencià*, Valence, Escola Valenciana, Federació d'Associacions per la Llengua, 2006, pp. 203-215.
 - GARNIER, Jean-Pierre, *Un espace indéfendable. L'aménagement urbain à l'heure sécuritaire*, Intervention, Actes & Cités / Radio libertaire, juin 2003.
 - GENSBURGER, Sarah, « Localiser le passé », *Genèses*, vol. 92, no. 3, 2013.
 - LAFAYE DE MICHEAUX, Elsa, « Faire la sourde oreille. Sociologie d'un conflit politique autour du bruit en ville », *Communications*, vol. 90, no. 1, 2012, pp. 109-129.
 - LAMARCHE, Thomas, « Le territoire entre politique de développement et attractivité »,

Études de communication, 26, 2003.

- LEFEBVRE, Rémi, *De « changer la ville » aux villes « attractives »*, *Place Publique* #30, novembre -décembre 2011.
- LEOTTA Nicolò, « De la métropole lombarde à la mégapole padane », *Sociétés*, 2010/3 (n° 109), p. 105-118.
- MARTINEZ PUCHE, Antonio, « Zones et couloirs industriels de la Région de Valence (Espagne) », Dans *Urbanisation et environnement sur les littoraux nord-méditerranéens* n° 15, 2003 / 3.
- MASBOUNGI, Ariella. « Bilbao, nouvelle Mecque de l'urbanisme », *Annales des Mines - Réalités industrielles*, vol. février 2008, no. 1, 2008, pp. 45-48.
- MOLLURA, Gaetano, « Les programmes européens et les villes : politiques intégrées de requalification urbaine et "gouvernance" », Dans *Entre recherche et expertise : itinéraires en villes-ports* n°39, 2011 / 2.
- MOUZON, Céline. « Des coursiers belges mieux protégés », *Alternatives économiques*, vol. 359, no. 7, 2016.
- NICOLAS, Amélie et ZANETTI, Thomas, « Usages de la mémoire dans les projets de renouvellement urbain. Le cas des espaces hérités de l'industrie française », *Articulo - Journal of Urban Research*, mai 2004.
- NICOLAS, Amélie et ZANETTI, Thomas, « Patrimoine et projet urbain : produire et valoriser la localité à Saint-Étienne, Nantes et Clermont-Ferrand », *Espaces et sociétés* 2 n° 152-153, janvier 2013, pp. 181-195.
- PENEFF, Jean, « La méthode biographique », *Politix*, 1992/1, N° 17, 1992.
- RAUTENBERG, Michel, « " L'imaginaire urbain, le regard et le pas du citoyen ", (direction du numéro et introduction) », *Culture et Musées*, n°12, Actes Sud, décembre 2008.
- SACRISTE Valérie, « Sociologie de la communication publicitaire », *L'Année sociologique*, 2001/2 (Vol.51), p. 487-498.
- SASSEN, Saskia, « Introduire le concept de ville globale », *Raisons politiques*, n° 15, mars 2004.
- SELOD, Harris, « La mixité sociale : le point de vue des sciences économiques. Les gagnants et les perdants de la ségrégation », *Informations sociales*, 2005/5 (n° 125), p. 28-35.
- SIMON, Patrick et LÉVY, Jean-Pierre, « Questions sociologiques et politiques sur la mixité

sociale », dans *Contretemps*, n°13, 2005.

- SMITH, Neil, « La gentrification généralisée : d'une anomalie locale à la « régénération » urbaine comme stratégie urbaine globale », dans *Retours en ville. Des processus de gentrification urbaine aux politiques de revitalisation des centres*, BIDOU-ZACHARIASEN, Catherine, Descartes & Cie, 2003.
- SUAUD, Charles, « Splendeur et misère d'un petit séminaire », dans *Actes de la recherche en sciences sociales* Vol. 2, n°4, août 1976.
- TAFANI, Pierre, « Du clientélisme politique », *Revue du MAUSS*, vol. n° 25, no. 1, 2005, pp. 259-286.
- TISSOT, Sylvie et POUPEAU, Franck, « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/4 (n° 159).
- TISSOT, Sylvie (dir.), « Centres-villes : modèles, luttes, pratiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 195, 2012.
- TISSOT, Sylvie (dir.), « Les espaces de l'entre-soi », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 204, 2014.
- RODRIGUES-MALTA, Rachel, « Villes portuaires horizons 2020 », dans *Villes portuaires, Horizons 2020*, n° 111, 2008.
- TER MINASSIAN, Hovig. « La réhabilitation du centre ancien de Barcelone : discours et représentations par les pouvoirs publics (1980-2008) », *Espaces et sociétés*, vol. 142, no. 2, 2010, pp. 95-112.
- THOMASSIAN, Marlène, « Pratiques de la négociation dans les projets urbains ou la « fabrique » de décisions concertées en vue de réduire le risque d'inacceptabilité sociale », *Négociations*, vol. 11, no. 1, 2009. Voir : <https://www.cairn.info/revue-negociations-2009-1-page-185.htm> [dernière consultation le 02/10/2017].

Géographie urbaine :

- CHALINE, Claude, *Ces ports qui créèrent des villes*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- DROZDZ, Martine, « Aux frontières de la démocratisation urbaine. Conflits et urbanisme participatif à Londres », *L'information géographique*, vol. 80, no. 4, 2016.
- GARAT, Isabelle, POTTIER, Patrick, GUINEBERTEAU, Thierry, JOUSSEAUME, Valérie

- et MADORÉ, François, *De la belle endormie au nouvel Eden de l'ouest*, Paris, Economica-Anthropos, 2005.
- GUILLUY, Christophe, *La France périphérique : Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2014.
 - HARVEY, David, *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine*, Paris, Editions Buchet-Castel, 2015.
 - LEFEBVRE, Henri, *Le Droit à la ville*, Paris, Seuil, Collection Points, 1968.
 - MIRANDA MONTERO, María-Jesús, *La secunda residencia en la provincia de Valencia*, Valence (Espagne), Sección de Geografía, Universidad de Valencia, 1985.
 - RIMBERT, Sylvie, *Les paysages urbains*, Paris, Armand Colin, 1973.

Histoire : ouvrages

- BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*. Édition critique préparée par Étienne Bloch, Armand Colin, 1993.
- BRAUDEL, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle 1. Les Structures du quotidien - 2. Les Jeux de l'échange - 3. Le Temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979.
- CHARVET, Marie, *Les fortifications de Paris. De l'hygiénisme à l'urbanisme, 1880-1919*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.
- CROIX, Alain, GUIDET, Thierry, GUILLAUME, Gwenaël et GUYVARCH, Didier, *Histoire populaire de Nantes*, Rennes, PUR, 2017.
- CRESSARD, Benoit, EUDES, Olivier, *Nantes sous l'Occupation*, Rennes, Éditions Ouest-France, 1981.
- ERIBON, Didier, *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*, Paris, Éditions Léo Scheer, 2007.
- GUEPIN, Ange et BONAMY, Nantes au XIX^e siècle, *statistique topographique industrielle et morale*, Nantes, Prosper Sebire, Libraire-Éditeur, 1835.
- GUILBAUD, Sarah, *Mai 68 à Nantes*, Nantes, Coiffard Editions, 2004.
- KAHN, Claude et LANDAIS, Jean, (préface de Marcel Launay), *Les « Années folles » à Nantes - 1920-1930*, Nantes, Ouest éditions et Université inter-âges de Nantes, 1995.
- LE GOFF, Jacques, entretiens avec LEBRUN, Jean, *Pour l'amour des villes*, Paris, Éditions

- Textuel, 1997.
- LEROUX, Émilienne, *Histoire d'une ville et de ses habitants, Nantes des origines à 1914*, [1984], *Tome I*, Paris, L'Harmattan, réédition 2014.
 - LEROUX, Émilienne, *Histoire d'une ville et de ses habitants, Tome II, de 1914 à 1939*, Paris, Editions Arts-Culture-Loisir, 1985.
 - NORA, Pierre (dir.), *Les Lieux de Mémoire*, Paris, Gallimard, 1992.
 - NOIRIEL, Gérard, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, Collection Repères, 2006.
 - PELLOUTIER, Fernand, *Histoire des Bourses du travail*, Paris, Les Éditions Alfred Costes, 1921.
 - PÉTRÉ GRENOUILLEAU, Olivier, *Nantes*, Plomelin, Collection Histoire et géographie contemporaine, Édition Palantine, 2003.
 - STEINER, Anne, *Le Temps des révoltes, Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la Belle Époque*, Paris, L'échappée, 2015.
 - STERNHELL, Zeev, *La droite révolutionnaire, 1885-1914 : les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, 1978.
 - THOMPSON, Edward, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Seuil, [1963] 1988.

Histoire : articles

- GOBILLE, Boris, « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2/2008 (63e année), pp. 321-349.
- GUICHETEAU, Samuel, « Les ouvriers dans la ville Nantes au XVIIIe siècle », *Histoire urbaine*, 2/2010 (n° 28), p. 147-166.
- RÉBÉRIOUX, Madeleine, « La carte postale de grève : propos sur une collection et une exposition », *Le Mouvement social*, N°131, avril-juin 1985.
- RICHARD, Daniel, *et al.*, *Les annales de Nantes et du pays nantais*, revue de la société académique de Nantes et de la Loire Atlantique, 1989.
- ROCHCONGAR, Yves, « Les grèves de la métallurgie à Nantes pendant l'été 1955 », revue *Agone*, 33, 2005.

- VAN TIJEN, Tjebbe, « *Les Provos. Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie* », *Lettre d'information n°13, UMR IRICE*, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, 26 février 1996.

Autre : articles et ouvrages (philosophie, sciences politiques)

- ADORNO, Theodor W. et HORKHEIMER, Max, *La dialectique de la raison*, Gallimard, 1974.
- BENJAMIN, Walter, *Sur le concept d'histoire*, Paris, Éditions Payot, 2013 (réédition).
- DEBORD, Guy, « Théorie de la dérive », *Les Lèvres nues*, n°9, décembre 1956. GIROUD, Matthieu, « Mixité, contrôle social et gentrification », dans *La Vie des idées*, 3 novembre 2015.
- DELALANDE Benjamin, « Publicité sans frontières. De la pub au politique », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 98 | 2012, mis en ligne le 01 mai 2014, consulté le 02 novembre 2017. URL : <http://mots.revues.org/20613>
- HAZAN Eric, *LQR. La propagande du quotidien*, Paris, Raisons d'agir, 2006.
- GRAMSCI, Antonio, *Écrits politiques, I., 1914-1920*, traduit de l'italien par Marie G. Martin, Gilbert Moget, Armando Tassi, Paris, Gallimard, 1977.
- MARCHETTI, Nicolas, *Les conflits de localisation: le syndrome NIMBY*, CIRANO, 2005. Voir : <http://www.cirano.qc.ca/files/publications/2005RB-05.pdf> [dernière consultation le 02/09/2017].
- MARCUSE, Herbert, *L'Homme unidimensionnel, Études sur l'idéologie de la société industrielle*, Traduit de l'anglais par Monique Wittig et l'auteur, Paris, Éditions de Minuit, 1968.
- MINC, Alain, *La mondialisation heureuse*, Paris, Plon, 1997.

Thèses/mémoires universitaires

- COUDERT, Laurent, *Dynamiques urbaines et sociales dans les quartiers péricentraux. L'exemple de trois métropoles régionales : Nantes, Bordeaux et Toulouse*, Nantes, Université

de Nantes, sous la direction de PEYON, Jean-Pierre, 2006.

- NICOLAS, Amélie, *Usages sociaux de la mémoire et projet d'aménagement urbain : les héritages industriels et portuaires à l'épreuve du projet de l'île de Nantes*, Université de Nantes, Thèse de doctorat sous la direction de GUIENNE, Véronique, 2009.
- GUYVARCH, Didier, *La construction de la mémoire de la ville : Nantes (1914-1992)*, Université de Rennes 2, Thèse de doctorat sous la direction de CROIX, Alain, 1994.
- SINA, Franck, *Champ de la sécurité et prévention des illégalismes : pour une analyse sociologique des enjeux relatifs aux politiques locales de prévention et de sécurité*, Nantes, Université de Nantes, Thèse doctorale sous la direction de FAURE, Jean-Michel, 2002.

Dictionnaires

- CROIX, Alain, et AMOUROUX, Alain, (dir.), *Dictionnaire de Nantes*, Rennes, Presse Universitaires de Rennes, 2012.
- *Nantes. Encyclopédies des villes*, Paris, Éditions Bonneton, 1990.

Arts : littérature, arts plastiques et musicaux

- BAZIN, René, *De toute son âme*, [1930], Éditions AMA, réédition 2013.
- BRETON, André, *Nadja*, dans *Œuvres complètes, tome 1*, Gallimard, Bibliothèque de La Pléiade, Paris 1988.
- FRÉHEL, *Où est il donc ?*, interprétée dans le film *Pépé le Moko* de Julien Duivivier, 94 minutes, 1936.
- GRACQ, Julien, *La Forme d'une ville*, Paris, José Corti, 1985.
- GRANDJOUAN, Jules, *Nantes la grise. Lithographies originales d'après dessins sur nature*, Nantes, Éditions R.Guist'hau, 1899.
- GRANDJOUAN, Jules, *Nantes la-grise, ses 28 ponts*, 1923. (pièce d'archive).
- REGGIANI, Serge Reggiani, *Paris ma rose*, paroles d'Henri Gougaud, 1964.

Revues et presse

- *Capital*
- *L'ami de la vérité*
- *L'Humanité*
- *Le Monde*
- *Le Nationaliste, Journal d'Union Libérale*
- *Le Parisien*
- *Le Télégramme*
- *Libération*
- *Revue Radar*
- Presse quotidienne locale : *Presse Océan, Ouest-France, 20 Minutes Nantes*
- Revues municipales : *Nantes Métropole, Nantes Passion*
- *Revue Place Publique*
- Revue spécialisée dans l'immobilier : *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment*
- *Time Magazine*

Vidéos

- Archive INA, Jean-Marc Ayrault maire de Saint-Herblain s'exprime sur le « socialisme autogestionnaire », 14 avril 1977. Voir : <http://www.ina.fr/video/RXC03007197> [consulté le 27 septembre 2017].
- COUSIN, Olivier et POUVREAU, Xavier, *Le dernier chantier*, documentaire, Pirouette Films, 2011.
- Reportage *TéléNantes* sur le lancement du projet Désiré-Colombe. Consultable ici: <http://telenantes.com/actualite/le-18h-info/article/le-18h-info-du-18-mars-2016> [Dernière consultation le 6 avril 2017].
- Vidéos publicitaires (3) du promoteur ADI. Consultables en ligne. Vidéo 1 ci-après : <https://www.youtube.com/watch?v=ljVtC1YQ5aQ>. Vidéo 2 consultable à cette adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=5kDzt4X4vBI>. Vidéo 3 consultable à cette adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=VHgi62J1MCE> [consultées le 17/05/2017].

- Vidéo « L'incroyable Arbre aux hérons s'enracinera dans la carrière Miséry », NantesMétropole.fr, 11 juillet 2016. Voir : <http://www.nantesmetropole.fr/actualite/l-actualite-thematique/l-incroyable-arbre-aux-herons-s-enracinera-dans-la-carriere-misery-video-tourisme-87224.kjsp> [dernière consultation le 30 septembre 2017]

Documentations diverses

- Brochures du projet Désiré Colombe : *Cœur de Nantes, Projet Désiré Colombe, journal de projet n°1*, Ville de Nantes, Nantes Métropole Aménagement, et *Projet Désiré-Colombe, Un programme ambitieux pour le centre ville*, Ville de Nantes, Nantes Métropole, Nantes Métropole Aménagement.
- Campagne publicitaire du promoteur immobilier *Ataraxia*. Disponible sur son site : <https://www.ataraxiapromotion.fr/fr/pavillon-saint-louis-nantes.html> [dernière consultation le 02/02/2017].
- Compte-rendu du Congrès de Nantes de 1894. Disponible dans son intégralité sur : <http://visualiseur.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1099162> [dernière consultation le 02/09/2017].
- *La Métropole, La nouvelle frontière démocratique ? Réflexions et propositions du Conseil de développement pour une "citoyenneté" métropolitaine*, Conseil de développement de Nantes métropole, Septembre 2017.
- Insee Nord-Pas-de-Calais, « Les cadres des fonctions métropolitaines : le dynamisme lillois à l'aune des évolutions nationales », *Pages de profil n°69*, mars 2010.
- Page promotionnelle de la « Villa Ocupada », projet du *Voyage à Nantes* édition 2014. Voir : <http://www.pickup-prod.com/villa-ocupada/>.
- Procès-Verbal du Conseil Municipal, séance du 1er Juillet 2011, *Ville de Nantes*.
- Site de l'école informatique *Epitech Nantes* : <http://www.epitech.eu/prix-tarifs-cout-financement.aspx> [consulté le 17/05/2017].
- Site de l'agence Double Mixte : <http://www.agence-double-mixte.com/>
- Site de l'agence Rouge Vif : <http://grouperougevif.fr/groupe> [consulté le 1er novembre 2017].

Autre : radio et exposition temporaire

- Emission *Du Grain à Moudre*, présentée par Hervé Gardette, « Jusqu'où ira la mise en concurrence des territoires ? », 5 novembre 2013.
- Exposition à la *Maison des Hommes et des Technique*, « Vivre, travailler, militer, histoire sociale de la navale, 1881-1987 », 16 septembre 2017 au 21 octobre 2018.



Frans Masereel, *La Ville*, 1925.